

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1613

[C — 2002/29138]

20 DECEMBRE 2001. — Décret fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I^{er}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement supérieur artistique visés par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique.

TITRE 2. — Définitions

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1° décret : décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique.
- 2° Ecole supérieure des Arts : établissement d'enseignement supérieur artistique visé par le décret.
- 3° Pouvoir organisateur :
 - a) la Communauté française;
 - b) une commune, une province, pour le réseau officiel subventionné;
 - c) une personne physique ou morale de droit privé, pour le réseau libre subventionné; qui assume la responsabilité de l'enseignement dispensé dans une ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts.
- 4° Domaine : chacun des cinq secteurs de l'enseignement supérieur artistique — à savoir les arts plastiques, visuels et de l'espace; la musique; le théâtre et les arts de la parole; les arts du spectacle et technique de diffusion et de communication; la danse — tels que fixés par l'article 1^{er}, § 2, du décret.
- 5° Option : option visée aux articles 10, § 4; 14, § 4; 19, § 4 et 22 du décret ou finalité au sens de l'article 10, § 3 du décret.
- 6° Emploi organique : emploi organisé ou subventionné dans le respect des normes décrétales et réglementaires.
- 7° Emploi vacant : emploi organique qui n'est pas attribué à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ou à un membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée.
- 8° Mandat : emploi attribué à un membre du personnel qui ne peut donner lieu à une désignation ou à un engagement au titre de temporaire à durée déterminée, à une désignation à titre temporaire à durée indéterminée ou à une nomination ou à un engagement à titre définitif.
- 9° Unité d'emploi : volume d'encadrement des étudiants correspondant à une charge à prestations complètes.
- 10° Conseil supérieur artistique : le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique visé à l'article 26 du décret.
- 11° Conseil de gestion pédagogique : le Conseil propre à une Ecole supérieure des Arts visé aux articles 13, 14 et 16 à 22 du présent décret.
- 12° Conseil d'option(s) : le Conseil propre à une Ecole supérieure des Arts visé aux articles 13, 14 et 23 à 26 du présent décret.
- 13° Conseil des étudiants : le Conseil propre à une Ecole supérieure des Arts visé aux articles 13, 14, 27 à 31 du présent décret.
- 14° Conseil social : le Conseil propre à une Ecole supérieure des Arts visé aux articles 13, 14, 32 à 34 du présent décret.
- 15° Commission de recrutement : la commission propre à une Ecole supérieure des Arts visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret.
- 16° Projet pédagogique et artistique : le projet par lequel une Ecole supérieure des Arts se propose de mettre en oeuvre les objectifs généraux de l'article 3 du décret tel que précisé par l'article 5 du présent décret.
- 17° Organisation représentative des étudiants reconnue par la Communauté française : l'organisation ou les organisations visée(s) à l'article 78 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.
- 18° Etudiant régulièrement inscrit : l'étudiant qui répond aux conditions d'accès prévues par les dispositions de l'article 49 du présent décret.

19° Etudiant finançable : l'étudiant qui entre en ligne de compte pour le financement conformément à l'article 51 du présent décret.

20° Année académique : le temps nécessaire à la réalisation d'une année d'études, formé de deux semestres commençant le 15 septembre et se terminant le 14 septembre de l'année suivante.

21° Grades : les grades tels que repris aux articles 7, 11, 13, 18, 19, § 4, 22 et 23 du décret.

22° Activités d'enseignement : les activités telles que décrites à l'article 4 du décret.

23° Objectifs : les objectifs tels que définis à l'article 3 du décret.

§ 2. Pour l'application du présent décret, les délais se calculent comme suit :

1° Le jour qui en constitue le point de départ n'est pas compris.

2° Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

3° Toutefois, lorsque le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche, un jour férié légal ou un jour de fête dans la Communauté française, il est reporté au jour ouvrable le plus proche.

DEUXIEME PARTIE. — L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

CHAPITRE I^{er}. — *Des conventions de coopération pour l'organisation d'études communes*

Art. 3. La convention de coopération établie, en application de l'article 6, alinéa 2, du décret, par plusieurs Ecoles supérieures des Arts ou entre une Ecole supérieure des Arts et un ou plusieurs autres établissements d'enseignement pour l'organisation d'études communes détermine, outre les apports respectifs des partenaires, quel est l'établissement responsable de l'organisation des études, des activités d'enseignement regroupées et de l'engagement des membres du personnel qui en ont la charge. Elle fixe aussi les dispositions qui devront être inscrites dans le règlement particulier des études conformément à l'article 39, alinéa 2, 8°, du présent décret.

L'établissement responsable de l'organisation des études inscrit l'étudiant. Ce dernier n'est comptabilisé comme étudiant finançable que dans l'établissement où il est inscrit.

L'Ecole supérieure des Arts qui conclut une convention de coopération peut céder des unités d'emploi ou des fractions d'unités d'emploi à un autre établissement d'enseignement, et en recevoir.

Le Gouvernement fixe la procédure d'approbation des conventions de coopération.

CHAPITRE II. — *Rationalisation*

Art. 4. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 54 du présent décret, lorsque le nombre d'étudiants finançables demeure, pendant deux années académiques consécutives, inférieur à 50 % de la population de référence telle que définie à l'article 54 du présent décret, l'Ecole supérieure des Arts perd son autonomie au premier jour de l'année académique suivante.

Son Pouvoir organisateur peut la fusionner avec une autre Ecole supérieure des Arts du même réseau ou d'un autre réseau.

A défaut de fusionner avec un autre établissement, le Pouvoir organisateur procède à la fermeture de l'école année par année.

§ 2. Si les Ecoles supérieures des Arts entre lesquelles s'opère la fusion présentent chacune le déficit dans le nombre d'étudiants finançables défini au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la fusion conduit à la création d'une nouvelle Ecole supérieure des Arts sur la base d'une fusion égalitaire.

Lorsqu'une seule des Ecoles supérieures des Arts présente ce déficit, la fusion conduit à la fermeture de celle-ci en tant qu'établissement autonome. Elle peut devenir une implantation de l'Ecole supérieure des Arts avec laquelle elle fusionne sur la base d'une fusion par absorption.

§ 3. Les fusions entre Ecoles supérieures des Arts sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe la procédure d'approbation des fusions entre Ecoles supérieures des Arts.

CHAPITRE III. — *Projet pédagogique et artistique de l'Ecole supérieure des Arts*

Section 1^{re}. — Définition du projet pédagogique et artistique

Art. 5. Le projet pédagogique et artistique doit préciser l'ensemble des moyens mis en œuvre et des choix opérés pour rencontrer les missions de l'enseignement supérieur artistique telles que définies à l'article 3 du décret.

Il est élaboré par le Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts.

Section 2. — Approbation et publication du projet pédagogique et artistique

Art. 6. Au plus tard le 31 décembre 2001, le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts soumet au Pouvoir organisateur la proposition de projet pédagogique et artistique pour approbation.

Toute demande de modification doit être soumise pour approbation au Pouvoir organisateur par le directeur sur proposition du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts. La demande de modification doit être introduite au plus tard le 31 décembre pour pouvoir entrer en application à la rentrée académique suivante.

Art. 7. Le projet pédagogique et artistique est un document public, fourni par le Directeur ou son représentant à toute personne, sur simple demande et aux étudiants, au plus tard lors de leur inscription.

CHAPITRE IV. — *Projets pédagogiques et artistiques particuliers**Section 1^{re}. — Définition des projets pédagogiques et artistiques particuliers*

Art. 8. Les projets pédagogiques et artistiques particuliers sont des documents écrits rédigés par les candidats à un recrutement et qui précisent la manière dont seront rencontrées les missions de l'enseignement supérieur artistique telles que définies à l'article 3 du décret ainsi que les dispositions du projet pédagogique et artistique visé à l'article 5 du présent décret.

Section 2. — Le projet pédagogique et artistique du directeur ou directeur adjoint

Art. 9. Le projet pédagogique et artistique du candidat au mandat de directeur ou de directeur adjoint expose la manière détaillée et singulière dont il envisage sa tâche de direction de l'Ecole supérieure des Arts.

Ce document est envoyé à l'Ecole supérieure des Arts conformément au prescrit de l'appel au *Moniteur belge* visé aux articles 102, 227 et 357 du présent décret.

Section 3. — Le projet pédagogique et artistique du professeur

Art. 10. Le projet pédagogique et artistique du candidat à un emploi de professeur expose la manière détaillée et singulière dont — pour chaque activité d'enseignement ou chaque cours pour lequel il postule — il envisage sa tâche d'enseignement au sein de l'Ecole supérieure des Arts.

Ce document est envoyé à l'Ecole supérieure des Arts conformément au prescrit de l'appel au *Moniteur belge* visé aux articles 102, 227 et 357 du présent décret.

Section 4. — Le projet pédagogique et artistique de l'assistant

Art. 11. Le projet pédagogique et artistique du candidat à un emploi d'assistant expose la manière dont il envisage sa tâche d'assistant en rapport avec les objectifs poursuivis par le ou les cours pour le(s)quel(s) le poste d'assistant est proposé.

Ce document est envoyé à l'Ecole supérieure des Arts conformément au prescrit de l'appel au *Moniteur belge* visé aux articles 102, 227 et 357 du présent décret

Section 5. — Le projet pédagogique et artistique de l'accompagnateur

Art. 12. Le projet pédagogique et artistique du candidat à un emploi d'accompagnateur expose la manière dont il envisage sa tâche d'accompagnateur en rapport avec les objectifs poursuivis par le ou les cours pour le(s)quel(s) le poste d'accompagnateur est proposé.

Ce document est envoyé à l'Ecole supérieure des Arts conformément au prescrit de l'appel au *Moniteur belge* visé aux articles 102, 227 et 357 du présent décret.

TITRE II. — *Gestion de l'Ecole supérieure des Arts***CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales***

Art. 13. L'Ecole supérieure des Arts est gérée par un Pouvoir organisateur et est dotée d'un Conseil de gestion pédagogique, d'un ou plusieurs Conseil(s) d'option(s), d'un Conseil des étudiants et d'un Conseil social.

Pour les Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française, l'exercice de leur gestion est assumé par le Gouvernement.

Les Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française sont des services à gestion séparée au sens de l'article 140 des Lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 14. Les membres du Conseil de gestion pédagogique, du ou des Conseil(s) d'option(s), du Conseil des étudiants et du Conseil social ont accès à l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de leur mandat, sans que cela ne puisse porter atteinte au respect de la vie privée des personnes auxquelles les données se rapportent. Ces différentes informations doivent être accessibles au sein de l'Ecole supérieure des Arts.

Chaque Conseil élabore son règlement d'ordre intérieur.

Art. 15. Des Commissions de recrutement sont constituées par le Pouvoir organisateur à l'initiative du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts.

CHAPITRE II. — *Le Conseil de gestion pédagogique*

Art. 16. Le Conseil de gestion pédagogique est chargé d'élaborer les modalités de mise en œuvre des missions de l'Ecole supérieure des Arts visées à l'article 3 du décret en rédigeant son projet pédagogique et artistique ainsi que le règlement particulier des études.

Il est consulté par le Pouvoir organisateur sur toute question pédagogique et sur toute question concernant l'utilisation des moyens pédagogiques et l'affectation des membres du personnel.

Il est consulté par le Pouvoir organisateur sur toute convention de coopération, visée à l'article 3, conclue avec un autre établissement.

Le Conseil de gestion pédagogique, peut également, d'initiative, remettre au Pouvoir organisateur un avis sur toute question relative aux matières visées dans le présent article.

Art. 17. Le Conseil de gestion pédagogique est composé :

- 1° du directeur et du directeur adjoint lorsque cette fonction est attribuée;
- 2° de 5 représentants des professeurs et des accompagnateurs représentant chaque domaine organisé;
- 3° de 3 représentants syndicaux;
- 4° de 2 représentants des assistants lorsque cette fonction est attribuée;
- 5° d'un représentant des catégories du personnel autres que la catégorie du personnel enseignant;
- 6° de cinq délégués étudiants représentant chaque domaine organisé.

Les membres visés au 6° ont un suppléant.

Ce dernier remplace le membre effectif qu'il supplée en cas d'absence, de décès, de démission ou de perte de la qualité d'étudiant de ce dernier.

Art. 18. Les représentants des professeurs et accompagnateurs sont élus par l'ensemble des professeurs et accompagnateurs de l'Ecole supérieure des Arts pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Nul représentant des professeurs et accompagnateurs ne peut assumer plus de 2 mandats successifs.

Les représentants du personnel assistant sont élus par l'ensemble du personnel assistant de l'Ecole supérieure des Arts pour un mandat d'un an renouvelable.

Le représentant des catégories du personnel autre que la catégorie du personnel enseignant est élu par l'ensemble du personnel des catégories du personnel autres que la catégorie du personnel enseignant pour un mandat de 4 ans renouvelable. Les représentants étudiants sont élus par le Conseil des étudiants pour un mandat d'un an renouvelable.

Les représentants syndicaux sont membres du personnel de l'Ecole supérieure des Arts. Ils sont désignés par les organisations syndicales représentant les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française qui siègent au Conseil national du travail.

Art. 19. Le Conseil de gestion pédagogique est présidé par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts.

Art. 20. Tous les membres du Conseil de gestion pédagogique interviennent avec voix délibérative.

Art. 21. Les avis du Conseil de gestion pédagogique sont émis valablement dès que la moitié des membres sont présents.

Tout avis fait l'objet d'un vote et est motivé.

Ne participent pas au vote, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

Art. 22. Les avis se donnent à la majorité absolue, les abstentions ne rentrent pas en compte dans le quorum de décision.

CHAPITRE III. — *Les Conseils d'option(s)*

Art. 23. Les Conseils d'option(s) émettent des propositions relatives à l'option ou aux options visant à concrétiser le projet pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts. Ces propositions sont soumises au Conseil de gestion pédagogique.

Art. 24. Un Conseil d'option(s) est composé :

1° de tous les enseignants intervenant dans la formation qui correspond à une option;

2° de quatre représentants des étudiants de l'option; lorsque l'Ecole organise plusieurs options, elle peut constituer un Conseil regroupant plusieurs options. Ce Conseil d'options comprend tous les enseignants de cet ensemble d'options et deux étudiants par option concernée.

Art. 25. Un Conseil d'option(s) choisit un de ses membres pour en assurer la présidence.

Art. 26. Tous les membres d'un Conseil d'option(s) interviennent avec voix délibérative.

CHAPITRE IV. — *Le Conseil des Etudiants*

Art. 27. Les missions du Conseil des étudiants sont les suivantes :

1° Représenter les étudiants de l'Ecole supérieure des Arts;

2° Défendre et promouvoir leurs intérêts en matière d'enseignement, de pédagogie et de gestion de l'établissement;

3° Stimuler la participation active des étudiants et les initier à l'exercice de la citoyenneté au sein de leur école et dans la société tout entière;

4° Faire circuler l'information entre les étudiants, le Pouvoir organisateur et la direction de l'école;

5° Désigner les représentants des étudiants au Conseil de gestion pédagogique, aux Conseils d'option(s), s'il échet et au Conseil social.

Art. 28. Le Conseil des étudiants est composé des représentants étudiants élus chaque année par l'ensemble des étudiants de l'Ecole supérieure des Arts. Le Conseil comporte minimum 7 membres.

Dans la mesure du possible, chaque option doit être représentée au sein du Conseil des étudiants.

Art. 29. § 1^{er}. Les élections du Conseil des étudiants et des représentants des étudiants dans les Conseils d'option(s) sont organisées par option entre le 1^{er} mars et le 30 avril. Pour être valable, le vote doit rassembler au moins 30 % des étudiants de l'Ecole supérieure des Arts.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, un second tour d'élection est organisé par option. Pour être valable, le vote de ce second tour doit rassembler au moins 15 % des étudiants de l'Ecole supérieure des Arts. Dans ce cas, il n'y a pas de représentation au niveau communautaire.

Si le quorum visé à l'alinéa 2 n'est pas atteint, les étudiants classés en ordre utile sont nommés gestionnaires du Conseil des étudiants pour une durée d'un an, sans représentation au Conseil de gestion pédagogique.

§ 2. Le Conseil des étudiants désigne avant le 31 mai ses représentants au Conseil de gestion pédagogique et au Conseil social ainsi que ses représentants dans l'organisation représentative des étudiants reconnue par la Communauté française de son choix.

Le Conseil des étudiants choisit un de ses membres pour en assurer la présidence.

Tous les membres du Conseil des étudiants interviennent avec voix délibérative.

Art. 30. Le Pouvoir organisateur est tenu d'assurer au Conseil des étudiants des infrastructures et des moyens matériels propres lui permettant de réaliser ses missions. Une partie des subsides sociaux, constituant dix pour cent de leur montant total, est affectée au fonctionnement du Conseil des étudiants. Toutefois, cette somme ne peut être inférieure à 1 000 euros.

Art. 31. Les représentants des étudiants dans les différents organes constitués au sein de chaque Ecole supérieure des Arts ne peuvent subir de sanction pour les actes posés dans l'exercice de leur mandat ou du fait de celui-ci.

CHAPITRE V. — *Le Conseil social*

Art. 32. Les missions du Conseil social sont les suivantes :

- 1° établir le budget social et le transmettre au Pouvoir organisateur pour approbation;
- 2° dans le respect du budget social tel qu'approuvé, attribuer les crédits sociaux;
- 3° donner des avis sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants, d'initiative ou à la demande du Conseil de gestion pédagogique ou du Pouvoir organisateur.

Art. 33. Le Conseil social comprend, en nombre égal, des représentants des étudiants désignés par le Conseil des étudiants et des représentants des membres du personnel directeur et enseignant. Les enseignants sont élus par les enseignants de l'Ecole supérieure des Arts.

Art. 34. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts est membre de droit du Conseil social. Il le préside.

Le responsable de la comptabilité de l'Ecole supérieure des Arts, désigné par le Pouvoir organisateur, est associé aux travaux.

Tous les membres du Conseil social, à l'exception du responsable de la comptabilité, interviennent avec voix délibérative.

TITRE III. — *Règlement des études*

Art. 35. L'organisation des études est fixée par un règlement général et un règlement particulier des études.

Art. 36. Le règlement général des études est arrêté par le Gouvernement.

Art. 37. Il fixe notamment :

- 1° les règles en matière de dispense de certaines parties de programme;
 - 2° les périodes des examens;
 - 3° les conditions de réussite;
 - 4° le mode de composition des jurys;
 - 5° les modes de fonctionnement des jurys;
 - 6° les pondérations prévues pour les différents modes d'évaluation;
 - 7° les modes d'introduction, d'instruction et de résolution des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des examens et des jurys;
 - 8° la détermination de l'autorité compétente pour décider d'un refus d'inscription aux examens et aux jurys et les modalités d'exercice des droits de recours;
 - 9° les conditions de dispense pour les étudiants qui changent d'Ecole supérieure des Arts en cours d'études selon le principe suivant : l'étudiant est dispensé de présenter les examens qu'il a précédemment réussis si les programmes sont similaires à ceux de sa nouvelle Ecole supérieure des Arts;
 - 10° les conditions de dispense pour les étudiants qui recommencent une même année d'études;
 - 11° les conditions et modalités de changement d'option selon le principe suivant : un jury d'enseignants de l'option choisie est constitué afin d'examiner le parcours artistique antérieur de l'étudiant. Il remet un rapport au Conseil de gestion pédagogique. Sur avis de ce dernier, le directeur fixe le travail artistique complémentaire éventuel à fournir ou les examens complémentaires à présenter afin de combler les différences entre les programmes;
 - 12° les conditions auxquelles les étudiants passent d'une année de l'enseignement supérieur artistique à une autre année de l'enseignement supérieur artistique d'une autre option et/ou d'un autre type selon le principe suivant : un jury d'enseignants de l'option choisie est constitué afin d'examiner le parcours artistique antérieur de l'étudiant. Il remet un rapport au Conseil de gestion pédagogique. Sur avis de ce dernier, le directeur fixe le travail artistique complémentaire éventuel à fournir ou les examens complémentaires à présenter afin de combler les différences entre les programmes;
 - 13° les conditions auxquelles les étudiants passent d'une année de l'enseignement supérieur à une année de l'enseignement supérieur artistique selon le principe suivant : un jury d'enseignants de l'option choisie est constitué afin d'examiner le parcours artistique antérieur de l'étudiant. Il remet un rapport au Conseil de gestion pédagogique. Sur avis de ce dernier, le directeur fixe le travail artistique complémentaire éventuel à fournir ou les examens complémentaires à présenter afin de combler les différences entre les programmes;
 - 14° les conditions auxquelles le Pouvoir organisateur de l'Ecole supérieure des Arts, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, peut admettre à des études de deuxième cycle, qu'il détermine, des étudiants qui n'ont pas le grade de candidats mais qui justifient une expérience professionnelle et qui, au terme d'une procédure d'évaluation organisée par le Conseil de gestion pédagogique, justifient de connaissances et d'aptitudes suffisantes pour suivre ces études avec succès.
- La détermination des études visées à l'alinéa précédent doit être approuvée au préalable par le Gouvernement, selon la procédure qu'il arrête;
- 15° les conditions auxquelles les étudiants, qui sont porteurs d'un diplôme ou certificat d'études étranger en rapport avec les études supérieures artistiques et reconnu équivalent en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, ont accès à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention des grades qui les sanctionnent;
 - 16° les conditions et modalités d'une prolongation de la seconde session pour les étudiants inscrits en dernière année d'études.

Art. 38. § 1^{er}. L' étudiant choisit l' Ecole supérieure des Arts à laquelle il souhaite s' inscrire et présente l' épreuve d' admission avant le 15 septembre.

Le délai ultime d' inscription est fixé au 30 septembre de l' année académique en cours sans préjudice de l' exercice des droits de recours visés au § 4 du présent article.

Toutefois, par dérogation à l' alinéa 2, le Gouvernement peut, sur demande motivée du Conseil de gestion pédagogique, autoriser exceptionnellement un étudiant à s' inscrire au-delà du 30 septembre lorsque les circonstances invoquées le justifie et à condition que l' Ecole supérieure des Arts organise l' épreuve d' admission dans les mêmes conditions que celles visées à l' article 41 du présent décret.

§ 2. Toutefois, par décision formellement motivée, le Pouvoir organisateur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, peut refuser l' inscription d' un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l' objet, dans la même Ecole supérieure des Arts, au cours de l' année académique précédente, d' une exclusion définitive;

2° lorsque cet étudiant demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française;

3° lorsque cet étudiant ne remplit pas les conditions fixées par le règlement des études de l' Ecole supérieure des Arts.

§ 3. La décision du refus d' inscription doit être notifiée à l' étudiant par lettre recommandée endéans un délai de 15 jours prenant cours au jour de la réception de la demande d' inscription.

§ 4. La notification du refus d' inscription contient également les modalités d' exercice des droits de recours.

Lorsque le refus d' inscription émane d' une Ecole supérieure des Arts organisée par la Communauté française, l' étudiant peut, dans les dix jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le Gouvernement, qui doit, dans les trente jours, se prononcer sur le recours par une décision pouvant invalider le refus.

Lorsque ce refus émane d' une Ecole supérieure des Arts subventionnée par la Communauté française, l' étudiant peut, dans les dix jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le Pouvoir organisateur, qui doit, dans les trente jours, se prononcer sur le recours par une décision pouvant invalider le refus.

Art. 39. Le règlement particulier des études est proposé par le Conseil de gestion pédagogique, pour approbation, au Pouvoir organisateur. Il détermine des modalités d' application du règlement général des études dans le respect de ce dernier.

Il fixe notamment :

1° l' organisation de l' année académique dans le respect du régime des vacances et congés fixé par le Gouvernement;

2° le règlement disciplinaire et toutes les procédures de recours dans le respect des principes suivants : tout étudiant est tenu de respecter le règlement particulier des études de l' Ecole supérieure des Arts à laquelle il s' inscrit. En cas de manquement, une sanction disciplinaire proportionnée à la gravité des faits peut être prononcée par le Pouvoir organisateur de l' école, sur avis du Conseil de gestion pédagogique. Les sanctions disciplinaires prononcées à l' égard d' un étudiant ne peuvent être prises en compte dans l' évaluation de ses compétences.

Dans tous les cas, l' étudiant doit pouvoir faire valoir ses droits à la défense;

3° les objectifs poursuivis par le programme d' études de chaque option;

4° la description de chaque programme d' études;

5° les dispositions inhérentes aux méthodes pédagogiques;

6° les modalités de l' organisation et du déroulement des examens et des jurys;

7° les modalités de la mise en œuvre de l' interdisciplinarité au sein de l' école;

8° les modalités d' organisation d' activités d' enseignement relevant d' une convention de coopération.

Il mentionne le montant des droits d' inscription réglementaires fixés par le Gouvernement.

Art. 40. Le règlement général des études et le règlement particulier des études sont des documents publics, fournis par le directeur ou son représentant à toute personne, sur simple demande et aux étudiants, au plus tard lors de leur inscription.

TITRE IV. — Des conditions d' accès

Art. 41. Sans préjudice de l' obligation de réussite de l' épreuve d' admission prévue à l' article 25 du décret, ont accès à la première année d' études de l' enseignement supérieur, en vue de l' obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui justifient :

1° soit d' un certificat d' enseignement secondaire supérieur délivré par un établissement d' enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale pour les étudiants qui ont obtenu ce certificat après l' année scolaire 1992-1993;

2° soit d' un certificat d' enseignement secondaire supérieur pour les étudiants qui l' ont obtenu avant l' année 1993-1994 accompagné, pour l' accès à la première année de l' enseignement supérieur de type long, du diplôme d' aptitude à accéder à l' enseignement supérieur;

3° soit d' un certificat homologué de l' enseignement général technique ou artistique délivré par un établissement d' enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté flamande ou par le jury de la Communauté flamande habilité à délivrer ce certificat et qui donne accès à l' enseignement universitaire dans cette Communauté;

4° soit d' un diplôme de l' enseignement supérieur de type court de plein exercice, ou d' un titre correspondant délivré par l' enseignement de promotion sociale;

5° soit d' un diplôme ou certificat d' études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux 1° et 3° en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l' équivalence des diplômes ou certificats d' études étrangers, d' un décret, d' une directive européenne ou d' une convention internationale;

6° soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les Ecoles supérieures des Arts et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement sur avis du Conseil supérieur artistique; cette attestation donne accès aux études qu'elle indique;

7° soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les institutions universitaires, conformément à l'article 10, § 1^{er}, lettre e), et § 2, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

8° soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les hautes écoles, conformément à l'article 22, § 1^{er}, 6°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

TITRE V. — Organisation des examens et jurys

Art. 42. Pour être admis à s'inscrire aux examens et aux évaluations artistiques organisés par une Ecole supérieure des Arts, tout étudiant est tenu de suivre régulièrement les activités d'enseignement du programme de l'année d'études à laquelle il est inscrit.

Art. 43. Nul ne peut être admis à participer à plus de deux sessions d'examens au cours d'une même année académique.

Nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluations artistiques au cours d'une même année académique.

Art. 44. Les épreuves sont publiques.

Tout étudiant peut consulter la copie corrigée de son épreuve écrite.

Tout étudiant peut, sur simple demande, recevoir ses résultats par examen et par évaluation artistique.

Art. 45. Le Pouvoir organisateur de l'Ecole supérieure des Arts constitue des jurys de délibération par année d'études. Les jurys de délibérations sont composés des membres du personnel ayant assumé la responsabilité des activités d'enseignement suivies par l'étudiant, d'un président et d'un secrétaire et, le cas échéant, d'experts extérieurs.

Sur la base de critères préalablement définis par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de gestion pédagogique, ces jurys délibèrent collégialement et souverainement sur l'admission, l'ajournement ou le refus de l'étudiant et sur l'attribution des mentions. Ces critères sont rendus publics par voie d'affichage.

Art. 46. Le Gouvernement fixe les modes d'organisation des examens et des jurys ainsi que les normes de réussite de plein droit.

TITRE VI. — Délivrance des diplômes

Art. 47. Les grades visés aux articles 7, 11, 13, 14, 18, 19, 22 et 23 du décret et les diplômes ou certificats qui les attestent sont délivrés, soit par le jury de délibération des Ecoles supérieures des Arts, soit par les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Les diplômes délivrés par les jurys des Ecoles supérieures des Arts sont signés par le directeur et par les membres du jury de délibération. Ils sont en outre contresignés par le Gouvernement ou son délégué.

Les diplômes délivrés par un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française, sont signés par le président et les membres du jury et contresignés par le Gouvernement ou son délégué.

A l'occasion du contreseing visé aux alinéas 2 et 3, un droit dont le montant est fixé par le Gouvernement, peut être perçu.

TITRE VII. — Du contrôle de la qualité

Art. 48. Sur avis du Conseil supérieur artistique tel que prévu par le décret, le Gouvernement fixe, les modalités et les procédures de contrôle de la qualité de l'enseignement dispensé dans les Ecoles supérieures des Arts.

TITRE VIII. — Des étudiants régulièrement inscrits et finançables

Art. 49. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 du présent décret, l'étudiant régulièrement inscrit dans une Ecole supérieure des Arts est celui qui, répondant aux conditions d'accès prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, est inscrit de la manière prescrite pour l'ensemble des activités d'enseignement prescrites et approuvées d'une section déterminée et suit régulièrement lesdites activités dans le but d'obtenir, s'il échoue, à la fin de l'année académique, les effets de droit attachés à la réussite des examens.

Toutefois, dans le cadre d'une convention de coopération, l'étudiant régulièrement inscrit visé à l'alinéa 1^{er} ne sera pris en compte pour le financement que lorsque cette convention est approuvée par le Gouvernement.

Art. 50. Il n'est tenu compte que d'une seule inscription régulière par étudiant à la date du 1^{er} février de l'année scolaire ou académique précédente.

Art. 51. Parmi les étudiants régulièrement inscrits, ne sont pas pris en compte pour le financement :

1° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits deux fois dans la même année d'études d'une même section dans l'enseignement supérieur artistique subventionné ou organisé par la Communauté française, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

2° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

3° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits deux fois dans une même année d'études d'une même section, ou toute autre subdivision d'études dans la même discipline étudiée, dans un système d'enseignement relevant de l'enseignement supérieur, en Belgique ou à l'étranger, à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

4° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement supérieur, belge ou étranger, y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec.

5° les étudiants qui s'inscrivent à des études conduisant à un des grades visés aux articles 7, 13, 18 et 22 du décret, alors qu'ils ont déjà obtenu, dans les cinq ans qui précèdent la demande d'inscription, soit deux des grades ou des diplômes suivants : architecte, gradué, licencié, diplôme de l'enseignement artistique supérieur de deuxième degré, diplôme de l'enseignement artistique supérieur de troisième degré, diplôme de l'enseignement supérieur artistique de troisième degré, diplôme supérieur en Musique et diplôme de lauréat délivré par l'IMEP, soit deux grades académiques visés à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, soit deux grades visés aux articles 15 et 18, § 2 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, soit un des grades ou des diplômes suivants : architecte, gradué, licencié, diplôme de l'enseignement artistique supérieur de deuxième degré, diplôme de l'enseignement artistique supérieur de troisième degré, diplôme de l'enseignement supérieur artistique de troisième degré, diplôme supérieur en Musique et diplôme de lauréat délivré par l'IMEP et un grade académique visé à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 précité ou un grade visé aux articles 15 et 18, § 2, du décret du 5 août 1995 précité, soit un grade académique visé à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 précité et un grade visé aux articles 15 et 18, § 2, du décret du 5 août 1995 précité.

TROISIEME PARTIE. — FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT

TITRE I^{er}. — *L'encadrement*

Art. 52. L'encadrement des étudiants est exprimé en unités d'emploi.

Le calcul de l'encadrement résulte, par domaine et par type, de la somme d'une partie forfaitaire attribuée pour une première tranche d'étudiants finançables et de parties proportionnelles égales au produit du nombre d'étudiants finançables pour une deuxième ou une troisième tranche et de coefficients spécifiques définis à l'article 53.

Le nombre d'unités d'emploi ainsi déterminé est attribué à l'Ecole supérieure des Arts pour un an.

Art. 53. Pour calculer l'encadrement des Ecoles supérieures des Arts les normes d'encadrement, exprimées en unités d'emploi, sont les suivantes :

Domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace — Type long :

- 1° Pour les 150 premiers étudiants : 23 unités d'emploi;
- 2° De 151 à 300 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,12;
- 3° Au-delà de 300 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,09.

Domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace — Type court :

- 1° Pour les 150 premiers étudiants : 17 unités d'emploi;
- 2° De 151 à 300 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,08;
- 3° Au-delà de 300 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,06.

Domaine de la musique :

- 1° Pour les 150 premiers étudiants : 26 unités d'emploi;
- 2° De 151 à 300 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,17;
- 3° Au-delà de 300 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,15.

Domaine du théâtre et des arts de la parole et domaine de la danse :

- 1° Pour les 75 premiers étudiants : 12 unités d'emploi;
- 2° De 76 à 150 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,12;
- 3° Au-delà de 150 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,10.

Domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication — Type long :

- 1° Pour les 150 premiers étudiants : 22 unités d'emploi;
- 2° Au-delà de 150 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,10.

Domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication — Type court :

- 1° Pour les 150 premiers étudiants : 17 unités d'emploi;
- 2° Au-delà de 150 étudiants : le nombre d'étudiants multiplié par 0,08.

Par domaine, lorsque le résultat du calcul comporte une fraction d'unité, il est arrondi à l'unité supérieure lorsqu'il est égal ou supérieur à 5 dixièmes, à l'unité inférieure dans les autres cas.

Dans le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, le Gouvernement fixera les dispositions particulières qui s'appliquent dans le cadre du passage du type court au type long.

Art. 54. § 1. L'encadrement octroyé aux Ecoles supérieures des arts est constitué de la somme de deux parties : une partie historique et une partie variable.

§ 2. La valeur de la partie historique est arrêtée tous les cinq ans. Elle est égale au nombre d'unités d'encadrement octroyé par établissement durant l'année académique précédant celle pour laquelle est calculé l'encadrement. Elle est affectée chaque année d'un coefficient dégressif : 1 la première année, 0,75 la deuxième année; 0,5 la troisième année; 0,25 la quatrième année; 0 la cinquième année.

§ 3. La valeur de la partie variable est arrêtée tous les cinq ans. Elle est égale au nombre d'unité d'encadrement résultant du calcul de l'encadrement prévu à l'article 53. Elle est affectée chaque année d'un coefficient progressif : 0 la première année, 0.25 la deuxième année; 0.5 la troisième année; 0.75 la quatrième année; 1 la cinquième année. Toutefois la partie variable ne subit aucune modification tant que la différence, positive ou négative, entre la moyenne prévue au 4^e paragraphe et celle calculée pour la dernière attribution de l'encadrement est inférieure à 5 %.

§ 4. Le nombre d'étudiants finançables intervenant dans le calcul de la partie variable est égal à la moyenne du nombre d'étudiants finançables des cinq années académiques précédant celles pour laquelle est calculé l'encadrement.

§ 5. 1^e Par dérogation au second alinéa du second paragraphe, pour les cinq premières années académiques à partir de la date d'application du présent décret, la valeur de la partie historique est égale au nombre d'unités d'encadrement octroyé par établissement durant l'année 2000-2001.

2^e par dérogation au quatrième paragraphe, pour les cinq premières années académiques à partir de la date d'application du présent décret, le nombre d'étudiants finançables des années académiques à partir de la date d'application du présent décret, est égal à la moyenne du nombre d'étudiants finançables des années académiques 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000. Ce nombre est appelé population de référence.

3^e Par dérogation au troisième paragraphe, si, la cinquième année d'application du présent décret, le nombre moyen d'étudiants finançables d'un domaine durant les cinq dernières années, diffère de plus de 10 % du nombre moyen d'étudiants finançables de ce même domaine durant les années académiques 1995-1996 à 1999-2000, le Gouvernement remet un rapport au Conseil de la Communauté française ainsi qu'une proposition de modification éventuelle des coefficients de l'article 53 pour ledit domaine.

TITRE II. — *Fixation du cadre du personnel*

Art. 55. Lors de la fixation du cadre du personnel de l'Ecole supérieure des arts, le Pouvoir organisateur d'un enseignement de type long tient compte des règles suivantes par rapport au personnel enseignant dans ce type :

1^o Le nombre d'unités d'emploi de professeurs et d'accompagnateurs tel que défini aux articles 69 et 72 du présent décret ne peut être inférieur à 60 % du nombre total d'emplois ni être supérieur à 80 % de celui-ci;

2^o Le nombre d'unités d'emploi d'assistants tel que défini aux articles 69 et 72 du présent décret ne peut être inférieur à 5 % du nombre total d'emplois ni être supérieur à 40 % de celui-ci;

3^o Le nombre d'unités d'emploi de conférenciers tel que défini aux articles 69 et 72 du présent décret ne peut être supérieur à 15 % du nombre total d'emplois.

La proportion d'unités d'emploi de professeurs ou d'accompagnateurs nommés ou engagés à titre définitif ne peut dépasser 70 % du nombre d'unités d'emploi de professeurs et d'accompagnateurs tel que fixé par l'alinéa 1^{er} du présent article.

Une nomination ou un engagement à titre définitif dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur, une désignation ou un engagement à titre temporaire dans une fonction de professeur, d'accompagnateur ou d'assistant, l'attribution d'un mandat de conférencier ne sont possibles qu'en tenant compte des nombres précités.

Art. 56. Lors de la fixation du cadre du personnel de l'Ecole supérieure des arts, le Pouvoir organisateur d'un enseignement de type court tient compte des règles suivantes par rapport au personnel enseignant dans ce type :

1^o Le nombre d'unités d'emploi de professeurs tel que défini aux articles 75 et 78 du présent décret ne peut être inférieur à 85 % du nombre total d'unités d'emploi;

2^o Le nombre d'unités d'emploi de conférenciers tel que défini aux articles 75 et 78 du présent décret ne peut être supérieur à 15 % du nombre total d'unités d'emploi.

La proportion d'unités d'emploi de professeurs nommés ou engagés à titre définitif ne peut dépasser 70 % du nombre d'unités d'emploi de professeurs tel que fixé par l'alinéa 1^{er} du présent article.

Une nomination ou un engagement à titre définitif dans une fonction de professeur, l'attribution d'un mandat de conférencier ne sont possibles qu'en tenant compte des nombres précités.

Art. 57. Chaque Ecole supérieure des arts est dirigée par un Directeur pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire.

Une Ecole supérieure des arts qui compte au moins 500 étudiants finançables se voit octroyer un emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

TITRE III. — *Subsides sociaux*

Art. 58. La Communauté française intervient, au moyen d'allocations annuelles dénommées subsides sociaux dans le financement des besoins sociaux des étudiants.

Art. 59. Les subsides sociaux sont calculés sur la base du nombre d'étudiants finançables au 1^{er} février de l'année précédant l'année budgétaire. Un montant de 52,33 euros est attribué par étudiant finançable pour le financement. Ce montant est adapté annuellement aux fluctuations de l'indice santé des prix à la consommation.

Les subsides sociaux font l'objet de liquidations trimestrielles.

Les subsides sociaux sont utilisés pour assurer des aides sociales, directes ou indirectes aux étudiants, pour soutenir les services sociaux et d'orientation des étudiants. Dix pour cent des subsides sociaux sont attribués au fonctionnement du Conseil des étudiants.

Art. 60. Avant le 1^{er} décembre, le Conseil social dresse un budget pour l'année budgétaire suivante, après l'avis du Conseil des étudiants.

Le budget distingue les opérations à charge des allocations de l'année budgétaire en cours de celles à charge des soldes des années budgétaires précédentes.

Le Conseil social tient une comptabilité complète. Il soumet annuellement sa comptabilité et ses comptes au vérificateur de la Communauté française.

QUATRIEME PARTIE. — DU STATUT ADMINISTRATIF

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Art. 61. Les présentes dispositions s'appliquent :

1° aux membres du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des arts organisées par la Communauté française et aux membres subsidiés des catégories du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts subventionnées par la Communauté française.

2° aux Pouvoirs organisateurs de ces Ecoles.

Elles ne s'appliquent pas aux professeurs de religion. Par « religion », il faut entendre l'un des cultes visés à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Elles ne s'appliquent pas au personnel contractuel des Ecoles supérieures des arts organisées par la Communauté française, ni au personnel qui, dans les Ecoles supérieures des Arts subventionnées, ne bénéficie pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Définitions spécifiques aux notions statutaires*

Art. 62. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° services effectifs rendus : services rendus par le membre du personnel en fonction principale au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 alors qu'il se trouve dans les positions administratives ou de service, d'activité de service ou de disponibilité par défaut d'emploi;

2° mutation : le transfert, dans la même fonction et le même cours à conférer que celui pour lequel le membre du personnel est nommé ou engagé à titre définitif, d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif vers une Ecole supérieure des Arts du même Pouvoir organisateur ou vers une Ecole supérieure des Arts d'un autre Pouvoir organisateur du même réseau;

3° changement d'affectation : la réaffectation, dans la même fonction et le même cours à conférer que celui pour lequel il est nommé ou engagé à titre définitif, d'un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi vers une Ecole supérieure des Arts du même Pouvoir organisateur ou vers une Ecole supérieure des Arts d'un autre Pouvoir organisateur du même réseau ou d'un autre réseau;

4° extension de charge : la procédure selon laquelle le Pouvoir organisateur étend la charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif, d'un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée, dans la même fonction et les mêmes cours à conférer ou dans la même fonction et d'autres cours à conférer et à concurrence d'une charge complète maximum à titre de temporaire pour une durée indéterminée;

5° expérience utile dans l'enseignement : l'expérience constituée par les services accomplis dans l'enseignement, dans une fonction du personnel directeur et enseignant;

6° expérience utile hors enseignement : l'expérience constituée par les services accomplis dans le secteur privé ou public soit l'expérience acquise par l'exercice d'un métier, d'une profession ou d'une pratique artistique; Le Gouvernement met en place une Commission de reconnaissance de cette expérience utile et en fixe la composition. Le Gouvernement détermine les règles suivant lesquelles cette expérience utile est reconnue;

7° loi du 19 décembre 1974 : la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

8° arrêté royal du 28 septembre 1984 : l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

CHAPITRE III. — *Des Commissions de recrutement*

Art. 63. Les Commissions de recrutement sont chargées d'examiner les candidatures aux emplois et mandats à conférer.

Art. 64. Il peut y avoir autant de Commissions de recrutement qu'il y a de postes à pourvoir. Elles n'ont aucun caractère permanent.

Art. 65. Les Commissions de recrutement remettent un avis motivé sur les candidatures au Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts.

Art. 66. § 1^{er}. Les Commissions de recrutement sont composées comme suit : 1° un président : le directeur de l'Ecole supérieure des Arts; 2° 4 membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Des experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts peuvent y siéger. Leur nombre ne peut cependant être supérieur au nombre de représentants des membres du personnel interne de l'Ecole supérieure des arts.

Les experts sont désignés par le Gouvernement ou le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

Art. 67. Les avis se donnent à la majorité absolue, les abstentions ne rentrent pas en compte dans le quorum.

TITRE II. — *Fonctions, charges et emplois*CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 68. Pour l'application du présent décret, les titres de capacité des membres d'un personnel peuvent être des diplômes, certificats et années d'expérience utile conformément à la législation en vigueur.

Le Gouvernement fixe les échelles des fonctions du personnel directeur et enseignant.

CHAPITRE 2. — *Les fonctions et charges**Section 1^{ère}*. — Les fonctions et charges du personnel enseignant et directeur de type long

Art. 69. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts, dans les formations de type long, sont ci-après déterminées :

- 1° Assistant
- 2° Conférencier
- 3° Accompagnateur
- 4° Professeur
- 5° Directeur adjoint
- 6° Directeur

Art. 70. A l'exception des fonctions de directeur et de directeur adjoint qui sont toujours exercées en fonction principale, les fonctions mentionnées à l'article 69 du présent décret sont exercées soit en fonction principale, soit en fonction accessoire, dans le respect de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique.

Art. 71. A l'exception des fonctions de directeur et de directeur adjoint qui sont des fonctions à prestations complètes, les fonctions mentionnées à l'article 69 sont à prestations complètes ou à prestations incomplètes dans le respect de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité.

Art. 72. § 1^{er}. Les prestations des assistants comportent le soutien et la guidance des étudiants ainsi que des activités de recherche. Ils ne sont pas responsables d'un cours mais collaborent avec un ou plusieurs professeurs à l'encadrement d'activités d'enseignement artistiques.

Ils sont autorisés à s'inscrire à une formation d'études spécialisées artistiques prévue par le décret tout en exerçant leur fonction d'assistant.

La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un assistant comporte 20 heures par semaine. Elle est divisible en dixièmes de charge.

§ 2. Les prestations des conférenciers comportent des activités d'enseignement à caractère théorique, technique ou artistique.

La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un conférencier comporte 20 heures par semaine. Elle est divisible en vingtièmes de charge.

§ 3. La fonction d'accompagnateur est une fonction spécifique à l'enseignement de la musique et de la danse. Outre l'accompagnement au clavier des étudiants, l'accompagnateur assure une mission pédagogique auprès des mêmes étudiants.

La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un accompagnateur comporte 16 heures par semaine. Elle est divisible en seizièmes de charge.

§ 4. Les professeurs ont la responsabilité des activités d'enseignement énumérées à l'article 4 du décret et de l'évaluation des étudiants.

La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un professeur comporte 12 heures par semaine. Elle est divisible en douzièmes de charge.

§ 5. Le directeur d'une Ecole supérieure des arts est le délégué du Pouvoir organisateur ou du Gouvernement et exécute ses décisions. Il est chargé, avec le Directeur adjoint s'il échet, de la mise en œuvre du projet pédagogique et de la gestion quotidienne de l'établissement.

Le directeur adjoint remplace le directeur en son absence.

La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un directeur et d'un directeur adjoint comporte 36 heures par semaine. Elle est complète et indivisible.

Art. 73. Le directeur peut autoriser un membre du personnel enseignant à s'absenter pour des raisons liées à l'exercice de son art. La durée de cette absence ne peut excéder deux semaines. Le membre du personnel enseignant doit proposer un plan de rattrapage des heures non prestées pendant sa période d'absence.

Le Gouvernement peut sur avis motivé du Pouvoir organisateur autoriser un membre du personnel enseignant à s'absenter pour des raisons liées à l'exercice de son art pour une durée supérieure à deux semaines. Le membre du personnel enseignant doit proposer un plan de rattrapage des heures non prestées pendant sa période d'absence.

Pendant l'absence du membre du personnel visé aux alinéas 1 et 2, il est considéré comme étant en activité de service.

Les membres du personnel enseignant qui exercent une fonction correspondant au moins à la moitié des prestations complètes fournissent en moyenne sur l'année académique deux heures hebdomadaires supplémentaires de prestations pour exercer des activités liées à l'enseignement et définies dans l'article 3 du décret.

Pour ceux dont la charge est inférieure à la moitié des prestations complètes, ces prestations supplémentaires sont réduites à une heure.

Ces prestations supplémentaires ne peuvent constituer une extension de la charge de cours.

Art. 74. Les prestations des membres du personnel sont exprimées en heures de 60 minutes.

Section 2. – Les fonctions et charges du personnel enseignant et directeur de type court

Art. 75. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts, dans les formations de type court, sont ci-après déterminées :

- 1° Conférencier
- 2° Professeur
- 3° Directeur adjoint
- 4° Directeur

Art. 76. A l'exception des fonctions de directeur et de directeur adjoint qui sont toujours exercées en fonction principale, les fonctions mentionnées à l'article 75 sont exercées soit en fonction principale, soit en fonction accessoire, dans le respect de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique.

Art. 77. A l'exception des fonctions de directeur et de directeur adjoint qui sont des fonctions à prestations complètes, les fonctions mentionnées à l'article 75 sont à prestations complètes ou à prestations incomplètes dans le respect de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité.

Art. 78. § 1^{er}. Les prestations des conférenciers comportent des activités d'enseignement à caractère théorique, technique ou artistique. La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un conférencier comporte 20 heures par semaine. Elle est divisible en vingtièmes de charge.

§ 2. Les professeurs ont la responsabilité des activités d'enseignement énumérées à l'article 4 du décret et de l'évaluation des étudiants.

La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un professeur comporte 16 heures par semaine. Elle est divisible en seizièmes de charge.

§ 3. Le directeur d'une Ecole supérieure des Arts est le délégué du Pouvoir organisateur ou du Gouvernement et exécute ses décisions. Il est chargé, avec le directeur adjoint s'il échet, de la mise en œuvre du projet pédagogique et de la gestion quotidienne de l'établissement. Le directeur adjoint remplace le directeur en son absence.

La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un directeur et d'un directeur adjoint comporte 36 heures par semaine. Elle est complète et indivisible.

Art. 79. Le directeur peut autoriser un membre du personnel enseignant à s'absenter pour des raisons liées à l'exercice de son art. La durée de cette absence ne peut excéder deux semaines. Le membre du personnel enseignant doit proposer un plan de rattrapage des heures non prestées pendant sa période d'absence.

Le Gouvernement peut sur avis motivé du Pouvoir organisateur autoriser un membre du personnel enseignant à s'absenter pour des raisons liées à l'exercice de son art pour une durée supérieure à deux semaines. Le membre du personnel enseignant doit proposer un plan de rattrapage des heures non prestées pendant sa période d'absence.

Pendant l'absence du membre du personnel visé aux alinéas 1 et 2, il est considéré comme étant en activité de service.

Les membres du personnel enseignant qui exercent une fonction correspondant au moins à la moitié des prestations complètes fournissent en moyenne sur l'année académique deux heures hebdomadaires supplémentaires de prestations pour exercer des activités liées à l'enseignement et définies dans l'article 3 du décret.

Pour ceux dont la charge est inférieure à la moitié des prestations complètes, ces prestations supplémentaires sont réduites à une heure.

Ces prestations supplémentaires ne peuvent constituer une extension de la charge de cours.

Art. 80. Les prestations des membres du personnel sont exprimées en heures de 60 minutes.

CHAPITRE 3. — *Les missions*

Art. 81. Les professeurs, dans l'enseignement de type long ou de type court, peuvent être ponctuellement déchargés d'une partie de leurs activités d'enseignement, à concurrence d'une demi-charge à prestations complètes au maximum, pour effectuer une mission spécifique au sein de l'Ecole supérieure des Arts, concrétisant un aspect du projet pédagogique et artistique.

Dans ce cas, le professeur reste comptabilisé dans le nombre d'unités d'emploi attribué à l'Ecole supérieure des Arts tel que défini à l'article 52 du présent décret.

CHAPITRE 4. — *Les titres de capacité*

Art. 82. § 1^{er}. Pour l'enseignement des cours généraux, nul ne peut exercer la fonction de professeur s'il n'est porteur d'un diplôme de docteur, de licencié conféré conformément aux dispositions du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques ou d'ingénieur industriel ou d'architecte ou d'un titre de niveau universitaire délivré par une haute école organisée ou subventionnée ou d'un titre dont le porteur a obtenu l'assimilation à un tel diplôme.

Pour l'enseignement des cours artistiques, nul ne peut exercer la fonction de professeur, d'accompagnateur ou d'assistant s'il n'est porteur d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur artistique ou d'un titre dont le porteur a obtenu l'assimilation à un tel diplôme.

Pour l'enseignement des cours techniques, nul ne peut exercer la fonction de professeur ou d'assistant s'il n'est porteur d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur ou d'un titre dont le porteur a obtenu l'assimilation à un tel diplôme.

§ 2. Le Gouvernement peut, sur avis favorable d'une Commission qu'il crée, accepter qu'une notoriété professionnelle, scientifique ou artistique, en relation avec la fonction et les cours à conférer, tienne lieu, à titre personnel, des titres exigés au § 1^{er}.

La Commission donne son avis sur base d'un dossier que le candidat introduit. Ce dossier comprend notamment les documents relatifs à la carrière artistique, aux titres et mérites, à l'expérience utile du métier, de l'enseignement et de la pratique artistique, la mention des publications scientifiques ou artistiques et des travaux pédagogiques ainsi que des justifications d'expériences diverses.

Une Commission « notoriété » est créée par domaine et constituée notamment d'experts désignés par le Gouvernement dont la moitié sur proposition du Conseil supérieur artistique.

§ 3. Les titres de capacité visés au § 1^{er} peuvent aussi être des titres étrangers reconnus équivalents en application de la loi du 19 mars 1971 ou de l'article 36 du décret du 5 septembre 1994 ou correspondants en application de l'article 4^{quater} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969.

Art. 83. Par titre requis, on entend le titre de capacité tel que défini à l'article 82.

A défaut de candidats en possession des titres requis, dérogation peut être accordée pour des cas individuels par le Gouvernement, sur avis motivé du Conseil supérieur artistique.

TITRE III. — Des membres du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française

CHAPITRE I^{er}. — Des devoirs et incompatibilités

Section 1^{re}. — Des devoirs

Art. 84. Les membres du personnel doivent, en toutes occasions, avoir le souci constant des intérêts de la Communauté française et de l'enseignement de la Communauté française.

Art. 85. Ils accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets et règlements.

Ils exécutent ponctuellement les ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Art. 86. Ils sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public et les étudiants.

Ils doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt de l'Ecole supérieure des Arts.

Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Art. 87. Ils doivent observer, dans l'exercice de leurs fonctions, les principes de neutralité de l'enseignement de la Communauté française. Ils ne peuvent utiliser les étudiants à des fins de propagande ou de publicité commerciale.

Art. 88. Ils doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, les prestations nécessaires à la bonne marche de l'Ecole supérieure des Arts.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable.

Art. 89. Ils ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 90. Ils ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais à raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 91. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité.

Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

L'exercice des droits de la citoyenneté belge et européenne que possèdent les membres du personnel est toujours respecté.

Art. 92. Sans préjudice de l'application des lois pénales, les infractions à ces dispositions sont punies, suivant le cas, de l'une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 171.

Art. 93. L'article 92 n'est pas applicable aux membres du personnel désignés à titre temporaire.

Section 2. — Des incompatibilités

Art. 94. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Art. 95. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel, toute occupation exercée soit par le conjoint, soit par personne interposée, qui serait contraire à la dignité de la fonction du membre du personnel intéressé.

Art. 96. Le Gouvernement constate les incompatibilités visées aux articles 94 et 95.

Il en informe par lettre recommandée le membre du personnel concerné dans un délai de cinq jours courant à partir du jour où il constate l'incompatibilité.

Art. 97. La chambre de recours instituée par l'article 183 connaît des recours introduits en matière d'incompatibilités par les membres du personnel.

CHAPITRE II. — Du recrutement

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 98. § 1^{er}. Les membres du personnel sont désignés à titre temporaire, nommés à titre définitif ou se voient confier un mandat par le Gouvernement.

§ 2. Les membres du personnel sont recrutés par le Gouvernement sur avis de la Commission de recrutement qu'il crée à cette fin, conformément aux articles 15 et 63 à 67.

Les candidats qui postulent pour un mandat de conférencier ne sont pas visés par le § 2.

Art. 99. Le cadre du personnel est proposé au Gouvernement pour approbation, par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, sur avis du Conseil de gestion pédagogique. Ce cadre est fixé annuellement.

Les recrutements, nominations et mises en disponibilité par défaut d'emploi des membres du personnel sont proposés par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts au Gouvernement, sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

Au plus tard pour le 15 février de chaque année, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet au Gouvernement la liste des emplois vacants et des mandats auxquels il souhaite pourvoir l'année académique suivante.

Le Gouvernement signifie au plus tard pour le 30 juin le nombre d'unités d'emploi attribué à l'Ecole supérieure des Arts pour l'année académique suivante.

Art. 100. Le Gouvernement publie au *Moniteur belge*, dans le courant du mois de mars, un appel aux candidatures pour chaque emploi vacant à pourvoir.

Ces emplois sont accessibles aux membres du personnel nommés à titre définitif par mutation ou extension de charge, aux membres du personnel temporaires désignés pour une durée indéterminée par extension de charge et aux candidats à une désignation à titre temporaire.

Art. 101. Le Gouvernement publie au *Moniteur belge*, dans le courant du mois de mars, un appel aux candidatures pour chaque mandat à pourvoir.

Les mandats de directeur et de directeur adjoint sont accessibles aux membres du personnel nommés à titre définitif, aux membres du personnel temporaires désignés pour une durée indéterminée, aux membres du personnel temporaires désignés pour une durée déterminée et à tout candidat qui répond aux conditions visées aux articles 121 et 123.

Art. 102. Pour le recrutement des professeurs, accompagnateurs et assistants, l'appel publié au *Moniteur belge* précise :

1° la fonction et les cours à conférer;

2° le volume de la charge;

3° les dossiers à introduire qui comprennent notamment les documents relatifs aux titres et à l'expérience utile visée à l'article 68, les mentions des publications scientifiques et les justifications d'expériences professionnelles diverses;

4° le projet pédagogique et artistique à introduire, relatif au cours à conférer;

5° les formes et les délais requis pour l'introduction des dossiers et projets visés aux 3° et 4°;

6° les formes et les délais requis pour la présentation éventuelle du candidat devant la commission de recrutement.

Pour le recrutement des directeurs et directeurs adjoints, l'appel publié au *Moniteur belge* précise :

1° la nature du mandat et s'il échet les activités d'enseignement à conférer;

2° le volume de la charge;

3° les dossiers à introduire qui comprennent notamment les documents relatifs aux titres et à l'expérience utile visée à l'article 68, les mentions des publications scientifiques et les justifications d'expériences professionnelles diverses;

4° le projet pédagogique et artistique à introduire, relatif au mandat à conférer;

5° les formes et les délais requis pour l'introduction des dossiers et projets visés aux 3° et 4°;

6° les formes et les délais requis pour la présentation éventuelle du candidat devant la commission de recrutement.

Art. 103. Le candidat qui sollicite plusieurs emplois introduit une candidature séparée pour chacun d'eux. A peine de nullité, les candidatures sont introduites auprès du Gouvernement par lettre recommandée à la poste.

Pour les candidats à une désignation à titre temporaire, le Gouvernement répartit les candidatures reçues sur deux listes : l'une constituée par les candidats qui répondent aux conditions de l'article 102, l'autre par les candidats qui ne satisfont pas à ces dispositions et transmet les candidatures aux directeurs des Ecoles supérieures des Arts intéressés.

Art. 104. § 1^{er}. Les candidatures aux fonctions du personnel directeur et enseignant qui répondent aux conditions fixées par l'article 102 sont examinées par la Commission de recrutement.

Cette commission examine les projets pédagogiques et artistiques des candidats. Après examen des projets, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel.

La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil pédagogique au Gouvernement.

Pour les emplois de professeur et d'accompagnateur, la commission de recrutement est cependant tenue d'examiner prioritairement les demandes de changement d'affectation de membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française.

§ 2. Lorsque le Conseil de gestion pédagogique constate qu'aucun candidat ne peut être retenu pour l'emploi considéré, le directeur peut proposer au Gouvernement de lancer un appel distinct par voie du *Moniteur belge*, à tout moment de l'année académique. Cet appel reprend les éléments de l'appel visé à l'article 102, en précisant les caractéristiques requises pour l'emploi à pourvoir.

Art. 105. § 1^{er}. Lorsqu'une Ecole supérieure des Arts souhaite effectuer un remplacement d'un membre du personnel enseignant, son directeur, sur avis de la Commission de recrutement, puis sur avis du Conseil de gestion pédagogique propose au Gouvernement de désigner une personne par dérogation à la procédure prévue aux articles 100 et 101.

Cette désignation prend fin au retour du titulaire de l'emploi et dans tous les cas à la fin de l'année académique pendant laquelle a eu lieu la désignation. Cette désignation ne peut en aucun cas donner lieu à une désignation à durée indéterminée.

§ 2. Lorsque l'Ecole supérieure des Arts souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé aux articles 100 et 101, la procédure visée à l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est d'application.

Cette désignation ne peut en aucun cas donner lieu à une désignation à durée indéterminée.

*Section 2. — De la désignation à titre temporaire**Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 106. Chaque désignation est faite par écrit et mentionne au moins :

- 1° l'identité du membre du personnel;
- 2° la fonction à exercer ainsi que les caractéristiques et le volume de la charge;
- 3° la date d'entrée en service;
- 4° la date à laquelle la désignation prend fin pour les désignations à durée déterminée;
- 5° si l'emploi a été déclaré vacant conformément à l'appel visé aux articles 100 et 101 ou non;
- 6° si l'emploi n'est pas vacant, l'identité du titulaire.

Il est délivré au temporaire un acte écrit reprenant les mentions prévues à l'alinéa 1^{er}. En l'absence d'écrit, le membre du personnel est réputé être désigné dans la fonction, la charge et l'emploi qu'il occupe effectivement. Il est réputé selon le cas être désigné à durée déterminée ou à durée indéterminée.

Art. 107. A l'issue de toute période d'activité, le directeur remet au membre du personnel temporaire une attestation mentionnant les services accomplis par fonction exercée, avec dates de début et de fin, ainsi que le volume de la charge et les documents sociaux.

Art. 108. § 1^{er}. Pour tout emploi dans la fonction de professeur ou d'accompagnateur déclaré vacant selon la procédure visée à l'article 100, les désignations à titre temporaire sont effectuées par le Gouvernement. Elles se font d'abord pour une durée déterminée, d'une année académique maximum. Cette désignation à durée déterminée est reconductible pour une année académique maximum.

A l'issue de la désignation ou des désignations visées à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel qui fait l'objet d'une nouvelle désignation est désigné pour une durée indéterminée, pour autant que le membre du personnel occupe une fonction principale.

La désignation pour une durée indéterminée ne peut toutefois avoir lieu que si la durée cumulée des désignations à durée déterminée est d'une année académique minimum.

§ 2. Pour tout emploi dans la fonction d'assistant déclaré vacant selon la procédure visée à l'article 101 les désignations à titre temporaire sont effectuées par le Gouvernement. Elles se font pour un terme d'une année académique renouvelable cinq fois dans le domaine de la musique, et de deux années académiques renouvelable deux fois dans les autres domaines.

Art. 109. Nul ne peut être désigné à titre temporaire s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de cette désignation :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, comme stipulé à l'article 82;
- 4° a) s'il s'agit d'une désignation à durée déterminée, remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;
- b) s'il s'agit d'une désignation à durée indéterminée, avoir satisfait à un examen médical vérifiant les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement;
- 5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 6° être de conduite irréprochable;
- 7° satisfaire aux lois sur la milice.

Lors de sa première désignation dans l'enseignement, le membre du personnel prête serment dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Sous-section 2. — De la désignation à durée déterminée des professeurs et des accompagnateurs

Art. 110. Nul ne peut être désigné à titre temporaire dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur, s'il ne remplit, au moment de cette désignation, outre les conditions fixées à l'article 109, les conditions suivantes :

- 1° déposer un projet pédagogique et artistique et le présenter à la Commission de recrutement;
- 2° faire la preuve d'une expérience utile hors enseignement de cinq ans dans une pratique artistique pour les emplois de professeur de cours artistiques et d'accompagnateur;
- 3° faire la preuve d'une expérience utile hors enseignement de deux ans pour les emplois de professeur de cours techniques.

L'expérience utile hors enseignement, visée à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, doit avoir un rapport avec le cours à conférer.

Art. 111. § 1^{er}. Au plus tard à l'issue de la session d'examens de juin, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, établit un rapport sur la manière dont le membre du personnel s'est acquitté de sa tâche. Ce rapport visé et daté par l'intéressé est envoyé au Gouvernement. Le membre du personnel en reçoit copie.

Le rapport porte selon le cas une des mentions suivantes : « a satisfait », « a satisfait partiellement », « n'a pas satisfait ».

Si le rapport établi par le directeur porte la mention « a satisfait » et que le membre du personnel qui occupait un emploi vacant est reconduit, il l'est obligatoirement à durée indéterminée. Cette reconduction se fait prioritairement à tout changement d'affectation, à toute mutation ou extension de charge.

Lorsque le directeur de l'Ecole supérieure des Arts n'a pas établi un rapport portant la mention « a satisfait », le Conseil de gestion pédagogique doit entendre le membre du personnel avant que le directeur ne transmette le rapport au Gouvernement. Lors de cette audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement de la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative au sens de la loi du 15 décembre 1974 et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel refuse de viser le rapport ou ne se présente pas à l'audition.

Si le rapport établi par le directeur porte la mention « a satisfait partiellement », et que le membre du personnel qui occupait un emploi vacant est reconduit, il l'est obligatoirement à titre temporaire à durée déterminée. Lorsque l'emploi considéré reste vacant en début d'année académique, la reconduction pour une année académique maximum se fait prioritairement à tout changement d'affectation, à toute mutation ou extension de charge.

Si le rapport établi par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts porte la mention « n'a pas satisfait », le Gouvernement ne peut en aucun cas reconduire la désignation.

En cas d'absence de rapport, le membre du personnel est réputé avoir obtenu un rapport portant la mention « a satisfait ».

§ 2. Lorsque le membre du personnel a fait l'objet d'un rapport portant la mention « a satisfait partiellement » et qu'il a été reconduit pour une année académique maximum, il n'existe pour le directeur de l'Ecole supérieure des Arts que deux possibilités d'évaluation : un rapport portant la mention « a satisfait » ou un rapport portant la mention « n'a pas satisfait ».

Sous-section 3. — De la désignation à durée déterminée des assistants

Art. 112. Nul ne peut être désigné à titre temporaire dans une fonction d'assistant s'il ne remplit, au moment de cette désignation, les conditions fixées à l'article 109, et s'il n'a déposé un projet pédagogique et artistique et ne l'a présenté à la Commission de recrutement.

Sous-section 4. — De la désignation à durée indéterminée des professeurs et des accompagnateurs

Art. 113. Le Gouvernement désigne les membres du personnel à titre temporaire pour une durée indéterminée au début de l'année académique, sur proposition du directeur de l'Ecole supérieure des Arts après avis du Conseil de gestion pédagogique.

Sous-section 5. — Du licenciement

Art. 114. § 1^{er}. Le Gouvernement peut licencier tout membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée déterminée sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le Gouvernement convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

§ 3. Si le Gouvernement estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il peut procéder au licenciement dans les trois jours qui suivent la date de l'audition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés.

Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement de la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative, au sens de la loi du 19 décembre 1974 et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

Art. 115. Moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin à la charge d'un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée déterminée, sur proposition motivée du directeur de l'Ecole supérieure des Arts après avis du Conseil de gestion pédagogique. Le membre du personnel est entendu préalablement par le directeur de l'Ecole dans un délai de cinq jours ouvrables courant à partir de sa convocation par lettre recommandée à la poste. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

Le directeur présente la proposition de licenciement au membre du personnel immédiatement après sa rédaction.

La proposition est visée et datée par le membre du personnel concerné. Celui-ci la retourne le même jour. S'il estime que la proposition n'est pas justifiée, il en fait mention dans son visa, date et retourne la proposition dans le même délai. La procédure se poursuit si le membre du personnel refuse de viser la proposition de licenciement. Si le membre du personnel est absent, la proposition de licenciement lui est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception valant visa et date.

L'intéressé peut introduire un recours auprès de la chambre de recours selon la procédure visée aux articles 191 et suivants.

Art. 116. § 1^{er}. Le Gouvernement peut licencier tout membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le Gouvernement convoque, par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

§ 3. Si le Gouvernement estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il peut procéder au licenciement dans les trois jours qui suivent la date de l'audition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés.

Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement de la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée au sens de la loi du 19 décembre 1974 et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

Art. 117. Moyennant un préavis de trois mois, le Gouvernement peut mettre fin à la charge d'un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée depuis moins de cinq ans, sur proposition motivée du directeur de l'Ecole supérieure des Arts, après avis du Conseil de gestion pédagogique. Le délai de préavis est augmenté de trois mois au moins dès le commencement de chaque nouvelle période de désignation de cinq ans. Le membre du personnel est entendu préalablement par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts dans un délai de cinq jours ouvrables courant à partir de la convocation par lettre recommandée à la poste. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

Le directeur présente la proposition de licenciement au membre du personnel immédiatement après sa rédaction.

La proposition est visée et datée par le membre du personnel concerné. Celui-ci la retourne le même jour. S'il estime que la proposition n'est pas justifiée, il en fait mention dans son visa, date et retourne la proposition dans le même délai. La procédure se poursuit si le membre du personnel refuse de viser la proposition de licenciement. Si le membre du personnel est absent, la proposition de licenciement lui est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception valant visa et date.

L'intéressé peut introduire un recours auprès de la chambre de recours selon la procédure visée aux articles 191 et suivants.

Section 3. — Des mandats

Sous-section 1^{re}. — Des mandats des conférenciers

Art. 118. Le mandat des conférenciers leur est confié par le Gouvernement sur proposition du directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, pour une durée déterminée.

Art. 119. Lorsque le mandat s'élève à une charge égale ou supérieure à une demi charge complète, sa durée est limitée à six mois. Dans les autres cas, il est limité à neuf mois.

Sous-section 2. — Des mandats des directeurs adjoints

Art. 120. Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le Gouvernement pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 121. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur adjoint s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement.

Sous-section 3. — Des mandats des directeurs

Art. 122. Le mandat des directeurs leur est confié par le Gouvernement pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16.

Art. 123. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement.

Art. 124. Les candidatures à un mandat dans une fonction de directeur sont examinées par la Commission de recrutement visée à l'article 15 et 63 à 67 du présent décret. Par dérogation à l'article 66 du présent décret, cette Commission est présidée par le directeur général du Ministère de la Communauté française ayant en charge l'Enseignement non obligatoire ou son délégué.

La Commission de recrutement apprécie les curriculum vitae des candidats et examine leur projet pédagogique et artistique. Après examen des projets, elle sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel. La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Par dérogation aux articles 17 et 19 du présent décret, ce Conseil de gestion pédagogique est présidé par le directeur général du Ministère de la Communauté française ayant en charge l'Enseignement non obligatoire ou son délégué. Le directeur général transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil pédagogique au Gouvernement.

Sous-section 4. — De la fin anticipative des mandats de directeur et de directeur adjoint

Art. 125. Le Gouvernement peut mettre fin anticipativement à tout mandat de directeur ou de directeur adjoint qui ne fait pas partie du personnel enseignant nommé à titre définitif conformément aux dispositions de licenciement prévues aux articles 114 à 117 du présent décret. Le membre du personnel enseignant nommé à titre définitif peut être déchargé de son mandat de directeur ou de directeur adjoint par décision du Gouvernement.

Section 4. — De la nomination à titre définitif dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur

Art. 126. Le membre du personnel est nommé à titre définitif par le Gouvernement, à la fonction à laquelle il s'est porté candidat, selon les formes et délais fixés par le Gouvernement, s'il a fait l'objet d'une proposition motivée de nomination à titre définitif formulée par le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

Art. 127. Nul ne peut être nommé à titre définitif s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de la nomination à titre définitif :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, comme stipulé à l'article 82;

4° posséder les aptitudes physiques requises contrôlées par le Service de santé administratif;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être de conduite irréprochable;

7° satisfaire aux lois sur la milice;

8° avoir été désigné ou engagé, à titre temporaire, pour une durée indéterminée;

9° occuper cet emploi en fonction principale;

10° remplir les conditions d'ancienneté fixées par l'article 10, § 7, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et, pour les professeurs de cours artistiques ou techniques, à la condition d'expérience utile dans une pratique artistique ou technique visée à l'article 110 du présent décret.

Art. 128. Le Gouvernement nomme à titre définitif le membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée qui compte, pour la fonction considérée et les cours à conférer, la plus grande ancienneté de service, telle que visée à l'article 163.

Le membre du personnel peut valoriser trois années d'ancienneté de service acquise à titre définitif dans un autre niveau d'enseignement organisé par la Communauté française, pour le calcul de l'ancienneté de service visé à l'alinéa 1^{er}.

Section 5. — De l'extension de charge

Art. 129. Lorsque l'emploi visé à l'article 100 est attribué, par extension de charge, à un membre du personnel nommé à titre définitif dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, cette extension de charge se fait immédiatement au titre de temporaire à durée indéterminée.

Lorsque l'emploi visé à l'article 100 est attribué, par extension de charge, sur avis de la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret, à un membre du personnel enseignant nommé à titre définitif au sein du même établissement, dans la même fonction et d'autres cours à conférer pour lesquels le membre du personnel possède un titre requis, cette extension de charge se fait, au titre de temporaire à durée indéterminée.

Section 6. — De la mutation

Art. 130. Les candidats à la mutation, en réponse aux appels publiés au *Moniteur belge*, introduisent leur demande auprès du Gouvernement.

Les demandes de mutation sont envoyées par lettre recommandée à la poste. Sont prises en considération les demandes de mutation introduites dans la forme et le délai fixés par l'appel visé à l'alinéa 1^{er}.

La mutation provisoire ne peut toutefois se faire qu'avec l'accord des directeurs des deux Ecoles concernées.

Art. 131. La demande de mutation dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur est examinée par la Commission de recrutement qui rend un avis au Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts qui dispose de l'emploi convoité. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet au Gouvernement le rapport motivé du Conseil de gestion pédagogique.

Art. 132. A l'issue d'une année académique dans la nouvelle Ecole supérieure des Arts, le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, peut proposer au Gouvernement d'affecter définitivement le membre du personnel qui avait obtenu une mutation provisoire. Dans le cas contraire, le membre du personnel concerné réintègre l'Ecole à laquelle il était affecté avant de solliciter sa mutation.

Section 7. — Du signalement

Art. 133. Le présent chapitre est applicable aux membres du personnel nommés à titre définitif, à l'exclusion des directeurs et des directeurs adjoints.

Art. 134. Pour chaque membre du personnel, il est tenu à l'administration centrale du ministère, un dossier de signalement contenant exclusivement :

- 1° les rapports sur leur manière de servir en qualité de temporaires;
- 2° les bulletins de signalement éventuels;
- 3° les notes administratives relatant les éléments favorables ou défavorables en rapport avec la fonction;
- 4° le relevé des sanctions disciplinaires.

Art. 135. A l'exception du relevé des sanctions disciplinaires, les documents versés au dossier de signalement doivent avoir été visés préalablement par le membre du personnel. Tous ces documents sont numérotés et repris dans un inventaire.

Art. 136. Tout membre du personnel fait l'objet d'une des mentions de signalement suivantes : « Bon », « Insuffisant ».

En l'absence de bulletin de signalement, tout membre du personnel est réputé bénéficier de la mention « Bon ».

Toute modification d'une mention de signalement doit être motivée de manière circonstanciée par un rapport spécial relatant des faits précis, favorables ou défavorables. Ce rapport doit être annexé au bulletin de signalement.

Art. 137. Toute mention de signalement porte sur l'année académique à l'issue de laquelle elle a été attribuée ou maintenue.

Le bulletin de signalement est rédigé, s'il y a lieu, par directeur de l'Ecole supérieure des Arts entre le 1^{er} et le 15 juin de chaque année.

Le signalement est reconduit annuellement, si aucun fait nouveau, favorable ou défavorable, n'est relaté à la fiche individuelle depuis l'attribution du dernier signalement.

Toutefois, l'attribution de la mention de signalement « Insuffisant » donne lieu à un nouveau signalement après une année académique.

Un bulletin de signalement est également rédigé pour tout membre du personnel qui en fait la demande.

Dans ce cas, le signalement peut être établi à tout moment de l'année académique, sans qu'il puisse, en aucun cas, être établi plus d'un signalement au cours d'une même année académique.

Art. 138. En vue de la modification éventuelle du signalement, une fiche individuelle relative au membre du personnel concerné doit comporter les faits précis, favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation et ayant trait à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction.

Cette fiche individuelle est rédigée, s'il y a lieu, par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts.

Art. 139. Le bulletin de signalement est soumis par le directeur au membre du personnel, qui vise le document et le restitue dans les dix jours, s'il n'a pas d'objection à présenter. La procédure se poursuit si le membre du personnel refuse de viser le document ou ne le restitue pas après l'avoir visé dans le délai fixé.

Si le membre du personnel estime que la mention de signalement qui lui a été attribuée n'est pas justifiée, il vise en conséquence le bulletin de signalement et le restitue dans les dix jours, accompagné d'une réclamation écrite au directeur. Cette réclamation est annexée au bulletin de signalement. La procédure se poursuit si le membre du personnel refuse de viser le document ou ne le restitue pas après l'avoir visé dans le délai fixé.

Dans les quinze jours de la réception de la réclamation, le directeur notifie sa décision au membre du personnel intéressé. Celui-ci vise le bulletin de signalement et a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la chambre de recours selon la procédure visée aux articles 191 et suivants. La procédure se poursuit si le membre du personnel refuse de viser le bulletin de signalement.

Art. 140. Aucune recommandation, de quelque nature qu'elle soit, ne peut figurer au dossier de signalement.

Tout membre du personnel peut prendre, à tout moment, connaissance de son dossier de signalement et, s'il échet, en obtenir une copie, moyennant intervention dans les frais.

Art. 141. Le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle sont arrêtés par le Gouvernement.

Section 8. — De la reprise d'une Ecole supérieure des Arts d'un autre pouvoir organisateur

Art. 142. § 1^{er}. En cas de reprise par la communauté française d'une Ecole supérieure des Arts officielle subventionnée ou d'une partie d'une Ecole supérieure des Arts officielle subventionnée, les dispositions suivantes sont d'application :

1° les membres du personnel nommés à titre définitif et en activité de service au moment de la reprise acquièrent d'office la qualité de membre du personnel définitif dans les fonctions correspondantes au sein d'une Ecole de la Communauté française;

2° les membres du personnel nommés dans une Ecole supérieure des Arts, qui, au moment de la reprise, exercent un mandat de directeur ou de directeur adjoint, sont repris dans la fonction à laquelle ils étaient nommés à titre définitif avant d'exercer leur mandat;

3° les services effectifs rendus jusqu'à la reprise par les membres du personnel, dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur assumant la direction de l'Ecole supérieure des Arts reprise par la Communauté française, ainsi que les services effectifs rendus dans un établissement d'enseignement jusqu'à la reprise de celui-ci par le pouvoir organisateur susmentionné, pour autant qu'ils aient été en activité de service au moment de cette reprise, sont assimilés aux services effectifs rendus en qualité de membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française.

La convention de reprise à conclure entre le pouvoir organisateur concerné et la Communauté française peut fixer des règles complémentaires aux dispositions énoncées ci-dessus et préciser, s'il échet, des conditions de reprise pour les membres du personnel désignés à titre temporaire.

§ 2. Les conditions de reprise d'une Ecole supérieure des Arts ou d'une partie d'Ecole supérieure des Arts libre subventionnée sont fixées aux termes d'une convention à conclure entre les Pouvoirs organisateurs concernés.

Section 9. — Des fusions des Ecoles supérieures des Arts

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 143. L'ancienneté de service départage les membres du personnel concernés et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, l'ancienneté de fonction. En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Sous-section 2. — Dispositions applicables aux membres du personnel dont l'Ecole supérieure des Arts fait l'objet d'une fusion égalitaire

Art. 144. § 1^{er}. Les membres du personnel des Ecoles fusionnées sont affectés à l'Ecole issue de la fusion égalitaire dans la limite des emplois disponibles et selon l'ordre suivant :

- 1° les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent à ce titre;
- 2° les membres du personnel enseignant désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction qu'ils exercent à ce titre;
- 3° les membres du personnel enseignant en changement d'affectation provisoire.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 1°, qui ne peuvent être affectés sont mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 3°, qui ne peuvent être bénéficier d'un changement d'affectation provisoire sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

Sous-section 3. — Dispositions applicables aux membres du personnel dont l'Ecole supérieure des Arts fait l'objet d'une fusion par absorption

Art. 145. Pour l'application de la présente sous-section, il y a lieu d'entendre par :

- 1° Ecole A : l'Ecole supérieure des Arts qui absorbe une ou plusieurs autres Ecoles supérieures des Arts;
- 2° Ecole B : l'Ecole supérieure des Arts ou les Ecoles supérieures des Arts absorbée(s).

Art. 146. Les membres du personnel enseignant de l'Ecole B nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité et les membres du personnel enseignant de l'Ecole B bénéficiant d'un changement provisoire d'affectation sont respectivement mis et mis à nouveau en disponibilité par défaut d'emploi à la date de la fusion.

Il est mis fin, au plus tard à la veille de la fusion par absorption, aux prestations que les membres du personnel enseignant non visés à l'alinéa précédent exercent dans l'Ecole B.

Art. 147. § 1^{er}. Les emplois disponibles dans l'Ecole A sont attribués, à la date de la fusion, selon l'ordre suivant :

- 1° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole A nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité;
- 2° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole A désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité;
- 3° aux membres du personnel enseignant bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire dans l'Ecole A dans la fonction à laquelle ils sont nommés;
- 4° par changement d'affectation provisoire, aux membres du personnel enseignant de l'Ecole B nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exerçaient en cette qualité;
- 5° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole B désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont désignés;
- 6° aux membres du personnel enseignant bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire dans l'Ecole B dans la fonction à laquelle ils sont nommés.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 4°, à qui ne peut être attribué un emploi restent en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 6°, qui ne peuvent être réaffectés provisoirement sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 148. Pour autant qu'un emploi vacant puisse leur être attribué dans l'Ecole A, les membres du personnel visés à l'article 147, § 1^{er}, 3° et 4°, sont réaffectés dans cette Ecole à la date de la fusion.

CHAPITRE III. — Des positions administratives des professeurs et des accompagnateurs

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 149. Le membre du personnel est dans une des positions administratives suivantes :

- 1° activité;
- 2° non-activité;
- 3° disponibilité.

Section 2. — De l'activité de service

Art. 150. Le membre du personnel est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative ou de service.

Art. 151. Le membre du personnel en activité de service a droit au traitement et à l'avancement de traitement, sauf disposition formelle contraire.

Il peut faire valoir ses titres à une nomination à titre définitif ou pour l'exercice d'un mandat de directeur ou de directeur-adjoint.

Il obtient des congés :

- 1) de circonstances et de convenances personnelles;
- 2) pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité;
- 3) pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales;
- 4) pour accomplir certaines prestations militaires en temps de paix, ainsi que des services dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;
- 5) pour activité syndicale;
- 6) pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles;
- 7) politiques;
- 8) pour interruption de la carrière professionnelle;
- 9) pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 10) pour mission.

Art. 152. Le Gouvernement fixe le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts.

Les membres du personnel ont droit à un minimum de douze semaines de vacances par année académique.

Section 3. — De la non-activité

Art. 153. Le membre du personnel est dans la position de non-activité :

a) lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;

b) lorsqu'il est frappé de la sanction de suspension disciplinaire ou de la sanction de mise en non-activité disciplinaire;

c) lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé par le Gouvernement à s'absenter pour une période de longue durée.

Art. 154. Le membre du personnel qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire. S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 153, b), il ne peut prétendre à un mandat de directeur ou de directeur adjoint.

Art. 155. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité après la fin du mois où il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Section 4. — De la disponibilité

Art. 156. Le membre du personnel peut être mis en position de disponibilité :

- a) par défaut d'emploi;
- b) pour convenances personnelles;
- c) pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.
- d) pour mission spéciale;
- e) pour maladie ou infirmité.

Art. 157. Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois où il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

La disposition de l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale.

Art. 158. Des traitements peuvent être alloués aux membres du personnel mis en disponibilité. Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités qui sont éventuellement allouées à ces membres du personnel sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

*CHAPITRE IV. — De la disponibilité par défaut d'emploi et de la perte partielle de charge**Section 1^{re}. — Mesures préalables*

Art. 159. § 1^{er}. Lorsqu'un cours est modifié par le Gouvernement, après l'avis du Conseil supérieur artistique tel que prévu par le décret, d'initiative ou à la demande du directeur de l'Ecole supérieure des Arts, le membre du personnel nommé à titre définitif dans ce cours est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge s'il ne possède pas le titre requis pour enseigner ce cours.

§ 2. Lorsqu'une activité d'enseignement cesse, totalement ou partiellement, d'être organisée parce qu'aucun étudiant n'y est inscrit ou parce que le nombre d'étudiants y inscrits a diminué, le membre du personnel chargé de l'activité concernée est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement ne peut désigner un autre membre du personnel pour exercer la même activité d'enseignement.

Art. 160. § 1^{er}. Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction principale n'est placé en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge par le Gouvernement qu'après qu'il ait été mis fin, dans l'ordre établi ci-après, aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction et dispensent les mêmes cours :

1° à titre accessoire dans l'Ecole supérieure des Arts;

2° à titre temporaire à durée déterminée dans l'Ecole supérieure des Arts et dans le respect de leur ancienneté de service;

3° à titre temporaire à durée indéterminée dans l'Ecole supérieure des Arts et dans le respect de leur ancienneté de service.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge et que des heures de la même fonction et des mêmes cours à conférer deviennent vacantes, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts doit prioritairement les attribuer à ce membre du personnel avant de procéder à la déclaration de vacance telle que prévue à l'article 100.

Lorsqu'un membre du personnel en perte partielle de charge pose sa candidature pour un emploi vacant de la fonction à laquelle il a été nommé à titre définitif, mais pour d'autres cours à conférer pour lesquels il possède un titre requis ou bien pour lesquels il a obtenu une notoriété artistique, professionnelle ou scientifique et que l'emploi visé à l'article 100 lui est attribué dans le respect de la procédure définie à l'article 104 du présent décret, le membre du personnel devient immédiatement titulaire de ces cours à titre définitif.

Art. 161. Après application des dispositions prévues à l'article 160, § 1^{er}, perd son emploi ou partie de sa charge dans la fonction considérée et les cours à conférer, le membre du personnel nommé à titre définitif qui compte la plus petite ancienneté de service.

Le membre du personnel peut, en cas de disponibilité par défaut d'emploi ou de perte partielle de charge, valoriser dix années d'ancienneté de service maximum acquise à titre définitif dans un autre niveau d'enseignement organisé par la Communauté française pour le calcul d'ancienneté de service visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 162. En cas d'égalité d'ancienneté de service, perd son emploi ou partie de sa charge le membre du personnel le plus jeune.

Art. 163. L'ancienneté de service visée aux articles 128, alinéa 2, 143, 160, § 1^{er}, 161, alinéa 1^{er} et 162 est calculée de la manière suivante :

1° tous les services effectifs rendus à titre temporaire dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin des services prestés;

2° les services effectifs rendus à titre définitif dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;

3° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis de la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;

4° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comportent pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;

5° trente jours forment un mois;

6° la durée des services effectifs rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercées pendant la même période;

7° la durée des services effectifs rendus que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile;

8° les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté de service. Pour les membres du personnel désignés à titre temporaire, les jours de congé ne sont pris en compte que pendant la période de désignation.

Section 2. — Perte partielle de charge

Art. 164. Lorsqu'un membre du personnel en fonction principale n'accomplit plus, au sein de l'Ecole supérieure des Arts, un nombre d'heures équivalent à celui qu'il prestait au moment de sa nomination, il est déclaré en perte partielle de charge.

Le membre du personnel en perte partielle de charge reste à la disposition de l'Ecole supérieure des Arts jusqu'à concurrence du nombre d'heures correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être déclaré en perte partielle de charge.

Il conserve le bénéfice de son traitement.

Section 3. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi

Art. 165. § 1^{er}. Dans le respect des articles 160 à 162, lorsque l'emploi en fonction principale d'un membre du personnel nommé à titre définitif est supprimé, celui-ci est mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Le membre du personnel bénéficie d'un traitement d'attente égal à son dernier traitement d'activité et peut faire valoir ses titres à un mandat de directeur ou de directeur adjoint pendant deux années académiques.

A partir de la troisième année académique, le traitement d'attente est réduit chaque année de 10 % sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois un trentième du traitement que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité.

Cette décision ne peut avoir pour effet de ramener le traitement d'attente à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel concerné aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de ce paragraphe, il faut entendre, par années de service, celles qui entrent en compte pour l'établissement de la pension de retraite.

§ 2. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste à disposition de l'Ecole supérieure des Arts jusqu'à concurrence du nombre d'heures correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être mis en disponibilité.

L'exercice des tâches que lui confie l'Ecole supérieure des Arts ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

Par ailleurs, lorsque le traitement d'attente du membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi est réduit à un certain pourcentage, le nombre d'heures de prestations est réduit à due concurrence.

Art. 166. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste compris dans le nombre d'unités d'emploi attribué à l'Ecole supérieure des Arts conformément à l'article 52 du présent décret.

Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste candidat à un changement d'affectation provisoire dans un emploi vacant d'une Ecole supérieure des Arts de la Communauté française.

Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi peut se porter candidat à un changement d'affectation provisoire dans un emploi vacant d'une Ecole supérieure des Arts d'un autre réseau.

Le changement d'affectation provisoire ne peut toutefois se faire qu'avec l'accord, selon le cas, du Gouvernement ou du Gouvernement et du pouvoir organisateur des deux Ecoles supérieures des Arts concernées. Le changement d'affectation provisoire suspend la disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 167. Lorsqu'un membre du personnel est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts le notifie dans les dix jours au Gouvernement.

Lorsqu'un membre du personnel n'accomplit plus au sein de son établissement, par défaut d'emploi, un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts le notifie dans les dix jours au Gouvernement.

CHAPITRE V. — *De la suspension préventive*

Art. 168. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel nommé à titre définitif :

- 1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires;
- 3° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou, sauf pour les membres du personnel du service d'inspection, par le fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, et même si le membre du personnel ou son représentant n'ont pas été entendus, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste.

Si cette décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'Ecole.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et dans le cadre d'une procédure disciplinaire expire en tout cas :

1° après six mois si aucune proposition de peine disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel dans ce délai;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de peine disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement;

3° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification de la proposition de peine disciplinaire au membre du personnel si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;

4° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au Gouvernement de l'avis de la chambre de recours sur la proposition de peine disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel;

5° le jour où la peine disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1^{er} ne commence à courir qu'à dater du prononcé de la condamnation définitive.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 169. Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4° de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au ministre;

5° d'une proposition de peine disciplinaire prévue à l'article 171, 5°, 6° et 7°, est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Gouvernement notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Gouvernement au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de sanction disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel.

Art. 170. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° le Gouvernement inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 171, 5°, 6° et 7°, du présent décret;

2° il est fait application de l'article 209, 2°, b), et 5°;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 169 et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

CHAPITRE VI. — *Du régime disciplinaire**Section 1^{re}.* — Des sanctions disciplinaires

Art. 171. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel nommés à titre définitif, qui manquent à leurs devoirs sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la réprimande;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° le déplacement disciplinaire;
- 5° la suspension disciplinaire;
- 6° la mise en non-activité disciplinaire;
- 7° la révocation.

Dans le cas d'un membre du personnel enseignant, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, propose les sanctions visées à l'alinéa 1^{er}.

Dans le cas d'un directeur, d'un directeur adjoint, le fonctionnaire de rang le plus élevé de l'administration dont l'Ecole supérieure des Arts relève propose les sanctions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 172. Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le Gouvernement.

Art. 173. La retenue sur traitement est appliquée pendant un mois au moins et trois mois au plus.

Elle ne peut excéder un cinquième du dernier traitement brut d'activité ou d'attente.

Art. 174. La suspension disciplinaire ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an.

Elle entraîne la privation de la moitié du traitement.

Art. 175. La durée de la mise en non-activité disciplinaire est fixée par l'autorité qui inflige la sanction; elle ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa sanction, le membre du personnel peut demander sa réintégration dans l'enseignement.

Art. 176. La retenue sur le traitement d'attente ou l'attribution d'un traitement d'attente ne peut avoir pour conséquence que le traitement du membre du personnel soit ramené à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 177. Aucune sanction ne peut être proposée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou interpellé. L'intéressé peut faire usage des droits qui lui sont reconnus par le statut syndical. Il peut introduire un recours auprès de la chambre de recours selon la procédure visée aux articles 191 et suivants.

Art. 178. La procédure disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui ont été constatés dans l'année précédant la date à laquelle la procédure est entamée.

En cas d'action pénale, la procédure disciplinaire doit être entamée dans les six mois de la prise de connaissance de la décision judiciaire définitive par l'autorité qui est appelée à proposer la sanction disciplinaire.

Art. 179. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 180. Toute sanction fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement.

Art. 181. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaire, sauf dans le cas de flagrant délit ou si les faits établis, liés à l'activité professionnelle, sont reconnus par le membre du personnel.

Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

Toutefois, l'autorité disciplinaire est, dans cette appréciation, liée par la matérialité des faits définitivement établie par la décision pénale.

Section 2. — De la radiation des sanctions disciplinaires

Art. 182. La radiation de la sanction disciplinaire se fait d'office après un délai dont la durée est fixée à :

- 1° un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande;
- 2° trois ans pour la retenue sur traitement et le déplacement disciplinaire;
- 3° cinq ans pour la suspension disciplinaire;
- 4° sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai prend cours à la date de la décision en matière disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, la radiation a pour conséquence qu'il ne peut plus être tenu compte de la sanction disciplinaire radiée, notamment pour l'accès à un mandat de directeur ou de directeur-adjoint.

La sanction disciplinaire radiée est supprimée dans le dossier du membre du personnel.

CHAPITRE VII. — *De la chambre de recours*

Art. 183. Il est institué auprès du Gouvernement une chambre de recours dénommée : chambre de recours des Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française.

Art. 184. La chambre de recours traite :

1° les recours introduits en matière d'incompatibilité;

2° les recours introduits en matière de signalement;

3° les recours introduits à l'encontre de toute proposition de sanction disciplinaire;

4° les recours introduits par les membres du personnel désignés à titre temporaire à l'encontre de toute proposition de licenciement dans les cas visés aux articles 115 et 117.

Art. 185. La chambre de recours se compose d'un président et de six membres.

Art. 186. Le Gouvernement désigne un président et deux présidents suppléants parmi les fonctionnaires généraux du ministère.

Art. 187. Le Gouvernement désigne les membres de la chambre de recours parmi les membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française nommés à titre définitif.

Ces membres doivent être âgés d'au moins trente-cinq ans et compter dix années de service au moins dans l'enseignement supérieur artistique de la Communauté française.

Les membres de la chambre de recours visés à l'alinéa précédent sont désignés, pour moitié, parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française et pour moitié sur les listes de deux candidats présentés par chacune des organisations représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées aux organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un membre.

Art. 188. Le Gouvernement désigne, dans les mêmes conditions, deux membres suppléants pour chaque membre effectif.

Art. 189. Le président, les présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés pour quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Le remplaçant d'un membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 190. Le Gouvernement désigne un secrétaire et deux secrétaires suppléants parmi les fonctionnaires du ministère.

Ils assurent le secrétariat sans avoir de voix délibérative.

Art. 191. § 1^{er}. Tout membre du personnel invité à viser une proposition de sanction disciplinaire formulée à son sujet, a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, un recours devant la chambre de recours, dans le délai de vingt jours, à compter de la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Si l'intéressé n'a pas introduit de recours dans le délai fixé, la proposition de sanction disciplinaire est transmise directement au Gouvernement.

§ 2. Le recours en matière d'incompatibilité ainsi que le recours en matière de signalement, sont introduits par la voie hiérarchique dans un délai de vingt jours, à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite ou de la date à laquelle le directeur a notifié sa décision visée à l'article 139, alinéa 3.

§ 3. Le recours d'un membre du personnel temporaire à durée déterminée à l'encontre d'une proposition de licenciement visée à l'article 115 est introduit par la voie hiérarchique dans un délai de dix jours, à compter de la réception de la proposition de licenciement.

§ 4. Le recours d'un membre du personnel temporaire à durée indéterminée à l'encontre d'une proposition de licenciement visée à l'article 117 est introduit par la voie hiérarchique dans un délai de dix jours, à compter de la réception de la proposition de licenciement.

Art. 192. Le recours en matière d'incompatibilité, la proposition de sanction disciplinaire visée par l'intéressé, la proposition de licenciement visée par l'intéressé, le recours qu'il a introduit ainsi que toutes les pièces relatives au signalement du membre du personnel intéressé, sont transmis selon le cas à la chambre de recours, dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception du recours.

Art. 193. Aucun recours ne peut faire l'objet de délibération de la chambre de recours si le requérant n'a pas été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient pas les éléments susceptibles de permettre à cette chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause, notamment le rapport des enquêteurs, les procès-verbaux des auditions de témoins et des confrontations indispensables.

Art. 194. Sauf dans les cas de poursuites pénales, la chambre de recours doit, pour les cas visés à l'article 184, 1°, 2° et 3°, donner un avis motivé dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet de l'affaire. Le Gouvernement peut demander un avis d'urgence et, dans ce cas, le délai ne peut cependant être inférieur à un mois.

Dans le cas d'un recours introduit à l'encontre d'une proposition de licenciement tel que visé à l'article 184, 4°, le délai ne peut être supérieur à un mois.

Art. 195. Dès qu'une affaire est introduite, le président communique au requérant la liste des membres effectifs et suppléants de la chambre de recours.

Dans les dix jours qui suivent la réception de cette liste, le requérant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres de la chambre de recours : au maximum trois membres désignés sur proposition des organisations syndicales et trois membres désignés directement par le Gouvernement. Toutefois, il ne peut récuser un membre effectif et ses deux suppléants.

Un membre peut demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger d'office un membre pour les mêmes motifs.

Art. 196. Le président et les présidents suppléants ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel d'une Ecole supérieure des Arts relevant de leur administration.

Le président, les présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 197. Le requérant comparait en personne, assisté ou non d'un avocat ou d'un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, en activité de service ou retraité, ou d'un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Si le requérant, bien que régulièrement convoqué, ne comparait pas, la chambre de recours est dessaisie et transmet le dossier au Gouvernement pour décision.

Art. 198. La chambre de recours délibère valablement si le président et quatre membres au moins sont présents.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 199. Pour chaque affaire, le Gouvernement désigne un rapporteur parmi les fonctionnaires du ministère qui n'ont pas participé à l'enquête.

Le rapporteur expose objectivement à la chambre de recours les rétroactes de l'affaire et les résultats de l'enquête. Il a droit de réplique. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 200. La chambre de recours peut ordonner un complément d'enquête, entendre les témoins à charge ou à décharge. Après en avoir délibéré, elle transmet au Gouvernement son avis motivé.

Celui-ci mentionne par quel nombre de voix, pour et contre, le vote a été acquis.

Art. 201. Le vote sur l'avis a lieu au scrutin secret. Les membres désignés, par le Gouvernement et ceux désignés sur proposition des organisations syndicales doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

L'avis est donné à la majorité des membres présents.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, les votes blancs et les abstentions ne sont pas considérés comme des suffrages.

En cas de parité de voix, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Art. 202. La décision est prise par le Gouvernement dans le mois qui suit la réception de l'avis. Elle fait mention de l'avis motivé de la chambre de recours ou de l'absence d'avis. Toute décision non conforme à l'avis de la chambre de recours est motivée.

Le Gouvernement notifie sa décision à la chambre de recours et au requérant.

Art. 203. Le mandat des membres de la chambre de recours est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour leur sont accordées selon les dispositions fixées par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et par l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Art. 204. Les modalités de fonctionnement de la chambre de recours, dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats, sont fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *De la cessation des fonctions*

Section 1^{re}. — De la cessation de fonction des membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée déterminée

Art. 205. Les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée déterminée sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Gouvernement;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) satisfaire aux lois sur la milice.

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° au terme indiqué dans l'acte de désignation et au plus tard le dernier jour de l'année académique au cours de laquelle la désignation a été faite;

9° pour permettre l'attribution dans une fonction considérée et des cours à conférer à un membre du personnel de la même Ecole supérieure des Arts nommé à titre définitif ou désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée, d'une charge complète ou d'une fraction de charge;

10° au moment du retour du titulaire de l'emploi ou du membre du personnel qui le remplace temporairement, dans le cas d'une désignation telle que visée à l'article 105, § 1^{er};

11° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 97 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;

12° à partir de la réception de l'avis du service de santé administratif déclarant le membre du personnel définitivement inapte;

13° en cas de nomination à titre définitif dans une fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nouvelle nomination, à concurrence d'une fonction complète;

14° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée déterminée;

15° pour permettre l'attribution dans une fonction considérée et des cours à conférer à un autre membre du personnel enseignant désigné à titre temporaire pour une durée déterminée d'une charge complète ou d'une fraction de charge. Dans ce cas, perd son emploi le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 163 pour la fonction considérée et les cours à conférer.

Art. 206. Un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée déterminée peut cesser volontairement ses fonctions, moyennant un préavis de quinze jours.

Le membre du personnel le notifie au Gouvernement par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition, et informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

Section 2. — De la cessation de fonction des membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée

Art. 207. Les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Gouvernement;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

- a) être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- b) jouir des droits civils et politiques;
- c) satisfaire aux lois sur la milice.

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° pour permettre l'attribution à un membre du personnel enseignant de la même Ecole supérieure des Arts nommé à titre définitif, d'une charge complète ou d'une fraction de charge. Dans ce cas, perd son emploi le membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 163 pour la fonction considérée et les cours à conférer;

9° pour permettre l'attribution à un autre membre du personnel enseignant de la même Ecole supérieure des Arts désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée d'une charge complète ou d'une fraction de charge. Dans ce cas, perd son emploi, le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 163 pour la fonction considérée et les cours à conférer;

10° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 97 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;

11° à partir de la réception de l'avis du service de santé administratif déclarant le membre du personnel définitivement inapte;

12° en cas de nomination à titre définitif dans une fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nomination, à concurrence d'une fonction complète;

13° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée.

Art. 208. Un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée, peut cesser volontairement ses fonctions, moyennant un préavis de quinze jours.

Le membre du personnel le notifie au Gouvernement par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition, et informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

Section 3. — De la cessation des fonctions des membres du personnel nommés à titre définitif

Art. 209. Les membres du personnel nommés à titre définitif sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été nommés à titre définitif de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Gouvernement. Les membres du personnel gardent les droits acquis liés à leur situation régulière précédente;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

- a) être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- b) jouir des droits civils et politiques;
- c) satisfaire aux lois sur la milice.

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° s'ils ont été révoqués;

9° si, l'inaptitude professionnelle est définitivement constatée. Cette inaptitude se constate, pour les membres du personnel soumis au signalement, par la conservation de la mention « insuffisant » pendant deux années consécutives à dater de son attribution;

10° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 97 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;

11° s'ils refusent d'occuper, sans motif valable, une nouvelle affectation obtenue à la suite d'un changement d'affectation ou d'une mutation;

12° s'ils refusent, sans motif valable, les heures attribuées en vertu de l'article 165, § 2;

13° s'ils sont admis à la retraite pour inaptitude physique définitive;

14° en cas de nomination à titre définitif dans une autre fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nouvelle nomination, à concurrence d'une fonction complète;

15° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel nommé à titre définitif exerçant une fonction à titre accessoire.

Lorsque la cessation définitive des fonctions entraîne l'application de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1991, la Communauté française verse à l'Office national de Sécurité sociale les cotisations prévues dans cet article.

Art. 210. La démission volontaire du membre du personnel nommé à titre définitif entraîne la cessation définitive des fonctions. Le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé ou après un préavis de quinze jours. Ce préavis est notifié au Gouvernement par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition. Le membre du personnel informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

TITRE IV. — Du statut des membres du personnel subsidie des Ecoles supérieures des Arts officielles subventionnées

CHAPITRE 1^{er}. — Des devoirs et incompatibilités

Section 1^{re}. — Des devoirs

Art. 211. Les membres du personnel doivent, en toutes circonstances, avoir le souci constant des intérêts de l'enseignement du Pouvoir organisateur où ils exercent leurs fonctions.

Art. 212. Dans l'exercice de leur fonction, les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements, par les règles complémentaires obligatoires des commissions paritaires telles que visées aux articles 308 et 309.

Art. 213. Les membres du personnel sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs relations avec les étudiants et toute autre personne étrangère au service.

Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Art. 214. Ils ne peuvent exposer les étudiants à des actes de propagande politique, religieuse ou philosophique, ou de publicité commerciale.

Art. 215. Les membres du personnel doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente et par leur acte de désignation, les prestations nécessaires à la bonne marche des Ecoles supérieures des Arts où ils exercent leurs fonctions.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable du Pouvoir organisateur ou de son représentant.

Art. 216. Les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 217. Les membres du personnel ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais à raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 218. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité.

Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

L'exercice des droits de la citoyenneté belge et européenne que possèdent les membres du personnel est toujours respectée.

Art. 219. Les membres du personnel doivent respecter les obligations, fixées par écrit dans l'acte de désignation ou de nomination, qui découlent du caractère spécifique du projet pédagogique et artistique du Pouvoir organisateur auprès duquel ils exercent leurs fonctions.

Section 2. — Des incompatibilités

Art. 220. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel d'une Ecole supérieure des Arts officielle subventionnée, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs qui découlent du caractère spécifique du projet pédagogique et artistique de ce Pouvoir organisateur ou qui serait contraire à la dignité de la fonction.

Les incompatibilités visées à l'alinéa 1^{er} sont indiquées dans tout acte de désignation ou de nomination.

Art. 221. En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité visée à l'article 220 le Pouvoir organisateur ou le membre du personnel peuvent demander l'avis de la commission paritaire locale.

L'avis est donné dans les trente jours de la réception de la demande.

Art. 222. La chambre de recours instituée par l'article 300 connaît des recours introduits en matière d'incompatibilités.

Lorsque l'avis demandé à la commission paritaire a été obtenu, ou à l'expiration du délai de trente jours visé à l'article 221, alinéa 2, le membre du personnel ou le Pouvoir organisateur saisit la chambre de recours qui se prononce par voie d'avis.

La décision finale du Pouvoir organisateur se conforme à l'avis visé à l'alinéa 2.

CHAPITRE II. — Du recrutement

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 223. § 1^{er} Les membres du personnel sont désignés à titre temporaire, nommé à titre définitif ou se voient confier un mandat par le Pouvoir organisateur.

§ 2. Les membres du personnel sont recrutés par le Pouvoir organisateur sur avis de la Commission de recrutement qu'il crée à cette fin, conformément aux articles 15 et 63 à 67.

Les candidats qui postulent pour un mandat de conférencier ne sont pas visés par le § 2.

Art. 224. Le cadre du personnel est proposé au Pouvoir organisateur pour approbation, par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, sur avis du Conseil de gestion pédagogique. Ce cadre est fixé annuellement.

Les recrutements, nominations et mises en disponibilité par défaut d'emploi des membres du personnel sont proposés par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts au Pouvoir organisateur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

Le Gouvernement signifie au plus tard pour le 30 juin le nombre d'unité d'emploi attribué à l'Ecole supérieure des Arts pour l'année académique suivante.

Art. 225. Le Pouvoir organisateur publie au *Moniteur belge*, au plus tard le 1^{er} mai, un appel aux candidatures pour chaque emploi vacant à pourvoir. Ces emplois sont accessibles aux membres du personnel nommés à titre définitif par mutation ou extension de charge, aux membres du personnel temporaires désignés à durée indéterminée par extension de charge et aux candidats à une désignation à titre temporaire.

Art. 226. Le Pouvoir organisateur publie au *Moniteur belge*, au plus tard le 1^{er} mai, un appel aux candidatures pour chaque mandat à pourvoir.

Les mandats de directeur et de directeur adjoint sont accessibles aux membres du personnel nommés à titre définitif, aux membres du personnel temporaire désignés pour une durée indéterminée, aux membres du personnel temporaire désignés pour une durée déterminée et à tout candidat qui répond aux conditions visées aux articles 247 et 250.

Art. 227. Pour le recrutement des professeurs, accompagnateurs et assistants, l'appel publié au *Moniteur belge* précise,

1° la fonction et les cours à conférer;

2° le volume de la charge;

3° les dossiers à introduire qui comprennent notamment les documents relatifs aux titres et à l'expérience utile visée à l'article 68 les mentions des publications scientifiques et les justifications d'expériences professionnelles diverses;

4° le projet pédagogique et artistique à introduire, relatif au cours à conférer;

5° les formes et les délais requis pour l'introduction des dossiers et projets visés aux 3° et 4°;

6° les formes et les délais requis pour la présentation éventuelle du candidat devant la commission de recrutement.

Pour le recrutement des directeurs et directeurs adjoints, l'appel au *Moniteur belge* précise :

1° la nature du mandat et, s'il échet, les activités d'enseignement à conférer;

2° le volume de la charge;

3° les dossiers à introduire qui comprennent notamment les documents relatifs aux titres et à l'expérience utile visée à l'article 68, les mentions des publications scientifiques et les justifications d'expériences professionnelles diverses;

4° le projet pédagogique et artistique à introduire, relatif au mandat à conférer;

5° les formes et les délais requis pour l'introduction des dossiers et projets visés aux 3° et 4°;

6° les formes et les délais requis pour la présentation éventuelle du candidat devant la commission de recrutement.

Art. 228. Le candidat qui sollicite plusieurs emplois introduit une candidature séparée pour chacun d'eux. A peine de nullité, les candidatures sont introduites auprès du Pouvoir organisateur par lettre recommandée à la poste.

Art. 229. § 1^{er}. Les candidatures aux fonctions du personnel directeur et enseignant qui répondent aux conditions fixées par l'article 227 sont examinées par la Commission de recrutement.

Cette commission examine les projets pédagogiques et artistiques des candidats. Après examen des projets, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel.

La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le Directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur.

§ 2. Pour les emplois de professeur et d'accompagnateur, la Commission de recrutement est cependant tenue d'examiner prioritairement les demandes de changement d'affectation de membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts du Pouvoir organisateur.

Le directeur fait ensuite une proposition motivée au Pouvoir organisateur qui décide.

Art. 230. § 1^{er}. Lorsqu'une Ecole supérieure des Arts souhaite effectuer un remplacement d'un membre du personnel enseignant, le Pouvoir organisateur peut désigner une personne par dérogation à la procédure visée aux articles 225 à 228 sur proposition du directeur, après avis de la Commission de recrutement et du Conseil de gestion pédagogique.

Cette désignation prend fin au retour du titulaire de l'emploi et dans tous les cas à la fin de l'année académique pendant laquelle a eu lieu la désignation. Cette désignation ne peut en aucun cas donner lieu à une désignation à durée indéterminée.

§ 2. Lorsque l'Ecole supérieure des Arts souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé aux articles 225 et 226, la procédure visée à l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est d'application.

Cette désignation ne peut en aucun cas donner lieu à une désignation à une durée indéterminée.

Section 2. — De la désignation à titre temporaire

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 231. Chaque désignation est faite par écrit et mentionne au moins :

- 1° l'identité du Pouvoir organisateur;
- 2° l'identité du membre du personnel;
- 3° la fonction à exercer ainsi que les caractéristiques et le volume de la charge;
- 4° la date d'entrée en service;
- 5° la date à laquelle la désignation prend fin pour les désignations à durée déterminée;
- 6° si l'emploi a été déclaré vacant conformément à l'appel visé aux articles 225 et 226 ou non;
- 7° si l'emploi n'est pas vacant, l'identité du titulaire;
- 8° le cas échéant, les obligations visées aux articles 212 et 219 ainsi que les incompatibilités visées à l'article 220.

Le Pouvoir organisateur délivre au temporaire un acte écrit reprenant les mentions prévues à l'alinéa 1^{er}. En l'absence d'écrit, le membre du personnel est réputé être désigné dans la fonction, la charge et l'emploi qu'il occupe effectivement. Il est réputé selon le cas être désigné à durée déterminée ou à durée indéterminée.

Art. 232. A l'issue de toute période d'activité, le Pouvoir organisateur remet au membre du personnel temporaire une attestation mentionnant les services accomplis par fonction exercée, avec dates de début et de fin, ainsi que le volume de la charge et les documents sociaux.

Art. 233. § 1. Pour tout emploi dans la fonction de professeur ou d'accompagnateur déclaré vacant selon la procédure visée à l'article 225, les désignations à titre temporaire sont effectuées par le Pouvoir organisateur. Elles se font d'abord pour une durée déterminée, d'une année académique maximum. Cette désignation à durée déterminée est reconductible pour une année académique maximum. A l'issue de la désignation ou des désignations visées à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel qui fait l'objet d'une nouvelle désignation est désigné pour une durée indéterminée, pour autant que le membre du personnel occupe une fonction principale. La désignation pour une durée indéterminée ne peut toutefois avoir lieu que si la durée cumulée des désignations à durée déterminée est d'une année académique minimum.

§ 2. Pour tout emploi dans la fonction d'assistant déclaré vacant selon la procédure visée à l'article 226, les désignations à titre temporaire sont effectuées par le Pouvoir organisateur. Elles se font pour un terme d'une année académique renouvelable cinq fois dans le domaine de la musique, et de deux années académiques renouvelables deux fois dans les autres domaines.

Art. 234. § 1^{er}. Nul ne peut être désigné à titre temporaire s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de cette désignation :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, comme stipulé à l'article 82;
- 4° a) s'il s'agit d'une désignation à durée déterminée, remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;
- b) s'il s'agit d'une désignation à durée indéterminée, avoir satisfait à un examen médical vérifiant les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement.;
- 5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 6° être de conduite irréprochable;
- 7° satisfaire aux lois sur la milice;

§ 2. Lors de sa première désignation dans l'enseignement, le membre du personnel prête serment dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Sous-section 2. — De la désignation à durée déterminée des professeurs et des accompagnateurs

Art. 235. Nul ne peut être désigné à titre temporaire dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur, s'il ne remplit, au moment de cette désignation, outre les conditions fixées à l'article 234, les conditions suivantes :

- 1° déposer un projet pédagogique et artistique et le présenter à la Commission de recrutement;
- 2° faire la preuve d'une expérience utile hors enseignement de cinq ans dans une pratique artistique pour les emplois de professeur de cours artistiques et d'accompagnateur;
- 3° faire la preuve d'une expérience utile hors enseignement de deux ans pour les emplois de professeur de cours techniques.

L'expérience utile hors enseignement, visée à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3° doit avoir un rapport avec le cours à conférer.

Art. 236. § 1^{er}. Au plus tard à l'issue de la session d'examens de juin, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts établit un rapport sur la manière dont le membre du personnel s'est acquitté de sa tâche.

Ce rapport visé et daté par l'intéressé est envoyé au Pouvoir organisateur. Le membre du personnel en reçoit copie.

Le rapport porte selon le cas une des mentions suivantes : « a satisfait », « a satisfait partiellement », « n'a pas satisfait ».

Si le rapport établi par le directeur porte la mention « a satisfait » et que le membre du personnel qui occupait un emploi vacant est reconduit, il l'est obligatoirement à durée indéterminée. Cette reconduction se fait prioritairement à tout changement d'affectation, de fonction, à toute mutation ou extension de charge.

Lorsque le directeur de l'Ecole supérieure des Arts n'a pas établi un rapport portant la mention « a satisfait », le Pouvoir organisateur doit entendre le membre du personnel avant de prendre sa décision. Lors de cette audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement du Pouvoir organisateur ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative.

La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel refuse de viser le rapport ou ne se présente pas à l'audition.

Si le rapport établi par le directeur porte la mention « a satisfait partiellement », et que le membre du personnel qui occupait un emploi vacant est reconduit, il l'est obligatoirement à titre temporaire à durée déterminée. Lorsque l'emploi considéré reste vacant en début d'année académique, la reconduction pour une année académique maximum se fait prioritairement à tout changement d'affectation, de fonction, à toute mutation ou extension de charge.

Si le rapport établi par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts porte la mention « n'a pas satisfait », le Pouvoir organisateur ne peut en aucun cas reconduire la désignation.

En cas d'absence de rapport, le membre du personnel est réputé avoir obtenu un rapport portant la mention « a satisfait ».

§ 2. Lorsque le membre du personnel a fait l'objet d'un rapport portant la mention « a satisfait partiellement » et qu'il a été reconduit pour une année académique maximum, il n'existe pour le directeur de l'Ecole supérieure des Arts que deux possibilités d'évaluation : un rapport portant la mention « a satisfait » ou un rapport portant la mention « n'a pas satisfait ».

Sous-section 3. — De la désignation à durée déterminée des assistants

Art. 237. Nul ne peut être désigné à titre temporaire dans une fonction d'assistant s'il ne remplit, au moment de cette désignation, les conditions fixées à l'article 234, et s'il n'a déposé un projet pédagogique et artistique et ne l'a présenté à la Commission de recrutement.

Art. 238. Les candidatures à une fonction d'assistant sont examinées par la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret. Après examen des projets déposés par les candidats, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel. La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le Directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur.

Sous-section 4. — De la désignation à durée indéterminée des professeurs et accompagnateurs

Art. 239. Le Pouvoir organisateur désigne les membres du personnel à titre temporaire pour une durée indéterminée au début de l'année académique, sur proposition du directeur de l'Ecole supérieure des Arts après avis du Conseil de gestion pédagogique.

Sous-section 5. — Du licenciement

Art. 240. § 1^{er}. Le Pouvoir organisateur peut licencier tout membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée déterminée sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et son Pouvoir organisateur.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le Pouvoir organisateur convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

§ 3. Si le Pouvoir organisateur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il peut procéder au licenciement dans les trois jours qui suivent la date de l'audition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés.

Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative.

Art. 241. Moyennant un préavis d'une durée de quinze jours, le Pouvoir organisateur peut licencier un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée déterminée sur proposition motivée du directeur de l'Ecole supérieure des Arts, après avis du Conseil de gestion pédagogique.

Le membre du personnel est entendu préalablement par le Pouvoir organisateur dans un délai de cinq jours ouvrables courant à partir de sa convocation par lettre recommandée à la poste. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

Ce licenciement est motivé, sous peine de nullité.

Le membre du personnel temporaire mis en préavis, peut, dans les dix jours de la notification du préavis, introduire un recours contre la décision de licenciement auprès de la chambre de recours.

Le recours n'est pas suspensif.

La chambre de recours transmet un avis au Pouvoir organisateur dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours.

La décision est prise par le Pouvoir organisateur dans les trente jours de la réception de l'avis de la chambre de recours.

Art. 242. § 1^{er}. Le Pouvoir organisateur peut licencier tout membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et son Pouvoir organisateur.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le Pouvoir organisateur convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

§ 3. Si le Pouvoir organisateur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il peut procéder au licenciement dans les trois jours qui suivent la date de l'audition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés.

Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative.

Art. 243. En cas de licenciement d'un temporaire désigné à durée indéterminée, la procédure visée à l'article 241 s'applique, à l'exception de la durée du préavis qui est de trois mois au moins et de l'avis de la chambre de recours qui, dans ce cas, lie le Pouvoir organisateur.

Le délai de préavis est augmenté de trois mois au moins dès le commencement de chaque nouvelle période de désignation de cinq ans.

Section 3. — Des mandats

Sous-section 1^{re}. — Des mandats des conférenciers

Art. 244. Le mandat des conférenciers leur est confié par le Pouvoir organisateur sur proposition du directeur, après avis du Conseil de gestion pédagogique, pour une durée déterminée.

Art. 245. Lorsque le mandat s'élève à une charge égale ou supérieure à une demi charge complète, sa durée est limitée à six mois. Dans les autres cas il est limité à neuf mois.

Sous-section 2. — Des mandats des directeurs adjoints

Art. 246. Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Art. 247. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur adjoint s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement.

Art. 248. Les candidatures à un mandat dans une fonction de directeur adjoint sont examinées par la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret. Elle apprécie les curriculum vitae des candidats et examine leur projet pédagogique et artistique. Après examen des projets, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel.

La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur.

Sous-section 3. — Des mandats des directeurs

Art. 249. Le mandat des directeurs leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16.

Art. 250. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;
- 4° être de conduite irréprochable;
- 5° satisfaire aux lois sur la milice;
- 6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement.

Art. 251. Les candidatures à un mandat dans une fonction de directeur sont examinées par la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret. Par dérogation à l'article 66 du présent décret, cette commission est présidée par le représentant du Pouvoir organisateur ou son délégué. La commission de recrutement apprécie les curriculum vitae des candidats et examine leur projet pédagogique et artistique. Après examen des projets, la commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel. La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Par dérogation aux articles 17 et 19 du présent décret, ce Conseil de gestion pédagogique est présidé par le représentant du Pouvoir organisateur ou son délégué.

Le président transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur.

Sous-section 4. — De la fin anticipative des mandats de directeur et de directeur adjoint

Art. 252. Le Pouvoir organisateur peut mettre fin anticipativement à tout mandat de directeur ou de directeur adjoint qui ne fait pas partie du personnel enseignant nommé à titre définitif conformément aux dispositions de licenciement prévues aux articles 240 et 241 du présent décret.

Le membre du personnel enseignant nommé à titre définitif peut être déchargé de son mandat de directeur ou de directeur adjoint par décision du Pouvoir organisateur.

Section 4. — De la nomination à titre définitif dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur

Art. 253. Le membre du personnel est nommé à titre définitif par le Pouvoir organisateur, à la fonction à laquelle il s'est porté candidat, s'il a fait l'objet d'une proposition motivée de nomination à titre définitif formulée par le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

Art. 254. Nul ne peut être nommé à titre définitif s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de la nomination à titre définitif :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, comme stipulé à l'article 82;
- 4° posséder les aptitudes physiques requises contrôlées par le Service de santé administratif;
- 5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 6° être de conduite irréprochable;
- 7° satisfaire aux lois sur la milice;
- 8° avoir été désigné à titre temporaire, pour une durée indéterminée;
- 9° occuper cet emploi en fonction principale;
- 10° remplir les conditions d'ancienneté fixées par l'article 10, § 7, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et, pour les professeurs de cours artistiques ou techniques, à la condition d'expérience utile dans une pratique artistique ou technique visée à l'article 235 du présent décret;

Art. 255. Le Pouvoir organisateur nomme à titre définitif le membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée qui compte, pour la fonction considérée et les cours à conférer, la plus grande ancienneté de service, telle que visée à l'article 278 du présent décret.

Le membre du personnel peut valoriser trois années d'ancienneté de service acquise à titre définitif dans un autre niveau d'enseignement du même Pouvoir organisateur pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 5. — De l'extension de charge

Art. 256. Lorsque l'emploi visé à l'article 225 est attribué, par extension de charge, à un membre du personnel nommé à titre définitif dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, cette extension de charge se fait immédiatement au titre de temporaire à durée indéterminée.

Lorsque l'emploi visé à l'article 225 est attribué, par extension de charge, sur avis de la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret, à un membre du personnel enseignant nommé à titre définitif au sein du même établissement, dans la même fonction et d'autres cours à conférer pour lesquels le membre du personnel possède un titre requis, cette extension de charge se fait, au titre de temporaire à durée indéterminée.

Section 6. — De la mutation

Art. 257. Le Pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut accorder la mutation à un membre du personnel qui le demande, en réponse aux appels visés à l'article 225.

Les demandes de mutation sont envoyées par lettre recommandée à la poste. Sont prises en considération les demandes de mutation introduites dans la forme et le délai fixés par l'appel visé à l'alinéa 1^{er}.

La mutation provisoire ne peut toutefois se faire qu'avec l'accord des Pouvoirs organisateurs des deux Ecoles supérieures des Arts concernées.

Art. 258. La demande de mutation dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur est examinée par la Commission de recrutement qui rend un avis au Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts qui dispose de l'emploi convoité.

Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet au Pouvoir organisateur le rapport motivé du Conseil de gestion pédagogique.

Le Pouvoir organisateur se prononce sur la demande de mutation.

Art. 259. A l'issue d'une année académique dans la nouvelle Ecole supérieure des Arts, le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, propose au Pouvoir organisateur de nommer à titre définitif le membre du personnel qui avait obtenu une mutation provisoire. Dans le cas contraire, le membre du personnel réintègre l'Ecole supérieure des Arts où il était affecté avant de solliciter sa mutation.

Section 7. — De la reprise d'une Ecole supérieure des Arts d'un autre Pouvoir organisateur

Art. 260. § 1^{er}. En cas de reprise par un Pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné d'une Ecole supérieure des Arts ou d'une partie d'une Ecole supérieure des Arts organisée par la Communauté française ou par un autre Pouvoir public, les dispositions suivantes sont d'application :

1° les membres du personnel nommés à titre définitif et en fonction au moment de la reprise acquièrent d'office la qualité de membre du personnel définitif dans les fonctions correspondantes au sein du Pouvoir organisateur qui reprend;

2° les membres du personnel nommés dans une Ecole supérieure des Arts, qui au moment de la reprise, exercent un mandat de directeur ou de directeur adjoint, sont repris dans la fonction à laquelle ils étaient nommés à titre définitif avant d'exercer leur mandat;

3° les services effectifs rendus avant la reprise par les membres du personnel visés aux 1° et 2° sont assimilés à des services effectifs rendus en qualité de membre du personnel du Pouvoir organisateur qui reprend.

La convention de reprise à conclure entre les Pouvoirs organisateurs concernés peut fixer des règles complémentaires aux dispositions énoncées ci-dessus et préciser, s'il échet, des conditions de reprise pour les membres du personnel désignés à titre temporaire. Ces règles complémentaires seront préparées au sein de la commission paritaire locale relevant du Pouvoir organisateur qui reprend.

§ 2. Les conditions de reprise par un Pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné d'une Ecole supérieure des Arts ou d'une partie de Ecole supérieure des Arts libre subventionnée seront fixées aux termes d'une convention à conclure entre les Pouvoirs organisateurs concernés. Les règles précitées seront préparées au sein de la commission paritaire locale du Pouvoir organisateur qui reprend.

*Section 8. — Des fusions des Ecoles supérieures des Arts**Sous-section 1^{re}. — Généralités*

Art. 261. L'ancienneté de service départage les membres du personnel concernés et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, l'ancienneté de fonction. En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Sous-section 2. — Dispositions applicables aux membres du personnel dont l'Ecole supérieure des Arts fait l'objet d'une fusion égalitaire

Art. 262. § 1^{er}. Les membres du personnel des écoles fusionnées sont affectés à l'école issue de la fusion égalitaire dans la limite des emplois disponibles et selon l'ordre suivant :

1° les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent à ce titre;

2° les membres du personnel enseignant désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction qu'ils exercent à ce titre;

3° les membres du personnel enseignant bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 1°, qui ne peuvent être affectés sont mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 3°, qui ne peuvent bénéficier d'un changement d'affectation provisoire sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

Sous-section 3. — Dispositions applicables aux membres du personnel dont l'Ecole supérieure des Arts fait l'objet d'une fusion par absorption

Art. 263. Pour l'application de la présente sous-section, il y a lieu d'entendre par :

1° Ecole A : l'Ecole supérieure des Arts qui absorbe une ou plusieurs autres Ecoles supérieures des Arts;

2° Ecole B : l'Ecole supérieure des Arts ou les Ecoles supérieures des Arts absorbée(s).

Art. 264. Les membres du personnel enseignant de l'Ecole B nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité et les membres du personnel enseignant de l'Ecole B bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire sont respectivement mis et mis à nouveau en disponibilité par défaut d'emploi à la date de la fusion.

Il est mis fin, au plus tard à la veille de la fusion par absorption, aux prestations que les membres du personnel enseignant non visés à l'alinéa précédent exercent dans l'Ecole B.

Art. 265. § 1^{er}. Les emplois disponibles dans l'Ecole A sont attribués, à la date de la fusion, selon l'ordre suivant :

- 1° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole A nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité;
- 2° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole A désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité;
- 3° aux membres du personnel enseignant bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire dans l'Ecole A dans la fonction à laquelle ils sont nommés;
- 4° par changement d'affectation provisoire, aux membres du personnel enseignant de l'Ecole B nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exerçaient en cette qualité;
- 5° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole B désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont désignés;
- 6° aux membres du personnel enseignant bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire dans l'Ecole B dans la fonction à laquelle ils sont nommés.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 4°, à qui ne peut être attribué un emploi restent en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 6°, qui ne peuvent bénéficier d'un changement d'affectation provisoire sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 266. Pour autant qu'un emploi vacant puisse leur être attribué dans l'Ecole A, les membres du personnel visés à l'article 265, § 1^{er}, 3° et 4°, sont réaffectés dans cette école à la date de la fusion.

CHAPITRE III. — *Des positions administratives des professeurs et des accompagnateurs*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 267. Le membre du personnel est dans une des positions administratives suivantes :

- 1° activité;
- 2° non-activité;
- 3° disponibilité.

Section 2. — De l'activité de service

Art. 268. Le membre du personnel est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative ou de service.

Art. 269. Le membre du personnel en activité de service a droit à une subvention-traitement et à l'avancement de traitement dans les mêmes conditions que dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française.

Il peut faire valoir ses titres à une nomination à titre définitif ou pour l'exercice d'un mandat de directeur ou de directeur adjoint.

Le membre du personnel obtient un congé du Pouvoir organisateur, dans les mêmes conditions que dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française.

Tout congé pour lequel une décision du Gouvernement est nécessaire pour pouvoir bénéficier du traitement dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française, est soumis par le Pouvoir organisateur à l'approbation de la même autorité.

Art. 270. Le Gouvernement fixe le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts.

Les membres du personnel ont droit à un minimum de douze semaines de vacances par année académique.

Section 3. — De la non-activité

Art. 271. Un membre du personnel est dans la position de non-activité dans les mêmes conditions que dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française.

Section 4. — De la disponibilité

Art. 272. Un membre du personnel peut être mis en position de disponibilité par son Pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française.

Toute mise en disponibilité pour laquelle une décision du Gouvernement ou de son délégué est nécessaire en vue de l'octroi du traitement d'attente dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française est soumise par le Pouvoir organisateur à la même autorité.

Art. 273. Des subventions-traitements peuvent être allouées aux membres du personnel mis en disponibilité. Ces subventions-traitements d'attente, les allocations et indemnités qui sont éventuellement allouées à ces membres du personnel sont soumises au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

CHAPITRE IV. — *De la disponibilité par défaut d'emploi et de la perte partielle de charge*

Section 1^{re}. — Mesures préalables

Art. 274. § 1^{er}. Lorsqu'un cours est modifié par le Gouvernement, après l'avis du Conseil supérieur artistique, d'initiative ou à la demande du Pouvoir organisateur de l'Ecole supérieure des Arts, le membre du personnel nommé à titre définitif dans ce cours est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge s'il ne possède pas le titre requis pour enseigner ce cours.

§ 2. Lorsqu'une activité d'enseignement cesse, totalement ou partiellement, d'être organisée parce qu'aucun étudiant n'y est inscrit ou parce que le nombre d'étudiants y inscrits a diminué, le membre du personnel chargé de l'activité concernée est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, le Pouvoir organisateur ne peut désigner un autre membre du personnel pour exercer la même activité d'enseignement.

Art. 275. § 1^{er}. Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction principale n'est placé en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge par le Pouvoir organisateur qu'après qu'il a été mis fin, dans l'ordre établi ci-après, aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction et dispensent les mêmes cours :

1° à titre accessoire dans l'Ecole supérieure des Arts;

2° à titre temporaire à durée déterminée, dans l'Ecole supérieure des Arts et dans le respect de leur ancienneté de service;

3° à titre temporaire à durée indéterminée dans l'Ecole supérieure des Arts et dans le respect de leur ancienneté de service.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge et que des heures de la même fonction et des mêmes cours à conférer deviennent vacantes, le Pouvoir organisateur doit prioritairement les attribuer à ce membre du personnel avant de procéder à la déclaration de vacance telle que prévue à l'article 225.

Lorsqu'un membre du personnel en perte partielle de charge pose sa candidature à un emploi vacant de la fonction à laquelle il a été nommé à titre définitif, mais pour d'autres cours à conférer pour lesquels il possède un titre requis ou bien pour lesquels il a obtenu une notoriété artistique, professionnelle ou scientifique et que l'emploi visé à l'article 225 lui est attribué, dans le respect de la procédure définie à l'article 229 du présent décret, le membre du personnel devient immédiatement titulaire de ces cours à titre définitif.

Art. 276. Après application des dispositions prévues à l'article 275, § 1^{er}, perd son emploi ou partie de sa charge dans la fonction considérée et les cours à conférer, le membre du personnel nommé à titre définitif qui compte la plus petite ancienneté de service.

Le membre du personnel peut, en cas de disponibilité par défaut d'emploi ou de perte partielle de charge, valoriser dix années d'ancienneté de service maximum acquise à titre définitif dans un autre niveau d'enseignement du même Pouvoir organisateur pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 277. En cas d'égalité d'ancienneté de service, perd son emploi ou partie de sa charge le membre du personnel le plus jeune.

Art. 278. L'ancienneté de service visée aux articles 255, alinéa 2, 261, 275, § 1^{er}, 276 et 277 est calculée de la manière suivante :

1° tous les services effectifs rendus à titre temporaire dans les Ecoles supérieures des Arts du Pouvoir organisateur interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin des services prestés;

2° les services effectifs rendus à titre de définitif dans les Ecoles supérieures des Arts du Pouvoir organisateur, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;

3° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes, comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis de la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;

4° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comportent pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;

5° trente jours forment un mois;

6° la durée des services effectifs rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

7° la durée des services effectifs rendus que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile;

8° les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté de service. Pour les membres du personnel désignés à titre temporaire, les jours de congé ne sont pris en compte que pendant la période de désignation.

Section 2. — Perte partielle de charge

Art. 279. Lorsqu'un membre du personnel en fonction principale n'accomplit plus, au sein de l'Ecole supérieure des Arts, un nombre d'heures équivalent à celui qu'il prestait au moment de sa nomination, il est déclaré en perte partielle de charge.

Le membre du personnel en perte partielle de charge reste à la disposition de l'Ecole supérieure des Arts jusqu'à concurrence du nombre d'heures correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être déclaré en perte partielle de charge.

Il conserve le bénéfice de sa subvention-traitement.

Section 3. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi

Art. 280. § 1^{er}. Dans le respect des articles 275 à 277, lorsque l'emploi en fonction principale d'un membre du personnel nommé à titre définitif est supprimé, celui-ci est mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Le membre du personnel bénéficie d'une subvention-traitement d'attente égal à sa dernière subvention-traitement d'activité et peut faire valoir ses titres à un mandat de directeur ou de directeur adjoint pendant deux années académiques.

A partir de la troisième année académique, la subvention-traitement d'attente est réduite chaque année de 10 % sans qu'elle puisse être inférieure à autant de fois un trentième du traitement que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité.

Cette décision ne peut avoir pour effet de ramener la subvention-traitement d'attente à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel concerné aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de ce paragraphe, il faut entendre, par années de service, celles qui entrent en compte pour l'établissement de la pension de retraite.

§ 2. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste à disposition de l'Ecole supérieure des Arts jusqu'à concurrence du nombre d'heures correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être mis en disponibilité.

L'exercice des tâches que lui confie l'Ecole supérieure des Arts ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

Par ailleurs, lorsque la subvention-traitement d'attente du membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi est réduite à un certain pourcentage, le nombre d'heures de prestations est réduit à due concurrence.

Art. 281. § 1^{er}. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste compris dans le nombre d'unités d'emploi attribué à l'Ecole supérieure des Arts conformément à l'article 52 du présent décret.

§ 2. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste candidat à un changement d'affectation provisoire dans un emploi vacant d'une Ecole supérieure des Arts du même réseau.

§ 3. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi peut se porter candidat à un changement d'affectation provisoire dans un emploi vacant d'une Ecole supérieure des Arts d'un autre réseau.

Le changement d'affectation provisoire ne peut toutefois se faire qu'avec l'accord selon le cas, du Gouvernement ou des Pouvoirs organisateurs des deux Ecoles supérieures des Arts concernées. Le changement d'affectation provisoire suspend la disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 282. Lorsqu'un membre du personnel est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts le notifie dans les dix jours au Gouvernement.

Lorsqu'un membre du personnel n'accomplit plus au sein de son établissement, par défaut d'emploi, un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts le notifie dans les dix jours au Gouvernement.

CHAPITRE V. — *De la suspension préventive*

Art. 283. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel nommé à titre définitif :

- 1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le Pouvoir organisateur;
- 3° dès que le Pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le Pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné en service ou à la retraite, ou par un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition et même si le membre du personnel ou son représentant n'ont pas été entendus, le Pouvoir organisateur communique à l'agent sa décision par lettre recommandée à la poste.

Si cette décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le Pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'Ecole supérieure des Arts pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, expire en tout cas :

1° quarante-cinq jours calendrier après la date prévue pour l'audition visée à l'article 294 si dans ce délai, le Pouvoir organisateur n'a pas notifié au membre du personnel la décision visée à l'article 289, § 1^{er};

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification au membre du personnel de la décision visée à l'article 289, § 1^{er} si cette décision est le rappel à l'ordre, le blâme ou la retenue sur traitement;

3° le jour où la décision portant sanction disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale définitive, le délai d'un an visé à l'alinéa 1^{er} ne commence à courir qu'à dater du prononcé de cette condamnation définitive.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le Pouvoir organisateur tous les trois mois à dater de sa prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 284. Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive

4° d'une procédure disciplinaire en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Pouvoir organisateur;

5° d'une décision de peine disciplinaire prévue à l'article 288, 4° à 7°, et contre laquelle le membre du personnel a introduit un recours, conformément à l'article 289, § 2, est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Pouvoir organisateur notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Pouvoir organisateur au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où le membre du personnel a introduit son recours.

Art. 285. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée, sauf si :

1° au terme de l'action disciplinaire, le Pouvoir organisateur inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 288, 4° à 7°;

2° il est fait application de l'article 324, 2°, b), et 5°;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenue augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée. Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 284, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension par mesure disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de sa subvention-traitement indûment retenue durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

Art. 286. La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

Art. 287. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par Pouvoir organisateur, le Collège des bourgmestre et échevins.

CHAPITRE VI. — *Du régime disciplinaire*

Section 1^{re}. — Des sanctions disciplinaires

Art. 288. La hiérarchie des sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel nommés à titre définitif est la suivante :

1° le rappel à l'ordre;

2° le blâme;

3° la retenue sur traitement;

4° la suspension par mesure disciplinaire;

5° la mise en non-activité disciplinaire;

6° la démission d'office;

7° la révocation.

Art. 289. § 1^{er}. Sauf les précisions apportées par le présent article, les sanctions disciplinaires sont prononcées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Dans les Ecoles supérieures des Arts relevant de l'enseignement communal, le collège des bourgmestre et échevins a le pouvoir de prononcer les sanctions suivantes : le rappel à l'ordre, le blâme, la retenue sur traitement et la suspension par mesure disciplinaire pour une durée qui ne pourra excéder un mois.

§ 2. Préalablement, les mêmes autorités notifient une proposition de sanction disciplinaire au membre du personnel.

Dans un délai de vingt jours à dater de la notification, le membre du personnel peut exercer un recours contre la proposition de sanction disciplinaire auprès de la chambre de recours visée à l'article 300.

Le recours suspend la procédure.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la chambre de recours donne un avis motivé dans les nonante jours qui suivent la réception du recours introduit par le membre du personnel.

§ 3. La décision est prise par l'autorité habilitée à prononcer la sanction dans le mois qui suit la réception de l'avis.

Elle produit l'avis motivé de la chambre de recours. Elle est, elle-même, motivée si elle s'écarte soit de l'avis, soit de la motivation de celui-ci.

L'autorité notifie sa décision à la chambre de recours et au requérant.

Si elle omet de se prononcer dans le délai requis, la décision est réputée conforme à l'avis.

Art. 290. La retenue sur traitement est appliquée pendant un mois au moins et trois mois au plus.

Elle ne peut excéder un cinquième du dernier traitement brut d'activité ou d'attente.

Art. 291. La suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour un an au maximum.

L'intéressé est écarté de ses fonctions et bénéficie de la moitié de son traitement brut d'activité ou d'attente.

Art. 292. La durée de mise en non-activité disciplinaire ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel est écarté de ses fonctions et bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans jamais pouvoir dépasser ce montant, le traitement d'attente est, ensuite, fixé au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa sanction, le membre du personnel peut demander sa réintégration dans l'enseignement.

Art. 293. La retenue sur traitement d'attente ou l'attribution d'un traitement d'attente ne peut avoir pour conséquence que le traitement du membre du personnel soit ramené à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 294. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou interpellé.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en service ou retraité, ou encore par un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Art. 295. La procédure disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui ont été constatés dans l'année précédant la date à laquelle la procédure est entamée.

En cas d'action pénale, la procédure disciplinaire doit être entamée dans les six mois de la prise de connaissance de la décision judiciaire définitive par l'autorité qui est appelée à proposer la sanction disciplinaire.

Art. 296. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 297. L'action disciplinaire engagée à l'égard d'un membre du personnel n'entraîne l'éloignement de l'intéressé de ses fonctions qu'à partir de la notification de la décision disciplinaire, qu'il y ait eu recours ou non introduit par l'intéressé.

Art. 298. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaire, sauf dans le cas de flagrant délit ou si les faits établis, liés à l'activité professionnelle, sont reconnus par le membre du personnel.

Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

Toutefois, l'autorité disciplinaire est, dans cette appréciation, liée par la matérialité des faits définitivement établie par la décision pénale.

Section 2. — De la radiation des sanctions disciplinaires

Art. 299. La sanction disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

- 1° d'un an pour le rappel à l'ordre et le blâme;
- 2° de trois ans pour la retenue sur traitement;
- 3° de cinq ans pour la suspension par mesure disciplinaire;
- 4° de sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir selon le cas, au prononcé de la sanction disciplinaire ou à l'expiration du délai visé à l'article 289, § 3.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la sanction ne peut plus avoir d'effet, notamment pour l'accès à un mandat de directeur ou de directeur adjoint.

La sanction disciplinaire est effacée dans le dossier du membre du personnel.

CHAPITRE VII. — *De la chambre de recours*

Art. 300. Une chambre de recours pour les Ecoles supérieures des Arts officielles subventionnées est instituée par le Gouvernement après consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement officiel subventionné agréés au sens de la loi du 19 décembre 1974 et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

La chambre de recours élabore son règlement d'ordre intérieur sous réserve d'approbation du Gouvernement

Art. 301. La chambre de recours traite :

1° les recours introduits en matière d'incompatibilité;

2° les recours introduits à l'encontre de toute proposition de sanction disciplinaire;

3° les recours introduits par les membres du personnel désignés à titre temporaire et licenciés par le Pouvoir organisateur dans les cas visés aux articles 241 et 243.

Art. 302. La chambre de recours est composée :

1° d'un nombre égal de représentants des Pouvoirs organisateurs et des membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts officielle subventionnées;

2° d'un président choisi parmi les magistrats en activité ou retraités;

3° d'un secrétaire et de deux secrétaires adjoints.

Le Gouvernement fixe le nombre de membres de la chambre de recours ainsi que la durée de leur mandat, chaque chambre comprenant au moins quatre membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs et quatre membres effectifs représentant les membres du personnel.

Pour chaque membre effectif, il y a deux membres suppléants.

Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Gouvernement sur proposition des groupements visés à l'article 300. A défaut d'accord au sein de ceux-ci, le Gouvernement procède directement aux nominations.

Art. 303. Dès qu'une affaire est introduite, le président communique au membre du personnel et au Pouvoir organisateur la liste des membres effectifs et suppléants. Dans les dix jours qui suivent la réception de cette liste, le membre du personnel et le Pouvoir organisateur peuvent récuser trois membres au maximum. Toutefois, ils ne peuvent récuser en même temps un membre effectif et ses deux suppléants.

Les président et présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Tout membre qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de s'abstenir.

Un membre peut également demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger d'office un membre pour les mêmes motifs.

Art. 304. Les parties sont convoquées par le président dans les vingt jours qui suivent la réception du recours et sont entendues par la chambre de recours.

Le délai mentionné à l'alinéa 1^{er} est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

Le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Le Pouvoir organisateur peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation représentative de Pouvoirs organisateurs, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les représentants des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné ou par un délégué d'une association qui défend les intérêts des Pouvoirs organisateurs.

En cas de défaut de la partie régulièrement convoquée ou de son défenseur, la chambre de recours statue valablement lors de sa deuxième séance. Les deux séances ne peuvent être espacées de moins de cinq jours.

Avant de délibérer, la chambre de recours peut ordonner une enquête complémentaire et entendre des témoins.

Art. 305. La chambre de recours ne peut se prononcer que si au moins deux membres représentant les Pouvoirs organisateurs et deux membres représentant les membres du personnel sont présents.

Les membres représentant les Pouvoirs organisateurs et les membres représentant les membres du personnel doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise quel que soit le nombre des membres présents.

L'avis est donné à la majorité des membres présents. Le vote est secret. Les votes blancs et les abstentions ne sont pas considérés comme des suffrages. En cas de parité, le président décide.

L'avis motivé de la chambre de recours est signifié aux parties par lettre recommandée à la poste dans les cinq jours qui suivent la réunion au cours de laquelle il a été donné.

Art. 306. Les frais de fonctionnement de la chambre de recours sont à charge de la Communauté française. Le Gouvernement détermine les indemnités auxquelles le président et les présidents suppléants ont droit.

CHAPITRE VIII. — *Des commissions paritaires**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 307. Après consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement supérieur artistique officiel subventionné agréés au sens de la loi du 19 décembre 1974 et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, le Gouvernement institue :

1° une commission paritaire centrale dont la compétence s'étend aux Ecoles supérieures des Arts de l'enseignement officiel subventionné;

2° des commissions paritaires locales dont la compétence s'étend à un même Pouvoir organisateur. Après avis de la commission paritaire locale créée sur base du décret du 6 juin 1994, le Pouvoir organisateur peut proposer au Gouvernement de créer une commission paritaire locale spécifique dont la compétence s'étend à l'Ecole supérieure des Arts du Pouvoir organisateur.

L'arrêté du Gouvernement instituant une commission paritaire en précise la compétence.

Art. 308. Les décisions de la commission paritaire visée à l'article 307, alinéa 1^{er}, 1°, peuvent, à sa demande, être rendues obligatoires, par arrêté du Gouvernement.

Si le Gouvernement estime ne pas pouvoir donner suite à cette demande, il en fait connaître les motifs à la commission.

Art. 309. Les règles complémentaires prises par les commissions paritaires locales ne peuvent s'écarter des règles du présent décret ni des règles complémentaires fixées par la commission paritaire centrale et rendues obligatoires par arrêté du Gouvernement.

Par ailleurs, les règles complémentaires prises par les commissions paritaires locales ne peuvent être rendues obligatoires que si elles sont approuvées par délibération du conseil communal.

Section 2. — De la commission paritaire centrale

Art. 310. Le règlement général de la commission paritaire est établi par le Gouvernement.

La commission élabore son règlement d'ordre intérieur, sous réserve d'approbation du Gouvernement

Art. 311. La commission paritaire est composée :

1° d'un nombre égal de représentants des Pouvoirs organisateurs et de membres du personnel;

2° d'un président et d'un vice-président;

3° de référendaires, dont la mission est de conseiller la commission;

4° d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint.

Le nombre de membres de la commission paritaire, ainsi que la durée de leur mandat est fixé par le Gouvernement.

Le président, le vice-président, les référendaires, le secrétaire et le secrétaire adjoint n'ont pas voix délibérative.

La commission comprend au moins six membres effectifs représentant les Pouvoirs organisateurs et six membres effectifs représentant le personnel choisis sur proposition des organisations syndicales représentant les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française qui siègent au Conseil national du travail.

Les représentants des pouvoirs organisateurs et des membres du personnel peuvent se faire assister de conseillers techniques dont le nombre maximum sera déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 310.

Art. 312. Les membres effectifs et suppléants de la commission paritaire sont nommés par le Gouvernement sur proposition des groupements visés à l'article 307. A défaut d'accord entre ces groupements, le Gouvernement détermine le nombre de mandats attribués à chacun d'eux.

Les président et vice-président sont choisis par le Gouvernement parmi les personnes indépendantes des intérêts dont la commission peut avoir à connaître.

Les référendaires, secrétaires et secrétaires adjoints sont nommés par le Gouvernement.

L'exercice des fonctions de président et de vice-président est incompatible avec l'exercice d'un mandat parlementaire.

Art. 313. La commission paritaire a principalement pour missions :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail;

2° d'établir pour les membres du personnel des règles complémentaires aux dispositions statutaires du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

3° de donner des avis sur toutes questions relatives à l'organisation, la défense et la promotion des Ecoles supérieures des Arts de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 314. Les décisions de la commission paritaire sont prises à l'unanimité, la majorité des membres se trouvant réunie dans chaque groupe.

Toutefois, si l'unanimité ne peut être atteinte ou si la majorité n'est pas présente au sein de chaque groupe, une nouvelle réunion de la commission se tient dans les quinze jours.

Dans ce cas, les décisions seront prises valablement à condition qu'elles recueillent les deux tiers des suffrages exprimés parmi les membres présents au sein de chaque groupe.

Pour l'application des alinéas 1^{er} à 3, les votes blancs et les abstentions ne sont pas considérés comme des suffrages.

Section 3. — Des commissions paritaires locales

Art. 315. Le règlement général des commissions paritaires locales est établi par un arrêté du Gouvernement. Chaque commission élabore son règlement d'ordre intérieur.

Art. 316. Les commissions paritaires locales comprennent :

- 1° un nombre égal de représentants du Pouvoir organisateur et de membres du personnel;
- 2° un président et un vice-président;
- 3° un secrétaire et un secrétaire adjoint.

La composition et le mode de fonctionnement de ces commissions sont fixés par le Gouvernement.

La présidence de ces commissions est exercée par le bourgmestre ou son délégué.

Les représentants des pouvoirs organisateurs et des membres du personnel peuvent se faire assister de conseillers techniques dont le nombre maximum sera déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 315.

Le vice-président est choisi parmi les représentants des membres du personnel.

Art. 317. Les commissions paritaires locales ont principalement pour missions, chacune dans leur champ de compétences :

- 1° de délibérer sur les conditions générales de travail;
- 2° d'établir pour les membres du personnel des règles complémentaires aux dispositions statutaires du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, et aux règles complémentaires fixées par la commission paritaire centrale rendues obligatoires par le Gouvernement;
- 3° de donner un avis au Gouvernement sur les opérations statutaires;
- 4° de donner des avis sur toutes questions relatives à l'organisation, la défense et la promotion des Ecoles supérieures des Arts de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 318. Les décisions des commissions paritaires locales sont prises à l'unanimité, la majorité des membres se trouvant réunie au sein de chaque groupe.

Toutefois, si l'unanimité ne peut être atteinte ou si la majorité des membres n'est pas présente dans chaque groupe, une nouvelle réunion de la commission se tient dans les quinze jours.

Dans ce cas, les décisions sont prises valablement à la condition qu'elles recueillent deux tiers des suffrages exprimés parmi les membres présents au sein de chaque groupe.

Pour l'application des alinéas 1^{er} à 3, les votes blancs et les abstentions ne sont pas considérés comme des suffrages.

Section 4. — Du contrôle et de la sanction des décisions rendues obligatoires

Art. 319. § 1^{er}. L'exécution des décisions, rendues obligatoires conformément à l'article 308 est surveillée, sans préjudice de devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, par des agents désignés par le Gouvernement.

§ 2. En cas d'infraction, les agents mentionnés au § 1^{er} dressent des procès-verbaux qu'ils transmettent au procureur du Roi compétent et une copie en est adressée, par lettre recommandée à la poste dans les huit jours, au contrevenant, le tout à peine de nullité.

§ 3. Les agents mentionnés au § 1^{er} entrent, dans le respect du droit au domicile, dans les locaux où les membres du personnel exercent leur mission.

Les directeurs, ainsi que les membres du personnel ayant en charge la gestion administrative sont tenus de leur fournir les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission.

§ 4. Toute infraction aux décisions, rendues obligatoires, conformément à l'article 308 est punie d'une amende de 2,50 à 2.500 EUR. L'amende est encourue autant de fois qu'il y a de personnes employées en contravention desdites décisions, sans que le total des amendes puisse dépasser 5.000 EUR.

Ces peines prévues à l'alinéa précédent sont applicables à tout membre du personnel qui contrevient aux mêmes dispositions.

§ 5. Les Pouvoirs organisateurs et les directeurs, ainsi que le personnel enseignant qui ont mis obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret, sont punis d'une amende de 26 à 100 EUR, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 et 274 du Code pénal.

§ 6. Est puni d'une amende de 2,50 à 2.500 EUR quiconque a, dans le but d'induire en erreur, fait des déclarations inexactes au cours des enquêtes effectuées par le service de contrôle.

§ 7. Les Pouvoirs organisateurs sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs.

*CHAPITRE IX. — De la cessation des fonctions**Section 1^{re}. — De la cessation des fonctions des membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée déterminée*

Art. 320. Les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée déterminée sont démis de leurs fonctions d'office et sans préavis :

- 1° s'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Pouvoir organisateur;
- 2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :
 - a) être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
 - b) jouir des droits civils et politiques;
 - c) satisfaire aux lois sur la milice.

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent leur emploi sans motif valable et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans la situation où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° au terme indiqué dans l'acte de désignation et, au plus tard, à la fin de l'année académique au cours de laquelle la désignation a été faite;

9° pour permettre l'attribution dans une fonction considérée et des cours à conférer à un membre du personnel de la même Ecole supérieure des Arts nommé à titre définitif ou désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée, d'une charge complète ou d'une fraction de charge;

10° au moment du retour du titulaire de l'emploi ou du membre du personnel qui le remplace temporairement, dans le cas d'une désignation telle que visée à l'article 230, § 1^{er};

11° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 348 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;

12° à partir de la réception de l'avis du service de santé administratif déclarant le membre du personnel temporaire définitivement inapte;

13° en cas de nomination à titre définitif dans une fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nomination, à concurrence d'une fonction complète;

14° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée déterminée;

15° pour permettre l'attribution dans une fonction considérée et des cours à conférer à un autre membre du personnel désigné à titre temporaire pour une période déterminée d'une charge complète ou d'une fraction de charge.

Dans ce cas, perd son emploi le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 278 pour la fonction considérée et les cours à conférer.

Art. 321. Un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée déterminée peut cesser volontairement ses fonctions, moyennant un préavis de quinze jours.

Le membre du personnel le notifie au Pouvoir organisateur par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition et informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

Section 2. — De la cessation des fonctions des membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée

Art. 322. Les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée sont démis de leurs fonctions d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Pouvoir organisateur;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) satisfaire aux lois sur la milice;

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent leur emploi sans motif valable et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans la situation où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° pour permettre l'attribution à un membre du personnel de la même Ecole supérieure des Arts nommé à titre définitif, d'une charge complète ou d'une fraction de charge.

Dans ce cas, perd son emploi le membre du personnel désigné pour une durée indéterminée qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 278 pour la fonction considérée et les cours à conférer;

9° pour permettre l'attribution à un autre membre du personnel de la même Ecole supérieure des Arts désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée, d'une charge complète ou d'une fraction de charge. Dans ce cas, perd son emploi le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 278 pour la fonction considérée et les cours à conférer;

10° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 222 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;

11° à partir de la réception de l'avis du service de santé administratif déclarant le membre du personnel temporaire définitivement inapte;

12° en cas de nomination à titre définitif dans une fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nomination, à concurrence d'une fonction complète;

13° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée;

Art. 323. Un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée peut cesser volontairement ses fonctions, moyennant un préavis de quinze jours.

Le membre du personnel le notifie au Pouvoir organisateur par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition et informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

Section 3. — De la cessation des fonctions des membres du personnel nommés à titre définitif

Art. 324. Les membres du personnel nommés à titre définitif sont démis de leurs fonctions d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été nommés à titre définitif de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Pouvoir organisateur. Les membres du personnel gardent les droits acquis liés à leur situation régulière précédente;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) satisfaire aux lois sur la milice.

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent leur emploi sans motif valable et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans la situation où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° en cas des sanctions disciplinaires de démission d'office et de révocation;

9° s'ils refusent, après épuisement de la procédure, de mettre fin à une occupation incompatible avec la qualité de membre du personnel d'une Ecole supérieure des Arts officielle subventionnée;

10° s'ils refusent d'occuper, sans motif valable, une nouvelle affectation obtenue à la suite d'un changement d'affectation ou d'une mutation;

11° s'ils refusent, sans motif valable, les heures attribuées en vertu de l'article 280, § 2;

12° en cas de mise à la retraite pour inaptitude physique définitive;

13° en cas de nomination à titre définitif dans une autre fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nouvelle nomination, à concurrence d'une fonction complète;

14° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel nommé à titre définitif exerçant une fonction à titre accessoire.

Lorsque la cessation définitive des fonctions entraîne l'application de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1991, la Communauté française verse à l'Office national de Sécurité sociale les cotisations prévues dans cette disposition.

Art. 325. En cas de démission volontaire, le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'après y avoir été autorisé ou après un préavis de quinze jours. Ce préavis est notifié au Pouvoir organisateur par envoi recommandé à la poste, lequel produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Le membre du personnel informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

CHAPITRE X. — De la sanction de l'inexécution des obligations du Pouvoir organisateur

Art. 326. § 1^{er}. Le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge.

Dans le cas de la perte partielle de charge, la perte de la subvention-traitement est limitée au nombre d'heures perdues.

§ 2. Le Pouvoir organisateur qui omet de signaler l'emploi occupé par un membre du personnel temporaire et qui est susceptible d'être annoncé au changement d'affectation et au changement d'affectation provisoire perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée à ce membre du personnel.

§ 3. Le Pouvoir organisateur qui a refusé, sans motif valable, de donner suite à un changement d'affectation ou à un changement d'affectation provisoire ou qui ne satisfait pas à ses obligations en matière de reconduction des changements d'affectation et des changements d'affectation provisoires perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée au membre du personnel temporaire qui occupe l'emploi attribué à ce changement d'affectation ou à ce changement d'affectation provisoire.

§ 4. Le Gouvernement adresse au Pouvoir organisateur une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des §§ 1^{er} à 3. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours, le Pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il ne se trouve plus dans un des cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3, il perd, comme indiqué à ces paragraphes, le bénéfice de la subvention-traitement pour une période qui débute à l'échéance du délai de trente jours précité et qui court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des §§ 1^{er} à 3.

Une copie de la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er} est notifiée au membre du personnel concerné.

CHAPITRE XI. — *De l'inopposabilité des clauses contraires au statut*

Art. 327. Toute disposition figurant dans un acte de désignation, de nomination ou dans un règlement de travail, contraire aux dispositions légales impératives, notamment des articles 12bis, § 1^{er}, et 45 de la loi du 29 mai 1959, au présent décret ou aux règles complémentaires fixées par les commissions paritaires compétentes, est inopposable.

TITRE V. — *Du statut des membres du personnel subsidiés des Ecoles supérieures des Arts libres subventionnées*CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 328. Pour l'application du présent titre, on entend par « règles complémentaires de la commission paritaire centrale compétente », les règles qui sont fixées en complément au présent statut par la commission paritaire centrale visée l'article 437 auxquelles un arrêté du Gouvernement a attribué force obligatoire, conformément à l'article 443.

Art. 329. Est nulle et non avenue, toute clause contractuelle, toute disposition d'un règlement de travail qui est contraire aux dispositions légales impératives, au présent statut ou aux règles complémentaires de la commission paritaire centrale compétente.

Art. 330. Lorsque les membres du personnel se voient confier par le Pouvoir organisateur l'exécution de tâches de délégation, ils sont de plein droit présumés agir à titre de mandataire du Pouvoir organisateur dans les rapports avec les autres membres du personnel. La preuve du contraire n'est pas admise.

Art. 331. En cas de dommage causé par le membre du personnel au Pouvoir organisateur ou à des tiers dans l'exécution du contrat découlant du présent statut, le membre du personnel ne répond que de son dol et de sa faute lourde et ne répond de sa faute légère que si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel.

Art. 332. Le membre du personnel n'est tenu ni des détériorations ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose ni de la perte qui arrive par cas fortuit.

Art. 333. Lorsqu'un écrit n'est pas requis, la preuve testimoniale est admise, quelle que soit la valeur du litige, même devant les chambres de recours..

Art. 334. Les actions naissant du contrat sont prescrites un an après la cessation de celui-ci ou cinq ans après le fait qui a donné naissance à l'action sans que ce dernier délai puisse excéder un an après la cessation du contrat.

CHAPITRE II. — *Des devoirs et incompatibilités*Section 1^{re}. — *Des devoirs du Pouvoir organisateur*

Art. 335. Le Pouvoir organisateur a l'obligation :

1° de faire travailler le membre du personnel dans les conditions, au temps et au lieu convenus notamment en mettant à sa disposition les instruments et les matières nécessaires à l'accomplissement du travail;

2° de veiller en bon père de famille à ce que le travail s'accomplisse dans des conditions convenables au point de vue de la sécurité et de la santé du membre du personnel, et que les premiers secours soient assurés à celui-ci en cas d'accident;

3° de payer la rémunération aux conditions, au temps et au lieu convenus;

4° de consacrer l'attention et les soins nécessaires à l'accueil des membres du personnel, et en particulier des jeunes membres du personnel;

5° d'apporter les soins d'un bon père de famille à la conservation des instruments de travail appartenant aux membres du personnel.

Il n'a en aucun cas le droit de retenir ces instruments de travail.

Art. 336. Lorsque le contrat prend fin, le pouvoir organisateur a l'obligation de délivrer aux membres du personnel tous les documents sociaux.

Art. 337. A droit à la subvention-traitement qui lui serait revenue s'il avait pu accomplir normalement sa tâche journalière, le membre du personnel apte à travailler au moment de se rendre au travail :

1° qui, se rendant normalement à son travail, ne parvient qu'avec retard ou n'arrive pas au lieu de travail pourvu que ce retard ou cette absence soit dû à une cause survenue sur le chemin du travail et indépendante de sa volonté;

2° qui, hormis le cas de grève, ne peut, pour une cause indépendante de sa volonté, soit entamer le travail, alors qu'il s'était rendu normalement sur les lieux de travail, soit poursuivre le travail auquel il était occupé.

Art. 338. Les membres du personnel ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, à l'occasion d'événements familiaux, pour l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, et en cas de comparution en justice.

Section 2. — *Des devoirs des membres du personnel*

Art. 339. Les membres du personnel doivent, en toutes occasions, avoir le souci constant des intérêts de l'enseignement où ils exercent leur fonction.

Dans l'exercice de leur fonction, les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets et règlements, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente, par le règlement de travail et par le contrat d'engagement.

Art. 340. Les membres du personnel sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public et les étudiants. Ils doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt de l'Ecole supérieure des Arts. Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Art. 341. Les membres du personnel ne peuvent utiliser les étudiants à des fins de propagande politique ou commerciale.

Art. 342. Les membres du personnel doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente, par le règlement de travail et par le contrat d'engagement, les prestations nécessaires à la bonne marche de l'Ecole supérieure des Arts où ils exercent leurs fonctions.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable du pouvoir organisateur ou de son représentant.

Art. 343. Les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 344. Les membres du personnel ne peuvent solliciter, exiger ou accepter directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais à raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 345. Les membres du personnel ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité.

Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

L'exercice des droits de la citoyenneté belge ou européenne que possèdent les membres du personnel est toujours respecté.

Art. 346. Les membres du personnel doivent respecter les obligations, fixées par écrit dans le contrat d'engagement, qui découlent du caractère spécifique du projet pédagogique et artistique de l'Ecole supérieure des Arts dans laquelle ils exercent leurs fonctions.

Section 3. — Des incompatibilités

Art. 347. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel d'une Ecole supérieure des Arts libre subventionnée, toute occupation qui serait de nature à nuire l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Art. 348. En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité visée à l'article 347, le pouvoir organisateur ou le membre du personnel peut demander l'avis de la commission paritaire compétente.

La commission paritaire émet son avis dans les trente jours de la réception de la demande.

Art. 349. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel d'une Ecole supérieure des Arts libre subventionnée, toute occupation qui serait de nature à nuire au caractère spécifique du projet pédagogique et artistique de cette Ecole.

Art. 350. Les incompatibilités visées à l'article 347 sont fixées par écrit dans le contrat d'engagement.

Art. 351. Le pouvoir organisateur qui constate qu'un membre de son personnel se livre de façon continue à une occupation qui est, au sens de l'article 347, incompatible avec sa fonction dans l'enseignement ou qui est, au sens de l'article 349, incompatible avec le caractère spécifique du projet pédagogique et artistique de l'Ecole supérieure des Arts, le lui notifie par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Le membre du personnel peut, sauf en cas de faute grave, se prémunir contre tout risque de voir mettre un terme à son contrat en établissant qu'il n'exerce plus l'occupation qu'il lui est fait grief d'avoir eue.

Sous réserve de l'application de l'alinéa précédent, la notification a pour effet de mettre fin au contrat du membre du personnel, sauf s'il introduit un recours, dans le mois, devant le tribunal du travail.

Le membre du personnel qui introduit un recours reste en activité de service.

Section 4. — De la protection de la vie privée

Art. 352. Le droit du Pouvoir organisateur d'organiser un enseignement engagé est garanti, sans pour autant restreindre la protection de la vie privée des membres du personnel.

CHAPITRE III. — Du recrutement

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 353. § 1^{er}. Les membres du personnel sont engagés à titre temporaire, engagés à titre définitif ou se voient confier un mandat par le Pouvoir organisateur.

§ 2. Les membres du personnel sont recrutés par le Pouvoir organisateur sur avis d'une Commission de recrutement qu'il crée à cette fin, conformément aux articles 15 et 63 à 67.

Les candidats qui postulent un mandat de conférencier ne sont pas visés par le § 2.

Art. 354. Le cadre du personnel est proposé au Pouvoir organisateur pour approbation, par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, sur avis du Conseil de gestion pédagogique. Ce cadre est fixé annuellement.

Les recrutements, engagements à titre définitif et mises en disponibilité par défaut d'emploi des membres du personnel sont proposés par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts au Pouvoir organisateur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

Le Gouvernement signifie au plus tard pour le 30 juin le nombre d'unité d'emploi attribué à l'Ecole supérieure des Arts pour l'année académique suivante.

Art. 355. Le Pouvoir organisateur publie au *Moniteur belge*, au plus tard le 1^{er} mai, un appel aux candidatures pour chaque emploi vacant à pourvoir.

Ces emplois sont accessibles aux membres du personnel engagés à titre définitif par mutation ou extension de charge, aux membres du personnel temporaires engagés à durée indéterminée par extension de charge et aux candidats à un engagement à titre temporaire.

Art. 356. Le Pouvoir organisateur publie au *Moniteur belge*, au plus tard le 1^{er} mai, un appel aux candidatures pour chaque mandat à pourvoir.

Les mandats de directeur et de directeur adjoint sont accessibles aux membres du personnel engagés à titre définitif, aux membres du personnel temporaires engagés à durée indéterminée, aux membres du personnel temporaires engagés à durée déterminée et à tout candidat qui répond aux conditions visées aux articles 377 et 380.

Art. 357. Pour le recrutement des professeurs, des accompagnateurs et des assistants, l'appel publié au *Moniteur belge* précise,

1° la fonction et les cours à conférer;

2° le volume de la charge;

3° les dossiers à introduire qui comprennent notamment les documents relatifs aux titres et à l'expérience utile visée à l'article 68, les mentions des publications scientifiques et les justifications d'expériences professionnelles diverses;

4° le projet pédagogique et artistique à introduire, relatif au cours à conférer;

5° les formes et les délais requis pour l'introduction des dossiers et projets visés aux 3° et 4°;

6° les formes et les délais requis pour la présentation éventuelle du candidat devant la commission de recrutement.

Pour le recrutement des directeurs et directeurs adjoints, l'appel au *Moniteur belge* précise :

1° la nature du mandat et, s'il échet, les activités d'enseignement à conférer;

2° le volume de la charge;

3° les dossiers à introduire qui comprennent notamment les documents relatifs aux titres et à l'expérience utile visée à l'article 68, les mentions des publications scientifiques et les justifications d'expériences professionnelles diverses;

4° le projet pédagogique et artistique à introduire, relatif au mandat à conférer;

5° les formes et les délais requis pour l'introduction des dossiers et projets visés aux 3° et 4°;

6° les formes et les délais requis pour la présentation éventuelle du candidat devant la commission de recrutement.

Art. 358. Le candidat qui sollicite plusieurs emplois introduit une candidature séparée pour chacun d'eux. Sous peine de nullité, les candidatures sont introduites auprès du Pouvoir organisateur par lettre recommandée à la poste.

Art. 359. § 1^{er}. Les candidatures aux fonctions du personnel directeur et enseignant qui répondent aux conditions fixées par l'article 357 sont examinées par la Commission de recrutement.

Cette Commission examine les projets pédagogiques et artistiques des candidats. Après examen des projets, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel. La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur.

§ 2. Pour les emplois de professeur et d'accompagnateur, la Commission de recrutement est cependant tenue d'examiner prioritairement les demandes de changement d'affectation de membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts du Pouvoir organisateur.

Le directeur fait ensuite une proposition motivée au Pouvoir organisateur qui décide.

Art. 360. § 1^{er}. Lorsqu'une Ecole supérieure des Arts souhaite effectuer un remplacement d'un membre du personnel enseignant, le Pouvoir organisateur peut engager une personne par dérogation à la procédure visée aux articles 355 et 356 sur proposition du directeur, après avis de la Commission de recrutement et du Conseil de gestion pédagogique.

Cet engagement prend fin au retour du titulaire de l'emploi et dans tous les cas à la fin de l'année académique pendant laquelle a eu lieu l'engagement. Cet engagement ne peut en aucun cas donner lieu à un engagement à durée indéterminée.

§ 2. Lorsque l'Ecole supérieure des Arts souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé aux articles 355 et 356, la procédure visée à l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est d'application.

Cet engagement ne peut en aucun cas donner lieu à un engagement à durée indéterminée.

Section 2. — Des membres du personnel engagés à titre temporaire

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 361. Il est dressé, au plus tard au moment de l'engagement, une convention écrite qui est signée par les deux parties et établie en deux exemplaires, dont l'un est remis au membre du personnel.

Cette convention indique notamment :

1° l'identité du Pouvoir organisateur;

2° l'identité du membre du personnel;

3° la fonction à exercer ainsi que les caractéristiques et le volume de la charge;

4° le cas échéant, les obligations visées à l'article 346 et les incompatibilités visées aux articles 347 et 349;

5° les dates de début et de fin d'engagement;

6° si l'emploi a été déclaré vacant conformément à l'appel visé aux articles 355 et 356 ou non;

7° si l'emploi n'est pas vacant, l'identité du titulaire.

A défaut d'écrit, le membre du personnel est censé être engagé dans la fonction, la charge et l'emploi qu'il occupe effectivement. Il est réputé selon le cas, conformément à l'article 363, être engagé à durée déterminée ou à durée indéterminée.

Art. 362. A l'issue de toute période d'activité, le Pouvoir organisateur remet au membre du personnel temporaire une attestation mentionnant les services prestés par fonction exercée, avec dates de début et de fin, ainsi que le volume de la charge.

Art. 363. § 1. Pour tout emploi dans la fonction de professeur ou d'accompagnateur déclaré vacant selon la procédure visée à l'article 355, les engagements à titre temporaire sont effectués par le Pouvoir organisateur. Ils se font d'abord pour une durée déterminée, d'une année académique maximum. Cet engagement à durée déterminée est reconductible pour une année académique maximum. A l'issue de l'engagement ou des engagements visées à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel qui fait l'objet d'un nouvel engagement est engagé pour une durée indéterminée, pour autant que le membre du personnel occupe une fonction principale. L'engagement pour une durée indéterminée ne peut toutefois avoir lieu que si la durée cumulée des engagements à durée déterminée est d'une année académique minimum.

§ 2. Pour tout emploi dans la fonction d'assistant déclaré vacant selon la procédure visée à l'article 355, les engagements à titre temporaire sont effectués par le Pouvoir organisateur. Ils se font pour un terme d'une année académique renouvelable cinq fois dans le domaine de la musique, et de deux années académiques renouvelable deux fois dans les autres domaines.

Art. 364. § 1^{er}. Nul ne peut être engagé à titre temporaire s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de cet engagement :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, comme stipulé à l'article 82;

4° a) s'il s'agit d'un engagement à durée déterminée, remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

b) s'il s'agit d'un engagement à durée indéterminée, avoir satisfait à un examen médical vérifiant les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être de conduite irréprochable;

7° satisfaire aux lois sur la milice.

§ 2. Lors de son premier engagement dans l'enseignement, le membre du personnel prête serment dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Sous-section 2. — De l'engagement à durée déterminée des professeurs et accompagnateurs

Art. 365. Nul ne peut être engagé à titre temporaire dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur, s'il ne remplit, au moment de cet engagement outre les conditions fixées à l'article 364, les conditions suivantes :

1° déposer un projet pédagogique et artistique et le présenter à la Commission de recrutement;

2° faire la preuve d'une expérience utile hors enseignement de cinq ans dans une pratique artistique pour les emplois de professeur de cours artistiques et d'accompagnateur;

3° faire la preuve d'une expérience utile hors enseignement de deux ans pour les emplois de professeur de cours techniques.

L'expérience utile hors enseignement, visée à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3° doit avoir un rapport avec le cours à conférer.

Art. 366. § 1^{er}. Au plus tard à l'issue de la session d'examens de juin, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts établit un rapport sur la manière dont le membre du personnel s'est acquitté de sa tâche.

Ce rapport visé et daté par l'intéressé est envoyé au Pouvoir organisateur. Le membre du personnel en reçoit copie.

Le rapport porte selon le cas une des mentions suivantes : « a satisfait », « a satisfait partiellement », « n'a pas satisfait ». Si le rapport porte la mention « a satisfait » et que le membre du personnel qui occupait un emploi vacant est reconduit, il l'est obligatoirement à durée indéterminée. Cette reconduction se fait prioritairement à tout changement d'affectation, de fonction, à toute mutation ou extension de charge.

Lorsque le directeur de l'Ecole supérieure des Arts n'a pas établi un rapport portant la mention « a satisfait », le Pouvoir organisateur doit entendre le membre du personnel avant de prendre sa décision. Lors de cette audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement du Pouvoir organisateur ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative.

La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel refuse de viser le rapport ou ne se présente pas à l'audition.

Si le rapport porte la mention « a satisfait partiellement » et que le membre du personnel qui occupait un emploi vacant est reconduit, il l'est obligatoirement à titre temporaire à durée déterminée. Lorsque l'emploi considéré reste vacant en début d'année académique, la reconduction pour une année académique maximum se fait prioritairement à tout changement d'affectation, de fonction, à toute mutation ou extension de charge.

Si le rapport établi par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts porte la mention « n'a pas satisfait », le Pouvoir organisateur ne peut en aucun cas reconduire cet engagement.

En cas d'absence de rapport, le membre du personnel est réputé avoir obtenu un rapport portant la mention « a satisfait ».

§ 2. Lorsque le membre du personnel a fait l'objet d'un rapport portant la mention « a satisfait partiellement » et qu'il a été reconduit pour une année académique maximum, il n'existe pour le directeur de l'Ecole supérieure des Arts que deux possibilités d'évaluation : un rapport portant la mention « a satisfait » ou un rapport portant la mention « n'a pas satisfait ».

Sous-section 3. — De l'engagement à durée déterminée des assistants

Art. 367. Nul ne peut être engagé à titre temporaire dans une fonction d'assistant s'il ne remplit, au moment de cette désignation, les conditions fixées à l'article 364, et s'il n'a déposé un projet pédagogique et artistique et ne l'a présenté à la Commission de recrutement.

Art. 368. Les candidatures à une fonction d'assistant sont examinées par la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret. Après examen des projets déposés par les candidats, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel. La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur.

Sous-section 4. — De l'engagement à durée indéterminée des professeurs et des accompagnateurs

Art. 369. Au début de l'année académique, les membres du personnel sont engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée par le Pouvoir organisateur sur proposition du directeur de l'Ecole supérieure des Arts, après avis du Conseil de gestion pédagogique.

Sous-section 5. — Du licenciement

Art. 370. § 1^{er}. Le Pouvoir organisateur peut licencier tout membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée déterminée, sans préavis, pour faute grave.

Est considérée comme constituant une faute grave, toute faute qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et le Pouvoir organisateur.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles d'être constitutifs de la faute grave, le Pouvoir organisateur convoque par lettre recommandée à la poste le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

§ 3. Si le Pouvoir organisateur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs de la faute grave, il peut procéder au licenciement dans les trois jours qui suivent la date de l'audition. Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits allégués. Il est notifié à l'autre partie soit par un exploit d'huissier de justice, soit par une lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Art. 371. Moyennant un préavis de quinze jours, le Pouvoir organisateur peut mettre fin à la charge d'un membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée déterminée, sur proposition motivée du directeur de l'Ecole supérieure des Arts, après avis du Conseil de gestion pédagogique.

Le membre du personnel est entendu préalablement par le Pouvoir organisateur. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

Art. 372. § 1^{er}. Le Pouvoir organisateur peut licencier tout membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée, sans préavis, pour faute grave.

Est considérée comme constituant une faute grave, toute faute qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et le Pouvoir organisateur.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles d'être constitutifs de la faute grave, le Pouvoir organisateur convoque par lettre recommandée à la poste le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition.

§ 3. Si le Pouvoir organisateur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs de la faute grave, il peut procéder au licenciement dans les trois jours qui suivent la date de l'audition. Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits allégués. Il est notifié à l'autre partie soit par un exploit d'huissier de justice, soit par une lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Art. 373. Un membre du personnel engagé à titre temporaire à durée indéterminée peut être licencié par le Pouvoir organisateur.

Le délai de préavis est de trois mois au moins pour le membre du personnel engagé à durée indéterminée depuis moins de cinq ans.

Le délai est augmenté de trois mois au moins dès le commencement de chaque nouvelle période d'engagement de cinq ans auprès du même Pouvoir organisateur.

Le temporaire à durée indéterminée, à charge duquel est formulée une proposition motivée de licenciement peut, dans les dix jours, introduire une réclamation écrite auprès du Pouvoir organisateur qui lui en accuse réception.

Le Pouvoir organisateur transmet, le jour de la réception, la réclamation à la chambre de recours. Le recours n'est pas suspensif.

Le membre du personnel et le Pouvoir organisateur sont entendus par la chambre de recours.

Le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Le Pouvoir organisateur peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres des pouvoirs organisateurs d'une Ecole supérieure des Arts de même caractère ou par un délégué d'une association qui défend les intérêts de ces Pouvoirs organisateurs.

La non-comparution du membre du personnel ou de son représentant, ainsi que la noncomparution du Pouvoir organisateur ou de son représentant à la réunion n'empêche pas la chambre de recours de se prononcer.

La chambre de recours donne son avis motivé au Pouvoir organisateur dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation. Le Pouvoir organisateur prend une décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis.

Le licenciement est motivé, sous peine de nullité.

Section 3. — Des mandats

Sous-section 1^{re}. — Des mandats des conférenciers

Art. 374. Le mandat des conférenciers leur est confié par le Pouvoir organisateur sur proposition du directeur, après avis du Conseil de gestion pédagogique, pour une durée déterminée.

Art. 375. Lorsque le mandat s'élève à une charge égale ou supérieure à une demi charge complète, sa durée est limitée à six mois. Dans les autres cas il est limité à neuf mois.

Sous-section 2. — Des mandats des directeurs adjoints

Art. 376. Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Art. 377. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur adjoint s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement.

Art. 378. Les candidatures à un mandat dans une fonction de directeur adjoint sont examinées par la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret. Elle apprécie les curriculum vitae des candidats et examine leur projet pédagogique et artistique. Après examen des projets, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel.

La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur.

Sous-section 3. — Des mandats des directeurs

Art. 379. Le mandat des directeurs leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16.

Art. 380. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement.

Art. 381. Les candidatures à un mandat dans une fonction de directeur sont examinées par la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret. Par dérogation à l'article 66 du présent décret, cette Commission est présidée par le représentant du Pouvoir organisateur ou son délégué. La commission de recrutement apprécie les curriculum vitae des candidats et examine leur projet pédagogique et artistique. Après examen des projets, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel. La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Par dérogation aux articles 17 et 19 du présent décret, ce Conseil de gestion pédagogique est présidé par le représentant du Pouvoir organisateur ou son délégué. Le président transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur.

Sous-section 4. — De la fin anticipative des mandats de directeur et de directeur adjoint

Art. 382. Le Pouvoir organisateur peut mettre fin anticipativement à tout mandat de directeur ou de directeur adjoint qui ne fait pas partie du personnel enseignant engagé à titre définitif conformément aux dispositions de licenciement prévues aux articles 370 et 372 du présent décret.

Le membre du personnel enseignant engagé à titre définitif peut être déchargé de son mandat de directeur ou de directeur adjoint par décision du Pouvoir organisateur.

Section 4. — De l'engagement à titre définitif dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur

Art. 383. Le membre du personnel est engagé à titre définitif par le Pouvoir organisateur, à la fonction à laquelle il s'est porté candidat, s'il a fait l'objet d'une proposition motivée d'engagement à titre définitif formulée par le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

Art. 384. Nul ne peut être engagé à titre définitif s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de l'engagement à titre définitif :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, comme stipulé à l'article 82;

4° posséder les aptitudes physiques requises contrôlées par le Service de santé administratif;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être de conduite irréprochable;

7° satisfaire aux lois sur la milice;

8° avoir été engagé, à titre temporaire, pour une durée indéterminée;

9° occuper cet emploi en fonction principale;

10° remplir les conditions d'ancienneté fixées par l'article 10, § 7, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et, pour les professeurs de cours artistiques ou techniques, à la condition d'expérience utile dans une pratique artistique ou technique visée à l'article 365 du présent décret.

Art. 385. Le Pouvoir organisateur engage à titre définitif le membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée qui compte, pour la fonction considérée et les cours à conférer, la plus grande ancienneté de service, telle que visée à l'article 410.

Le membre du personnel peut valoriser trois années d'ancienneté de service acquise à titre définitif dans un autre niveau d'enseignement du même réseau et du même caractère pour le calcul de l'ancienneté de service visé à l'alinéa 1^{er}.

Section 5. — De l'extension de charge

Art. 386. Lorsque l'emploi visé à l'article 355 est attribué par extension de charge à un membre du personnel engagé à titre définitif dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, cette extension de charge se fait immédiatement au titre de temporaire à durée indéterminée.

Lorsque l'emploi visé à l'article 355 est attribué, par extension de charge, sur avis de la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret, à un membre du personnel enseignant engagé à titre définitif au sein du même établissement, dans la même fonction et d'autres cours à conférer pour lesquels le membre du personnel possède un titre requis, cette extension de charge se fait, au titre de temporaire à durée indéterminée.

Section 6. — De la mutation

Art. 387. Le Pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut accorder la mutation à un membre du personnel qui le demande, en réponse à l'appel visé à l'article 355.

Les demandes de mutation sont envoyées par lettre recommandée à la poste. Sont prises en considération les demandes de mutation introduites dans la forme et le délai fixés par l'appel visé à l'alinéa 1^{er}.

La mutation provisoire ne peut toutefois se faire qu'avec l'accord, selon le cas, des Pouvoirs organisateurs des deux Ecoles des Arts concernées.

Art. 388. La demande de mutation dans une fonction de professeur ou d'accompagnateur est examinée par la Commission de recrutement qui rend un avis au Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts qui dispose de l'emploi convoité.

Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet au Pouvoir organisateur le rapport motivé du Conseil de gestion pédagogique.

Le Pouvoir organisateur se prononce sur la demande de mutation.

Art. 389. A l'issue d'une année académique dans la nouvelle Ecole supérieure des Arts et sur avis du Conseil de gestion pédagogique, le directeur propose au Pouvoir organisateur d'affecter définitivement le membre du personnel qui avait obtenu une mutation provisoire. Dans le cas contraire, le membre du personnel concerné réintègre l'Ecole à laquelle il était affecté avant de solliciter sa mutation.

Section 7. — De la reprise d'une Ecole supérieure des Arts d'un autre Pouvoir organisateur

Art. 390. § 1^{er}. En cas de reprise par un Pouvoir organisateur libre subventionné d'une Ecole supérieure des Arts libre subventionnée ou d'une partie d'une Ecole supérieure des Arts libre subventionnée les dispositions suivantes sont d'application :

1° les membres du personnel engagés à titre définitif et en fonction au moment de la reprise acquièrent d'office la qualité de membre du personnel définitif dans les fonctions correspondantes au sein du Pouvoir organisateur qui reprend;

2° les membres du personnel engagés à titre définitif dans une Ecole supérieure des Arts, qui au moment de la reprise, exercent un mandat de directeur ou de directeur adjoint, sont repris dans la fonction à laquelle ils étaient engagés à titre définitif avant d'exercer leur mandat;

3° les services effectifs rendus avant la reprise par les membres du personnel visés aux 1° et 2° sont assimilés à des services effectifs rendus en qualité de membre du personnel du Pouvoir organisateur qui reprend.

La convention de reprise à conclure entre les Pouvoirs organisateurs concernés peut fixer des règles complémentaires aux dispositions énoncées ci-dessus et préciser, s'il échet, des conditions de reprise pour les membres du personnel engagés à titre temporaire.

§ 2. Les conditions de reprise par un Pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné, d'une Ecole supérieure des Arts officielle subventionnée ou d'une Ecole supérieure des Arts de la Communauté française ou de reprise d'une partie d'une Ecole supérieure des Arts officielle subventionnée ou d'une partie d'une Ecole supérieure des Arts de la Communauté française seront fixées aux termes d'une convention à conclure entre les Pouvoirs organisateurs concernés.

Section 8. — Des fusions des Ecoles supérieures des Arts

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 391. L'ancienneté de service départage les membres du personnel concernés et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, l'ancienneté de fonction. En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Sous-section 2. — Dispositions applicables aux membres du personnel dont l'Ecole supérieure des Arts fait l'objet d'une fusion égalitaire

Art. 392. § 1^{er}. Les membres du personnel des Ecoles fusionnées sont affectés à l'Ecole issue de la fusion égalitaire dans la limite des emplois disponibles et selon l'ordre suivant :

- 1° les membres du personnel enseignant engagés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent à ce titre;
- 2° les membres du personnel enseignant engagés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction qu'ils exercent à ce titre;
- 3° les membres du personnel enseignant bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 1°, qui ne peuvent être affectés sont mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 3°, qui ne peuvent bénéficier d'un changement d'affectation sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

Sous-section 3. — Dispositions applicables aux membres du personnel dont l'Ecole supérieure des Arts fait l'objet d'une fusion par absorption

Art. 393. Pour l'application de la présente sous-section, il y a lieu d'entendre par :

- 1° Ecole A : l'Ecole supérieure des Arts qui absorbe une ou plusieurs autres Ecoles supérieures des Arts;
- 2° Ecole B : l'Ecole supérieure des Arts ou les Ecoles supérieures des Arts absorbée(s).

Art. 394. Les membres du personnel enseignant de l'Ecole B engagés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité et les membres du personnel enseignant de l'Ecole B bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire sont respectivement mis et mis à nouveau en disponibilité par défaut d'emploi à la date de la fusion.

Il est mis fin, au plus tard à la veille de la fusion par absorption, aux prestations que les membres du personnel enseignant non visés à l'alinéa précédent exercent dans l'Ecole B.

Art. 395. § 1^{er}. Les emplois disponibles dans l'Ecole A sont attribués, à la date de la fusion, selon l'ordre suivant :

- 1° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole A engagés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité;
- 2° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole A engagés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité;
- 3° aux membres du personnel enseignant bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire dans l'Ecole A dans la fonction à laquelle ils sont engagés à titre définitif;
- 4° par changement d'affectation provisoire, aux membres du personnel enseignant de l'Ecole B engagés à titre définitif dans la fonction qu'ils exerçaient en cette qualité;
- 5° aux membres du personnel enseignant de l'Ecole B engagés à titre temporaire à durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont engagés;
- 6° aux membres du personnel enseignant bénéficiant d'un changement d'affectation provisoire dans l'Ecole B dans la fonction à laquelle ils sont engagés à titre définitif.

§ 2 Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 4°, à qui ne peut être attribué un emploi restent en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel visés au § 1^{er}, 6°, qui ne peuvent bénéficier d'un changement d'affectation sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 396. Pour autant qu'un emploi vacant puisse leur être attribué dans l'Ecole A, les membres du personnel visés à l'article 395, § 1^{er}, 3° et 4°, sont réaffectés dans cette Ecole à la date de la fusion.

CHAPITRE IV. — De la suspension de l'engagement

Art. 397. Sans préjudice de la réglementation en vigueur, l'exécution de l'engagement est suspendue :

- 1° pendant la période d'interruption de travail et de congé liée à l'accouchement;
- 2° pendant le temps nécessaire au membre du personnel pour siéger comme conseiller ou juge social aux cours et tribunaux du travail;
- 3° pendant les périodes d'appel ou de rappel du membre du personnel sous les armes;
- 4° pendant la durée du séjour du membre du personnel dans un centre de recrutement et de sélection;

- 5° pendant la mise en observation dans un établissement du service de santé de l'armée;
- 6° pendant l'hospitalisation dans un établissement militaire à la suite d'un accident survenu ou d'une maladie contractée ou aggravée au cours des opérations d'examen médical ou d'épreuves de sélection;
- 7° pour la durée du service accompli auprès de la protection civile;
- 8° pendant l'accomplissement du service imposé à l'objecteur de conscience;
- 9° pendant la période au cours de laquelle il a été impossible au membre du personnel de fournir son travail par suite de maladie ou d'un accident.

Art. 398. A la demande du membre du personnel, le Pouvoir organisateur est tenu de lui donner congé au plus tôt à partir de la septième semaine qui précède la date présumée de son accouchement.

Le membre du personnel lui remet au plus tard huit semaines avant la date présumée de l'accouchement un certificat médical attestant cette date.

Si l'accouchement n'a lieu qu'après la date prévue par le médecin, le congé est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement.

Le membre du personnel ne peut effectuer aucun travail à partir du septième jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin d'une période de huit semaines qui prend cours le jour de l'accouchement.

L'interruption de travail est prolongée, à sa demande, au-delà de la huitième semaine pour une période d'une durée égale à la durée de la période pendant laquelle elle a continué à travailler à partir de la septième semaine précédant la date exacte de l'accouchement. Cette période est, en cas de naissance prématurée, réduite du nombre de jours pendant lesquels elle a travaillé au cours de la période de sept jours qui précède la date de l'accouchement.

Toutefois, lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier pendant au moins huit semaines à compter de sa naissance, le membre du personnel peut reporter la prolongation de l'interruption de travail à laquelle elle a droit jusqu'au moment où le nouveau-né entre au foyer.

A cet effet, le membre du personnel remet au Pouvoir organisateur :

1° au moment de la reprise du travail, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est hospitalisé depuis au moins huit semaines;

2° au moment où elle demande la prolongation de l'interruption de travail, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant la date de sortie du nouveau-né.

Le membre du personnel conserve son droit au report de la prolongation de l'interruption de travail en cas de décès de son enfant dans l'année de sa naissance.

Art. 399. En cas de maladie ou d'accident, le membre du personnel doit, sauf en cas de force majeure, avertir immédiatement le Pouvoir organisateur de son incapacité de travail.

Si une règle complémentaire de la commission paritaire compétente rendue obligatoire, conformément à l'article 437, le prescrit ou, à défaut d'une telle prescription, si le Pouvoir organisateur l'y invite, le membre du personnel produit à ce dernier un certificat médical. Sauf dans les cas de force majeure, il le lui envoie ou le remet dans les deux jours ouvrables à compter du jour de l'incapacité ou du jour de la réception de l'invitation, à moins qu'un autre délai soit fixé par une convention collective de travail ou par le règlement de travail. Lorsque le certificat est produit après le délai prescrit, le membre du personnel peut se voir refuser le bénéfice de sa rémunération pour les jours d'incapacité antérieurs à la remise ou à l'envoi d'un certificat.

En outre, le membre du personnel ne peut refuser de recevoir un médecin délégué et rémunéré par le Pouvoir organisateur, ni de se laisser examiner. A moins que le médecin traitant du membre du personnel estime que son état de santé ne lui permet pas de se déplacer, le membre du personnel doit, s'il y est invité, se présenter chez le médecin, délégué et rémunéré par le Pouvoir organisateur. Les frais de déplacement du membre du personnel sont à charge du Pouvoir organisateur.

Le médecin délégué et rémunéré par le Pouvoir organisateur vérifie la réalité de l'incapacité de travail, toutes autres constatations étant couvertes par le secret professionnel.

CHAPITRE V. — *Des positions administratives des professeurs et des accompagnateurs*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 400. Le membre du personnel est dans une des positions administratives suivante :

- 1° activité;
- 2° non-activité;
- 3° disponibilité.

Section 2. — De l'activité de service

Art. 401. Le membre du personnel est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative ou de service.

Art. 402. Le membre du personnel en activité de service a droit à une subvention-traitement et à l'avancement de traitement.

Il peut faire valoir ses titres à un engagement à titre définitif ou pour l'exercice d'un mandat de directeur ou de directeur adjoint.

Il obtient du Pouvoir organisateur un congé dans les mêmes conditions que dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française.

Tout congé pour lequel une décision du Gouvernement est nécessaire pour pouvoir bénéficier du traitement dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française, doit être soumis par le Pouvoir organisateur à l'approbation du Gouvernement.

Art. 403. Le Gouvernement fixe le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts..

Les membres du personnel ont droit à un minimum de douze semaines de vacances par année académique.

Section 3. — De la non-activité

Art. 404. Un membre du personnel est dans la position de non-activité lorsqu'il est frappé de la sanction de la suspension par mesure disciplinaire.

Section 4. — De la disponibilité

Art. 405. Un membre du personnel peut être mis en disponibilité par son Pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française.

Toute mise en disponibilité pour laquelle une décision du membre du Gouvernement compétent, ou de son délégué, est nécessaire pour pouvoir bénéficier du traitement dans les Ecoles supérieures des Arts de la Communauté, est soumise par le Pouvoir organisateur à l'approbation de la même autorité.

CHAPITRE VI. — De la disponibilité par défaut d'emploi et de la perte partielle de charge

Section 1^{re}. — Mesures préalables

Art. 406. § 1^{er}. Lorsqu'un cours est modifié par le Gouvernement, après l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique, d'initiative ou à la demande du Pouvoir organisateur de l'Ecole supérieure des Arts, le membre du personnel engagé à titre définitif dans ce cours est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge s'il ne possède pas le titre requis pour enseigner ce cours.

§ 2. Lorsqu'une activité d'enseignement cesse, totalement ou partiellement, d'être organisée parce qu'aucun étudiant n'y est inscrit ou parce que le nombre d'étudiants y inscrits a diminué, le membre du personnel chargé de l'activité concernée est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, le Pouvoir organisateur ne peut engager un autre membre du personnel pour exercer la même activité d'enseignement.

Art. 407. § 1^{er}. Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction principale n'est placé en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge par le Pouvoir organisateur qu'après qu'il ait été mis fin, dans l'ordre établi ci-après, aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction et dispensent les mêmes cours :

1° à titre accessoire dans l'Ecole supérieure des Arts;

2° à titre temporaire à durée déterminée, dans l'Ecole supérieure des Arts et dans le respect de leur ancienneté de service;

3° à titre temporaire à durée indéterminée, dans l'Ecole supérieure des Arts et dans le respect de leur ancienneté de service.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, et que des heures de la même fonction et des mêmes cours à conférer deviennent vacantes, le Pouvoir organisateur doit prioritairement les attribuer à ce membre du personnel avant de procéder à la déclaration de vacance d'emploi telle que prévue à l'article 355.

Lorsqu'un membre du personnel en perte partielle de charge pose sa candidature pour un emploi vacant de la fonction à laquelle il a été engagé à titre définitif, mais pour d'autres cours à conférer pour lesquels il possède un titre requis ou bien pour lesquels il a obtenu une notoriété artistique, professionnelle ou scientifique et que l'emploi visé à l'article 355 lui est attribué dans le respect de la procédure définie à l'article 359, le membre du personnel devient immédiatement titulaire de ces cours à titre définitif.

Art. 408. Après application des dispositions prévues à l'article 407, § 1^{er}, perd son emploi ou partie de sa charge dans la fonction considérée et les cours à conférer, le membre du personnel engagé à titre définitif qui compte la plus petite ancienneté de service.

Le membre du personnel peut, en cas de disponibilité par défaut d'emploi ou de perte partielle de charge, valoriser dix années d'ancienneté de service maximum acquise à titre définitif dans un autre niveau d'enseignement du même réseau pour le calcul d'ancienneté de service visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 409. En cas d'égalité d'ancienneté de service, perd son emploi ou partie de sa charge, le membre du personnel le plus jeune.

Art. 410. L'ancienneté de service visée aux articles 391, 407, 408 et 409 est calculée de la manière suivante :

1° tous les services effectifs rendus à titre temporaire dans les Ecoles supérieures des Arts du Pouvoir organisateur interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin des services prestés;

2° les services effectifs rendus à titre définitif dans les Ecoles supérieures des Arts du même Pouvoir organisateur dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;

3° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis de la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;

4° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;

5° trente jours forment un mois;

6° la durée des services effectifs rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

7° la durée des services effectifs rendus que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile;

8° les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté de service. Pour les membres du personnel engagés à titre temporaire, les jours de congé ne sont pris en compte que pendant la période d'engagement.

Section 2. — Perte partielle de charge

Art. 411. Lorsqu'un membre du personnel en fonction principale n'accomplit plus, au sein de l'Ecole supérieure des Arts, un nombre d'heures équivalent à celui qu'il prestait au moment de son engagement à titre définitif, il est déclaré en perte partielle de charge.

Le membre du personnel en perte partielle de charge reste à la disposition de l'Ecole supérieure des Arts jusqu'à concurrence du nombre d'heures correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être déclaré en perte partielle de charge.

Il bénéficie d'une subvention-traitement.

Section 3. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi

Art. 412. § 1^{er}. Dans le respect des articles 407 à 409, lorsque l'emploi en fonction principale d'un membre du personnel engagé à titre définitif est supprimé, celui-ci est mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Le membre du personnel bénéficie d'une subvention- traitement d'attente égal à sa dernière subvention- traitement d'activité et peut faire valoir ses titres à un mandat de directeur ou de directeur adjoint pendant deux années académiques.

A partir de la troisième année académique, la subvention-traitement d'attente est réduite chaque année de 10 % sans qu'elle puisse être inférieur à autant de fois un trentième du traitement que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité.

Cette décision ne peut avoir pour effet de ramener la subvention-traitement d'attente à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel concerné aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de ce paragraphe, il faut entendre, par années de service, celles qui entrent en compte pour l'établissement de la pension de retraite.

§ 2. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste à disposition de l'Ecole supérieure des Arts jusqu'à concurrence du nombre d'heures correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être mis en disponibilité.

L'exercice des tâches que lui confie l'Ecole supérieure des Arts ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

Par ailleurs, lorsque la subvention-traitement d'attente du membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi est réduite à un certain pourcentage, le nombre d'heures de prestations est réduit à due concurrence.

Art. 413. § 1^{er}. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste compris dans le nombre d'unités d'emploi attribué à l'Ecole supérieure des Arts conformément à l'article 52 du présent décret.

§ 2. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste candidat à un changement d'affectation provisoire dans un emploi vacant d'une Ecole supérieure des Arts du même réseau.

§ 3. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi peut se porter candidat à un changement d'affectation provisoire dans un emploi vacant d'une Ecole supérieure des Arts d'un autre réseau.

Le changement d'affectation provisoire ne peut toutefois se faire qu'avec l'accord, selon le cas, du Gouvernement ou des Pouvoirs organisateurs des deux Ecoles supérieures des Arts concernées. Le changement d'affectation provisoire suspend la disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 414. Lorsqu'un membre du personnel est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts le notifie dans les dix jours au Gouvernement.

Lorsqu'un membre du personnel n'accomplit plus au sein de son établissement, par défaut d'emploi, un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts le notifie dans les dix jours au Gouvernement.

CHAPITRE VII. — De la suspension préventive

Art. 415. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel engagé à titre définitif :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le Pouvoir organisateur;

3° dès que le Pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écartier le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le Pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition et même si le membre du personnel ou son représentant n'ont pas été entendus, le Pouvoir organisateur communique sa décision à l'intéressé, par lettre recommandée à la poste.

Si cette décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'École.

La mesure d'écartement doit être prise dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour où la faute grave ou les griefs précités sont constatés.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le Pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article.

A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement, pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et expire en tout cas :

1° près quarante-cinq jours calendrier si dans ce délai, la proposition de peine disciplinaire visée à l'article 419, n'a pas été notifiée au membre du personnel;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification au membre du personnel de la proposition de peine disciplinaire visée à l'article 419, si cette proposition est le rappel à l'ordre, le blâme ou la retenue sur traitement;

3° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quarante jours calendrier après la notification de la proposition de peine disciplinaire formulée par le Pouvoir organisateur au membre du personnel si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;

4° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, trente jours calendrier après la notification au Pouvoir organisateur de l'avis de la chambre de recours sur la proposition de peine disciplinaire formulée par le Pouvoir organisateur à l'encontre du membre du personnel;

5° le jour où la peine disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales ou dans le cadre d'un recours devant le Tribunal du travail contre la constatation d'une incompatibilité, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale définitive, le délai d'un an visé à l'alinéa 1^{er} ne commence à courir qu'à dater du prononcé de la condamnation définitive.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le Pouvoir organisateur tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 416. Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4° d'une procédure disciplinaire en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Pouvoir organisateur;

5° d'une proposition de sanction disciplinaire prévue à l'article 419, 4°, 5° et 6°, est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Pouvoir organisateur notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Pouvoir organisateur au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°. Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où le Pouvoir organisateur notifie la proposition de sanction disciplinaire.

Art. 417. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée, sauf si :

1° au terme de l'action disciplinaire, le pouvoir organisateur inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 419, 4°, 5° et 6°;

2° il est fait application de l'article 455, 2°, *b*, et 5°;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenue augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 416, alinéa 2°, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension par mesure disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de sa subvention-traitement indûment retenue durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

Art. 418. La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

CHAPITRE VIII. — *Du régime disciplinaire*

Section 1^{re}. — Des sanctions disciplinaires

Art. 419. Si les membres du personnel engagés à titre définitif manquent à leurs devoirs, ils encourent une des sanctions suivantes :

1° le rappel à l'ordre;

2° le blâme;

3° la retenue sur traitement;

4° la suspension par mesure disciplinaire;

5° la mise en disponibilité par mesure disciplinaire;

6° le licenciement pour faute grave.

Art. 420. § 1^{er}. Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le Pouvoir organisateur de l'Ecole supérieure des Arts dans laquelle le membre du personnel est engagé à titre définitif.

Préalablement, le Pouvoir organisateur notifie au membre du personnel une proposition de sanction disciplinaire.

Dans un délai de vingt jours à dater de la notification, le membre du personnel peut exercer un recours contre la proposition de sanction disciplinaire devant la chambre de recours compétente visée à l'article 429.

Le recours suspend la procédure.

§ 2. Le membre du personnel et le Pouvoir organisateur sont entendus par la chambre de recours.

Le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Le Pouvoir organisateur peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres des Pouvoirs organisateurs d'une Ecole supérieure des Arts de même caractère ou par un délégué d'une association qui défend les intérêts de ces Pouvoirs organisateurs.

La non-comparution du membre du personnel ou de son représentant, ainsi que la non-comparution du Pouvoir organisateur ou de son représentant à la réunion n'empêche pas la chambre de recours de se prononcer.

§ 3. La chambre de recours transmet un avis motivé au membre du personnel et au Pouvoir organisateur dans un délai de nonante jours à partir de la date de la réception du recours introduit par le membre du personnel.

Le Pouvoir organisateur mentionne, le cas échéant, les raisons pour lesquelles l'avis n'aurait pas été suivi.

Art. 421. La retenue sur traitement est appliquée pendant un mois au moins et trois mois au plus.

Elle ne peut excéder un cinquième du dernier traitement brut d'activité ou d'attente.

Art. 422. La suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour un an au maximum. Le membre du personnel est éloigné de sa fonction et bénéficie de la moitié de son dernier traitement brut d'activité ou d'attente.

Art. 423. La durée de mise en disponibilité par mesure disciplinaire ne peut être inférieure à un an et supérieure à cinq ans.

Le membre du personnel est éloigné de sa fonction et bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa sanction, le membre du personnel peut demander sa réintégration dans l'enseignement.

Art. 424. La retenue sur le traitement d'attente ou l'attribution d'un traitement d'attente ne peut avoir pour conséquence que le traitement du membre du personnel soit ramené à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 425. La procédure disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui ont été constatés dans l'année précédant la date à laquelle la procédure est entamée.

En cas d'action pénale, la procédure disciplinaire doit être entamée dans les six mois de la prise de connaissance de la décision judiciaire définitive par l'autorité qui est appelée à proposer la sanction disciplinaire.

Art. 426. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 427. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaire, sauf dans le cas de flagrant délit ou si les faits établis, liés à l'activité professionnelle, sont reconnus par le membre du personnel.

Quel que soit le résultat de l'action pénale, le Pouvoir organisateur reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

Toutefois, le Pouvoir organisateur est, dans cette appréciation, lié par la matérialité des faits définitivement établie par la décision pénale.

Section 2. — De la radiation des sanctions disciplinaires

Art. 428. La radiation de la sanction disciplinaire se fait d'office après un délai dont la durée est fixée à :

- 1° un an pour le rappel à l'ordre et le blâme;
- 2° trois ans pour la retenue sur traitement;
- 3° cinq ans pour la suspension par mesure disciplinaire;
- 4° sept ans pour la mise en disponibilité par mesure disciplinaire.

Le délai prend cours à la date de la décision en matière disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, la radiation a pour conséquence qu'il ne peut plus être tenu compte de la sanction disciplinaire radiée, notamment pour l'accès à un mandat de directeur ou de directeur adjoint, ni lors de l'attribution de l'évaluation faite après la radiation.

La sanction disciplinaire radiée est supprimée dans le dossier du membre du personnel.

CHAPITRE IX. — De la chambre de recours

Art. 429. Après consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement subventionné affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail, le Gouvernement institue une chambre de recours pour les Ecoles supérieures des Arts libres subventionnées.

La chambre de recours élabore son règlement d'ordre intérieur sous réserve d'approbation du Gouvernement.

Art. 430. La chambre de recours traite les recours introduits par les membres du personnel à l'encontre de toute proposition de sanction disciplinaire ainsi que les recours introduits par les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une période indéterminée à l'encontre d'une proposition de licenciement, telle que visée à l'article 373.

Art. 431. La chambre de recours est composée :

1° d'un nombre égal de représentants des Pouvoirs organisateurs et des membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts libres subventionnées. Le Gouvernement nomme deux membres suppléants pour chaque membre effectif;

2° d'un président et de deux présidents suppléants;

3° d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint.

Le nombre de membres de la chambre de recours ainsi que la durée de leur mandat sont fixés par un arrêté du Gouvernement; la chambre comprend au moins quatre membres effectifs représentant les Pouvoirs organisateurs et quatre membres effectifs représentant les membres du personnel.

Les membres effectifs et suppléants de la chambre de recours sont nommés par le Gouvernement sur proposition des groupements dont il est question à l'article 429. A défaut d'accord au sein de ceux-ci, le Gouvernement tranche.

Le président et les présidents suppléants sont choisis par le Gouvernement parmi les magistrats en activité ou retraités.

Art. 432. Dès qu'une affaire est introduite, le président communique la liste des membres effectifs et suppléants au membre du personnel et au Pouvoir organisateur. Dans les dix jours qui suivent la réception de cette liste, le membre du personnel ou le Pouvoir organisateur peuvent demander la récusation de trois membres au maximum. Toutefois, ils ne peuvent récuser en même temps un membre effectif et ses deux suppléants.

Un membre peut demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger d'office un membre pour les mêmes motifs.

Le président, les présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 433. Les parties sont convoquées par le président dans les vingt jours suivant la réception du recours.

Les parties peuvent se faire assister ou représenter par un conseil conformément aux dispositions, selon le cas, de l'article 420, § 2, ou de l'article 373.

La chambre de recours peut ordonner une enquête complémentaire et entendre les témoins.

Le délai mentionné à l'alinéa 1^{er} est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

Art. 434. La chambre de recours ne peut se prononcer que si au moins deux membres représentant les Pouvoirs organisateurs et deux membres représentant les membres du personnel sont présents.

Les membres représentant les Pouvoirs organisateurs et les membres représentant les membres du personnel doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

Si le quorum visé à l'alinéa précédent n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion endéans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision peut être prise quel que soit le nombre de membres présents.

L'avis est donné après un vote secret acquis à la majorité simple des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Pour l'application de l'alinéa 3, les votes blancs et les abstentions ne sont pas considérés comme des suffrages.

Art. 435. L'avis de la chambre est signifié aux parties par lettre recommandée à la poste dans les cinq jours qui suivent la réunion au cours de laquelle il a été donné. Il est motivé.

Art. 436. Les frais de fonctionnement de la chambre de recours sont à charge de la Communauté française. Le Gouvernement détermine les indemnités auxquelles le président et les présidents suppléants ont droit.

CHAPITRE X. — *De la commission paritaire*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 437. Après consultation des groupements les plus représentatifs des Pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement supérieur artistique libre subventionné, affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail, le Gouvernement institue pour l'enseignement libre confessionnel, une commission paritaire centrale dont la compétence s'étend aux Ecoles supérieures des Arts.

L'arrêté du Gouvernement instituant cette commission paritaire en précise la compétence.

Art. 438. Le règlement général des commissions paritaires est établi par un arrêté du Gouvernement.

La commission paritaire centrale visée à l'article 437 élabore son règlement d'ordre intérieur particulier sous réserve d'approbation du Gouvernement.

Art. 439. La commission paritaire est composée :

1° d'un nombre égal de représentants des Pouvoirs organisateurs et de membres du personnel. Il y a autant de membres suppléants que de membres effectifs pour chaque catégorie;

2° d'un président et d'un vice-président;

3° de référendaires;

4° d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint.

Les représentants des Pouvoirs organisateurs et les représentants des membres du personnel peuvent se faire accompagner de conseillers techniques dont le nombre maximum sera déterminé au règlement d'ordre intérieur visé à l'article 438.

Le nombre de membres de chaque commission paritaire, ainsi que la durée de leur mandat sont fixés par arrêté du Gouvernement.

Chaque commission comprend au moins quatre membres effectifs représentant les Pouvoirs organisateurs et quatre membres effectifs représentant le personnel.

Art. 440. Les membres effectifs et suppléants de la commission sont nommés par le Gouvernement sur proposition des groupements dont il est question à l'article 437. A défaut d'accord entre eux, le Gouvernement tranche.

Les président et vice-président sont choisis par le Gouvernement parmi les personnes compétentes en la matière, indépendantes des intérêts dont la commission peut avoir à connaître. Dans la limite des possibilités, il peut s'agir de conciliateurs sociaux. Les référendaires, secrétaire et secrétaire adjoint sont nommés par le Gouvernement.

L'exercice des fonctions de président et de vice-président est incompatible avec un mandat parlementaire.

Art. 441. La commission paritaire a principalement pour mission :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail;

2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les Pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du présent décret;

3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du présent décret;

4° de suivre l'évolution du droit social et d'y adapter les règles complémentaires.

Le Gouvernement peut inviter la commission à établir les règles complémentaires visées au 2° dans un délai qu'il fixe.

Art. 442. Les décisions de la commission paritaire sont prises à l'unanimité des membres présents.

Les président, vice-président, référendaires et secrétaires n'ont pas voix délibérative.

Section 2. — Du contrôle et de la sanction des décisions rendues obligatoires

Art. 443. A la demande de la commission ou d'une organisation représentative telle que visée à l'article 437, un arrêté du Gouvernement peut donner force obligatoire aux décisions prises.

Dans le cas où celles-ci ne sont pas rendues obligatoires, le Gouvernement fait connaître à la commission les raisons pour lesquelles il n'a pas donné suite à cette demande.

Art. 444. L'exécution des décisions, rendues obligatoires, conformément à l'article 443 est surveillée, sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, par des agents désignés par le Gouvernement.

Art. 445. En cas d'infraction, les agents mentionnés à l'article 444 dressent des procès-verbaux qu'ils transmettent au procureur du Roi compétent et une copie en est adressée, par lettre recommandée à la poste, dans les huit jours, au contrevenant, le tout à peine de nullité.

Art. 446. Les agents mentionnés à l'article 444 entrent, dans le respect du droit au domicile, tel que visé dans l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, dans les locaux où les membres du personnel exercent leur mission.

Les directeurs des Ecoles supérieures des Arts, ainsi que les membres du personnel assurant la gestion administrative sont tenus de leur fournir les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission.

Art. 447. Toute infraction aux décisions, rendues obligatoires, conformément à l'article 443, est punie d'une amende de 2,50 à 2.500 EUR.

L'amende est encourue autant de fois qu'il y a de personnes employées en contravention desdites décisions, sans que le total des amendes puisse dépasser 5.000 EUR.

Ces peines prévues à l'alinéa précédent sont applicables à tout membre du personnel qui contrevient aux mêmes dispositions.

Art. 448. Les Pouvoirs organisateurs et les directeurs des Ecoles supérieures des Arts, ainsi que le personnel enseignant qui ont mis obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret, sont punis d'une amende de 26 à 100 EUR sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

Art. 449. Est puni d'une amende de 2,50 à 2.500 EUR quiconque a, dans le but d'induire en erreur, fait des déclarations inexactes au cours des enquêtes effectuées par le service de contrôle.

Art. 450. Les Pouvoirs organisateurs sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs.

CHAPITRE XI. — *De la fin du contrat*

Section 1^{re}. - Des membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée déterminée

Art. 451. Les contrats conclus avec les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée déterminée prennent fin sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été engagés à titre temporaire de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Pouvoir organisateur;

2° si les membres du personnel cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) satisfaire aux lois sur la milice.

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'ils sont dans une situation d'incapacité permanente de travail reconnue, conformément à la loi ou au règlement, qui les empêche de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° au terme indiqué dans la convention visée à l'article 361 et au plus tard le dernier jour de l'année académique au cours de laquelle l'engagement a été fait;

9° pour permettre l'attribution dans une fonction considérée et des cours à conférer à un membre du personnel de la même Ecole supérieure des Arts engagé à titre définitif ou engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée, d'une charge complète ou d'une fraction de charge;

10° au moment du retour du titulaire de l'emploi ou du membre du personnel qui le remplace temporairement, dans le cas d'un engagement tel que visé à l'article 360, § 1^{er};

11° lorsqu'aucun recours n'a été introduit contre la notification de la constatation d'une incompatibilité ou lorsque l'incompatibilité est constatée par un jugement ou un arrêt définitif d'une juridiction de travail;

12° à partir de la réception de l'avis du service de santé administratif déclarant le membre du personnel temporaire définitivement inapte;

13° en cas d'engagement à titre définitif dans une fonction au prorata des heures qui font l'objet de cet engagement, à concurrence d'une fonction complète;

14° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée déterminée;

15° pour permettre l'attribution dans une fonction considérée et des cours à conférer à un autre membre du personnel enseignant engagé à titre temporaire pour une durée déterminée d'une charge complète ou d'une fraction de charge. Dans ce cas, perd son emploi le membre du personnel enseignant qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 410 pour la fonction considérée et les cours à conférer.

Art. 452. Un membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée déterminée peut unilatéralement mettre fin au contrat, moyennant un préavis de quinze jours.

Il le notifie au Pouvoir organisateur par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition et informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

Section 2. — Des membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée

Art. 453. Les contrats conclus avec les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée prennent fin sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été engagés à titre temporaire de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Pouvoir organisateur;

2° si les membres du personnel cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) satisfaire aux lois sur la milice.

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'ils sont dans une situation d'incapacité permanente de travail reconnue, conformément à la loi ou au règlement, qui les empêche de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° pour permettre l'attribution à un membre du personnel de la même Ecole supérieure des Arts engagé à titre définitif d'une charge complète ou d'une fraction de charge.

Dans ce cas, perd son emploi le membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 410 pour la fonction considérée et les cours à conférer;

9° pour permettre l'attribution à un autre membre du personnel enseignant de la même Ecole supérieure des Arts engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée d'une charge complète ou d'une fraction de charge. Dans ce cas, perd son emploi le membre du personnel enseignant qui compte la plus petite ancienneté de service telle que visée à l'article 410 pour la fonction considérée et les cours à conférer;

10° lorsqu'aucun recours n'a été introduit contre la notification de la constatation d'une incompatibilité ou lorsque l'incompatibilité est constatée par un jugement ou un arrêt définitif d'une juridiction de travail;

11° à partir de la réception de l'avis du service de santé administratif déclarant le membre du personnel temporaire définitivement inapte;

12° en cas d'engagement à titre définitif dans une fonction au prorata des heures qui font l'objet de cet engagement, à concurrence d'une fonction complète;

13° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée;

Art. 454. Un membre du personnel engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée peut unilatéralement mettre fin au contrat, moyennant un préavis de quinze jours.

Il le notifie au Pouvoir organisateur par une lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition et informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

Section 3. — Des membres du personnel engagés à titre définitif

Art. 455. Les contrats conclus avec les membres du personnel engagés à titre définitif prennent fin sans préavis

1° s'ils n'ont pas été engagés à titre définitif de façon régulière, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du Pouvoir organisateur. Les membres du personnel gardent les droits acquis liés à leur situation régulière précédente;

2° si les membres du personnel cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) satisfaire aux lois sur la milice.

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'ils sont dans une situation d'incapacité permanente de travail reconnue, conformément à la loi ou au règlement, qui les empêche de remplir convenablement leurs fonctions;

7° s'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale;

8° par le licenciement pour faute grave;

9° lorsqu'aucun recours n'a été introduit contre la notification de la constatation d'une incompatibilité ou lorsque l'incompatibilité est constatée par un jugement ou un arrêt définitif d'une juridiction du travail;

10° s'ils refusent d'occuper sans motif valable une nouvelle affectation obtenue à la suite d'un changement d'affectation ou d'une mutation;

11° s'ils refusent, sans motif valable, les heures attribuées en vertu de l'article 407, § 2;

12° s'ils sont admis à la retraite pour inaptitude physique définitive;

13° en cas d'engagement à titre définitif dans une autre fonction au prorata des heures qui font l'objet de ce nouvel engagement, à concurrence d'une fonction complète;

14° en cas de suppression du seul emploi au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans une fonction considérée et des cours à conférer, lorsque cet emploi est occupé par un membre du personnel engagé à titre définitif exerçant une fonction à titre accessoire.

Lorsque la cessation définitive des fonctions entraîne l'application de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1991, la Communauté française verse à l'Office national de sécurité sociale les cotisations prévues dans cet article.

Art. 456. Le contrat conclu avec le membre du personnel engagé à titre définitif prend fin par démission du membre du personnel moyennant autorisation accordée au membre du personnel d'abandonner son service ou un préavis de quinze jours.

Ce préavis est notifié au Pouvoir organisateur par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition. Le membre du personnel informe le directeur de l'Ecole supérieure des Arts de sa décision.

Chapitre XII. — *De la sanction de l'inexécution des obligations du Pouvoir organisateur*

Art. 457. § 1^{er}. Le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge.

Dans le cas de la perte partielle de charge, la perte de la subvention-traitement est limitée au nombre de périodes perdues.

§ 2. Le Pouvoir organisateur qui omet de signaler l'emploi occupé par un membre du personnel temporaire et qui est susceptible d'être annoncé à la réaffectation, à la remise au travail ou au rappel provisoire en service, perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée à ce membre du personnel.

§ 3. Le Pouvoir organisateur qui a refusé, sans motif valable, de donner suite à une réaffectation, à une remise au travail ou à un rappel provisoire à l'activité ou qui ne satisfait pas à ses obligations en matière de reconduction des réaffectations, des remises au travail ou des rappels provisoires en service perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée au membre du personnel temporaire qui occupe l'emploi attribué à cette réaffectation, cette remise au travail ou ce rappel provisoire en service.

§ 4. Le Gouvernement adresse au Pouvoir organisateur une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours, le Pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des §§ 1^{er} à 3, il perd, comme indiqué à ces paragraphes, le bénéfice de la subvention-traitement pour une période qui débute à l'échéance du délai de trente jours précité et qui court jusqu'au jour où le Pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des §§ 1^{er} à 3.

Une copie de la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er} est notifiée au membre du personnel concerné.

CINQUIEME PARTIE. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES, ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES

TITRE 1^{er}. — *Dispositions transitoires*

Art. 458. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif avant l'entrée en vigueur du présent décret sont censés être nommés ou engagés à titre définitif au sens du présent décret quelle que soit la classification antérieure des cours dont ils sont chargés et au prorata du pourcentage de la charge pour laquelle ils ont été nommés ou désignés à titre définitif.

L'alinéa 1^{er} s'applique à l'ensemble des membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans l'enseignement supérieur artistique et dans l'enseignement artistique supérieur, y compris lorsque ces membres du personnel voient les cours qu'ils prestaient s'organiser au type long ou au type court, conformément au décret.

Art. 459. Les titulaires de la fonction de chargé de cours dans l'enseignement supérieur artistique du 3^o degré sont considérés comme possédant les titres de capacité et l'expérience utile requis pour exercer la fonction de professeur dans l'enseignement supérieur artistique de type long.

Les titulaires de la fonction de professeur en fonction non exclusive dans l'enseignement artistique sont considérés comme possédant les titres de capacité et l'expérience utile requis pour exercer la fonction de professeur dans l'enseignement supérieur artistique de type long.

Les titulaires de la fonction de sous-directeur dans l'enseignement supérieur artistique de type court sont considérés comme possédant les titres de capacité et l'expérience utile requis pour exercer la fonction de directeur adjoint dans l'enseignement supérieur artistique de type court et de type long.

Art. 460. En priorité sur toute désignation ou tout engagement à titre temporaire à durée déterminée, sont considérés comme désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée, les membres du personnel qui, désignés ou engagés à titre temporaire dans l'établissement pour l'année académique 2001-2002, occupent, pour la fonction considérée et les cours à conférer, un emploi vacant et qui, à l'entrée en vigueur du présent décret comptent une ancienneté de service minimum de deux années, calculée selon les règles applicables antérieurement.

Art. 461. § 1^{er}. Par mesure transitoire, les professeurs et accompagnateurs qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés dans une fonction au Conservatoire et exercent une autre fonction dans l'enseignement, une fonction statutaire ou une fonction salariée, peuvent conserver cette possibilité de cumul en fonction non exclusive conformément aux dispositions de l'article 5 avant-dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 avril 1958, tel que modifié par l'article 473 du présent décret.

A cette fin, les professeurs et accompagnateurs concernés doivent notifier leur choix par lettre recommandée à la poste adressée à l'Administration générale des personnels de l'enseignement dans les trente jours de la date d'application du présent décret.

Ils doivent réitérer leur choix au plus tard le 1^{er} mai qui précède chaque année académique.

A défaut, les nouvelles règles du présent décret leur sont appliquées.

§ 2. S'ils optent pour le cumul, leurs prestations au Conservatoire sont limitées à maximum 4 heures par semaine pour les professeurs, et à maximum 6 heures par semaine pour les accompagnateurs.

Leur rétribution dans cette fonction correspond, le cas échéant, aux heures effectivement prestées, selon l'échelle barémique suivante :

1° Professeur de cours artistiques dans l'enseignement de la musique (fonction de 6 heures par semaine) :

a) enseignant un cours classé en première catégorie : 610;

b) enseignant un cours classé en seconde catégorie : 606.

2° Accompagnateur dans l'enseignement de la musique (fonction de 12 heures par semaine) : 607.

Ils conservent l'ancienneté de leur ancienne fonction non exclusive, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1958 relatif au statut pécuniaire du personnel enseignant scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique en vigueur le jour de l'adoption du présent décret.

§ 3. En cas de situation exceptionnelle liée à des raisons urgentes de nature pédagogique, les prestations au Conservatoire peuvent être portées à maximum 8 heures par semaine pour les professeurs.

Sous peine de nullité, le bénéfice de la situation exceptionnelle doit être demandé par le Directeur de l'établissement concerné par lettre recommandée à la poste, motivée et adressée au ministère dont relève l'établissement, au plus tard dans les trente jours suivant les faits qui ont donné lieu à la requête.

Le bénéfice de la situation exceptionnelle ne peut être accordé que sur décision prise par le ministre ayant l'Enseignement supérieur artistique dans ses attributions.

La décision n'est valable que pour la durée de l'année scolaire en cours.

La rémunération des heures prestées dans le cadre d'une situation exceptionnelle correspondra aux heures effectivement prestées, selon le barème de référence mentionné ci-dessus.

Toutefois, au-delà de 6 heures pour les professeurs, les heures prestées seront rétribuées pour moitié.

§ 4. Par mesure transitoire, dans la limite du cadre tel que fixé en application de l'article 99 du présent décret, les membres du personnel des conservatoires qui, pour l'année académique 2001-2002 ont été désignés dans un mandat de chargé de cours, et sont à nouveau désignés sous le régime du présent décret, peuvent, à concurrence des heures et des matières pour lesquelles ils ont été rémunérés en 2001-2002, continuer à bénéficier de l'appellation de chargé de cours plutôt que celle d'assistant et sans limitation du nombre de mandats en dérogation aux dispositions du § 2 de l'article 108 du présent décret.

Cette possibilité doit cependant être liée à l'activité du professeur auquel ils sont attachés en 2001-2002 en vertu des dispositions de l'article 18 de l'arrêté royal du 25 juin 1973 fixant les conditions d'admission des élèves et la durée des cours dans les conservatoires royaux de musique et doit prendre fin dès que ce professeur n'est plus en fonction. Le volume horaire global, qu'un conservatoire réserverait pour l'application de la présente disposition se déduit du nombre d'unités d'emploi d'assistants déterminés en application de l'article 55 du présent décret.

Les chargés de cours concernés doivent notifier leur choix par lettre recommandée à la poste adressée à l'Administration générale des personnels de l'enseignement dans les jours de la publication du présent décret. Ce document doit préciser le nom du professeur auquel ils étaient rattachés dans le contexte de l'arrêté royal du 25 juin 1973 précité.

Dans ce cas, leur rétribution est fixée par heure hebdomadaire en fonction d'un taux horaire annuel de 1182,28 euros, rattaché à l'index 100 au premier novembre 1993. Le mandat de chargé de cours est considéré comme fonction à prestations complètes au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique lorsqu'il comporte 18 heures.

Art. 462. Les élèves réguliers des conservatoires royaux de musique en cours d'études pour l'obtention d'un premier prix au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, sont autorisés à poursuivre le cycle d'études entamé jusqu'à l'obtention du diplôme de premier prix et au plus tard le 31 août 2006.

Ces élèves sont autorisés, dès l'obtention du diplôme de premier prix, à poursuivre leurs études en première année du second cycle du nouveau régime des études mis en place en application du décret. Ils sont toutefois tenus de compléter leur cursus scolaire avant la fin de cette première année par la réussite des matières prévues au nouveau programme des études qui n'auraient pas été vues pendant les études conduisant au premier prix.

Les étudiants régulièrement inscrits, autres que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, sont autorisés à poursuivre leurs études dans l'option et l'année correspondantes du nouveau régime des études mis en place en application du Décret, dans le respect des conditions que fixe le Gouvernement.

Art. 463. Les élèves réguliers des conservatoires royaux de musique en cours d'études pour l'obtention d'un diplôme supérieur au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, sont autorisés à poursuivre le cycle d'études entamé jusqu'à l'obtention du diplôme supérieur et au plus tard le 31 août 2005.

Art. 464. Les élèves réguliers des conservatoires royaux de musique en cours d'études pour l'obtention d'un diplôme d'aptitude pédagogique au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, sont autorisés à poursuivre le cycle d'études entamé jusqu'à l'obtention du diplôme d'aptitude pédagogique et au plus tard le 31 août 2003.

Art. 465. Pour l'application des articles 462 à 464 du présent décret, l'élève régulier est celui qui suit l'ensemble des matières fixées par les dispositions de l'arrêté royal du 20 mars 1972 pour l'obtention du diplôme brigué.

Art. 466. Pour l'année académique 2002-2003 et par dérogation aux dispositions prévues pour le recrutement par le présent décret, le Pouvoir organisateur peut procéder à de nouvelles désignations ou engagements à durée déterminée.

Ces désignations ou engagements à titre temporaire ne peuvent être reconduits l'année académique suivante, si l'emploi n'est pas déclaré vacant conformément à l'article 101, 225 ou 355, ou si le membre du personnel ne satisfait pas aux conditions fixées, selon le cas, aux articles 109, 110, 112 ou 234, 235, 237, 238 ou 364, 365, 367, 368.

Art. 467. Pour l'application de l'article 108 § 2, 233 § 2, 363 § 2, du présent décret, il n'est pas tenu compte pour la comptabilisation des mandats d'assistants de tout engagement antérieur à l'application du présent décret.

Art. 468. A partir de l'année académique 2002-2003 aucun emploi de la catégorie du personnel administratif, de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation, ne peut donner lieu à une désignation ou un engagement à titre temporaire, sauf s'il s'agit du remplacement d'un membre du personnel en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 469. A partir de l'année académique 2002-2003 aucun emploi de la catégorie du personnel directeur et enseignant exerçant, avant l'entrée en vigueur du présent décret, les fonctions de chef de bureau d'études, de chef de travaux, de professeur de pratique professionnelle et d'assistant dans l'enseignement des arts du spectacle et techniques de diffusion ne peut donner lieu à une désignation ou un engagement à titre temporaire sauf s'il s'agit du remplacement à durée déterminée dans les cas prévus par les dispositions décrétales et réglementaires en vigueur.

Art. 470. Par dérogation aux articles 468 et 469 et à titre transitoire, les membres des personnels désignés ou engagés à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont maintenus dans leur fonction jusqu'à solution statutaire.

Art. 471. Tant que les articles 151, 152, 156, 270 et 403 ne font pas l'objet de dispositions d'application spécifiques, les membres du personnel continuent à bénéficier des dispositions décrétales et réglementaires en vigueur.

TITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 472. L'article 4 de la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique, telle qu'elle a été modifiée, est complété par la disposition suivante : « Elle ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 473. Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié :

1° Le premier alinéa de l'article 5 est complété par la disposition suivante : « Par dérogation aux dispositions des b) et c) ci dessus, les enseignants des Ecoles supérieures des Arts qui exercent une profession à caractère artistique soit comme indépendant, soit sous contrat d'emploi, conservent le bénéfice de la fonction principale quels que soient les montants de leurs revenus et le volume horaire de leur activité artistique. »;

2° L'avant-dernier alinéa de l'article 5 est remplacé par la disposition suivante : « L'expression « fonction non exclusive » désigne la fonction qu'exerce dans une ou plusieurs écoles ou institutions d'enseignement artistique de l'Etat, le professeur enseignant les cours artistiques et l'accompagnateur nommés à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2002 et qui ont optés pour le maintien des cumuls antérieurs.

3° Un alinéa r) libellé comme suit, est introduit à l'article 16, § 1^{er}, A : « r) les services effectifs que le membre du personnel a prestés avant le 1^{er} septembre 2002 dans un établissement d'enseignement artistique organisé par l'Etat ou par la Communauté française comme titulaire d'une fonction non exclusive comportant un traitement complet, pour autant que cette fonction non exclusive n'ait pas été exercée simultanément avec une autre fonction ou profession considérée comme principale. »;

4° Le 1^{er} alinéa de l'article 16, § 1^{er}, B, est complété comme suit : « ainsi que le temps que le membre du personnel a passé avant le 1^{er} septembre 2002 comme titulaire d'une fonction non exclusive ne comportant pas un traitement complet, dans un établissement d'enseignement artistique organisé par l'Etat ou par la Communauté française pour autant que cette fonction non exclusive n'ait pas été exercée simultanément avec une autre fonction ou profession considérées comme principales. »;

5° L'article 17, § 1^{er}, est complété par l'insertion des mots, « soit dans l'enseignement artistique », après les mots : « soit dans l'enseignement technique et agricole »;

6° L'article 41, § 2, est complété par l'insertion du chiffre 12 entre les chiffres 8 et 16, dans la colonne Nombre minimum d'heures de cours et par l'insertion du chiffre 12 au même endroit, dans la colonne Nombre diviseur;

7° L'article 44ter, § 2, est complété par l'insertion du chiffre 12 entre les chiffres 8 et 16, dans la colonne Nombre minimum d'heures de cours et par l'insertion du chiffre 15 entre les chiffres 12 et 18, dans la colonne Nombre diviseur.

Art. 474. A l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée, sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 2, 1^{er} alinéa, est remplacé par l'alinéa suivant : « Un minerval est imposé aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de plein exercice de type court et de type long. »;

b) Au § 2, alinéa 2, 1°, les mots « l'enseignement du 2^e degré, dans les Conservatoires royaux de musique et à l'Institut du musique et de pédagogie musicale de Namur, » sont supprimés;

c) Le § 2, alinéa 2, 2° est abrogé;

d) Au § 2, alinéa 3, les mots « , l'enseignement du deuxième degré, dans les Conservatoires royaux de musique ainsi qu'à l'IMEP, » et les mots « dans l'enseignement supérieur du troisième degré et » sont supprimés;

e) Au § 2, alinéa 5, les mots « artistique supérieur ou » sont supprimés;

f) Le § 2bis est remplacé par le paragraphe suivant : « § 2bis. Les montants perçus par une Ecole supérieure des Arts au titre de minerval visé au § 2, pour la totalité pour ce qui concerne le minerval payé par les étudiants qui s'inscrivent à des études classées dans l'enseignement de type court et la moitié pour ce qui concerne le minerval payé par les étudiants qui s'inscrivent dans des études classées dans l'enseignement supérieur de type long, ainsi que les montants des droits d'inscription spécifiques perçus, conformément aux articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, sont déduits du montant que la Communauté verse, selon le cas, au titre de subvention de fonctionnement ou de dotation à l'Ecole supérieure des Arts concernée. »;

g) Le § 2ter est complété par l'alinéa suivant : « Le présent paragraphe n'est pas applicable aux Ecoles supérieures des Arts. ».

Art. 475. L'article 14 de l'arrêté royal du 22 mars 1961 portant application de l'article 5 de la loi du 14 mai 1955 et des articles 24, 27 et 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel qu'il a été modifié, est remplacé par la disposition suivante : « Le présent arrêté ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts, à l'exception de l'article 13. »

Art. 476. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'Enseignement technique supérieur, tel qu'il a été modifié, est complété par la disposition suivante : « L'Enseignement supérieur artistique organisé dans les Ecoles supérieures des Arts n'est pas soumis aux dispositions du présent arrêté. »

Art. 477. L'article 1^{er}, 1^{er} alinéa, 1., de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres de l'Enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée, est remplacé par la disposition suivante : « 1. des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur, à l'exclusion des Hautes écoles, des établissements d'enseignement universitaire et de la catégorie du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts à l'exception des membres du personnel enseignant exerçant les fonctions de chef de bureau d'études, de chef de travaux ainsi que de professeur de pratique professionnelle et d'assistant dans l'enseignement des arts du spectacle et techniques de diffusion. » L'article 2 de la même loi est complété par l'alinéa suivant : « Cet article ne s'applique pas aux membres du personnel enseignant et directeur des Ecoles supérieures des Arts à l'exception des membres du personnel enseignant exerçant les fonctions de chef de bureau d'études, de chef de travaux ainsi que de professeur de pratique professionnelle et d'assistant dans l'enseignement des arts du spectacle et techniques de diffusion. »

Art. 478. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, est inséré un article 5^{ter}, rédigé comme suit : « Article 5^{ter}. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas à la catégorie du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 479. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, est complété par l'alinéa suivant : « Il ne s'applique pas à la catégorie du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française » Il est inséré dans le même arrêté royal un nouveau chapitre rédigé comme suit : « Chapitre XI^{bis} — Dispositions transitoires. »

Le même arrêté royal est complété par un article 169^{bis}, rédigé comme suit : « Article 169^{bis}. Les membres du personnel en fonction, à la date du 30 juin 2002 dans les fonctions de chef de bureau d'études, de chef de travaux ainsi que de professeur de pratique professionnelle et d'assistant dans l'enseignement des arts du spectacle et techniques de diffusion, continuent à bénéficier des dispositions du présent arrêté. »

Art. 480. Les articles 10, 11 et 12 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969, fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, tel qu'il a été modifié, sont complétés par les mots suivants : « Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 481. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, tel qu'il a été modifié, le premier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant : « A l'exclusion du personnel des Ecoles supérieures des Arts, auquel les dispositions du présent article ne s'appliquent pas, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection de la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant, reprises au tableau ci-après, les membres du personnel doivent être titulaires de l'une des fonctions de recrutement indiquées en regard de la fonction de sélection à conférer et être porteurs du titre éventuellement indiqué en regard de la fonction. »

Art. 482. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, tel qu'il a été modifié, est complété par l'alinéa suivant : « Le présent arrêté ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 483. Dans l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de l'Etat, tel qu'il a été modifié, est inséré un article 1^{bis} rédigé comme suit : « Article 1^{bis}. Le présent arrêté ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 484. Dans l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, est inséré un article 5^{bis} rédigé comme suit : « Article 5^{bis}. Le présent arrêté ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 485. Dans l'article 1^{er} de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, telle qu'elle a été modifiée, est inséré un quatrième paragraphe rédigé comme suit : « § 4. La présente loi ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts, à l'exception des articles 1^{er}, 2, alinéa 1^{er}, 8, §§ 1 et 2 et, 10, § 7. »

Art. 486. L'arrêté royal du 23 novembre 1970 fixant les attributions des proviseurs et des sousdirecteurs des établissements d'enseignement de l'Etat, tel qu'il a été modifié, est complété par un article 1^{bis} comportant la disposition suivante : « Article 1^{bis}. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 487. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, tel qu'il a été modifié, est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit : « Le présent arrêté ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 488. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, paramédical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré, tel qu'il a été modifié, est complété par les mots suivants : « Elles ne sont pas applicables aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 489. Dans le chapitre premier de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, est ajouté un article 3 octies rédigé comme suit : « Article 3octies. Le chapitre 1^{er} du présent arrêté n'est pas applicable aux Ecoles supérieures des Arts, à l'exception des articles 3bis et 3quater à 3septies. »

Art. 490. Dans l'article 77, § 2, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, telle qu'elle a été modifiée, sont ajoutés les mots suivants : « Le présent paragraphe n'est pas applicable aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 491. Au chapitre III de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, telle qu'elle a été modifiée, est ajouté un article 9bis rédigé comme suit : « Article 9bis. Le présent chapitre ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 492. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} août 1977 fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, tel qu'il a été modifié, est remplacé par la disposition suivante : « Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, à l'exception des hautes écoles et des Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 493. Dans l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 28 décembre 1977 fixant les modalités d'octroi d'une dispense d'examen dans l'enseignement de type court et de type long, tel qu'il a été modifié, sont apportées les modifications suivantes : 1° le mot « artistique » est inséré entre les mots « agricole » et « économique »; 2° les mots « ainsi que dans l'enseignement de l'architecture » sont supprimés.

Art. 494. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1978 fixant la procédure de l'élection de certains membres du Conseil d'administration dans les établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, tel qu'il a été modifié, est remplacé par la disposition suivante : « Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent ni aux hautes écoles ni aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 495. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 fixant les conditions pour la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement de type long, tel qu'il a été modifié, est remplacé par la disposition suivante : « Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux établissements de plein exercice d'enseignement supérieur de type long à l'exclusion des Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 496. Dans l'arrêté royal n° 79 du 21 juillet 1982 fixant le nombre global de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat, tel qu'il a été modifié, est inséré un article 10bis nouveau rédigé comme suit : « Article 10bis. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas à l'enseignement supérieur artistique de type court organisé dans les Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 497. Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1982 fixant le coefficient qui détermine le nombre maximum d'unités d'encadrement pour l'enseignement supérieur de type long est inséré un article 1bis nouveau rédigé comme suit : « Article 1bis Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 498. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 février 1984 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, tel qu'il a été modifié, est remplacé par la disposition suivante : « Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux établissements d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice dont la langue de l'enseignement est le français, à l'exception des hautes écoles et des Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 499. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel qu'il a été modifié, est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Il ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 500. L'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 portant fixation de la population scolaire minimale des sections de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, tel que modifié est complété par les mots suivants : « Il n'est pas applicable aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 501. Dans l'article 1^{er}, § 1, de l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long tel qu'il a été modifié, est ajouté l'alinéa suivant : « Les articles 4 à 13 et 16 à 22 du présent arrêté ne s'appliquent pas à l'enseignement supérieur artistique organisé dans les Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 502. Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice tel qu'il a été modifié est remplacé par l'alinéa suivant : « Le présent arrêté ne s'applique ni aux hautes écoles, ni aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 503. L'article 1^{er}bis de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions « d'étudiants régulièrement inscrits » et « d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement » dans l'enseignement de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, tel qu'il a été modifié, est remplacé par la disposition suivante : « Article 1bis. Le présent arrêté n'est applicable ni aux Hautes Ecoles, ni aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 504. L'article 1^{er}, § 2, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel qu'il a été modifié, est complété par le point suivant : « 3° à la catégorie du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts libres subventionnées. » L'article 110, alinéa 6, du même décret est remplacé par un alinéa rédigé comme suit : « Les membres du personnel en fonction, à la date du 30 juin 2002, dans la fonction de professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement des arts du spectacle et techniques de diffusion, continuent à bénéficier des dispositions du présent décret. »

Art. 505. L'article 1^{er} du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'il a été modifié, est complété par l'alinéa suivant : « Le présent décret n'est pas applicable à la catégorie du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts officielles subventionnées. »

Art. 506. Dans le décret du 5 août 1995, portant diverses mesures en matière d'enseignement, tel qu'il a été modifié, est ajouté un article 16 rédigé comme suit : « Article 16. Le présent décret ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts. »

Art. 507. A l'article 2, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, les mots « d'architecture » sont insérés entre les mots « études » et « relevant de l'enseignement supérieur artistique ».

La dernière phrase de cet alinéa est remplacée par la disposition suivante : « Le présent décret ne s'applique ni aux institutions universitaires, ni aux Ecoles supérieures des Arts, à l'exception des articles 78 et 83. »

Art. 508. Le second alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique officiels subventionnés, tel qu'il a été modifié, est remplacé par la disposition suivante : « Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent ni aux membres du personnel des hautes écoles officielles subventionnées, ni aux membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts officielles subventionnées. »

Art. 509. Le second alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés, tel qu'il a été modifié, est remplacé par la disposition suivante : « Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent ni aux membres du personnel des Hautes Ecoles libres subventionnées ni aux membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts libres subventionnées. »

TITRE III. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 510. L'arrêté royal du 30 novembre 1926 portant fondation à Bruxelles d'une Ecole supérieure des Arts décoratifs, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 511. L'arrêté royal du 16 octobre 1933 portant règlement organique du Conservatoire royal de musique de Bruxelles, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 512. L'arrêté royal du 16 octobre 1933 portant règlement organique du Conservatoire royal de musique de Liège, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 513. L'arrêté du Régent du 13 janvier 1950 portant règlement organique du Conservatoire royal de musique de Mons, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 514. L'arrêté ministériel du 24 juin 1952 fixant le tarif locatif des instruments appartenant aux Conservatoires royaux de musique est abrogé.

Art. 515. L'arrêté royal du 4 octobre 1957 fixant le droit d'inscription des élèves dans les établissements d'enseignement artistique de l'Etat, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 516. L'arrêté royal du 19 janvier 1961 relatif à certaines conditions d'attribution et à la forme des attestations, certificats et diplômes, délivrés par les Conservatoires royaux de musique, ainsi qu'au diplôme de virtuosité, tel qu'il a été modifié, est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception des articles 1^{er} à 3, abrogés avec effet au 31 août 2006 de l'article 3bis, abrogé avec effet au 31 août 2003 et de l'article 4, §§ 3 à 5, abrogés avec effet au 31 août 2005.

Art. 517. L'arrêté royal du 15 avril 1965 qui réglemente au troisième degré de l'enseignement technique supérieur les études conduisant au diplôme des arts du spectacle et techniques de diffusion, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 518. L'arrêté royal du 16 avril 1965 portant règlement organique de l'Institut national supérieur des Arts du spectacle et techniques de diffusion, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 519. L'arrêté royal du 16 avril 1965 fixant le cadre organique de l'Institut national supérieur des Arts du spectacle et techniques de diffusion est abrogé.

Art. 520. L'arrêté ministériel du 28 octobre 1969 déterminant les cours exigeant une expérience professionnelle particulière prévue à l'article 10, 18°, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements est abrogé.

Art. 521. L'arrêté royal du 20 mars 1970 fixant les prix de location des salles de concerts du Conservatoire royal de musique de Liège et des allocations du personnel nécessaire à l'utilisation de ces salles est abrogé.

Art. 522. L'arrêté royal du 20 juillet 1971 réglant la situation administrative des professeurs des Conservatoires royaux de musique de Bruxelles (section française), Liège et Mons qui exercent des activités artistiques en dehors de l'établissement, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 523. L'arrêté royal du 8 septembre 1971 fixant les conditions d'octroi des subventions de l'Etat à l'Institut de musique d'église et de pédagogie musicale, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 524. L'arrêté royal du 20 octobre 1971 fixant les prix de location des salles de concerts du Conservatoire royal de musique de Bruxelles et les allocations du personnel nécessaire à l'utilisation de ces salles est abrogé.

Art. 525. L'arrêté royal du 21 février 1972 déterminant la composition, les attributions et le mode de fonctionnement des Commissions de surveillance des Conservatoires royaux de musique de Bruxelles (section française), Liège et Mons, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 526. L'arrêté royal du 20 mars 1972 fixant les conditions d'octroi des diplômes de premier prix et des diplômes supérieurs dans les Conservatoires royaux de musique de Bruxelles (section française), Liège et Mons, tel qu'il a été modifié, est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception de l'article 4*bis* abrogé avec effet au 31 août 2003, de l'article 5 abrogé avec effet au 31 août 2005 et des articles 1^{er} à 4 abrogés avec effet au 31 août 2006.

Art. 527. L'arrêté ministériel du 20 juillet 1972 fixant le règlement d'ordre intérieur des Conservatoires royaux de musique de Bruxelles (section française), Liège et Mons, tel qu'il a été modifié, est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception des articles 66*bis* et 67 qui sont abrogés avec effet au 31 août 2005 et des articles 26, 31, et 55 à 61 qui sont abrogés avec effet au 31 août 2006.

Art. 528. L'arrêté royal du 25 juin 1973 fixant les conditions d'admission des élèves et la durée des cours dans les Conservatoires royaux de musique, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 529. L'arrêté royal du 5 novembre 1973 relatif à l'organisation de l'enseignement des arts plastiques relevant du ministre de la Culture française est abrogé.

Art. 530. L'arrêté royal du 5 mai 1976 portant assimilation des titres de l'enseignement artistique, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 531. L'arrêté ministériel du 15 juillet 1976 fixant le calendrier des épreuves prévues pour les cours parallèles de Conservatoires royaux de musique, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 532. L'arrêté ministériel du 15 juillet 1976 fixant les conditions d'admission au premier concours technique et public ainsi qu'au concours public en vue de l'obtention d'un premier prix de Conservatoire royal de musique, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 533. L'arrêté ministériel du 15 juillet 1976 fixant les exigences en matière de fréquentation des cours parallèles de Conservatoire royal de musique, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 534. L'arrêté ministériel du 15 juillet 1976 fixant le modèle du certificat d'admission dans les établissements d'enseignement musical du niveau supérieur est abrogé.

Art. 535. L'arrêté ministériel du 15 juillet 1976 fixant les modalités pratiques de la mission du délégué de l'Etat aux examens d'admission dans les établissements d'enseignement musical du niveau supérieur est abrogé.

Art. 536. L'arrêté ministériel du 20 juillet 1976 déterminant les cours exigeant une expérience professionnelle particulière prévue à l'article 10, 18°, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 537. L'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux conditions de classement de l'enseignement des arts plastiques de plein exercice dans les trois degrés de l'enseignement artistique supérieur, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 538. L'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1^{er} avril 1972 la rémunération des conférenciers et des chargés de cours des établissements d'enseignement artistique de l'Etat relevant du ministre de la Culture néerlandaise et du ministre de la Culture française est abrogé.

Art. 539. L'arrêté royal du 12 décembre 1979 fixant les nouvelles structures et l'organisation des études de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 540. L'arrêté royal du 19 décembre 1979 qui classe les études de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons est abrogé.

Art. 541. L'arrêté royal du 4 avril 1980 fixant la nouvelle structure et l'organisation des études de l'Ecole nationale supérieure des Arts visuels de la Cambre, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 542. L'arrêté ministériel du 22 avril 1980 organisant l'épreuve artistique pour l'admission aux établissements d'enseignement artistique supérieur de plein exercice qui organisent un enseignement des arts plastiques du 1^{er}, du 2^e ou du 3^e degré est abrogé.

Art. 543. L'arrêté royal du 23 avril 1980 organisant l'examen portant sur la culture générale pour l'admission aux établissements d'enseignement artistique supérieur de plein exercice qui organisent un enseignement des arts plastiques du 1^{er} ou du 2^e degré est abrogé.

Art. 544. L'arrêté royal du 16 mai 1980 qui classe les études de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre est abrogé.

Art. 545. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 septembre 1983 fixant le règlement organique de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels à Mons, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 546. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 janvier 1984 fixant la procédure de constitution du Conseil pédagogique et du Conseil d'administration de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels à Mons, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

Art. 547. L'arrêté royal du 26 janvier 1988 établissant les dispenses de titres dans l'enseignement artistique supérieur musical, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 548. Le Gouvernement peut coordonner les dispositions législatives, décrétales et réglementaires relatives à l'enseignement supérieur organisé au sein des Ecoles supérieures des Arts ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où cette coordination sera établie.

A cette fin, il peut : 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner, sous d'autres divisions; 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau; 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner, en vue d'assurer leur concordance et d'en uniformiser la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La coordination portera l'intitulé suivant : « Décret relatif à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts, coordonné le 20 décembre 2001 ».

Art. 549. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002, à l'exception des articles 1^{er}; 2; 5 à 31 qui entrent en vigueur à la publication du présent décret au *Moniteur belge* et des articles 61 à 67; 98 à 105; 223 à 230; 353 à 360 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. Bruxelles, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil
et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Notes

Session 2001-2002.

Documents du conseil. — Projet de décret n° 207-1. — Amendements de commission n° 207-2. — Rapport n° 207-3. — Erratum n° 207-4. — Amendements de séance n° 207-5.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 2001.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1613

[C — 2002/29138]

20 DECEMBER 2001. — Decreet tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE DEEL. — ALGEMENE BEPALINGEN**TITEL 1. — Toepassingsgebied**

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de instellingen voor hoger kunstonderwijs bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs.

TITEL 2. — Definities

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Decreet : het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs.

2° Hogere kunstschool : instelling voor hoger kunstonderwijs bedoeld in het decreet.

3° Inrichtende macht :

a) de Franse Gemeenschap;

b) een gemeente, een provincie, voor het gesubsidieerd officieel net;

c) een privaatrechtelijke natuurlijke persoon of rechtspersoon, voor het gesubsidieerd vrij net;

die de verantwoordelijkheid waarneemt voor het onderwijs verstrekt in één of meer hogere kunstscholen.

4° Gebied : elk van de vijf sectoren van het hoger kunstonderwijs — namelijk de beeldende kunsten, de visuele kunsten en de ruimte-kunsten; de muziek; de toneelkunst en de woordkunsten; de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie; de danskunst — zoals bepaald bij artikel 1, § 2 van het decreet.

5° Optie : optie bedoeld in de artikelen 10, § 4; 14, § 4; 19, § 4 en 22 van het decreet of doelstelling in de zin van artikel 10, § 3 van het decreet.

6° Organieke betrekking : betrekking georganiseerd of gesubsidieerd met inachtneming van de decreet- en verordeningbepalingen.

7° Vacante betrekking : organieke betrekking die niet toegekend is aan een in vast verband benoemd of aangeworven personeelslid of aan een personeelslid dat voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld of aangeworven is.

8° Mandaat : betrekking toegekend aan een personeelslid die niet mag leiden tot een tijdelijke aanstelling of aanwerving voor bepaalde tijd, een tijdelijke aanstelling voor onbepaalde tijd of tot een benoeming of aanwerving in vast verband.

9° Betrekkingseenheid : volume van de omkadering van studenten dat overeenstemt met een opdracht met volledige dienstprestaties.

10° Hoge Kunstraad : de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs bedoeld in artikel 26 van het decreet.

11° Pedagogische Beheersraad : de raad die eigen is aan een hogere kunstschool bedoeld in de artikelen 13, 14 en 16 tot 22 van dit decreet.

12° Optieraad : de raad die eigen is aan een hogere kunstschool bedoeld in de artikelen 13, 14 en 23 tot 26 van dit decreet.

13° Studentenraad : de raad die eigen is aan een hogere kunstschool bedoeld in de artikelen 13, 14, 27 tot 31 van dit decreet.

14° Sociale Raad : de raad die eigen is aan een hogere kunstschool bedoeld in de artikelen 13, 14, 32 tot 34 van dit decreet.

15° Wervingscommissie : de commissie die eigen is aan een hogere kunstschool bedoeld in de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet.

16° Pedagogisch en artistiek project : het project waarmee een hogere kunstschool zich voorneemt de algemene doelstellingen van artikel 3 van het decreet te bereiken zoals bepaald bij artikel 5 van dit decreet.

17° Representatieve studentenorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap : de organisatie(s) bedoeld in artikel 78 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

18° Regelmatig ingeschreven student : de student die voldoet aan de toelatingsvoorwaarden bedoeld bij de bepalingen van artikel 49 van dit decreet.

19° Financierbare student : de student die in aanmerking komt voor de financiering overeenkomstig artikel 51 van dit decreet.

20° Academiejaar : de tijd die noodzakelijk is voor de verrichting van een studiejaar, bestaande uit twee semesters, dat op 15 september begint en op 14 september van het volgende jaar eindigt.

21° Graden : de graden bedoeld in de artikelen 7, 11, 13, 18, 19, § 4, 22 en 23 van het decreet.

22° Onderwijsactiviteiten : de activiteiten zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet.

23° Doelstellingen : de doelstellingen zoals bepaald in artikel 3 van het decreet.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet, worden de termijnen berekend als volgt :

1° De dag die er het beginpunt van uitmaakt, is niet inbegrepen.

2° De dag waarop de termijn verstrijkt, wordt in de termijn meegerekend.

3° Wanneer de dag waarop de termijn verstrijkt, samenvalt met een zaterdag, een zondag, een wettelijke feestdag of een feestdag in de Franse Gemeenschap, wordt die naar de eerstvolgende werkdag overgedragen.

TWEEDE DEEL. — ORGANISATIE VAN HET ONDERWIJS

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Samenwerkingsovereenkomsten voor de organisatie van gemeenschappelijke studies

Art. 3. De samenwerkingsovereenkomst die, met toepassing van artikel 6, lid 2, van het decreet, wordt gesloten door verschillende hogere kunstschole of tussen een hogere kunstschool en één of meer andere onderwijsinstellingen voor de organisatie van gemeenschappelijke studies, bepaalt, naast de respectieve bijdragen van de partners, de instelling die verantwoordelijk is voor de organisatie van de studies, voor de gegroepeerde onderwijsactiviteiten en voor de werving van de personeelsleden die ermee belast zijn. Zij stelt ook de bepalingen vast die zullen moeten worden opgenomen in de bijzondere studieregeling overeenkomstig artikel 39, lid 2, 8°, van dit decreet.

De instelling die verantwoordelijk is voor de organisatie van de studies schrijft de student in. Die wordt als financierbare student alleen in de instelling waarin hij ingeschreven is, meegerekend.

De hogere kunstschool die een samenwerkingsovereenkomst sluit, kan betrekkingseenheden of delen van betrekkingseenheden aan een andere onderwijsinstelling afstaan of ontvangen.

De Regering stelt de procedure voor de goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomsten vast.

HOOFDSTUK II. — Rationalisatie

Art. 4. § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 54 van dit decreet, wanneer het aantal financierbare studenten gedurende twee opeenvolgende academiejaren lager blijft liggen dan 50 % van de referentiebevolking zoals bepaald in artikel 54 van dit decreet, verliest de hogere kunstschool haar autonomie op de eerste dag van het volgende academiejaar.

Haar inrichtende macht kan haar met een andere hogere kunstschool van hetzelfde net of van een ander net samenvoegen.

Als er geen fusie met een andere instelling is, sluit de inrichtende macht de school jaar per jaar.

§ 2. Als de hogere kunstschole tussen welke de fusie plaatsvindt, elk het tekort in verband met het aantal financierbare studenten bepaald in § 1, lid 1, vertonen, leidt de samenvoeging tot de oprichting van een nieuwe hogere kunstschool op grond van een op gelijke voet steunende fusie.

Wanneer alleen één hogere kunstschool dat tekort vertoont, leidt de fusie tot de sluiting van die school als autonome instelling. Zij kan een vestiging worden van de hogere kunstschool waarmee ze wordt samengevoegd op grond van een fusie door overneming.

§ 3. De fusie tussen hogere kunstschole wordt aan de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

De Regering stelt de procedure voor de goedkeuring van de fusie tussen hogere kunstschole vast.

HOOFDSTK III. — *Pedagogisch en artistiek project van de hogere kunstschool**Afdeling 1. — Bepaling van het pedagogisch en artistiek project*

Art. 5. Het pedagogisch en artistiek project moet alle middelen bepalen die worden aangewend en alle keuzen die worden gedaan om de in artikel 3 van het decreet bedoelde opdrachten van het hoger kunstonderwijs te kunnen vervullen. Het wordt door de Pedagogische Beheersraad van de hogere kunstschool opgemaakt.

Afdeling 2. — Goedkeuring en bekendmaking van het pedagogisch en artistiek project

Art. 6. Uiterlijk 31 december 2001 legt de directeur, na het advies van de pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool te hebben ingewonnen, aan de inrichtende macht het voorstel van pedagogisch en artistiek project ter goedkeuring voor.

Elke aanvraag om wijziging moet aan de inrichtende macht ter goedkeuring worden voorgelegd door de directeur op voorstel van de pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool. De aanvraag om wijziging moet uiterlijk 31 december worden ingediend om reeds vanaf het begin van het volgende academiejaar te kunnen worden toegepast.

Art. 7. Het pedagogisch en artistiek project is een openbaar document, dat door de directeur of diens vertegenwoordiger aan iedere persoon, op gewone aanvraag, of aan de studenten, uiterlijk bij hun inschrijving, wordt bezorgd.

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere pedagogische en artistieke projecten**Afdeling 1. — Definitie van de bijzondere pedagogische en artistieke projecten*

Art. 8. De bijzondere pedagogische en artistieke projecten zijn schriftelijke documenten die door de kandidaten voor een werving worden opgesteld en die de wijze vaststellen waarop de in artikel 3 van het decreet bedoelde opdrachten van het hoger kunstonderwijs zullen worden vervuld en waarop de bepalingen van het in artikel 5 van dit decreet bedoelde pedagogische en artistiek project zullen worden nageleefd.

Afdeling 2. — Het pedagogisch en artistiek project van de directeur of de adjunct-directeur

Art. 9. In het pedagogisch en artistiek project van de kandidaat voor het mandaat van directeur of adjunct-directeur wordt de gedetailleerde en bijzondere wijze uiteengezet waarop hij zijn opdracht in verband met de leiding van de hogere kunstschool bedoelt.

Dat document wordt aan de hogere kunstschool overgezonden met inachtneming van de voorschriften inzake oproep in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in de artikelen 102, 227 en 357 van dit decreet.

Afdeling 3. — Het pedagogisch en artistiek project van de (hoog)leraar

Art. 10. In het pedagogisch en artistiek project van de kandidaat voor een betrekking van (hoog)leraar wordt de gedetailleerde en bijzondere wijze uiteengezet waarop hij - voor elke onderwijsactiviteit of elke cursus waarvoor hij zich kandidaat stelt - zijn onderwijsopdracht binnen de hogere kunstschool bedoelt.

Dat document wordt aan de hogere kunstschool overgezonden met inachtneming van de voorschriften inzake oproep in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in de artikelen 102, 227 en 357 van dit decreet.

Afdeling 4. — Het pedagogisch en artistiek project van de assistent

Art. 11. In het pedagogisch en artistiek project van de kandidaat voor een betrekking van assistent wordt de wijze uiteengezet waarop hij zijn assistentopdracht bedoelt in verband met de te bereiken doelstellingen van de cursus(sen) waarvoor de betrekking van assistent wordt aangeboden.

Dat document wordt toegezonden aan de hogere kunstschool met inachtneming van de voorschriften inzake oproep in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in de artikelen 102, 227 en 357 van dit decreet.

Afdeling 5. — Het pedagogisch en artistiek project van de begeleider

Art. 12. In het pedagogisch en artistiek project van de kandidaat voor een betrekking van begeleider wordt de wijze uiteengezet waarop hij zijn begeleidingsopdracht bedoelt in verband met de te bereiken doelstellingen van de cursus(sen) waarvoor de betrekking van begeleider wordt aangeboden.

Dat document wordt toegezonden aan de hogere kunstschool met inachtneming van de voorschriften inzake oproep in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in de artikelen 102, 227 en 357 van dit decreet.

TITEL II. — *Beheer van de hogere kunstschool*HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 13. De hogere kunstschool wordt door een inrichtende macht beheerd en heeft een pedagogische beheersraad, één of meer optieraden, een studentenraad en een sociale raad.

Het beheer van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogere kunstschole wordt door de Regering waargenomen.

De door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogere kunstschole zijn diensten met afzonderlijk beheer in de zin van artikel 140 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Art. 14. De leden van de pedagogische beheersraad, van de optieraad(raden), van de studentenraad en van de sociale raad hebben toegang tot alle inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun mandaat, zonder dat dit afbreuk zou kunnen doen aan de persoonlijke levenssfeer van de personen op wie de gegevens betrekking hebben. Die verschillende inlichtingen moeten toegankelijk zijn binnen de hogere kunstschool.

Elke raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 15. Er worden wervingscommissies door de inrichtende macht samengesteld op initiatief van de pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool.

HOOFDSTUK II. — *De pedagogische beheersraad*

Art. 16. De pedagogische beheersraad wordt belast met het vaststellen van de nadere regels voor het vervullen van de opdrachten van de hogere kunstschool bedoeld in artikel 3 van het decreet, door zijn pedagogisch en artistiek project alsook de bijzondere regeling van de studie op te stellen.

Hij wordt door de inrichtende macht geraadpleegd over elke pedagogische vraag en over elke vraag in verband met het gebruik van de pedagogische middelen en met de dienstaanwijzing van de personeelsleden.

Hij wordt door de inrichtende macht geraadpleegd over elke in artikel 3 bedoelde samenwerkingsovereenkomst die met een andere instelling gesloten wordt.

De pedagogische beheersraad kan eveneens, op eigen initiatief, aan de inrichtende macht een advies geven over elke vraag in verband met de aangelegenheden bedoeld in dit artikel.

Art. 17. De pedagogische beheersraad is samengesteld uit :

1° de directeur of de adjunct-directeur, wanneer dit ambt toegekend is;

2° 5 vertegenwoordigers van de (hoog)leraars en begeleiders die elk georganiseerd gebied vertegenwoordigen;

3° 3 vertegenwoordigers van de vakbonden;

4° 2 vertegenwoordigers van de assistenten, wanneer dit ambt toegekend is;

5° een vertegenwoordiger van de andere categorieën van het personeel dan de categorie van het onderwijzend personeel;

6° vijf afgevaardigden van de studenten die elk georganiseerd gebied vertegenwoordigen.

De leden bedoeld in 6° hebben een plaatsvervanger. Deze vervangt het werkend lid bij diens afwezigheid, overlijden, ontslag of verlies van de hoedanigheid van student.

Art. 18. De vertegenwoordigers van de (hoog)leraars en begeleiders worden voor een vernieuwbaar mandaat van vier jaar gekozen door de gezamenlijke (hoog)leraars en begeleiders van de hogere kunstschool. Geen vertegenwoordiger van de (hoog)leraars en begeleiders kan meer dan twee mandaten opeenvolgend bekleden.

De vertegenwoordigers van het assistentenpersoneel worden voor een vernieuwbaar mandaat van één jaar gekozen door de gezamenlijke assistenten van de hogere kunstschool.

De vertegenwoordigers van de andere personeelscategorieën dan de categorie van het onderwijzend personeel wordt voor een vernieuwbaar mandaat van 4 jaar gekozen door de gezamenlijke personeelsleden van de andere personeelscategorieën dan de categorie van het onderwijzend personeel.

De vertegenwoordigers van de studenten worden voor een vernieuwbaar mandaat van één jaar door de studentenraad gekozen.

De vertegenwoordigers van de vakbonden zijn personeelsleden van de hogere kunstschool. Zij worden aangewezen door de vakorganisaties die de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben, vertegenwoordigen.

Art. 19. De pedagogische beheersraad wordt door de directeur van de hogere kunstschool voorgezeten.

Art. 20. Alle leden van de pedagogische beheersraad zijn stemgerechtigd.

Art. 21. De adviezen van de pedagogische beheersraad worden pas geldig uitgebracht wanneer de helft van de leden aanwezig is.

Over elk advies moet worden gestemd; elk advies wordt met redenen omkleed.

Aan de stemming mogen de personeelsleden niet deelnemen die er een persoonlijk en rechtstreeks belang bij hebben of wier bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben bij de aangelegenheden waarover gestemd wordt.

Art. 22. De adviezen worden met volstrekte meerderheid gegeven; de onthoudingen worden niet meegerekend in het beslissingsquorum.

HOOFDSTUK III. — *De optieraden*

Art. 23. De optieraden doen voorstellen in verband met de optie(s) voor de verwezenlijking van het pedagogisch project van de hogere kunstschool. Die voorstellen worden aan de pedagogische beheersraad voorgelegd.

Art. 24. Een optieraad is samengesteld uit :

1° alle leerkrachten die deelnemen aan de opleiding in verband met een optie;

2° vier vertegenwoordigers van de studenten van de optie;

Wanneer de school verschillende opties organiseert, kan zij een raad samenstellen die verschillende opties groepeerd. Die optieraad bestaat uit alle leerkrachten van dat geheel van opties en twee studenten per optie.

Art. 25. Een optieraad kiest één van zijn leden om er het voorzitterschap van waar te nemen.

Art. 26. Alle leden van een optieraad zijn stemgerechtigd.

HOOFDSTUK IV. — *De Studentenraad*

Art. 27. De opdrachten van de studentenraad zijn de volgende :

1° de studenten van de hogere kunstschool vertegenwoordigen;

2° hun belangen behartigen inzake onderwijs, pedagogie en beheer van de instelling;

3° het actieve deelnemen van de studenten aanmoedigen en die inleiden in de uitoefening van hun burgerschap binnen hun school en binnen de globale samenleving;

4° de informatie mededelen aan de studenten, de inrichtende macht en de directie van de school;

5° de vertegenwoordigers van de studenten aanwijzen voor de pedagogische beheersraad, de optieraad, in voorkomend geval, en aan de sociale raad.

Art. 28. De studentenraad bestaat uit de vertegenwoordigers van de studenten die elk jaar door alle studenten van de hogere kunstschool worden gekozen. De raad bestaat uit minstens 7 leden.

Voor zover mogelijk moet elke optie binnen de studentenraad worden vertegenwoordigd.

Art. 29. § 1. De verkiezingen voor de studentenraad en voor de aanwijzing van de vertegenwoordigers van de studenten in de optieraden worden tussen 1 maart en 30 april per optie georganiseerd. Om geldig te zijn, moet de stemming op ten minste 30 % van de studenten van de hogere kunstschool berusten.

Is het in lid 1 bedoelde quorum niet bereikt, dan wordt een tweede stemmingsronde per optie georganiseerd. Om geldig te zijn, moet die tweede stemmingsronde op ten minste 15 % van de studenten van de hogere kunstschool berusten. In dat geval is er geen vertegenwoordiging op gemeenschapsniveau.

Is het in lid 2 bedoelde quorum niet bereikt, dan worden de batig gerangschikte studenten benoemd tot beheerders van de studentenraad voor een periode van één jaar, zonder vertegenwoordiging in de pedagogische beheersraad.

§ 2. De studentenraad wijst voor 31 mei naar keuze zijn vertegenwoordigers aan voor de pedagogische beheersraad en voor de sociale raad alsook zijn vertegenwoordigers in de representatieve organisatie van de studenten erkend door de Franse Gemeenschap.

De studentenraad kiest de voorzitter uit zijn leden.

Alle leden van de studentenraad zijn stemgerechtigd.

Art. 30. De inrichtende macht moet de studentenraad eigen infrastructuur en materiële middelen ter beschikking stellen voor de uitoefening van zijn opdrachten. Een deel van de sociale subsidies, dat tien per cent van hun totale bedrag uitmaakt, wordt bestemd voor de werking van de studentenraad. Dat bedrag mag echter niet lager zijn dan 1.000 euro.

Art. 31. De vertegenwoordigers van de studenten in de verschillende organen van elke hogere kunstschool mogen geen sanctie ondergaan voor daden gesteld in de uitoefening van hun mandaat of wegens de uitoefening ervan.

HOOFDSTUK V. — *De sociale raad*

Art. 32. De sociale raad heeft de volgende opdrachten :

- 1° de sociale begroting opmaken en die aan de inrichtende macht ter goedkeuring voorleggen;
- 2° met inachtneming van de sociale begroting, zoals die werd goedgekeurd, sociale kredieten toekennen;
- 3° adviezen geven over elke vraag met betrekking tot materiële en sociale voorwaarden van studenten, op eigen initiatief of op aanvraag van de pedagogische beheersraad of van de inrichtende macht.

Art. 33. De sociale raad bestaat, met een gelijk aantal, uit vertegenwoordigers van de studenten aangewezen door de studentenraad en de vertegenwoordigers van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel. De leerkrachten worden gekozen door de leerkrachten van de hogere kunstschool.

Art. 34. De directeur van de hogere kunstschool is van rechtswege lid van de sociale raad. Hij is er de voorzitter van de verantwoordelijke voor de comptabiliteit van de hogere kunstschool, aangewezen door de inrichtende macht, neemt deel aan de werkzaamheden.

Alle leden van de sociale raad, met uitzondering van de verantwoordelijke voor de comptabiliteit, zijn stemgerechtigd.

TITEL III. — *Studiereglement*

Art. 35. De studieregeling wordt bepaald door een algemeen studiereglement en een bijzonder studiereglement.

Art. 36. Het algemeen studiereglement wordt door de Regering vastgesteld.

Art. 37. Het bepaalt onder meer :

- 1° de regels in verband met de vrijstelling van sommige delen van het programma;
- 2° de examenzittijden;
- 3° de voorwaarden om te slagen;
- 4° de wijze waarop de examencommissies worden samengesteld;
- 5° de wijzen waarop de examencommissies werken;
- 6° de wegingscoëfficiënten voor de verschillende evaluatiewijzen;
- 7° de wijzen van indiening, onderzoek en beslechting van de klachten van studenten in verband met onregelmatigheden in het verloop van de examens en de werking van de examencommissies;
- 8° de aanwijzing van de overheid die bevoegd is om te beslissen over de weigering van de inschrijving voor de examens en de examencommissies en de nadere regels voor de uitoefening van de rechten van beroep;
- 9° de vrijstellingsvoorwaarden voor de studenten die gedurende de studie van hogere kunstschool veranderen, volgens het volgende principe : de student wordt vrijgesteld van het afleggen van de examens waarvoor hij voorheen geslaagd is indien de programma's dezelfde zijn als die van zijn nieuwe hogere kunstschool;
- 10° de vrijstellingsvoorwaarden voor de studenten die hetzelfde studiejaar herbeginnen;
- 11° de voorwaarden en de nadere regels voor de verandering van optie volgens het volgende principe : er wordt een examencommissie met leerkrachten van de gekozen optie samengesteld met het oog op het onderzoek van de vroegere kunstantecedenten van de student. Zij brengt verslag uit aan de pedagogische beheersraad. Na het advies van die raad te hebben ingewonnen, bepaalt de directeur de eventueel bijkomend te leveren kunstinspanningen of de bijkomend af te leggen examens om de verschillen tussen de programma's goed te maken;
- 12° de voorwaarden waaronder de studenten van het ene jaar van het hoger kunstonderwijs overgaan naar een ander jaar van het hoger kunstonderwijs van een andere optie en/of van een ander type volgens het volgende principe : er wordt een examencommissie met leerkrachten van de gekozen optie samengesteld met het oog op het onderzoek van de vroegere kunstantecedenten van de student. Zij brengt verslag uit aan de pedagogische beheersraad. Na het advies van die raad te hebben ingewonnen, bepaalt de directeur de eventueel bijkomend te leveren kunstinspanningen of de bijkomend af te leggen examens om de verschillen tussen de programma's goed te maken;

13° de voorwaarden waaronder de studenten van het ene jaar van het hoger onderwijs overgaan naar een ander jaar van het hoger kunstonderwijs volgens het volgende principe : er wordt een examencommissie met leerkrachten van de gekozen optie samengesteld met het oog op het onderzoek van de vroegere kunstantecedenten van de student. Zij brengt verslag uit aan de pedagogische beheersraad. Na het advies van die raad te hebben ingewonnen, bepaalt de directeur de eventueel bijkomend te leveren kunstinspanningen of de bijkomend af te leggen examens om de verschillen tussen de programma's goed te maken;

14° de voorwaarden waaronder de inrichtende macht van de hogere kunstschool, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen, tot door hem vast te stellen studies van de tweede cyclus studenten kan toelaten die niet de graad van kandidaat hebben maar die het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring en die, op het einde van een door de pedagogische beheersraad georganiseerde evaluatieprocedure, het bewijs kunnen leveren van voldoende kennis en bekwaamheid om studies met succes te kunnen volgen.

De bepaling van de in vorig lid bedoelde studies moet vooraf door de Regering worden goedgekeurd, volgens de door haar vast te stellen procedure.

15° de voorwaarden waaronder de studenten die houder zijn van een buitenlands diploma of studiegetuigschrift in verband met de hogere kunststudies dat als gelijkwaardig erkend is met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, worden toegelaten tot studies van de tweede cyclus met het oog op het behalen van de graden die deze bekrachtigen.

16° de voorwaarden en nadere regels voor de verlenging van de tweede zittijd voor de studenten die in het laatste studiejaar ingeschreven zijn.

Art. 38. § 1. De student kiest de hogere kunstschool waarin hij zich wenst in te schrijven en legt het toelatingsexamen voor 15 september af.

De uiterste inschrijvingsdatum wordt op 30 september van het lopende academiejaar vastgesteld, onverminderd de uitoefening van de rechten van beroep bedoeld in § 4 van dit artikel.

In afwijking van lid 2, kan de Regering, op een met redenen omklede aanvraag van de pedagogische beheersraad, een student echter uitzonderlijk toelaten zich na 30 september te laten inschrijven, wanneer de omstandigheden dit verantwoorden en op voorwaarde dat de hogere kunstschool het toelatingsexamen in dezelfde voorwaarden organiseert als deze die in artikel 41 van dit decreet bedoeld zijn.

§ 2. De inrichtende macht kan echter, bij een uitdrukkelijk met redenen omklede beslissing, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen, de inschrijving van een student afwijzen :

1° wanneer die student, in dezelfde hogere kunstschool, tijdens het vorige academiejaar, definitief werd uitgesloten;

2° wanneer die student zijn inschrijving aanvraagt voor een studieprogramma waarvoor geen financiering door de Franse Gemeenschap plaatsvindt;

3° wanneer die student niet voldoet aan de voorwaarden bepaald door het studiereglement van de hogere kunstschool.

§ 3. Van de beslissing tot afwijzing van de inschrijving moet bij aangetekend schrijven aan de student kennis worden gegeven binnen een termijn van 15 dagen met ingang van de dag van ontvangst van de aanvraag om inschrijving.

§ 4. Bij de kennisgeving van de afwijzing van de inschrijving worden eveneens de nadere regels voor de uitoefening van de rechten van beroep gevoegd.

Wanneer de afwijzing van de inschrijving uitgaat van een hogere kunstschool die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, kan de student, binnen de tien dagen, bij aangetekend schrijven, beroep tegen die beslissing aantekenen bij de Regering, die, binnen dertig dagen, zich moet uitspreken over het beroep door middel van een beslissing die de afwijzing ongeldig kan verklaren.

Wanneer de afwijzing uitgaat van een hogere kunstschool die door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, kan de student, binnen de tien dagen, bij aangetekend schrijven, tegen de beslissing beroep aantekenen bij de inrichtende macht, die binnen dertig dagen, zich moet uitspreken over het beroep door middel van een beslissing die de afwijzing ongeldig kan verklaren.

Art. 39. Het bijzonder studiereglement wordt door de pedagogische beheersraad aan de inrichtende macht ter goedkeuring voorgelegd. Het bepaalt nadere regels voor de toepassing van het algemeen studiereglement met inachtneming ervan.

Het bepaalt onder meer :

1° de organisatie van het academiejaar met inachtneming van de door de Regering vastgestelde vakantie- en verlofregeling;

2° de tuchtregeling en alle beroepsprocedures met inachtneming van de volgende principes : iedere student is ertoe gehouden het bijzonder studiereglement van de hogere kunstschool waarvoor hij zich laat inschrijven, na te leven. In geval van tekortkoming, kan een tuchtsanctie in verhouding tot de ernst van de feiten door de inrichtende macht van de school worden uitgesproken, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen. De tuchtsancties die worden uitgesproken ten aanzien van een student kunnen niet in aanmerking worden genomen bij de evaluatie van zijn bekwaamheid. In alle gevallen moet de student zijn rechten op verdediging kunnen doen gelden;

3° de doelstellingen die in het studieprogramma van elke optie bepaald zijn;

4° de beschrijving van elk studieprogramma;

5° de bepalingen die inherent zijn aan de pedagogische methodes;

6° de nadere regels voor de organisatie en het verloop van de examens en de werking van de examencommissies;

7° de nadere regels voor de aanwending van de interdisciplinariteit binnen de school;

8° de nadere regels voor de organisatie van onderwijsactiviteiten die onder een samenwerkingsovereenkomst ressorteren.

Het vermeldt het bedrag van de door de Regering vast te stellen reglementaire inschrijvingsrechten.

Art. 40. Het algemeen studiereglement en het bijzonder studiereglement zijn openbare documenten, bezorgd door de directeur of diens vertegenwoordiger, aan iedere persoon, op gewone aanvraag, of aan de studenten, uiterlijk bij hun inschrijving.

TITEL IV. — *Toelatingsvoorwaarden*

Art. 41. Onverminderd de verplichting te slagen voor het toelatingsexamen bedoeld in artikel 25 van het decreet, hebben toegang tot het eerste studiejaar van het hoger onderwijs, met het oog op het behalen van de graad die deze studie bekrachtigt, de studenten die het bewijs leveren :

1° ofwel van een getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt door een instelling voor secundair onderwijs met volledig leerplan of onderwijs voor sociale promotie voor de studenten die dat getuigschrift na het schooljaar 1992-1993 hebben behaald;

2° ofwel van een getuigschrift van hoger secundair onderwijs voor de studenten die dit voor het jaar 1993-1994 hebben behaald, samen, voor de toegang tot het eerste jaar van het hoger onderwijs van het lange type, met het diploma van bekwaamheid voor toelating tot het hoger onderwijs;

3° ofwel van een gehomologeerd getuigschrift van het technisch of artistiek algemeen onderwijs, uitgereikt door een instelling voor secundair onderwijs die georganiseerd of gesubsidieerd wordt door de Vlaamse Gemeenschap of door de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap die tot het uitreiken van dat getuigschrift wordt gemachtigd, en dat toelating verschaft tot het universitaire onderwijs in die Gemeenschap;

4° ofwel van een diploma van hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie;

5° ofwel van een diploma of studiegetuigschrift dat als gelijkwaardig erkend wordt met deze die in 1° en 3° vermeld zijn met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, van een decreet, een Europese richtlijn of een internationale overeenkomst;

6° ofwel van een attest waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor één van de toelatingsexamens georganiseerd door de hogere kunstschool en waarvan de programma's door de Regering na advies van de Hoge Kunstraad worden vastgesteld; dat attest verschaft toelating tot de studies die het aanwijst;

7° ofwel van een attest waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor één van de toelatingsexamens georganiseerd door de universitaire instellingen, overeenkomstig artikel 10, § 1, e), en § 2 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

8° ofwel van een attest waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor één van de door de hogescholen georganiseerde toelatingsexamens, overeenkomstig artikel 22, § 1, 6°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

TITEL V. — *Organisatie van de examens en examencommissies*

Art. 42. Om tot de examens en tot de artistieke evaluaties georganiseerd door een hogere kunstschool te worden toegelaten, is iedere student ertoe gehouden de onderwijsactiviteiten van het programma van het studiejaar waarvoor hij ingeschreven is, regelmatig te volgen.

Art. 43. Niemand kan tot meer dan twee examenzittijden gedurende eenzelfde academiejaar worden toegelaten.

Niemand kan tot meer dan één zitting voor artistieke evaluatie gedurende eenzelfde academiejaar worden toegelaten.

Art. 44. De examens zijn openbaar.

Iedere student mag inzage hebben in de verbeterde tekst van zijn schriftelijk examen.

Iedere student mag, op gewone aanvraag, de uitslagen voor elk examen en elke artistieke evaluatie verkrijgen.

Art. 45. De inrichtende macht van de hogere kunstschool stelt beraadslagingscommissies voor elk studiejaar samen. De beraadslagingscommissies zijn samengesteld uit personeelsleden die verantwoordelijk waren voor de door de student gevolgde onderwijsactiviteiten, uit een voorzitter en een secretaris en, in voorkomend geval, uit externe deskundigen.

Op grond van criteria die door de inrichtende macht na advies van de pedagogische beheersraad vooraf worden bepaald, beraadslagen die commissies gezamenlijk en soeverein over de toelating, het uitstel of de afwijzing van de student en over de toekenning van de meldingen. Die criteria worden bekendgemaakt door middel van aanplakborden.

Art. 46. De Regering stelt de wijzen vast waarop de examens en de examencommissies worden georganiseerd alsook de normen volgens welke van rechtswege geslaagd wordt.

TITEL VI. — *Uitreiking van de diploma's*

Art. 47. De graden bedoeld in de artikelen 7, 11, 13, 14, 18, 19, 22 en 23 van het decreet en de diploma's of getuigschriften die deze bekrachtigen, worden uitgereikt ofwel door de beraadslagingscommissies van de hogere kunstscholen, ofwel door de examencommissies voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De diploma's uitgereikt door de examencommissies van de hogere kunstscholen worden door de directeur en door de leden van de beraadslagingscommissie ondertekend. Ze worden bovendien door de Regering of diens gemachtigde medeondertekend.

De diploma's uitgereikt door een examencommissie voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden door de voorzitter en de leden van de commissie ondertekend en door de Regering of diens gemachtigde medeondertekend.

Naar aanleiding van de medeondertekening bedoeld in de leden 2 en 3, kan een recht, waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld, worden geheven.

TITEL VII. — Controle van de kwaliteit

Art. 48. Na het advies van de Hoge Kunstraad te hebben ingewonnen, zoals bepaald bij het decreet, stelt de Regering de nadere regels en de procedures vast voor de controle van de kwaliteit van het onderwijs verstrekt in de hogere kunstschoolen.

TITEL VIII. — Regelmatig ingeschreven en financierbare studenten

Art. 49. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 van dit decreet, is de student die regelmatig in een hogere kunstschool ingeschreven is, de student die voldoet aan de toegangsvoorwaarden bedoeld bij de wets- en verordeningbepalingen terzake en die ingeschreven is op de wijze voorgeschreven voor het geheel van de voorgeschreven en goedgekeurde onderwijsactiviteiten van een bepaalde afdeling en die deze activiteiten regelmatig volgt om, in voorkomend geval, op het einde van het academiejaar, de rechtsgevolgen te kunnen genieten die verbonden zijn met het slagen voor de examens.

In het kader van een samenwerkingsovereenkomst, komt de regelmatig ingeschreven student bedoeld in lid 1 in aanmerking voor de financiering alleen wanneer die overeenkomst door de Regering wordt goedgekeurd.

Art. 50. Er wordt met een enkele regelmatige inschrijving per student rekening gehouden op de datum van 1 februari van het vorige schooljaar of academiejaar.

Art. 51. Onder de regelmatig ingeschreven studenten, worden voor de financiering niet in aanmerking genomen :

1° de studenten die, na twee keer regelmatig te zijn ingeschreven in hetzelfde studiejaar van eenzelfde afdeling in het hoger kunstonderwijs gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap, zonder geslaagd te zijn, zich daar laten inschrijven binnen de vijf jaren die volgen op het laatste jaar waarin ze gezakt zijn;

2° de studenten die, na drie keer regelmatig te zijn ingeschreven in eenzelfde studiejaar in het hoger onderwijs gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder geslaagd te zijn, zich daar laten inschrijven binnen de vijf jaren die volgen op het laatste jaar waarin ze gezakt zijn;

3° de studenten die, na twee keer regelmatig te zijn ingeschreven in eenzelfde studiejaar van eenzelfde afdeling, of elke andere studieonderafdeling in hetzelfde vak, in een onderwijssysteem dat ressorteert onder het hoger onderwijs in België of in het buitenland, met uitzondering van het universitair onderwijs, zonder geslaagd te zijn, zich daar laten inschrijven binnen de vijf jaren die volgen op het laatste jaar waarin ze gezakt zijn;

4° de studenten die, na drie keer regelmatig te zijn ingeschreven in eenzelfde studiejaar of elke andere studieonderafdeling, ongeacht het vak, in een Belgisch of buitenlands hoger onderwijssysteem, met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder geslaagd te zijn, zich daar laten inschrijven binnen de vijf jaren die volgen op het laatste jaar waarin ze gezakt zijn;

5° de studenten die zich laten inschrijven voor studies die toegang verschaffen tot één van de graden bedoeld in de artikelen 7, 13, 18 en 22 van het decreet, terwijl ze binnen de vijf jaar die voorafgaan aan de aanvraag om inschrijving, dit zijn twee van de volgende graden of diploma's : architect, gegradueerde, licentiaat, diploma van het hoger kunstonderwijs van de tweede graad, diploma van het hoger kunstonderwijs van de derde graad, diploma van het hoger kunstonderwijs en diploma van laureaat uitgereikt door het IKMP, dit zijn twee academische graden bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, dit zijn twee graden bedoeld in de artikelen 15 en 18, § 2 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, dit is één van de volgende graden of diploma's : architect, gegradueerde, licentiaat, diploma van het hoger kunstonderwijs van de tweede graad, diploma van het hoger kunstonderwijs van de derde graad, diploma hoger muziekonderwijs en diploma van laureaat uitgereikt door het IKMP en een academische graad bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4 van het voormelde decreet van 5 september 1994 of een graad bedoeld in de artikelen 15 en 18, § 2 van het voormelde decreet van 5 augustus 1995, dit is een academische graad bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4, van het voormelde decreet van 5 september 1994 en een graad bedoeld in de artikelen 15 en 18, § 2 van het voormelde decreet van 5 augustus 1995.

DERDE DEEL. — FINANCIERING VAN HET ONDERWIJS**TITEL I. — Omkadering**

Art. 52. De omkadering van de studenten wordt in betrekkingseenheden uitgedrukt.

De omkadering wordt, per gebied en per type, berekend op grond van de optelling van een forfaitair deel toegekend voor een eerste schijf van financierbare studenten en van evenredige delen gelijk aan het product van het aantal financierbare studenten voor een tweede of een derde schijf en specifieke coëfficiënten bepaald in artikel 53.

Het aldus bepaalde betrekkingseenheden wordt toegekend aan de hogere kunstschoolen voor een jaar.

Art. 53. Voor de berekening van de omkadering van de hogere kunstschoolen, zijn de omkaderingsnormen, uitgedrukt in betrekkingseenheden, de volgende :

Gebied van de beeldende kunsten, de visuele kunsten en de ruimtekunsten - Lang type :

1° Voor de eerste 150 studenten : 23 betrekkingseenheden;

2° Van 151 tot 300 studenten : het aantal studenten vermenigvuldigd met 0,12;

3° Boven 300 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,9.

Gebied van de beeldende kunsten, de visuele kunsten en de ruimtekunsten - Kort type :

1° Voor de eerste 150 studenten : 17 betrekkingseenheden;

2° Van 151 tot 300 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,08;

3° Boven 300 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,06.

Gebied van de muziek :

- 1° Voor de eerste 150 studenten : 26 betrekkingseenheden;
- 2° Van 151 tot 300 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,17.
- 3° Boven 300 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,15.

Gebied van de toneelkunst en de woordkunsten en gebied van de danskunst :

- 1° Voor de eerste 75 studenten : 12 betrekkingseenheden;
- 2° Van 76 tot 150 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,12;
- 3° Boven 150 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,10.

Gebied van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie – Lang type :

- 1° Voor de eerste 150 studenten : 22 betrekkingseenheden;
- 2° Boven 150 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,10.

Gebied van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie – Kort type :

- 1° Voor de eerste 150 studenten : 17 betrekkingseenheden;
- 2° Boven 150 studenten : het aantal studenten, vermenigvuldigd met 0,08.

Per gebied, wanneer de uitkomst van de berekening de breuk van een eenheid omvat, wordt zij naar de hogere eenheid afgerond, wanneer zij gelijk is aan of hoger is dan vijf tienden, en naar de lagere eenheid, in de andere gevallen.

Op het gebied van de beeldende kunsten, de visuele kunsten en de ruimtekunsten, stelt de Regering de bijzondere bepalingen vast die van toepassing zijn in het kader van de overgang van het korte type naar het lange type.

Art. 54. § 1. De omkadering toegekend aan de hogere kunstschoolen is de uitkomst van de optelling van twee delen : een historisch deel en een variabel deel.

§ 2. De waarde van het historisch deel wordt om de 5 jaar vastgesteld. Ze is gelijk aan het aantal omkaderingseenheden die voor elke instelling werd toegekend gedurende het academiejaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de omkadering wordt berekend. Ze wordt elk jaar gewogen met een degressieve coëfficiënt : 1 voor het eerste jaar, 0,75 voor het tweede jaar; 0,5 voor het derde jaar; 0,25 voor het vierde jaar; 0 voor het vijfde jaar.

§ 3. De waarde van het variabel deel wordt om de vijf jaar vastgesteld. Ze is gelijk aan het aantal omkaderingseenheden die voortvloeien uit de in artikel 53 bepaalde berekening van de omkadering. Ze wordt elk jaar gewogen met een progressieve coëfficiënt : 0 voor het eerste jaar, 0,25 voor het tweede jaar; 0,5 voor het derde jaar; 0,75 voor het vierde jaar; 1 voor het vijfde jaar. Het variabel deel wordt echter niet gewijzigd zolang het – positieve of negatieve – verschil tussen het gemiddelde bepaald in paragraaf 4 en het gemiddelde berekend voor de laatste toekenning van de omkadering lager is dan 5 %.

§ 4. Het aantal financierbare studenten die in aanmerking komen voor de berekening van het variabel deel is gelijk aan het gemiddelde van het aantal financierbare studenten van de vijf academiejaren die voorafgaan aan die waarvoor de omkadering wordt berekend.

§ 5. In afwijking van het tweede lid van de tweede paragraaf, voor de eerste vijf academiejaren vanaf de toepassingsdatum van dit decreet, is de waarde van het historisch deel gelijk aan het aantal omkaderingseenheden toegekend voor elke instelling gedurende het jaar 2000-2001.

In afwijking van de vierde paragraaf, voor de eerste vijf academiejaren vanaf de toepassingsdatum van dit decreet, is het aantal financierbare studenten van de academiejaren vanaf de toepassingsdatum van dit decreet, gelijk aan het gemiddelde van de financierbare studenten van de academiejaren 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999 en 1999-2000. Dat aantal wordt referentiebevolking genoemd.

In afwijking van de derde paragraaf, indien het gemiddelde aantal financierbare studenten van een gebied gedurende de laatste vijf jaren, in het vijfde toepassingsjaar van dit decreet, met meer dan 10 % afwijkt van het gemiddelde aantal financierbare studenten van datzelfde gebied gedurende de academiejaren 1995-1996 tot 1999-2000, dient de Regering een verslag aan de Raad van de Franse Gemeenschap in samen met een voorstel tot eventuele wijziging van de coëfficiënten bedoeld in artikel 53 voor dat gebied.

TITEL II. — *Vaststelling van de personeelsformatie*

Art. 55. Bij de vaststelling van de personeelsformatie van de hogere kunstschool, houdt de inrichtende macht van een instelling voor onderwijs van het lange type rekening met de volgende regels in verband met het onderwijzend personeel in dat type :

- 1° Het aantal betrekkingseenheden van (hoog)leraars en begeleiders zoals bepaald in de artikelen 69 en 72 van dit decreet kan niet lager zijn dan 60 % van het totaal aantal betrekkingen noch hoger zijn dan 80 % van dit aantal;
- 2° Het aantal betrekkingseenheden van assistent zoals bepaald in de artikelen 69 en 72 van dit decreet kan niet lager zijn dan 5 % van het totaal aantal betrekkingen noch hoger zijn dan 40 % van dit aantal;
- 3° Het aantal betrekkingseenheden van lector zoals bepaald in de artikelen 69 en 72 van dit decreet kan niet hoger zijn dan 15 % van het totaal aantal betrekkingen. Het percentage van de betrekkingseenheden van in vast verband benoemde of aangeworven (hoog)leraars en begeleiders mag niet hoger zijn dan 70 % van het aantal betrekkingseenheden van (hoog)leraar en begeleider zoals bepaald in lid 1 van dit artikel.

Een benoeming of een aanwerving in vast verband in een ambt van (hoog)leraar of begeleider, een tijdelijke aanstelling of een tijdelijke werving in een ambt van (hoog)leraar, begeleider of assistent, de toekenning van een mandaat van lector zijn alleen dan mogelijk als rekening wordt gehouden met de voormelde aantallen.

Art. 56. Bij de vaststelling van de personeelsformatie van de hogere kunstschool, houdt de inrichtende macht van een instelling voor onderwijs van het korte type rekening met de volgende regels voor het onderwijzend personeel in dat type :

- 1° Het aantal betrekkingseenheden van (hoog)leraar zoals bepaald in de artikelen 75 en 78 van dit decreet kan niet lager zijn dan 85 % van het totaal aantal betrekkingseenheden;
- 2° Het aantal betrekkingseenheden van lector zoals bepaald in de artikelen 75 en 78 van dit decreet kan niet hoger zijn dan 15 % van het totaal aantal betrekkingseenheden. Het percentage van de betrekkingseenheden van in vast verband benoemde of aangeworven (hoog)leraars mag niet hoger zijn dan 70 % van het aantal betrekkingseenheden van (hoog)leraar zoals bepaald in lid 1 van dit artikel.

Een benoeming of een aanwerving in vast verband in een ambt van (hoog)leraar, de toekenning van een mandaat van lector zijn alleen dan mogelijk als rekening wordt gehouden met de voormelde aantallen.

Art. 57. Elke hogere kunstschool staat onder leiding van een directeur, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid wordt toegekend. Een hogere kunstschool die ten minste 500 financierbare studenten telt, krijgt een betrekking van adjunct-directeur toegewezen, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid voor vijf jaar wordt toegekend.

TITEL III. — *Sociale subsidies*

Art. 58. De Franse Gemeenschap komt, door middel van jaarlijkse subsidies, sociale subsidies genoemd, tegemoet in de financiering van de sociale behoeften van de studenten.

Art. 59. De sociale subsidies worden berekend op grond van het aantal financierbare studenten op 1 februari van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat. Er wordt een bedrag van 52,33 euro toegekend, per financierbare student, voor de financiering. Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen. De sociale subsidies worden driemaandelijks uitbetaald.

De sociale subsidies worden aangewend voor de rechtstreekse of onrechtstreekse sociale hulpverlening aan de studenten, voor de steunverlening aan de sociale diensten en oriëntatiediensten voor studenten. Tien percent van de sociale subsidies wordt toegekend aan de werking van de studentenraad.

Art. 60. Vóór 1 december, maakt de sociale raad een begroting op voor het volgende begrotingsjaar, na het advies van de studentenraad te hebben ingewonnen.

De begroting maakt een onderscheid tussen de verrichtingen die ten laste zijn van de allocaties van het lopende begrotingsjaar en de verrichtingen die ten laste zijn van de saldi van de vorige begrotingsjaren.

De sociale raad voert een volledige boekhouding. Hij legt jaarlijks zijn boekhouding en zijn rekeningen voor aan de verificateur van de Franse Gemeenschap.

VIERDE DEEL. — HET ADMINISTRATIEF STATUUT

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 61. Deze bepalingen zijn van toepassing op :

1° de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogere kunstschoolen en op de gesubsidieerde leden van de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogere kunstschoolen.

2° de inrichtende machten van die scholen.

Ze zijn niet van toepassing op de (hoog)leraars godsdienst. Onder « godsdienst », dient te worden verstaan één van de erediensten bedoeld in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Ze zijn niet van toepassing op het contractueel personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogere kunstschoolen, noch op het personeel dat, in de gesubsidieerde hogere kunstschoolen, geen wedde-subsidie ten laste van de Franse Gemeenschap ontvangt.

HOOFDSTUK II. — *Definities die specifiek zijn voor de statutaire begrippen*

Art. 62. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden onder :

1° werkelijk gepresteerde diensten : diensten gepresteerd door het personeelslid dat een hoofdambt uitoefent in de zin van artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1958, terwijl het zich bevindt in de administratieve of dienststanden, in de standen dienstactiviteit of terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking;

2° mutatie : overdracht, binnen hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursus als die waarvoor het personeelslid in vast verband benoemd of aangeworven is, van een in vast verband benoemd of aangeworven personeelslid naar een hogere kunstschool van dezelfde inrichtende macht of naar een hogere kunstschool van een andere inrichtende macht van hetzelfde net;

3° wijziging van affectatie : de reffectatie, in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursus als die waarvoor het personeelslid in vast verband benoemd of aangeworven is, van een personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, naar een hogere kunstschool van dezelfde inrichtende macht of naar een hogere kunstschool van een andere inrichtende macht van hetzelfde net of een ander net;

4° opdrachtuitbreiding : de procedure volgens welke de inrichtende macht de opdracht van een in vast verband benoemd of aangeworven personeelslid, van een personeelslid dat voor onbepaalde tijd tijdelijk aangeworven is, in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen of in hetzelfde ambt en andere toe te kennen cursussen en in verhouding tot een maximale volledige opdracht in tijdelijk verband voor onbepaalde tijd;

5° nuttige ervaring in het onderwijs : de ervaring opgedaan in de diensten die in het onderwijs werden gepresteerd in een ambt van bestuurs- en onderwijzend personeel;

6° nuttige ervaring buiten het onderwijs : de ervaring opgedaan in de diensten die in de privé- of overheidssector werden gepresteerd, dit is de ervaring opgedaan door de uitoefening van een kunstberoep of een kunstpraktijk.

De Regering richt een commissie voor de erkenning van die nuttige ervaring op en stelt er de samenstelling vast. De Regering bepaalt de regels volgens welke die nuttige ervaring wordt erkend;

7° wet van 19 december 1974 : de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

8° koninklijk besluit van 28 september 1984 : het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

HOOFDSTUK III. — *Wervingscommissies*

Art. 63. De wervingscommissies worden belast met het onderzoek van de kandidaturen voor de toe te kennen betrekkingen en mandaten.

Art. 64. Er kunnen zoveel wervingscommissies zijn als er toe te kennen posten zijn. Ze zijn niet vast.

Art. 65. De wervingscommissies delen een met redenen omkleed advies over de kandidaturen mede aan de pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool.

Art. 66. § 1. De wervingscommissies zijn samengesteld als volgt :

1° een voorzitter : de directeur van de hogere kunstschool;

2° minstens 4 leden die behoren tot het onderwijzend personeel van de hogere kunstschool.

§ 2. Deskundigen die niet behoren tot de hogere kunstschool kunnen daar zitting hebben. Hun aantal kan echter niet hoger zijn dan het aantal vertegenwoordigers van de interne personeelsleden van de hogere kunstschool.

De deskundigen worden door de Regering of de inrichtende macht aangesteld, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen.

Art. 67. De adviezen worden met volstrekte meerderheid uitgebracht; de onthoudingen komen niet in aanmerking in het quorum.

TITEL II. — *Ambten - opdrachten en betrekkingen*HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Art. 68. Voor de toepassing van dit decreet, kunnen de bekwaamheidsbewijzen van de personeelsleden diploma's, getuigschriften en jaren nuttige ervaring zijn overeenkomstig de geldende wetgeving.

De Regering stelt de schalen van de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel vast.

HOOFDSTUK 2. — *De ambten en opdrachten*

Afdeling 1. — De ambten en opdrachten van het onderwijzend en bestuurspersoneel van het lange type

Art. 69. De ambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogere kunstschole kunnen uitoefenen in de opleiding van het lange type, worden hierna bepaald :

1° Assistent

2° Lector

3° Begeleider

4° (hoog)leraar

5° Adjunct-directeur

6° Directeur.

Art. 70. Met uitzondering van de ambten van directeur en adjunct-directeur, die altijd als hoofdamt worden uitgeoefend, worden de ambten vermeld in artikel 69 van dit decreet ofwel als hoofdamt ofwel als bijamt uitgeoefend met inachtneming van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

Art. 71. Met uitzondering van de ambten van directeur en adjunct-directeur, die ambten met volledige prestaties zijn, zijn de ambten vermeld in artikel 69 ambten met volledige of onvolledige prestaties met inachtneming van artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 15 april 1958.

Art. 72. § 1. De prestaties van de assistenten omvatten de steunverlening aan en de begeleiding van de studenten alsook de onderzoeksactiviteiten. Ze zijn niet verantwoordelijk voor een cursus maar werken samen met één of verschillende (hoog)leraren aan de begeleiding van kunstonderwijsactiviteiten. Ze mogen zich voor een vorming inzake gespecialiseerde kunststudies bedoeld bij het decreet laten inschrijven en tegelijk hun ambt van assistent uitoefenen. De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een assistent omvat 20 uren per week. Ze is deelbaar in tienden van een opdracht.

§ 2. De prestaties van de lectoren omvatten onderwijsactiviteiten van theoretische, technische of artistieke aard. De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een lector omvat 20 uren per week. Ze is deelbaar in twintigsten van een opdracht.

§ 3. Het ambt van begeleider is een ambt dat specifiek is voor het muziek- en dansonderwijs. Naast de begeleiding aan de klavecimbel van studenten, neemt de begeleider een pedagogische opdracht bij dezelfde studenten waar.

De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een begeleider omvat 16 uren per week. Ze is deelbaar in zestienden van een opdracht.

§ 4. De (hoog)leraren zijn verantwoordelijk voor de onderwijsactiviteiten opgesomd in artikel 4 van het decreet en voor de evaluatie van de studenten. De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een (hoog)leraar omvat 12 uren per week. Ze is deelbaar in twaalfden van een opdracht.

§ 5. De directeur van een hogere kunstschool is de afgevaardigde van de inrichtende macht of van de Regering en voert zijn beslissingen uit. Hij is, samen met de adjunct-directeur in voorkomend geval, belast met de verwezenlijking van het pedagogisch project en met het dagelijks beheer van de instelling. De adjunct-directeur vervangt de directeur bij diens afwezigheid.

De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een directeur en een adjunct-directeur omvat 36 uren per week. Ze is volledig en deelbaar.

Art. 73. De directeur kan een lid van het onderwijzend personeel ertoe machtigen afwezig te zijn om redenen in verband met de uitoefening van zijn kunst. De duur van die afwezigheid mag niet langer zijn dan twee weken. Het lid van het onderwijzend personeel moet een plan voorstellen om de tijdens zijn afwezigheidsperiode niet gepresteerde uren in te halen. Na het met redenen omklede advies van de inrichtende macht te hebben ingewonnen, kan de Regering een lid van het onderwijzend personeel ertoe machtigen afwezig te zijn om redenen in verband met de uitoefening van zijn kunst voor een periode die langer is dan twee weken. Het lid van het onderwijzend personeel moet een plan voorstellen om de gedurende zijn afwezigheidsperiode niet gepresteerde uren goed te maken.

Gedurende de afwezigheid van het personeelslid bedoeld in de leden 1 en 2, wordt dat personeelslid geacht zich in dienstactiviteit te bevinden.

De leden van het onderwijzend personeel die een ambt uitoefenen dat overeenstemt met ten minste de helft van de volledige prestaties presteren gemiddeld in het academiejaar twee bijkomende wekelijkse uren om activiteiten in verband met het onderwijs, zoals bepaald in artikel 3 van het decreet, uit te oefenen. Voor de personeelsleden waarvan de opdracht lager is dan de helft van de volledige prestaties, worden die bijkomende prestaties tot één uur herleid.

Die bijkomende prestaties kunnen geen uitbreiding van de opdracht van de cursus betekenen.

Art. 74. De prestaties van de personeelsleden worden in uren van 60 minuten uitgedrukt.

Afdeling 2. — De ambten en opdrachten van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het korte type

Art. 75. De ambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogere kunstschoolen kunnen uitoefenen, in de opleiding van het korte type, worden hierna bepaald :

1° Lector

2° (hoog)leraar

3° Adjunct-directeur

4° Directeur

Art. 76. Met uitzondering van de ambten van directeur en adjunct-directeur, die altijd als hoofdamt worden uitgeoefend, worden de ambten vermeld in artikel 75 ofwel als hoofdamt ofwel als bijambt uitgeoefend, met inachtneming van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

Art. 77. Met uitzondering van de ambten van directeur en adjunct-directeur, die ambten met volledige prestaties zijn, zijn de prestaties vermeld in artikel 75 ambten met volledige prestaties of met onvolledige prestaties, met inachtneming van artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 15 april 1958.

Art. 78. § 1. De prestaties van de lectoren omvatten onderwijsactiviteiten van theoretische, technische of artistieke aard. De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een lector omvat 20 uren per week. Ze is deelbaar in twintigsten van een opdracht.

§ 2. De (hoog)leraars zijn verantwoordelijk voor de onderwijsactiviteiten opgesomd in artikel 4 van het decreet en de evaluatie van de studenten. De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een (hoog)leraar omvat 16 uren per week. Ze is deelbaar in zestienden van een opdracht.

§ 3. De directeur van een hogere kunstschool is de afgevaardigde van de inrichtende macht of van de Regering en voert zijn beslissingen uit. Hij is, samen met de adjunct-directeur in voorkomend geval, belast met de verwezenlijking van het pedagogisch project en voor het dagelijks beheer van de instelling. De adjunct-directeur vervangt de directeur bij diens afwezigheid.

De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een directeur en een adjunct-directeur omvat 36 uren per week. Ze is volledig en ondeelbaar.

Art. 79. De directeur kan een lid van het onderwijzend personeel ertoe machtigen afwezig te zijn om redenen in verband met de uitoefening van zijn kunst. De duur van die afwezigheid kan niet langer zijn dan twee weken. Het lid van het onderwijzend personeel moet een plan voorstellen om de gedurende zijn afwezigheidsperiode niet gepresteerde uren in te halen. Na het met redenen omkleed advies van de inrichtende macht te hebben ingewonnen, kan de Regering een onderwijzend personeelslid ertoe machtigen, om redenen in verband met de uitoefening van zijn kunst, afwezig te zijn voor een periode die langer is dan twee weken. Het onderwijzend personeelslid moet een plan voorstellen om de gedurende zijn afwezigheidsperiode niet gepresteerde uren in te halen.

Gedurende de afwezigheid van het personeel bedoeld in de leden 1 en 2, wordt het geacht zich in dienstactiviteit te bevinden.

De leden van het onderwijzend personeel die een ambt uitoefenen dat overeenstemt met ten minste de helft van de volledige prestaties, presteren in het academiejaar gemiddeld twee bijkomende wekelijkse uren prestaties om activiteiten in verband met het onderwijs bedoeld in artikel 3 van het decreet uit te oefenen. Voor deze waarvan de opdracht lager is dan de helft van de volledige prestaties, worden die bijkomende prestaties tot één uur herleid.

Die bijkomende prestaties kunnen geen uitbreiding van de lessenopdracht uitmaken.

Art. 80. De prestaties van de personeelsleden worden in uren van 60 minuten uitgedrukt.

HOOFDSTUK 3. — *De taken*

Art. 81. De (hoog)leraars, in het onderwijs van het lange of het korte type, kunnen ontheven worden van een deel van hun onderwijsactiviteiten, in verhouding tot hoogstens een halve opdracht met volledige prestaties, om een specifieke taak tot verwezenlijking van een aspect van het pedagogisch en artistiek project binnen de hogere kunstschool te vervullen.

In dat geval, blijft de (hoog)leraar meegerekend in het aantal betrekkingseenheden dat aan de hogere kunstschool toegekend is zoals bepaald in artikel 52 van dit decreet.

HOOFDSTUK 4. — *De bekwaamheidsbewijzen*

Art. 82. § 1. Voor het onderwijs betreffende de algemene vakken, kan niemand het ambt van (hoog)leraar uitoefenen indien hij geen houder is van een diploma van doctor, licentiaat toegekend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, of industrieel ingenieur of architect, of van een bekwaamheidsbewijs van universitair niveau uitgereikt door een georganiseerde of gesubsidieerde hogeschool of van een bekwaamheidsbewijs waarvan de houder de gelijkstelling met een dergelijk diploma heeft behaald.

Voor het onderwijs betreffende de kunstvakken, kan niemand het ambt van (hoog)leraar, begeleider of assistent uitoefenen, indien hij geen houder is van een diploma uitgereikt door een instelling voor hoger kunstonderwijs of van een bekwaamheidsbewijs waarvan de houder de gelijkstelling met een dergelijk diploma heeft behaald.

Voor het onderwijs betreffende de technische vakken, kan niemand het ambt van (hoog)leraar of assistent uitoefenen indien hij geen houder is van een diploma uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs of van een bekwaamheidsbewijs waarvan de houder de gelijkstelling met een dergelijk diploma heeft behaald.

§ 2. Na het gunstig advies van een door haar op te richten Commissie te hebben ingewonnen, kan de Regering aanvaarden dat een professionele, wetenschappelijke of artistieke beroemdheid in verband met het toe te kennen ambt en de toe te kennen cursussen, zou gelden als een bekwaamheidsbewijs vereist in § 1. De Commissie geeft haar advies op grond van een dossier dat de kandidaat indient. Dat dossier omvat inzonderheid de documenten betreffende de artistieke loopbaan, de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten, de nuttige ervaring in het beroep en in het kunstonderwijs en de kunstpraktijk, de vermelding van de wetenschappelijke of kunstpublicaties en pedagogische werken alsook het bewijs van diverse ervaringen. Er wordt een Commissie «beroemdheid» opgericht voor elk gebied, die inzonderheid bestaat uit deskundigen die door de Regering aan te stellen zijn, waarvan de helft op de voordracht van de Hoge Kunstraad.

§ 3. De bekwaamheidsbewijzen bedoeld in § 1 kunnen ook buitenlandse bekwaamheidsbewijzen zijn die als gelijkwaardig erkend zijn met toepassing van de wet van 19 maart 1971 of van artikel 36 van het decreet van 5 september 1994 of ermee gelijkgesteld met toepassing van artikel 4 *quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969.

Art. 83. Onder vereist bekwaamheidsbewijs wordt het bekwaamheidsbewijs verstaan, zoals bepaald in artikel 82.

Bij gebrek aan kandidaten die houder zijn van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, kan voor individuele gevallen afwijking worden verleend door de Regering, na het met redenen omkleed advies van de Hoge Kunstraad te hebben ingewonnen.

TITEL III. — De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogere kunstscholen

HOOFDSTUK I. — Plichten en onverenigbaarheden

Afdeling 1. — Plichten

Art. 84. De personeelsleden moeten in alles steeds de belangen van de Franse Gemeenschap en van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behartigen.

Art. 85. Zij komen persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na die hun zijn opgelegd door de wetten, decreten en verordeningen.

Zij voeren stipt de dienstorders uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Art. 86. Zij moeten zich met de meest volstrekte correctheid gedragen, zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met het publiek en met de studenten.

Zij moeten elkaar bijstaan in de mate waarin het belang van de hogere kunstschool zulks vereist.

Zij moeten alles wat afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt vermijden.

Art. 87. Zij moeten in de uitoefening van hun ambt de principes in acht nemen betreffende de neutraliteit van het onderwijs van de Franse Gemeenschap. Zij mogen de studenten niet gebruiken voor doeleinden inzake propaganda of commerciële reclame.

Art. 88. Zij moeten, binnen de perken gesteld door de reglementen, de diensten verstrekken die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de hogere kunstschool. Zij mogen zonder voorafgaande toelating de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Art. 89. Het is hun verboden feiten bekend te maken, die zij zouden kennen ter oorzaak van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 90. Het is hun verboden rechtstreeks of door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt doch omwille ervan, giften, geschenken, beloningen of enig ander voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 91. Zij mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's Lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

De uitoefening van de rechten van het Belgische en Europese staatsburgerschap, die de personeelsleden bezitten, wordt steeds geëerbiedigd.

Art. 92. Onverminderd de toepassing van de strafwetten, wordt iedere overtreding van deze bepalingen, naar vereisten van het geval, gestraft met een van de bij artikel 171 gestelde tuchtstraffen.

Art. 93. Artikel 92 is niet van toepassing op de tijdelijk aangestelde personeelsleden.

Afdeling 2. — Onverenigbaarheden

Art. 94. Elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren of die in strijd is met de waardigheid van hun ambt, is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Art. 95. Met de hoedanigheid van personeelslid is onverenigbaar, elke activiteit die door de echtgenoot of door een tussenpersoon wordt verricht en die in strijd is met de waardigheid van het ambt.

Art. 96. De Regering stelt de onverenigbaarheden bedoeld in de artikelen 94 en 95 vast. Hij brengt er het betrokken personeelslid op de hoogte van door middel van een aangetekend schrijven binnen een termijn van vijf dagen met ingang van de dag waarop zij de onverenigbaarheid vaststelt.

Art. 97. De bij artikel 183 ingestelde raad van beroep neemt kennis van de beroepen inzake onverenigbaarheid ingediend door de personeelsleden.

HOOFDSTUK II. — *Werving*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 98. § 1. De personeelsleden worden tijdelijk aangesteld, in vast verband benoemd of krijgen een mandaat door de Regering toegewezen.

§ 2. De personeelsleden worden door de Regering aangeworven na advies van de daartoe opgerichte wervingscommissie, overeenkomstig de artikelen 15 en 63 tot 67. De kandidaten voor het mandaat van lector zijn niet bedoeld bij § 2.

Art. 99. De personeelsformatie wordt aan de Regering ter goedkeuring voorgelegd door de directeur van de hogere kunstschool, na advies van de pedagogische beheersraad. Die personeelsformatie wordt jaarlijks vastgesteld.

De werving, de benoeming en de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking worden door de directeur van de hogere kunstschool aan de Regering voorgedragen, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen.

Uiterlijk voor 15 februari van elk jaar zendt de directeur van de hogere kunstschool aan de Regering de lijst over van de vacante betrekkingen en van de mandaten die hij gedurende het volgende academiejaar wenst toe te kennen.

De Regering maakt uiterlijk voor 30 juni het aantal betrekkingseenheden bekend die toegekend zijn aan de hogere kunstschool voor het volgende academiejaar.

Art. 100. In de loop van de maand maart, maakt de Regering een oproep tot de kandidaten voor elke toe te kennen vacante betrekking in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

Die betrekkingen zijn toegankelijk voor de personeelsleden die door mutatie of opdrachuitbreiding vastbenoemd zijn, de personeelsleden die voor onbepaalde tijd door opdrachuitbreiding tijdelijk aangesteld zijn en voor de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling.

Art. 101. In de loop van de maand maart, maakt de Regering een oproep tot de kandidaten voor elk toe te kennen mandaat in het *Belgisch Staatsblad* bekend. De mandaten van directeur en adjunct-directeur zijn toegankelijk voor de in vast verband benoemde personeelsleden, de voor onbepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelsleden, de voor bepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelsleden en iedere kandidaat die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 121 en 123.

Art. 102. Voor de werving van de (hoog)leraars, begeleiders en assistenten, bepaalt de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte oproep :

1° het toe te kennen ambt en de toe te kennen cursussen;

2° het volume van de opdracht;

3° de in te dienen dossiers, die inzonderheid de documenten in verband met de bekwaamheidsbewijzen en de nuttige ervaring bedoeld in artikel 68, de vermelding van de wetenschappelijke publicaties en het bewijs van verschillende beroepservaringen omvatten;

4° het in te dienen pedagogisch en artistiek project betreffende de toe te kennen cursus;

5° de vorm en de termijn vereist voor de indiening van de in 3° en 4° bedoelde dossiers en projecten;

6° de vorm en de termijn vereist voor de eventuele voordracht van de kandidaat voor de wervingscommissie.

Voor de werving van de directeurs en adjunct-directeurs, bepaalt de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte oproep :

1° de aard van het mandaat en, in voorkomend geval, de toe te kennen onderwijsactiviteiten;

2° het volume van de opdracht;

3° de in te dienen dossiers, die inzonderheid de documenten in verband met de bekwaamheidsbewijzen en de nuttige ervaring bedoeld in artikel 68, de vermelding van de wetenschappelijke publicaties en het bewijs van verschillende beroepservaringen omvat;

4° het in te dienen pedagogisch en artistiek project betreffende het toe te kennen mandaat;

5° de vorm en de termijn vereist voor de indiening van de in 3° en 4° bedoelde dossiers en projecten;

6° de vorm en de termijn vereist voor de eventuele voordracht van de kandidaat voor de wervingscommissie.

Art. 103. De kandidaat die naar verschillende betrekkingen solliciteert, dient een afzonderlijke kandidatuur voor elk van die in. Op straffe van nietigheid worden de kandidaturen bij de Regering door middel van een ter post aangetekend schrijven ingediend.

Voor de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling, verdeelt de Regering de ontvangen kandidaturen over twee lijsten : de ene bestaat uit de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden van artikel 102, de andere uit de kandidaten die niet voldoen aan die bepalingen, en zendt zij de kandidaturen aan de betrokken directeurs van de hogere kunstscholen.

Art. 104. § 1. De kandidaturen voor de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 102 worden door de wervingscommissie onderzocht. Die commissie onderzoekt de pedagogische en artistieke projecten van de kandidaten. Nadat de projecten zijn onderzocht, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking komen voor een individueel gesprek. De wervingscommissie deelt een met redenen omkleed advies voor iedere kandidaat aan de pedagogische beheersraad mede. De directeur zendt het verslag, samen met het advies van de pedagogische raad, aan de Regering over.

Voor de betrekkingen van (hoog)leraar en begeleider, is de wervingscommissie er echter toe gehouden bij voorrang de aanvragen om verandering van diensttoewijzing van de personeelsleden van de hogere kunstscholen van de Franse Gemeenschap te onderzoeken.

§ 2. Wanneer de pedagogische beheersraad vaststelt dat geen kandidaat voor de betrokken betrekking in aanmerking kan komen, kan de directeur aan de Regering voorstellen een afzonderlijke oproep in het *Belgisch Staatsblad*, te allen tijde gedurende het academiejaar, bekend te maken. Die oproep vermeldt de elementen van de oproep bedoeld in artikel 102, waarbij de karakteristieken die vereist zijn voor de toe te kennen betrekking worden opgenomen.

Art. 105. § 1. Wanneer een hogere kunstschool de vervanging wenst uit te voeren van een onderwijzend personeelslid, stelt haar directeur, na advies van de wervingscommissie, dan na advies van de pedagogische beheersraad, aan de Regering voor, een persoon aan te stellen in afwijking van de procedure bedoeld in de artikelen 100 en 101.

Die aanstelling eindigt bij de terugkeer van de titularis van de betrekking en ieder geval op het einde van het academiejaar waarin de aanstelling plaatsvond. Die aanstelling kan geenszins aanleiding geven tot een aanstelling voor onbepaalde tijd.

§ 2. Wanneer de hogere kunstschool een betrekking wenst toe te kennen die vacant wordt na de bekendmaking van de oproep bedoeld in de artikelen 100 en 101, is de procedure bedoeld in lid 1 van § 1 van toepassing.

Die aanstelling kan geenszins leiden tot een aanstelling voor onbepaalde tijd.

Afdeling 2. — Tijdelijke aanstelling

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 106. Elke aanstelling is schriftelijk en vermeldt tenminste :

- 1° de identiteit van het personeelslid;
- 2° het uit te oefenen ambt alsook de karakteristieken en het volume van de opdracht;
- 3° de datum van indiensttreding;
- 4° de datum waarop de aanstelling eindigt voor de aanstelling voor bepaalde tijd;
- 5° of de betrekking vacant is verklaard overeenkomstig de oproep bedoeld in de artikelen 100 en 101;
- 6° indien de betrekking niet vacant is, de identiteit van de titularis.

Aan het tijdelijk personeelslid wordt een schriftelijke akte uitgereikt waarin de meldingen bedoeld in lid 1 worden opgenomen. Bij gebrek aan schriftelijke documenten, wordt het personeelslid geacht aangesteld te zijn in het ambt, de opdracht en de betrekking die hij werkelijk bekleedt. Hij wordt, naargelang van het geval, geacht, aangesteld te zijn voor bepaalde tijd of voor onbepaalde tijd.

Art. 107. Op het einde van elke activiteitsperiode, zendt het personeelslid aan het tijdelijk personeelslid een attest over met vermelding van de gepresteerde diensten per uitgeoefend ambt, met de datums van het begin en het einde, alsook het volume van de opdracht en de sociale documenten.

Art. 108. § 1. Voor elke betrekking in het ambt van (hoog)leraar of begeleider die vacant verklaard werd volgens de procedure bedoeld in artikel 100, worden de tijdelijke aanstellingen door de Regering uitgevoerd. Ze geschieden eerst voor een bepaalde tijd, hoogstens één academiejaar. Die aanstelling voor bepaalde tijd kan worden verlengd voor hoogstens één academiejaar.

Op het einde van de aanstelling(en) bedoeld in lid 1, wordt het personeelslid dat opnieuw wordt aangesteld, voor een onbepaalde tijd aangesteld, voor zover het personeelslid een hoofdambt bekleedt.

De aanstelling voor onbepaalde tijd kan echter alleen plaatsvinden als de gecumuleerde duur van de aanstellingen voor bepaalde tijd ten minste één academiejaar bedraagt.

§ 2. Voor elke betrekking in het ambt van assistent die vacant wordt verklaard volgens de procedure bedoeld in artikel 101 worden de tijdelijke aanstellingen door de Regering uitgevoerd. Ze geschieden voor een termijn van één academiejaar, die op het gebied van muziek vijf keer kan worden vernieuwd, en voor een termijn van twee academiejaren die op de andere gebieden twee keer kan worden vernieuwd.

Art. 109. Niemand kan tijdelijk worden aangesteld indien hij op het ogenblik van die aanstelling de volgende voorwaarden niet vervult :

- 1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens een door de Regering toe te kennen afwijking;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen voor het toe te kennen ambt, zoals bepaald in artikel 82;
- 4° a) als het gaat om een aanstelling voor bepaalde tijd, bij de indiensttreding, een medisch attest overleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;
- b) als het gaat om een aanstelling voor onbepaalde tijd, een medisch onderzoek hebben ondergaan waaruit blijkt dat de door de Regering vastgestelde voorwaarden inzake lichamelijke geschiktheid vervuld zijn;
- 5° de wets- en verordeningbepalingen betreffende de taalregeling naleven;
- 6° van onberispelijk gedrag zijn;
- 7° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

Bij zijn eerste aanstelling in het onderwijs, legt het personeelslid de eed af met de woorden bepaald in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Onderafdeling 2. — Aanstelling voor bepaalde tijd van (hoog)leraars en begeleiders

Art. 110. Niemand kan tijdelijk aangesteld worden in een ambt van (hoog)leraar of begeleider, indien hij bij die aanstelling, naast de voorwaarden bepaald in artikel 109, niet voldoet aan de volgende bepalingen :

1° een pedagogisch en artistiek project indienen en voorstellen aan de wervingscommissie;

2° het bewijs leveren van een nuttige ervaring buiten het onderwijs van vijf jaar in een kunstpraktijk voor de betrekkingen van (hoog)leraar kunstvakken en begeleider;

3° het bewijs leveren van een nuttige ervaring buiten het onderwijs van twee jaar voor de betrekkingen van (hoog)leraar technische vakken.

De nuttige ervaring buiten het onderwijs, bedoeld in lid 1, 2° en 3°, moet verband houden met de toe te kennen cursus.

Art. 111. § 1. Uiterlijk op het einde van de examenzittijd van juni, maakt de directeur van de hogere kunstschool een rapport op over de manier waarop het personeelslid zijn taak heeft vervuld. Dat rapport, door betrokkene geïnterpreteerd en gedateerd, wordt aan de Regering overgezonden. Het personeelslid ontvangt er een afschrift van.

Het rapport draagt, naargelang van het geval, één van de volgende vermeldingen : « heeft voldaan », « heeft gedeeltelijk voldaan », « heeft niet voldaan ».

Indien het door de directeur opgemaakte rapport de vermelding « heeft voldaan » draagt en het personeelslid dat een vacante betrekking bezette, de verlenging van zijn aanstelling krijgt, dan is dit voor onbepaalde tijd. Die verlenging heeft de voorrang boven elke verandering van dienstaanwijzing, elke mutatie of opdrachuitbreiding.

Wanneer de directeur van de hogere kunstschool geen rapport met de vermelding « heeft voldaan » heeft opgemaakt, moet de pedagogische beheersraad het personeelslid horen voordat de directeur het rapport aan de Regering verzendt. Gedurende dat verhoor mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden die in dienstactiviteit zijn of in ruste gesteld van het onderwijs van de Franse Gemeenschap of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie in de zin van de wet van 15 december 1974 en van het koninklijk besluit van 28 september 1984. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid weigert het rapport te viseren of niet bij het verhoor verschijnt.

Indien het door de directeur opgemaakte rapport de vermelding « heeft gedeeltelijk voldaan » draagt, en het personeelslid dat een vacante betrekking bezette, de verlenging van zijn aanstelling krijgt, is dit verplicht tijdelijk voor bepaalde tijd. Wanneer de betrekking op het begin van het academiejaar vacant blijft, heeft de verlenging voor hoogstens een academiejaar de voorrang boven elke verandering van dienstaanwijzing, elke mutatie of opdrachuitbreiding.

Indien het door de directeur van de hogere kunstschool opgemaakte rapport de vermelding « heeft niet voldaan » draagt, kan de Regering geenszins de aanstelling verlengen.

Bij gebrek aan een rapport, wordt het personeelslid geacht een rapport met de vermelding « heeft voldaan » te hebben gekregen.

§ 2. Wanneer het personeelslid een rapport met de vermelding « heeft gedeeltelijk voldaan » heeft gekregen en zijn aanstelling met hoogstens één academiejaar wordt verlengd, bestaan er voor de directeur van de hogere kunstschool alleen twee beoordelingsprocedures : een rapport met de vermelding « heeft voldaan » of een rapport met de vermelding « heeft niet voldaan ».

Onderafdeling 3. — Aanstelling voor bepaalde tijd van assistenten

Art. 112. Niemand kan tijdelijk worden aangesteld in een ambt van assistent, indien hij, bij die aanstelling, de voorwaarden bepaald in artikel 109 niet vervult, en indien hij geen pedagogisch en artistiek project heeft ingediend en voorgesteld aan de wervingscommissie.

Onderafdeling 4. — Aanstelling voor onbepaalde tijd van (hoog)leraars en begeleiders

Art. 113. De Regering stelt de personeelsleden tijdelijk, voor onbepaalde tijd, op het begin van het academiejaar aan, op de voordracht van de directeur van de hogere kunstschool na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen.

Onderafdeling 5. — Afdanking

Art. 114. § 1. De Regering kan ieder voor bepaalde tijd tijdelijk aangeworven personeelslid zonder opzeggings-termijn afdanken wegens zware tekortkoming.

Als zware tekortkoming wordt beschouwd, elke tekortkoming die elke beroepsmedewerking tussen het personeelslid en de hogere kunstschool onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

§ 2. Zodra de Regering kennis heeft genomen van elementen die een zware tekortkoming kunnen uitmaken, roept de Regering bij een ter post aangetekend schrijven het personeelslid op tot een verhoor, dat ten vroegste vijf dagen en uiterlijk tien dagen na de verzending van de oproepingsbrief moet plaatsvinden. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid niet bij het verhoor verschijnt.

§ 3. Als de Regering oordeelt dat er voldoende elementen zijn die een zware tekortkoming uitmaken, kan zij de afdanking uitvoeren binnen drie dagen die volgen op de datum van het verhoor.

De afdanking wordt gestaafd door het bewijs van de aangeklaagde feiten.

Ze wordt aan het personeelslid meegedeeld ofwel door middel van een exploit van een deurwaarder, ofwel door middel van een ter post aangetekend schrijven, dat ingaat op de derde werkdag na de verzendingsdatum ervan.

§ 4. Gedurende het verhoor kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die in dienstactiviteit of in ruste gesteld zijn, of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie, in de zin van de wet van 19 december 1974 en van het koninklijk besluit van 28 september 1984.

Art. 115. Mits een opzeggingstermijn van vijftien dagen, kan de Regering de opdracht van een tijdelijk aangesteld personeelslid voor bepaalde tijd beëindigen, op een met redenen omkleed voorstel van de directeur van de hogere kunstschool, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen. Het personeelslid wordt vooraf door de directeur van de school gehoord binnen een termijn van vijf werkdagen die ingaan vanaf de dag waarop hij bij een ter post aangetekend schrijven wordt opgeroepen. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid niet voor het verhoor verschijnt.

De directeur deelt het afdankingsvoorstel aan het personeelslid onmiddellijk nadat dit opgesteld is, mede.

Het voorstel wordt geïseerd en gedateerd door het betrokken personeelslid, dat het op dezelfde dag terugzendt. Is hij van mening dat het voorstel niet verantwoord is, meldt hij dit in zijn visum, dateert het voorstel en zendt hij het binnen dezelfde termijn terug. De procedure wordt voortgezet indien het personeelslid weigert het afdankingsvoorstel te viseren. Is het personeelslid afwezig, dan wordt het afdankingsvoorstel hem toegestuurd bij een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat geldt als visum en datum.

De betrokkene kan een beroep indienen bij de raad van beroep volgens de procedure bedoeld in de artikelen 191 en volgende.

Art. 116. § 1. De Regering kan ieder voor onbepaalde tijd tijdelijk aangeworven personeelslid zonder opzeggingstermijn afdanken wegens zware tekortkoming.

Als zware tekortkoming wordt beschouwd, elke tekortkoming die elke beroepsmedewerking tussen het personeelslid en de hogere kunstschool onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

§ 2. Zodra de Regering kennis heeft genomen van elementen die een zware tekortkoming kunnen uitmaken, roept de Regering bij een ter post aangetekend schrijven het personeelslid op tot een verhoor, dat ten vroegste vijf dagen en uiterlijk tien dagen na de verzending van de oproepingsbrief moet plaatsvinden. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid niet bij het verhoor verschijnt.

§ 3. Als de Regering oordeelt dat er voldoende elementen zijn die een zware tekortkoming uitmaken, kan zij de afdanking uitvoeren binnen drie dagen die volgen op de datum van het verhoor.

De afdanking wordt gestaafd door het bewijs van de aangeklaagde feiten.

Ze wordt aan het personeelslid meegedeeld ofwel door middel van een exploit van een deurwaarder, ofwel door middel van een ter post aangetekend schrijven, dat ingaat op de derde werkdag na de verzendingsdatum ervan.

§ 4. Gedurende het verhoor kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die in dienstactiviteit of in ruste gesteld zijn, of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie, in de zin van de wet van 19 december 1974 en van het koninklijk besluit van 28 september 1984.

Art. 117. Mits een opzeggingstermijn van vijftien dagen, kan de Regering de opdracht van een tijdelijk voor onbepaalde tijd sedert minder dan vijf jaar aangesteld personeelslid beëindigen, op een met redenen omkleed voorstel van de directeur van de hogere kunstschool, na het advies van de pedagogische beheersraad te hebben ingewonnen. De opzeggingstermijn wordt met ten minste drie maanden verlengd vanaf het begin van elke nieuwe aanstellingsperiode van vijf jaar. Het personeelslid wordt vooraf door de directeur van de school gehoord binnen een termijn van vijf werkdagen die ingaat vanaf de dag waarop het personeelslid bij een ter post aangetekend schrijven wordt opgeroepen. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid niet voor het verhoor verschijnt.

De directeur deelt het afdankingsvoorstel aan het personeelslid onmiddellijk nadat dit opgesteld is, mede.

Het voorstel wordt geïseerd en gedateerd door het betrokken personeelslid, dat het op dezelfde dag terugzendt. Is hij van mening dat het voorstel niet verantwoord is, meldt hij dit in zijn visum, dateert het voorstel en zendt hij het binnen dezelfde termijn terug. De procedure wordt voortgezet indien het personeelslid weigert het afdankingsvoorstel te viseren. Is het personeelslid afwezig, dan wordt het afdankingsvoorstel hem toegestuurd bij een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat geldt als visum en datum.

De betrokkene kan een beroep indienen bij de raad van beroep volgens de procedure bedoeld in de artikelen 191 en volgende.

Afdeling 3. — Mandaten

Onderafdeling 1. — Mandaten van de lectoren

Art. 118. Het mandaat van de lectoren wordt hun door de Regering, op de voordracht van de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, toegewezen voor bepaalde tijd.

Art. 119. Wanneer het mandaat betrekking heeft op een opdracht die gelijk is aan of hoger is dan een volledige halve opdracht, is de duur ervan beperkt tot zes maanden. In de andere gevallen is die tot negen maanden beperkt.

Onderafdeling 2. — Mandaten van de adjunct-directeurs

Art. 120. Het mandaat van de adjunct-directeurs wordt hun door de Regering voor een vernieuwbare periode van vijf jaar toegekend.

Art. 121. Niemand kan een mandaat toegewezen krijgen om een ambt van adjunct-directeur uit te oefenen, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° bij de eerste indiensttreding in het onderwijs, een medisch attest overleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldoen aan de dienstplichtwetten;

6° een pedagogisch en artistiek project indienen betreffende het bedoelde mandaat en aan de wervingscommissie voorleggen.

Onderafdeling 3. — Mandaten van de directeurs

Art. 122. Het mandaat van de directeurs wordt hun door de Regering voor een periode van vijf jaar toegekend. Dat mandaat wordt vernieuwd op grond van een evaluatie door de pedagogische beheersraad bepaald in artikel 16.

Art. 123. Niemand kan een mandaat toegewezen krijgen om een ambt van directeur uit te oefenen, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° bij de eerste indiensttreding in het onderwijs, een medisch attest overleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldoen aan de dienstplichtwetten;

6° een pedagogisch en artistiek project indienen betreffende het bedoelde mandaat en aan de wervingscommissie voorleggen.

Art. 124. De kandidaturen voor een mandaat in een ambt van directeur worden onderzocht door de wervingscommissie bedoeld in artikel 15 en 63 tot 67 van dit decreet. In afwijking van artikel 66 van dit decreet, wordt die commissie voorgezeten door de directeur-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het niet verplicht onderwijs behoort, of diens gemachtigde. De wervingscommissie beoordeelt de curriculum vitae van de kandidaten en onderzoekt hun pedagogisch en artistiek project. Na de projecten te hebben onderzocht, selecteert zij de kandidaten die in aanmerking komen voor een individueel onderhoud. De wervingscommissie dient een met redenen omkleed verslag voor iedere kandidaat aan de pedagogische beheersraad in. In afwijking van de artikelen 17 en 19 van dit decreet, wordt die pedagogische beheersraad voorgezeten door de directeur-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het niet verplicht onderwijs behoort, of diens gemachtigde. De directeur-generaal zendt het verslag samen met het advies van de pedagogische beheersraad aan de Regering over.

Onderafdeling 4. — Vervroegd einde van de mandaten van directeur en adjunct-directeur

Art. 125. De Regering kan vervroegd een einde maken aan elk mandaat van een directeur of adjunct-directeur die niet behoort tot het in vast verband benoemd onderwijzend personeel overeenkomstig de afdankingsbepalingen bedoeld in de artikelen 114 tot 117 van dit decreet. Het in vast verband benoemd onderwijzend personeelslid kan bij een beslissing van de Regering van zijn mandaat van directeur of adjunct-directeur worden ontheven.

Afdeling 4. — Benoeming in vast verband in een ambt van (hoog)leraar of begeleider

Art. 126. Het personeelslid wordt door de Regering in vast verband benoemd in het ambt waarvoor het zich kandidaat had gesteld, in de vorm en binnen de termijn vastgesteld door de Regering, indien hij het voorwerp uitmaakte van een met redenen omklede voordracht van benoeming in vast verband die door de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, geformuleerd was.

Art. 127. Niemand kan in vast verband worden benoemd, indien hij bij de benoeming in vast verband niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen voor het toe te kennen ambt, zoals voorgeschreven in artikel 82;

4° de vereiste lichamelijke geschiktheid, zoals gecontroleerd door de administratieve gezondheidsdienst, bezitten;

5° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen inzake taalregeling;

6° van onberispelijk gedrag zijn;

7° aan de dienstplichtwetten voldoen;

8° tijdelijk, voor onbepaalde tijd, aangesteld of aangeworven zijn;

9° die betrekking als hoofdamt bekleden;

10° voldoen aan de anciënniteitsvoorwaarden vastgesteld door artikel 10, § 7, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, en, voor de (hoog)leraars kunstvakken of technische vakken, aan de voorwaarde inzake nuttige ervaring in een kunstpraktijk of technische praktijk bedoeld in artikel 110 van dit decreet.

Art. 128. De Regering benoemt in vast verband het voor onbepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelslid, dat, voor het bedoelde ambt en de toe te kennen cursussen, de grootste dienstanciënniteit, zoals bepaald in artikel 163, telt.

Het personeelslid kan drie jaar dienstanciënniteit, in vast verband verkregen in een ander niveau van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, laten gelden voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in lid 1.

Afdeling 5. — Opdrachtuitbreiding

Art. 129. Wanneer de in artikel 100 bedoelde betrekking, bij opdrachtuitbreiding, toegekend wordt aan een personeelslid dat in vast verband benoemd is in hetzelfde toe te kennen ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, dan geschiedt die opdrachtuitbreiding onmiddellijk als tijdelijk personeelslid voor onbepaalde tijd.

Wanneer de in artikel 100 bedoelde betrekking, bij opdrachtuitbreiding, op advies van de wervingscommissie bedoeld in de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet, wordt toegekend aan een onderwijzend personeelslid dat in vast verband benoemd is binnen dezelfde instelling in hetzelfde toe te kennen ambt en andere toe te kennen cursussen waarvoor het personeelslid een vereist bekwaamheidsbewijs bezit, dan geschiedt die opdrachtuitbreiding als tijdelijk personeelslid voor onbepaalde tijd.

Afdeling 6. — Mutatie

Art. 130. De kandidaten voor de mutatie, die op de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte oproep antwoorden, dienen hun aanvraag bij de Regering in.

De aanvragen om mutatie worden bij ter post aangetekend schrijven toegestuurd. In aanmerking komen, de aanvragen om mutatie die in de vorm en binnen de termijn bepaald in de oproep tot de kandidaten bedoeld in lid 1 worden ingediend.

De voorlopige mutatie kan echter enkel geschieden met de instemming van de directeurs van beide betrokken scholen.

Art. 131. De aanvraag om mutatie in een ambt van (hoog)leraar of begeleider wordt onderzocht door de wervingscommissie, die een advies mededeelt aan de pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool die over de betrekking waarnaar gesolliciteerd wordt, beschikt. De directeur van de hogere kunstschool zendt aan de Regering het met redenen omklede verslag van de pedagogische beheersraad door.

Art. 132. Op het einde van een academiejaar in de nieuwe hogere kunstschool, kan de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, aan de Regering voorstellen het personeelslid dat een voorlopige mutatie verkregen had, definitief aan te stellen. Zo niet, dan komt het betrokken personeelslid terug in de school waarvoor hij was aangesteld voordat hij zijn mutatie aanvraag.

Afdeling 7. — Beoordeling

Art. 133. Dit hoofdstuk is toepasselijk op de in vast verband benoemde personeelsleden, met uitsluiting van de directeurs en de adjunct-directeurs.

Art. 134. Voor ieder personeelslid wordt bij het hoofdbestuur van het ministerie een beoordelingsdossier bijgehouden, dat uitsluitend de volgende stukken bevat :

- 1° de verslagen over de wijze van dienen als tijdelijke personeelsleden;
- 2° de eventuele beoordelingsstaten;
- 3° de bestuursnota's waarin de in verband met het ambt gunstige of ongunstige gegevens worden vermeld;
- 4° een staat van de tuchtstraffen.

Art. 135. Met uitzondering van de staat van de tuchtstraffen, wordt ieder van de stukken die worden gevoegd bij het beoordelingsdossier vooraf geïseerd door het personeelslid. Al de genoemde stukken worden genummerd en vermeld in een inventaris.

Art. 136. Ieder personeelslid krijgt één van de volgende beoordelingsvermeldingen : « Goed », « Onvoldoende ».

Bij gebrek aan een beoordelingsstaat wordt ieder personeelslid geacht de vermelding « goed » te hebben gekregen.

Elke wijziging van een beoordelingsvermelding moet omstandig gemotiveerd worden door een speciaal verslag dat nauwkeurige, gunstige of ongunstige feiten vermeldt. Dat verslag moet worden gevoegd bij de beoordelingsstaat.

Art. 137. Elke beoordelingsvermelding heeft betrekking op het academiejaar op het einde waarvan zij toegekend of behouden werd.

De beoordelingsstaat wordt, in voorkomend geval, door de directeur van de hogere kunstschool ieder jaar opgesteld tussen 1 en 15 juni van elk jaar.

De beoordeling wordt jaarlijks verlengd, indien, sinds het toekennen van de laatste beoordeling, geen enkel gunstig of ongunstig nieuw feit op de persoonlijke fiche werd opgetekend.

De toekenning van de beoordelingsvermelding « Onvoldoende » geeft aanleiding tot een nieuwe beoordeling na een academiejaar.

Er wordt ook een beoordelingsstaat opgemaakt voor ieder personeelslid dat dit aanvraagt.

In dit geval, kan de beoordeling te allen tijde in het academiejaar worden opgemaakt, waarbij nooit meer dan één beoordeling kan worden opgemaakt gedurende een zelfde academiejaar.

Art. 138. Met het oog op de eventuele wijziging van de beoordeling, moet een persoonlijke fiche in verband met het betrokken personeelslid de gunstige of ongunstige nauwkeurige feiten vermelden die als beoordelingsbasis kunnen dienen en die betrekking hebben op de uitoefening van het ambt of op de persoonlijke levenssfeer in haar verband met het ambt.

Die persoonlijke fiche wordt, in voorkomend geval, door de directeur van de hogere kunstschool opgemaakt.

Art. 139. De beoordelingsstaat wordt door de directeur voorgelegd aan het personeelslid, dat het stuk viseert en binnen tien dagen terug bezorgt, indien hij geen bezwaren heeft. De procedure wordt voortgezet indien het personeelslid weigert het stuk te viseren of het niet terug bezorgt na het binnen de vastgestelde termijn te hebben geïseerd.

Oordeelt het personeelslid dat de hem toegekende vermelding niet gerechtvaardigd is, dan viseert hij dienovereenkomstig de beoordelingsstaat en bezorgt hem, samen met een bezwaarschrift, binnen tien dagen terug aan de directeur. Bedoeld bezwaarschrift wordt bij de beoordelingsstaat gevoegd. De procedure wordt voortgezet indien het personeelslid weigert het stuk te viseren of het niet terug bezorgt na het binnen de vastgestelde termijn te hebben geïseerd.

Binnen de vijftien dagen na de ontvangst van het bezwaarschrift geeft de directeur het betrokken personeelslid kennis van zijn beslissing. Bedoeld personeelslid viseert de beoordelingsstaat en heeft het recht, langs hiërarchische weg, een klacht neer te leggen bij de raad van beroep volgens de procedure bedoeld in de artikelen 191 en volgende. De procedure wordt voortgezet indien het personeelslid weigert de beoordelingsstaat te viseren.

Art. 140. Geen enkele aanbeveling, van welke aard ook, mag in het beoordelingsdossier worden opgenomen.

Ieder personeelslid mag, op welk ogenblik ook, kennis nemen van zijn beoordelingsdossier en, in voorkomend geval, er een afschrift van bekomen, mits tegemoetkoming in de kosten.

Art. 141. Het model van de beoordelingsstaat en het model van de persoonlijke fiche worden door de Regering vastgelegd.

Afdeling 8. — Overneming van een hogere kunstschool door een andere inrichtende macht

Art. 142. § 1. Bij overneming door de Franse Gemeenschap van een gesubsidieerde officiële hogere kunstschool of van een deel van een gesubsidieerde officiële hogere kunstschool, zijn de volgende bepalingen van toepassing :

1° de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn en die in dienstactiviteit zijn op het ogenblik van de overneming, krijgen van ambtswege de hoedanigheid van vast benoemd personeelslid in de overeenstemmende ambten binnen een school van de Franse Gemeenschap;

2° de in een hogere kunstschool benoemde hogere kunstschool, die, op het ogenblik van de overneming, een mandaat van directeur of adjunct-directeur uitoefenen, worden overgenomen in het ambt waarin zij in vast verband benoemd waren voor de uitoefening van hun mandaat;

3° de diensten die, tot de datum van de overneming, werkelijk werden gepresteerd door de personeelsleden, in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht die de leiding had van de door de Franse Gemeenschap overgenomen hogere kunstschool, alsook de diensten die werkelijk werden gepresteerd in een onderwijsinrichting tot de overneming ervan door boven vermelde inrichtende macht, voor zover zij in dienstactiviteit waren op het ogenblik van die overneming, worden gelijkgesteld met diensten die werkelijk werden gepresteerd als personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De overnemingsovereenkomst die te sluiten is tussen de betrokken inrichtende macht en de Franse Gemeenschap kan aanvullende regels bij de hierboven vermelde bepalingen en, in voorkomend geval, de overnemingsvoorwaarden voor de tijdelijk aangestelde personeelsleden, vaststellen.

§ 2. De voorwaarden voor de overneming van een hogere kunstschool of van een deel van een gesubsidieerde vrije hogere kunstschool worden vastgesteld in een overeenkomst die tussen de betrokken inrichtende machten te sluiten is.

Afdeling 9. — Fusies van de hogere kunstscholen

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 143. De keuze tussen de betrokken personeelsleden wordt bepaald door de dienstanciënniteit en, bij gelijke dienstanciënniteit, door de ambtsanciënniteit. Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Onderafdeling 2. — Bepalingen toepasselijk op de personeelsleden waarvan de hogere kunstschool een fusie op gelijke voet ondergaat

Art. 144. § 1. De personeelsleden van de scholen die een fusie hebben ondergaan, worden aangesteld in de school die voortvloeit uit de fusie op gelijke voet binnen de perken van de beschikbare betrekkingen en in de volgende volgorde :

1° de leden van het onderwijzend personeel die in vast verband benoemd zijn in het ambt die zij in deze hoedanigheid uitoefenen;

2° de leden van het onderwijzend personeel die voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen;

3° de leden van het onderwijzend personeel die een voorlopige aanstelling afwachten.

§ 2. De in § 1, 1° bedoelde personeelsleden die kunnen worden aangesteld, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

De in § 1, 3° bedoelde personeelsleden die geen wijziging van voorlopige aanstelling kunnen genieten, worden opnieuw ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Onderafdeling 3. Bepalingen toepasselijk op de personeelsleden waarvan de hogere kunstschool een fusie door overneming ondergaat

Art. 145. Voor de toepassing van deze onderafdeling, dient te worden verstaan onder :

1° School A : de hogere kunstschool die één of meer andere hogere kunstscholen overneemt;

2° School B : de hogere kunstschool(-scholen) die wordt(en) overgenomen.

Art. 146. De leden van het onderwijzend personeel van de school B die in vast verband benoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen en de leden van het onderwijzend personeel van de school B die een wijziging van voorlopige aanstelling genieten, worden respectievelijk ter beschikking gesteld en opnieuw ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking op de datum van de fusie.

Uiterlijk de dag voor de fusie door overneming wordt een einde gemaakt aan de prestaties die de leden van het onderwijzend personeel die niet bedoeld zijn in het vorig lid in de school B uitoefenen.

Art. 147. § 1. De in de school A beschikbare betrekkingen worden, op de datum van de fusie, toegekend in de volgende volgorde :

1° aan de leden van het onderwijzend personeel van de school A die in vast verband benoemd zijn in het ambt dat zij in die hoedanigheid uitoefenen;

2° aan de leden van het onderwijzend personeel van de school A die voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld zijn in het ambt dat zij in die hoedanigheid uitoefenen;

3° aan de leden van het onderwijzend personeel die een verandering van voorlopige aanstelling genieten in de school A in het ambt waarin zij benoemd zijn;

4° door verandering van voorlopige aanstelling, aan de leden van het onderwijzend personeel van de school B die in vast verband benoemd zijn in het ambt dat zij in die hoedanigheid uitoefenden;

5° aan de leden van het onderwijzend personeel van de school B die voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld zijn in hun ambt;

6° aan de leden van het onderwijzend personeel die een verandering van voorlopige aanstelling genieten in de school B in het ambt waarin zij benoemd zijn.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in § 1, 4°, die geen betrekking toegewezen kunnen krijgen, blijven ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking.

De personeelsleden bedoeld in § 1, 6°, die niet voorlopig gereffecteerd kunnen worden, worden opnieuw ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 148. Voor zover een vacante betrekking hun kan worden toegewezen in de school A, worden de personeelsleden bedoeld in artikel 147, § 1, 3° en 4°, in die school op de datum van de fusie gereffecteerd.

HOOFDSTUK III. — *Administratieve standen van de (hoog)leraars en begeleiders*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 149. Het personeelslid bevindt zich in een van de volgende administratieve standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° terbeschikkingstelling.

Afdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 150. Het personeelslid wordt altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve stand of dienststand wordt ingedeeld.

Art. 151. Behoudens uitdrukkelijke strijdige bepaling heeft het personeelslid in actieve dienst recht op wedde, en op bevordering tot een hogere wedde.

Hij kan zijn aanspraken op benoeming in vast verband of op uitoefening van een mandaat van directeur of adjunct-directeur doen gelden.

Hij krijgt verlof :

- 1) voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden;
- 2) voor verminderde dienstprestaties in geval van ziekte of gebrekkigheid;
- 3) voor verminderde dienstprestaties gemotiveerd door sociale of gezinsredenen;
- 4) voor het vervullen van sommige militaire prestaties in vredestijd, van prestaties voor de civiele bescherming of van taken ten algemenen nutte bij toepassing van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;
- 5) voor vakbondsopdrachten;
- 6) voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 7) voor een politiek opdracht;
- 8) voor onderbreking van de beroepsloopbaan;
- 9) wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 10) wegens opdracht.

Art. 152. De Regering stelt de vakantieregeling voor het personeel van de hogere kunstschole vast.

De personeelsleden hebben recht op minstens twaalf weken vakantie per academiejaar.

Afdeling 3. — Non-activiteit

Art. 153. Het personeelslid bevindt zich in de stand non-activiteit :

a) wanneer hij onder de door de Regering te bepalen voorwaarden sommige militaire prestaties in vredestijd verricht, of bij de civiele bescherming is ingedeeld, of met taken ten algemenen nutte belast is bij toepassing van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

b) wanneer schorsing bij tuchtmaatregel of non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel op hem wordt toegepast;

c) wanneer hij om gezinsredenen toelating heeft gekregen tijdens een langdurige periode afwezig te blijven.

Art. 154. Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling, heeft het personeelslid in de stand non-activiteit geen recht op wedde. Indien hij zich in de stand non-activiteit bevindt ingevolge de bepalingen van artikel 153, b), kan hij geen aanspraken op een mandaat van directeur of adjunct-directeur doen gelden.

Art. 155. Niemand kan op non-activiteit gesteld of gehouden worden op het einde van de maand waarin hij de leeftijd van zestig jaar heeft bereikt indien hij dertig jaar diensten telt die in aanmerking komen voor de opening van het recht op pensioen.

Afdeling 4. — Terbeschikkingstelling

Art. 156. Het personeelslid kan ter beschikking worden gesteld :

- a) wegens ontstentenis van betrekking;
- b) wegens persoonlijke aangelegenheden;
- c) wegens persoonlijke aangelegenheden vóór de inruststelling;
- d) wegens bijzondere opdracht;
- e) wegens ziekte of gebrekkigheid.

Art. 157. Niemand kan op non-activiteit gesteld of gehouden worden op het einde van de maand waarin hij de leeftijd van zestig jaar heeft bereikt indien hij dertig jaar diensten telt die in aanmerking komen voor de opening van het recht op pensioen.

De bepaling van lid 1 is niet van toepassing op de personeelsleden die ter beschikking werden gesteld wegens bijzondere opdracht.

Art. 158. Een wachtgeld kan worden verleend aan ter beschikking gestelde personeelsleden. Het wachtgeld, de uitkeringen en vergoedingen, die eventueel aan deze personeelsleden worden toegekend, zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling welke geldt voor de bezoldiging van de personeelsleden in actieve dienst.

HOOFDSTUK IV. — *Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en gedeeltelijk opdrachtverlies*

Afdeling 1. — Voorafgaande bepalingen

Art. 159. § 1. Wanneer een cursus, na advies van de Hoge Kunstraad zoals bepaald door het decreet, door de Regering, op eigen initiatief of op aanvraag van de directeur van de hogere kunstschool, wordt gewijzigd, dan wordt het personeelslid dat in die cursus in vast verband benoemd is, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies indien hij geen houder is van het bekwaamheidsbewijs dat voor die cursus vereist is.

§ 2. Wanneer een onderwijsactiviteit, geheel of gedeeltelijk, niet meer wordt georganiseerd omdat geen student daar ingeschreven is of omdat het aantal studenten die daar ingeschreven zijn, verminderd is, dan wordt het met de betrokken activiteit belaste personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies.

In het in lid 1 bedoelde geval, kan de Regering geen ander personeelslid aanstellen om dezelfde onderwijsactiviteit uit te oefenen.

Art. 160. § 1. Een personeelslid dat in een hoofdamt in vast verband benoemd is, wordt pas door de Regering ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies nadat, in de hierna bepaalde volgorde, een einde is gemaakt aan de diensten van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en dezelfde cursussen verstrekken :

- 1° als bijambt in de hogere kunstschool;
- 2° tijdelijk voor bepaalde tijd in de hogere kunstschool en met inachtneming van hun dienstanciënniteit;
- 3° tijdelijk voor onbepaalde tijd in de hogere kunstschool en met inachtneming van hun dienstanciënniteit.

§ 2. Wanneer een personeelslid ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies en uren van hetzelfde toe te kennen ambt en dezelfde toe te kennen cursussen vacant worden, moet de directeur van de hogere kunstschool die prioritair aan dat personeelslid toekennen, voordat de vacature wordt verklaard zoals bepaald in artikel 100.

Wanneer een personeelslid dat een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaat, zich kandidaat stelt voor een vacante betrekking van het ambt waarin hij in vast verband benoemd is, maar voor andere toe te kennen cursussen waarvoor hij een vereist bekwaamheidsbewijs bezit of waarvoor hij een artistieke, professionele of wetenschappelijke beroemdheid heeft verworven en de in artikel 100 bedoelde betrekking hem wordt toegekend met inachtneming van de in artikel 104 van dit decreet bepaalde procedure, dan wordt het personeelslid onmiddellijk definitief titularis van die cursussen.

Art. 161. Nadat de in artikel 160, § 1, bedoelde bepalingen toegepast zijn, verliest het in vast verband benoemd personeelslid die de kleinste dienstanciënniteit telt zijn betrekking of een deel van zijn opdracht in het betrokken ambt of in de toe te kennen cursussen.

In geval van ter beschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, kan het personeelslid, voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in lid 1, maximaal tien jaar dienstanciënniteit doen gelden die in vast verband in een ander niveau van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs werd verkregen.

Art. 162. Bij gelijke dienstanciënniteit, verliest het jongste personeelslid zijn betrekking of een deel van zijn opdracht.

Art. 163. De dienstanciënniteit bedoeld in de artikelen 128, lid 2, 143, 160, § 1, 161, lid 1 en 162 wordt berekend op de volgende wijze :

1° alle diensten die tijdelijk in de hogere kunstschoolen van de Franse Gemeenschap werden gepresteerd, komen in aanmerking voor een anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen geteld van het begin tot het einde van de gepresteerde diensten;

2° de diensten die in de hogere kunstschoolen van de Franse Gemeenschap in vast verband werkelijk werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties, worden per kalendermaand berekend, waarbij deze die niet de gehele maand dekken, niet in aanmerking worden genomen.

3° de diensten die werkelijk werden gepresteerd in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat ten minste de helft van het in het ambt met volledige dienstprestaties vereiste aantal uren telt, worden in aanmerking genomen op dezelfde wijze als de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties;

4° het aantal dagen verkregen in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat dit aantal uren niet omvat, wordt met de helft verminderd;

5° dertig dagen vormen één maand;

6° de duur van de diensten die in twee of meer gelijktijdig uitgeoefende ambten met volledige of onvolledige dienstprestaties werkelijk werden gepresteerd mag nooit langer zijn dan de duur van de diensten die werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties die gedurende dezelfde periode werden uitgeoefend;

7° de duur van de door het personeelslid werkelijk gepresteerde diensten mag nooit langer zijn dan twaalf maanden voor een kalenderjaar;

8° het bevallingsverlof en het verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij komen in aanmerking voor de berekening van de dienstanciënniteit. Voor de tijdelijk aangestelde personeelsleden worden de verlofdagen alleen gedurende de aanstellingsperiode in aanmerking genomen.

Afdeling 2. — Gedeeltelijk opdrachtverlies

Art. 164. Wanneer een personeelslid dat een hoofdamt uitoefent, binnen de hogere kunstschool niet meer een aantal uren presteert dat gelijk is aan het aantal uren dat hij op het ogenblik van zijn benoeming presteerde, wordt hij geacht een gedeeltelijk opdrachtverlies te ondergaan.

Het personeelslid met een gedeeltelijk opdrachtverlies blijft ter beschikking van de hogere kunstschool tot beloop van het aantal uren dat overeenstemt met de prestaties die hij uitoefende voordat hij geacht werd een gedeeltelijk opdrachtverlies te ondergaan.

Hij behoudt het genot van zijn wedde.

Afdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking

Art. 165. § 1. Wanneer, met inachtneming van de artikelen 160 tot 162, de betrekking als hoofdamt van een in vast verband benoemd personeelslid afgeschaft is, wordt dat personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Het personeelslid geniet een wachtwedde die gelijk is aan zijn laatste activiteitswedde en kan zijn aanspraken op een mandaat van directeur of adjunct-directeur gedurende twee academiejaren doen gelden.

Vanaf het derde academiejaar, wordt de wachtwedde elk jaar met 10 % verminderd, maar kan niet lager zijn dan zoveel keer één dertigste van de wedde die het personeelslid als dienstjaren telt op de datum waarop hij ter beschikking wordt gesteld.

Die beslissing kan niet als gevolg hebben de wachtwedde te verminderen tot een bedrag dat lager is dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop het betrokken personeelslid recht zou hebben indien hij de regeling van de sociale zekerheid voor werknemers zou genieten.

Voor de toepassing van deze paragraaf, dient onder dienstjaren te worden verstaan deze die in aanmerking komen voor de bepaling van het rustpensioen.

§ 2. Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking blijft ter beschikking van de hogere kunstschool tot beloop van het aantal uren dat overeenstemt met de prestaties die hij uitoefende voordat hij ter beschikking werd gesteld.

De uitoefening van de taken die de hogere kunstschool hem toewijst kan echter niet leiden tot het behoud van de betrekking van het afgeschaft ambt.

Wanneer, overigens, de wachtwedde van het personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld wordt, tot een bepaald percentage verminderd wordt, dan wordt het aantal prestatie-uren in gelijke verhouding verminderd.

Art. 166. Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, blijft behoren tot het aantal betrekkingseenheden dat overeenkomstig artikel 52 van dit decreet aan de hogere kunstschool toegekend is.

Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking blijft kandidaat voor een verandering van voorlopige aanstelling in een vacante betrekking van een hogere kunstschool van de Franse Gemeenschap.

Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, kan zich kandidaat stellen voor een verandering van voorlopige aanstelling in een vacante betrekking van een hogere kunstschool van een ander net.

De verandering van voorlopige aanstelling kan echter alleen geschieden met de instemming, naar gelang van het geval, van de Regering of van de Regering en de inrichtende macht van beide betrokken hogere kunstscholen. De verandering van voorlopige aanstelling schorst de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 167. Wanneer een personeelslid ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, geeft er de directeur van de hogere kunstschool kennis van aan de Regering binnen de tien dagen.

Wanneer een personeelslid, binnen zijn instelling, wegens ontstentenis van betrekking, een aantal uren niet meer presteert dat gelijk is aan dat waarvoor hij bezoldigd is, dan geeft de directeur van de hogere kunstschool er kennis van aan de Regering binnen de tien dagen.

HOOFDSTUK V. — Preventieve schorsing

Art. 168. § 1. Wanneer het belang van de dienst of van het onderwijs zulks vereist, kan een procedure van preventieve schorsing worden ingesteld ten aanzien van een in vast verband benoemd personeelslid :

1° indien hij strafrechtelijk vervolgd wordt;

2° vóór de toepassing van tuchtsancties of indien tuchtsancties tegen hem worden uitgesproken;

3° zodra de Regering hem, bij aangetekend schrijven, kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, die niet van de aard van een sanctie is.

Ze wordt door de Regering uitgesproken en met redenen omkleed. Ze heeft tot gevolg dat het personeelslid uit zijn ambt wordt verwijderd..

Gedurende de duur van de preventieve schorsing, blijft het personeelslid in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 3. Voordat een maatregel tot preventieve schorsing wordt getroffen, moet het personeelslid uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of, behalve voor de personeelsleden van de inspectiedienst, door de ambtenaar-generaal die hij daartoe machtigt.

De oproeping tot het verhoor alsook de redenen tot staving van de preventieve schorsing van het personeelslid worden drie werkdagen voor het verhoor, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, dat drie werkdagen na de datum van zijn verzending uitwerking heeft, ofwel door de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs, dat uitwerking heeft op de datum die op dat ontvangstbewijs vermeld staat.

Gedurende dat verhoor mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie, door een advocaat of een vertegenwoordiger gekozen uit de personeelsleden die in dienstactiviteit zijn of in ruste gesteld uit het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag bepaald voor het verhoor, en zelfs indien het personeelslid of diens vertegenwoordiger niet werden gehoord, dan wordt de beslissing meegedeeld aan het personeelslid bij een ter post aangetekend schrijven.

Indien deze beslissing tot een preventieve schorsing leidt, heeft ze uitwerking met ingang van de derde werkdag die volgt op de datum van de verzending ervan.

§ 4. In afwijking van lid 1 van § 3, kan het personeelslid onmiddellijk uit zijn ambt worden verwijderd wegens een zware tekortkoming waarvoor hij op heterdaad betrapt is of wanneer de grieven die hem worden verweten zo zwaar zijn dat het, in het belang van het onderwijs, wenselijk is dat het personeelslid niet meer in de school aanwezig is.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd getroffen, moet de procedure tot preventieve schorsing worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Zo niet, dan eindigt de maatregel tot onmiddellijke verwijdering op het einde van voormelde termijn en kan het personeelslid uit de instelling wegens dezelfde zware tekortkoming of dezelfde grieven pas opnieuw worden verwijderd mits naleving van de procedure voor de preventieve schorsing zoals inzonderheid bedoeld in § 3 van dit artikel.

De maatregel tot onmiddellijke verwijdering wordt door de Regering uitgesproken.

Het onmiddellijk verwijderde personeelslid blijft in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 5. In het kader van de vaststelling van een onvereenigbaarheid of in het kader van een tuchtvordering of vóór de eventuele toepassing van een tuchtvordering, kan de duur van de preventieve schorsing niet langer zijn dan één jaar, en, in het kader van een tuchtvordering, eindigt in ieder geval :

1° na zes maanden, indien geen voorstel tot tuchtstraf werd uitgesproken en aan het personeelslid binnen die termijn meegedeeld;

2° de derde werkdag die volgt op de mededeling van het voorstel tot tuchtstraf, indien dat voorstel de terechtwijzing, de berisping of de afhouding op de wedde is;

3° voor een voorstel tot tuchtstraf, anders dan deze die bedoeld zijn in punt 2°, tachtig kalenderdagen na de mededeling van de tuchtstraf aan het personeelslid, indien dat lid geen beroep tegen dat voorstel heeft ingediend;

4° voor een voorstel tot tuchtstraf, anders dan deze die bedoeld zijn in punt 2°, tachtig kalenderdagen na de mededeling aan de Regering van het advies van de raad van beroep over het voorstel tot tuchtstraf uitgesproken ten aanzien van het personeelslid;

5° de dag waarop de tuchtstraf uitwerking heeft.

In het kader van een strafvervolging, is de duur van de preventieve schorsing niet tot één jaar beperkt.

Wanneer een tuchtvordering ingesteld wordt of voortgezet wordt na een in kracht van gewijsde gegaan gerechtelijke beslissing tot strafveroordeling, dan begint de termijn van één jaar bedoeld in lid 1 pas na de uitspraak van de definitieve veroordeling te lopen.

§ 6. In het kader van een tuchtvordering of vóór de eventuele toepassing van een tuchtvordering, moet de preventieve schorsing om de drie maanden met ingang van de uitwerking schriftelijk worden bevestigd.

Die bevestiging wordt meegedeeld aan de betrokkene bij een ter post aangetekend schrijven.

Wordt de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn niet bevestigd, dan mag het betrokken personeelslid zijn ambt opnieuw uitoefenen nadat hij de Regering daarvan, bij aangetekend schrijven, op de hoogte heeft gebracht, ten minste tien werkdagen voordat hij opnieuw gaat werken.

Na ontvangst van die kennisgeving, kan de Regering het behoud van de preventieve schorsing volgens de in lid 2 bepaalde procedure bevestigen.

Art. 169. Ieder preventief geschorst personeelslid behoudt zijn recht op de wedde.

In afwijking van lid 1, wordt de wedde van ieder preventief geschorst personeelslid :

1° dat verdacht of beklaagd wordt in het kader van een strafvervolging;

2° tegen wie een niet definitieve veroordeling tot straf is uitgesproken tegen welke het personeelslid gebruik heeft gemaakt van zijn gewone beroepsrechten;

3° tegen wie een tuchtvordering werd ingesteld of voortgezet na een definitieve veroordeling tot straf;

4° tegen wie een strafvervolging werd ingesteld wegens een zware tekortkoming waarvoor hij op heterdaad betrapt is of waarvoor bewijskrachtige aanwijzingen voorhanden zijn en die ter beoordeling van de minister staat;

5° tegen wie een voorstel tot tuchtstraf bedoeld in artikel 171, 5°, 6° en 7°, wordt ingediend,

op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde verminderd wordt tot een bedrag dat lager is dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop de betrokkene recht zou hebben indien hij het voordeel zou genieten van het stelsel van sociale zekerheid voor werknemers.

Voor de toepassing van lid 2, 1° en 2°, heeft die weddevermindering uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de dag waarop het personeelslid verdacht of beklaagd wordt of waarop een niet definitieve veroordeling tegen hem is uitgesproken.

Voor de toepassing van lid 2, 3°, wordt die reeds krachtens lid 2, 1° of 2° verrichte weddevermindering behouden na de definitieve veroordeling indien de Regering aan het personeelslid haar voornemen mededeelt om de tuchtvordering in te stellen of voort te zetten.

Voor de toepassing van lid 2, 4°, heeft de weddevermindering uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan het personeelslid door de Regering kennis wordt gegeven van de toepassing van dat lid 2, 4°.

Voor de toepassing van lid 2, 5°, heeft die weddevermindering uitwerking met ingang van de dag waarop het voorstel tot tuchtstraf aan het personeelslid voorgelegd of meegedeeld wordt.

Art. 170. Op het einde van de tuchtvordering of de strafrechtelijke vordering, wordt de maatregel tot weddevermindering ingetrokken, behalve indien :

1° de Regering het personeelslid één van de sancties bepaald in artikel 171, 5°, 6° en 7° van dit decreet oplegt;

2° artikel 209, 2°, b) en 5° wordt toegepast;

3° het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf, die al dan niet wordt gevolgd door een tuchtvordering, ondergaat.

Wanneer de maatregel tot weddevermindering met toepassing van lid 1 wordt ingetrokken, ontvangt het personeelslid het aanvankelijk afgehouden aanvullend bedrag van zijn wedde, vermeerderd met de verwijlrenten, berekend volgens de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de eerste dag waarop de vermindering werd verricht.

De bedragen die door het personeelslid gedurende de preventieve schorsing werden ontvangen, blijven hem vervallen.

Indien de wedde van het personeelslid werd verminderd met toepassing van artikel 169 en indien op het einde van de tuchtvordering een straf van tuchtschorsing wordt uitgesproken voor een duur die korter is dan de duur van de maatregel tot weddevermindering, dan wordt deze ingetrokken voor de periode die langer is dan de duur van de tuchtschorsing en geniet het personeelslid in dat geval het aanvullend deel van zijn wedde, ten onrechte afgehouden gedurende deze periode, vermeerderd met de verwijlrenten, berekend volgens de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de dag waarop de vermindering werd verricht.

Lid 4 is niet van toepassing in het kader van een tuchtvordering die na een definitieve veroordeling tot straf werd ingesteld of voortgezet.

HOOFDSTUK VI. — *Tuchtregeling*

Eerste Afdeling. — Tuchtstraffen

Art. 171. Aan de vastbenoemde personeelsleden die hun plicht niet nakomen, kunnen de volgende tuchtstraffen worden opgelegd :

1° de terechtwijzing;

2° de berisping;

3° de afhouding op de wedde;

4° de overplaatsing bij tuchtmaatregel;

5° de schorsing bij tuchtmaatregel;

6° de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel;

7° de afzetting.

In het geval van een onderwijzend personeelslid, stelt de directeur van de hogere kunstschool, op advies van de pedagogische beheersraad, de bij lid 1 bedoelde straffen voor.

In het geval van een directeur, van een adjunct-directeur, stelt de ambtenaar met de hoogste rang van het Bestuur waaronder de hogere kunstschool ressorteert de bij lid 1 bedoelde straffen voor.

Art. 172. De tuchtstraffen worden door de Regering uitgesproken.

Art. 173. De afhouding op de wedde wordt toegepast voor een periode van minstens één maand en van hoogstens drie maanden. Zij mag niet meer dan één vijfde van de bruto activiteits- of wachtwedde bedragen.

Art. 174. De schorsing bij tuchtmaatregel mag niet worden uitgesproken voor meer dan één jaar. Zij heeft de halvering van de wedde tot gevolg.

Art. 175. De duur van de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel wordt bepaald door de overheid die de straf oplegt; zij mag niet minder dan één jaar bedragen en vijf jaar niet overschrijden.

Gedurende de eerste twee jaar geniet het personeelslid een wachtgeld dat gelijk is aan de helft van de activiteitswedde. Zonder dat het laatst vermelde bedrag mag worden overschreden, wordt het wachtgeld vervolgens vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat de betrokkene zou bekomen indien hij vroegtijdig in ruste was gesteld.

Het personeelslid mag zijn wederopneming in het onderwijs aanvragen na het verstrijken van de helft van de duur van zijn straf.

Art. 176. De afhouding op de wachtwedde of de toekenning van een wachtwedde mag niet tot gevolg hebben dat de wedde van het personeelslid verminderd wordt op een bedrag dat lager is dan de werkloosheidsuitkering waarop het personeelslid recht zou hebben indien hij onder de regeling voor de sociale zekerheid voor werknemers zou vallen.

Art. 177. Geen straf mag worden voorgesteld dan nadat het personeelslid vooraf is gehoord of ondervraagd. De betrokkene mag gebruik maken van de rechten die het syndicaal statuut hem toekent. Hij kan beroep instellen bij de raad van beroep volgens de procedure bedoeld bij de artikelen 191 en volgende.

Art. 178. De tuchtprocedure mag enkel betrekking hebben op feiten die vastgesteld werden gedurende het jaar dat voorafgaat aan de datum van het begin van de procedure.

In geval van strafvordering, dient met de tuchtprocedure begonnen te worden binnen de zes maanden van de kennisneming van de definitieve gerechtelijke beslissing door de overheid die de tuchtstraf moet voorstellen.

Art. 179. Geen enkele straf mag uitwerking hebben voor de periode die voorafgaat aan de uitspraak ervan.

Art. 180. Elke straf wordt in het beoordelingsdossier opgetekend.

Art. 181. De strafvordering met betrekking tot de feiten waarvoor een tuchtprocedure werd ingesteld schorst de tuchtprocedure en –uitspraak, behalve in geval van ontdekking op heterdaad of indien de feiten vastgesteld werden, in verband met het beroep, en bekend door het personeelslid.

Ongeacht het resultaat van de strafvordering, behoudt de administratieve overheid de bevoegdheid recht te spreken over de toepassing van de tuchtstraffen.

Nochtans wordt de tuchtoverheid, in deze beoordeling, gebonden door de materialiteit van de feiten, die definitief door de strafbeslissing werd vastgesteld.

Afdeling 2. — Schraping van tuchtstraffen

Art. 182. De schraping van een tuchtstraf geschiedt ambtshalve na een termijn van :

- 1° één jaar voor de terechtwijzing en de berisping;
- 2° drie jaar voor de afhouding op de wedde en de verplaatsing bij tuchtmaatregel;
- 3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° zeven jaar voor de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel.

De termijn heeft uitwerking vanaf de datum van de tuchtbeslissing.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtstraf heeft de schraping tot gevolg dat er geen rekening meer kan worden gehouden met de geschrapte tuchtstraf, inzonderheid voor de toegang tot een mandaat van directeur of adjunct-directeur. De geschrapte tuchtstraf wordt weggenomen van het dossier van het personeelslid.

HOOFDSTUK VII.— Raad van beroep

Art. 183. Bij de Regering wordt een raad van beroep ingesteld, genoemd : raad van beroep van de Hogere kunstschole van de Franse Gemeenschap.

Art. 184. De raad van beroep behandelt :

- 1° de beroepen ingediend inzake onverenigbaarheden;
- 2° de beroepen ingediend inzake beoordeling;
- 3° de beroepen ingediend tegen elk voorstel tot tuchtstraf;
- 4° de beroepen ingediend door de personeelsleden die tijdelijk aangewezen zijn tegen elk voorstel van afdanking in de bij de artikelen 115 en 117 bedoelde gevallen.

Art. 185. De raad van beroep bestaat uit een voorzitter en zes leden.

Art. 186. De Regering stelt de voorzitter en de twee plaatsvervangende voorzitters aan onder de ambtenaren-generaal van het ministerie.

Art. 187. De Regering stelt de leden aan van de raad van beroep onder de vastbenoemde personeelsleden van de Hogere kunstschole van de Franse Gemeenschap. De personeelsleden moeten minstens 35 jaar oud zijn en een dienstanciënniteit van minstens tien jaar tellen in het hoger kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap.

De leden van de raad van beroep bedoeld bij vorig lid worden aangesteld, voor de helft, onder de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en voor de helft op de lijsten van twee kandidaten voorgedragen door iedere van de verenigingen die de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen aangesloten bij een vereniging die zitting heeft bij de Nationale Arbeidsraad, waarbij iedere vereniging over minstens één vertegenwoordiger beschikt.

Art. 188. Onder dezelfde voorwaarden stelt de Regering twee plaatsvervangende leden voor elk werkend lid aan.

Art. 189. De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden worden voor een periode van vier jaar aangesteld. Hun mandaat kan worden vernieuwd.

De vervanger van een lid voltooit het mandaat van het lid dat vervangt.

Art. 190. De Regering stelt een secretaris en twee plaatsvervangende secretarissen aan onder de ambtenaren van het ministerie.

Zij nemen het secretariaat waar zonder stemgerechtigd te zijn.

Art. 191. § 1. Ieder personeelslid dat verzocht wordt een voorstel tot tuchtstraf hem aangaande te viseren, heeft het recht langs de hiërarchische weg een beroep in te stellen voor de raad van beroep, binnen een termijn van 20 dagen, te rekenen vanaf de datum waarop het voorstel hem ter visering werd voorgelegd.

Indien de betrokkene geen beroep heeft ingesteld binnen de bepaalde termijn wordt het voorstel tot tuchtstraf rechtstreeks aan de Regering overgezonden.

§ 2. Het beroep inzake onverenigbaarheid alsook het beroep inzake beoordeling worden langs de hiërarchische weg ingediend, binnen een termijn van 20 dagen, te rekenen vanaf de datum waarop de kennisgeving van de onverenigbaarheid werd gedaan of de datum waarop de directeur van zijn beslissing, zoals bedoeld bij artikel 139, lid 3, kennis heeft gegeven.

§ 3. Het beroep van een voor onbepaalde tijd aangeworven tijdelijk personeelslid tegen een voorstel van afdanking bedoeld bij artikel 115 wordt langs de hiërarchische weg ingediend binnen een termijn van 10 dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het voorstel tot afdanking.

§ 4. Het beroep van een voor onbepaalde tijd aangeworven tijdelijk personeelslid tegen een voorstel van afdanking bedoeld bij artikel 117 wordt langs de hiërarchische weg ingediend binnen een termijn van 10 dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het voorstel tot afdanking.

Art. 192. Het beroep inzake onverenigbaarheid, het voorstel van tuchtstraf geviserd door belanghebbende, het voorstel van afdanking geviserd door belanghebbende, het beroep dat hij ingediend heeft alsook alle stukken die betrekking hebben op de beoordeling van het belanghebbende personeelslid, worden overgezonden naargelang het geval aan de raad van beroep, binnen een termijn van één maand, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep.

Art. 193. De raad van beroep mag niet beraadslagen over een beroep indien de verzoeker niet in de mogelijkheid werd gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden en indien het dossier niet de gegevens bevat, die het de raad mogelijk moeten maken met volledige kennis van zaken een advies uit te brengen, o.m. het verslag van het onderzoek, de notulen van het getuigenverhoor en van de onontbeerlijke confrontaties.

Art. 194. Behalve in geval van strafvervolging, moet de raad van beroep, voor de gevallen bedoeld bij artikel 184, 1°, 2° en 3°, binnen drie maanden na het ontvangen van het volledig dossier, een advies uitbrengen. De Regering kan het advies dringend vragen, doch in dat geval mag de termijn niet minder bedragen dan één maand.

In het geval van een beroep ingediend tegen een voorstel van afdanking zoals bedoeld bij artikel 184, 4°, mag de termijn niet langer zijn dan één maand.

Art. 195. Zodra een beroep ingesteld wordt, deelt de voorzitter aan de verzoeker de lijst mede van de werkende en plaatsvervangende leden van de raad van beroep.

Binnen tien dagen na de ontvangst van deze lijst, mag de verzoeker de wraking van één of meer leden van de raad van beroep vragen: maximaal drie leden aangewezen op de voordracht van de vakverenigingen en drie leden rechtstreeks door de Regering aangewezen. Hij mag evenwel geen werkend lid en zijn twee plaatsvervangers wraken.

Een lid mag vragen ontlast te worden, ingeval hij meent in de zaak een zedelijk belang te hebben of hij de mening is toegedaan dat men hem zou kunnen verwijten niet onpartijdig te zijn. De voorzitter beslist over het gevolg dat aan dit verzoek moet gegeven worden. Om dezelfde redenen, kan hij ook een lid van ambtswege ontslaan.

Art. 196. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters mogen geen zitting hebben in een zaak die een personeelslid van een hogere kunstschool betreft, die onder hun bestuur ressorteert.

De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden mogen geen zitting houden voor een zaak betreffende hun echtgenoot of een bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad.

Art. 197. De verzoeker verschijnt persoonlijk. Hij kan bijgestaan worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde of in ruste gesteld zijnde personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Indien de verzoeker, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, beschouwt de raad van beroep de zaak als niet meer bij hem aanhangig, en stuurt hij het dossier voor beslissing aan de Regering.

Art. 198. De raad van beroep beraadslaagt en beslist geldig indien de voorzitter en minstens vier leden aanwezig zijn.

Indien het bij artikel 1 bedoeld quorum niet bereikt wordt, roept de voorzitter een nieuwe vergadering bij één binnen de veertien dagen. Gedurende deze vergadering, zal een beslissing kunnen worden genomen wat ook het aantal aanwezige leden is.

Art. 199. Voor iedere zaak wijst de Regering een verslaggever aan onder de ambtenaren van het ministerie, die niet aan het onderzoek deel hebben genomen.

De verslaggever zet voor de raad van beroep objectief de voorgeschiedenis van de zaak en de uitslagen van het onderzoek uiteen. Hij heeft het recht van repliek. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 200. De raad van beroep kan een bijkomend onderzoek bevelen, bezwarende en ontlastende getuigen horen. Na beraadslaging, stuurt hij zijn gemotiveerd advies naar de Regering. Bedoeld advies vermeldt met hoeveel stemmen, voor en tegen, de stemming werd verkregen.

Art. 201. De stemming over het advies is geheim. De leden rechtstreeks door de Regering aangesteld en de leden aangesteld op de voordracht van de vakverenigingen moeten in gelijk aantal zijn om aan de stemming deel te nemen. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meer leden na loting.

Het advies wordt gegeven bij meerderheid der aanwezige leden. Voor de toepassing van de leden 1 en 2, worden de blanco stemmen en de onthoudingen niet als stemming beschouwd. Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

Art. 202. De beslissing wordt door de Regering genomen binnen de maand die volgt op de ontvangst van het advies. Erin wordt melding gedaan van het met redenen omkleed advies van de raad van beroep of het gebrek aan advies. Iedere beslissing die niet overeenstemt met het advies van de raad van beroep wordt met redenen omkleed.

De Regering brengt haar beslissing ter kennis van de raad van beroep en van de verzoeker.

Art. 203. Het mandaat van de leden van de raad van beroep is kosteloos. Reis- en verblijfsvergoedingen kunnen hun evenwel worden toegekend volgens de bepalingen bepaald bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en bij het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Art. 204. De werking van de raad van beroep, met inachtneming van de rechten van de verdediging en van het contradictoire karakter van de debatten, wordt door de Regering geregeld.

HOOFDSTUK VIII. — *Ambtsneerlegging*

Eerste Afdeling. — *Ambtsneerlegging van de voor bepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelsleden*

Art. 205. De voor bepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelsleden worden ambtshalve en zonder vooropzegging uit hun ambt ontslagen:

1° indien zij niet regelmatig tijdelijk aangewezen werden, voor zover de onregelmatigheid niet door de Regering is begaan;

2° indien zij niet meer voldoen aan de volgende voorwaarden:

onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie zijn, behoudens afwijking toegekend door de Regering;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

3° indien zij na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° indien zij zonder geldige reden hun betrekking verlaten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° indien zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke wetten en strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft;

6° indien vastgesteld wordt dat er een permanente arbeidsongeschiktheid bestaat zoals erkend overeenkomstig de wet of de verordening, die zij ervan verhindert hun ambt behoorlijk uit te oefenen;

7° indien zij de normale leeftijd voor de inruststelling hebben bereikt;

8° op het einde van de termijn vermeld in de aanwijzingsakte en uiterlijk de laatste dag van het academiejaar gedurende hetwelk de aanwijzing plaatsheeft;

9° om het toekennen van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken in een welbepaald ambt en toe te kennen cursussen voor een personeelslid van dezelfde hogere kunstschool, dat definitief benoemd of voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld is;

10° op het ogenblik van de terugkeer van de titularis van de betrekking of van het personeelslid dat hem tijdelijk vervangt, in het geval van een aanwijzing zoals bedoeld bij artikel 105, § 1;

11° indien een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen beroep zoals bedoeld bij artikel 97 wordt ingesteld of indien het personeelslid een einde weigert te stellen, na uitputting van de procedure, aan de onverenigbare bezigheid;

12° vanaf de ontvangst van het advies van de administratieve gezondheidsdienst waarbij het personeelslid definitief ongeschikt wordt verklaard;

13° in het geval van een vaste benoeming in een ambt naar rata van de uren die het voorwerp maken van deze nieuwe benoeming, ten belope van een volledig ambt;

14° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool in een bepaald ambt en toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet is door een voor bepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelslid;

15° om het toekennen van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken in een welbepaald ambt en toe te kennen cursussen voor een personeelslid van dezelfde hogere kunstschool, dat definitief benoemd of voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen is. In dat geval, verliest het personeelslid met de kleinste dienstanciënniteit zoals bedoeld bij artikel 163 voor het in acht genomen ambt en de toe te kennen cursussen, zijn betrekking.

Art. 206. Een voor bepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelslid kan vrijwillig zijn ambt neerleggen, mits vooropzegging van veertien dagen.

Het personeelslid geeft er kennis van aan de Regering bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft de derde werkdag volgend op de datum van zijn verzending, en licht de directeur van de hogere kunstschool over zijn beslissing in.

Afdeling 2. — Ambtsneerlegging van de voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelsleden

Art. 207. De voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelsleden worden ambtshalve en zonder vooropzegging uit hun ambt ontslagen :

1° indien zij niet regelmatig tijdelijk aangewezen werden, voor zover de onregelmatigheid niet door de Regering is begaan;

2° indien zij niet meer aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie zijn, behoudens afwijking toegekend door de Regering;

b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

3° indien zij na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° indien zij zonder geldige reden hun betrekking verlaten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° indien zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke wetten en strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft;

6° indien vastgesteld wordt dat er een permanente arbeidsongeschiktheid bestaat zoals erkend overeenkomstig de wet of de verordening, die hen ervan verhindert hun ambt behoorlijk uit te oefenen;

7° indien zij de normale leeftijd voor de inruststelling hebben bereikt;

8° om het toekennen van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken voor een vastbenoemd onderwijzend personeelslid van dezelfde hogere kunstschool. In dat geval, verliest zijn betrekking het voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelslid dat de kleinste dienstanciënniteit telt zoals bedoeld bij artikel 163 voor het betrokken ambt en de toe te kennen cursussen.

9° om het toekennen van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken voor een voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld onderwijzend personeelslid van dezelfde hogere kunstschool. In dat geval, verliest zijn betrekking het personeelslid dat de kleinste dienstanciënniteit telt zoals bedoeld bij artikel 163 voor het betrokken ambt en de toe te kennen cursussen.

10° indien een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen beroep zoals bedoeld bij artikel 97 wordt ingesteld of indien het personeelslid een einde weigert te stellen, na uitputting van de procedure, aan de onverenigbare bezigheid;

11° vanaf de ontvangst van het advies van de administratieve gezondheidsdienst waarbij het personeelslid definitief ongeschikt wordt verklaard;

12° in het geval van een vaste benoeming in een ambt naar rata van de uren die het voorwerp uit te maken van deze nieuwe benoeming, ten belope van een volledig ambt;

13° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool in een bepaald ambt en toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet is door een voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelslid.

Art. 208. Een voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelslid kan vrijwillig zijn ambt neerleggen, mits vooropzegging van vijftien dagen.

Het personeelslid geeft er kennis van aan de Regering bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft de derde werkdag volgend op de datum van zijn verzending, en licht de directeur van de hogere kunstschool over zijn beslissing in.

Afdeling 3. — Ambtsneerlegging van vastbenoemde personeelsleden

Art. 209. De vastbenoemde personeelsleden worden ambtshalve en zonder vooropzegging uit hun ambt ontslagen :

1° indien zij niet regelmatig vastbenoemd werden, voor zover de onregelmatigheid niet door de Regering is begaan. De personeelsleden behouden de verworven rechten in verband met hun vorige regelmatige toestand;

2° indien zij niet meer aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie zijn, behoudens afwijking toegekend door de Regering;

b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

3° indien zij na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige redenen hun dienst niet hervatten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° indien zij zonder geldige redenen hun betrekking verlaten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° indien zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke wetten en strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft;

6° indien vastgesteld wordt dat er een permanente arbeidsongeschiktheid bestaat zoals erkend overeenkomstig de wet of de verordening die zij ervan verhindert hun ambt behoorlijk uit te oefenen;

7° indien zij de normale leeftijd voor de inruststelling hebben bereikt;

8° indien zij afgezet werden;

9° indien de beroepsongeschiktheid definitief werd vastgesteld. Voor de personeelsleden die een beoordeling genieten, wordt de ongeschiktheid vastgesteld door het behouden van de vermelding "onvoldoende" gedurende twee opeenvolgende jaren vanaf de toekenning ervan;

10° indien een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en indien geen beroep zoals bedoeld bij artikel 97 wordt ingesteld of indien het personeelslid een einde weigert te stellen, na uitputting van de procedure, aan de onverenigbare bezigheid;

11° indien zij, zonder geldige redenen, een nieuwe aanstelling toegekend na een verandering van aanstelling of van een mutatie weigeren;

12° indien zij, zonder geldige redenen, de uren die ze toegekend worden krachtens artikel 165, § 2, weigeren;

13° indien zij in ruste worden gesteld wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid;

14° in het geval van een vaste benoeming in een ander ambt naar rata van de uren die het voorwerp uitmaken van deze nieuwe benoeming, ten belope van een volledig ambt;

15° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool in een bepaald ambt en toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet is door een vastbenoemd personeelslid die een bijambt uitoefent.

Wanneer de definitieve ambtsneerlegging de toepassing van artikel 10 van de wet van 20 juli 1991 met zich meebrengt, stort de Franse Gemeenschap de bijdragen bepaald in dat artikel ter bestemming van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 210. De vrijwillige ontslagneming van het vastbenoemd personeelslid heeft de definitieve ambtsneerlegging tot gevolg. Het personeelslid mag zijn dienst enkel verlaten op voorwaarde ertoe behoorlijk gemachtigd te zijn geweest of na een vooropzegging van vijftien dagen. Het personeelslid geeft er kennis van aan de Regering bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van zijn verzending. Hij licht de directeur van de hogere kunstschool over zijn beslissing in.

TITEL IV. — *Statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van de gesubsidieerde officiële Hogere kunstschole***HOOFDSTUK I. — *Plichten en onverenigbaarheden****Eerste afdeling. — Plichten*

Art. 211. De personeelsleden moeten in alles steeds de belangen van het onderwijs van de inrichtende macht waar zij hun ambt bekleden, behartigen.

Art. 212. Tijdens de uitoefening van hun ambt, komen zij persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na, die hun zijn opgelegd door de wetten, decreten, besluiten en verordeningen, door de verplichte bijkomende regels van de paritaire commissies zoals bedoeld bij de artikelen 308 en 309.

Art. 213. De personeelsleden moeten zich met de meest volstrekte correctheid gedragen, zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met de studenten als in hun omgang met een persoon van buiten de dienst.

Zij moeten alles wat afbreuk kan doen aan de eer en de waardigheid van hun ambt vermijden.

Art. 214. Zij mogen de studenten niet blootstellen aan handelingen van politieke, godsdienstige of filosofische propaganda of aan reclame.

Art. 215. De personeelsleden moeten, binnen de perken gesteld door de reglementering, door de bijkomende regels van de bevoegde paritaire commissie en door hun aanwijzingsakte, de diensten verstrekken die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de hogere kunstschole waar zij hun ambt bekleden.

Zij mogen zonder voorafgaande toelating van de inrichtende macht of van haar vertegenwoordiger de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Art. 216. De personeelsleden wordt verboden feiten bekend te maken, die zij zouden kennen ter oorzaak van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 217. De personeelsleden wordt verboden rechtstreeks of door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt doch omwille ervan, giften, geschenken, beloningen of enig ander voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 218. Zij mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's Lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

De uitoefening van de rechten van het Belgisch of Europees Staatsburgerschap, die de personeelsleden bezitten, wordt steeds geëerbiedigd.

Art. 219. De personeelsleden moeten de verplichtingen, schriftelijk vastgesteld in de aanwijzings- of benoemingsakte, die voortvloeien uit de specifieke aard van het pedagogisch en artistiek project van de inrichtende macht waarbij zij hun ambt, nakomen.

Afdeling 2. — Onverenigbaarheden

Art. 220. Elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren die voortvloeien uit de specifieke aard van het pedagogisch en artistiek project van deze inrichtende macht of die in strijd is met de waardigheid van hun ambt, is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van een gesubsidieerde officiële hogere kunstschool.

De bij lid 1 bedoelde onverenigbaarheden dienen te worden vermeld in elke aanwijzings- of benoemingsakte.

Art. 221. Bij betwisting van het bestaan van een bij artikel 220 bedoelde onverenigbaarheid kunnen de inrichtende macht of het personeelslid het advies vragen van de lokale paritaire commissie.

Het advies wordt uitgebracht binnen de dertig dagen van de ontvangst van de aanvraag.

Art. 222. De bij artikel 300 ingestelde raad van beroep beslist over de beroepen inzake onverenigbaarheden.

Wanneer het advies dat gevraagd werd aan de paritaire commissie bekomen is, of na het verstrijken van de termijn van dertig dagen bedoeld bij artikel 221, lid 2, maakt het personeelslid of de inrichtende macht de zaak aanhangig bij de raad van beroep die door middel van een advies beslist.

De eindelijke beslissing van de inrichtende macht moet in overeenstemming zijn met het bij lid 2 bedoeld advies.

HOOFDSTUK II. — *Werving*

Eerste afdeling. — Algemene bepalingen

Art. 223. § 1. De personeelsleden worden tijdelijk aangewezen, vast benoemd of krijgen een mandaat toevertrouwd door de inrichtende macht.

§ 2. De personeelsleden worden aangeworven door de inrichtende macht op advies van de Wervingscommissie die zij daartoe opricht, overeenkomstig de artikelen 15 en 63 tot 67.

Bij § 2 worden de kandidaten die naar een mandaat van lector solliciteren, niet bedoeld.

Art. 224. De personeelsformatie wordt aan de inrichtende macht ter goedkeuring voorgelegd door de directeur van de hogere kunstschool, op advies van de pedagogische beheersraad. Deze personeelsformatie wordt jaarlijks bepaald.

De wervingen, benoemingen en terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking van de personeelsleden worden voorgesteld door de directeur van de hogere kunstschool aan de inrichtende macht, op advies van de pedagogische beheersraad.

Uiterlijk voor 30 juni geeft de Regering kennis van het aantal betrekkingseenheden toegekend aan de hogere kunstschool voor het volgend academiejaar.

Art. 225. Uiterlijk op 1 mei, maakt de inrichtende macht in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot de kandidaten bekend voor iedere vakante betrekking die te begeven is. Deze betrekkingen zijn toegankelijk voor de vastbenoemde personeelsleden bij mutatie of opdrachtuitbreiding, voor de voor onbepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelsleden bij opdrachtuitbreiding en voor de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling.

Art. 226. Uiterlijk op 1 mei, maakt de inrichtende macht in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot de kandidaten bekend voor ieder vakant mandaat dat te begeven is. De mandaten van directeur en van adjunct-directeur zijn toegankelijk voor de vastbenoemde personeelsleden, voor de voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelsleden, voor de voor bepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelsleden en voor de kandidaten die aan de bij de artikelen 247 en 250 bedoelde voorwaarden voldoen.

Art. 227. Voor de werving van de (hoog)leraren, begeleiders en assistenten, vermeldt de oproep in het *Belgisch Staatsblad* :

1° het ambt en de toe te kennen cursussen;

2° de omvang van de opdracht;

3° de in te dienen dossiers met inzonderheid de documenten betreffende de bekwaamheidsbewijzen en de nuttige ervaring bedoeld bij artikel 68, de meldingen van de wetenschappelijke publicaties en de bewijzen van beroepservaring van diverse aard;

4° het pedagogisch en artistiek project dat dient te worden ingediend met betrekking tot de toe te kennen cursussen;

5° de vormen en de termijnen vereist voor het indienen van de dossiers en de projecten bedoeld bij 3° en 4°;

6° de vormen en de termijnen vereist voor de mogelijke verschijning van de kandidaat voor de wervingscommissie.

Voor de werving van de directeurs, en adjunct-directeurs, vermeldt de oproep in het *Belgisch Staatsblad* :

- 1° de aard van het mandaat en, desnoods, de te begeven onderwijsactiviteiten;
- 2° de omvang van de opdracht;
- 3° de in te dienen dossiers met inzonderheid de documenten betreffende de bekwaamheidsbewijzen en de nuttige ervaring bedoeld bij artikel 68, de meldingen van de wetenschappelijke publicaties en de bewijzen van beroepservaring van diverse aard;
- 4° het pedagogisch en artistiek project dat dient te worden ingediend met betrekking tot het te begeven mandaat;
- 5° de vormen en de termijnen vereist voor het indienen van de dossiers en de projecten bedoeld bij 3° en 4°;
- 6° de vormen en de termijnen vereist voor de mogelijke verschijning van de kandidaat voor de wervingscommissie.

Art. 228. De kandidaat die naar verschillende betrekkingen solliciteert, dient een afzonderlijke kandidatuur voor elke betrekking in. Op straffe van nietigheid worden de kandidaturen bij een ter post aangetekend schrijven bij de inrichtende macht ingediend.

Art. 229. § 1. De kandidaturen voor de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel die de voorwaarden bepaald bij artikel 227 vervullen, worden door de Wervingscommissie onderzocht. Deze commissie onderzoekt de pedagogische en artistieke projecten van de kandidaten. Na onderzoek van de projecten selecteert de Commissie de kandidaten die gekozen werden voor een individueel onderhoud. De Wervingscommissie overhandigt de pedagogische beheersraad een met redenen omkleed verslag voor iedere kandidaat. De directeur zendt het verslag met het advies van de pedagogische beheersraad aan de inrichtende macht over.

§ 2. Voor de betrekkingen van (hoog)leraar en begeleider, is de Wervingscommissie er niettemin toe gehouden prioritair de aanvragen tot verandering van aanstelling van de personeelsleden van de hogere kunstschoolen van de inrichtende macht te onderzoeken.

De directeur legt daarna een met redenen omkleed voorstel aan de inrichtende macht voor, die beslist.

Art. 230. § 1. Wanneer een hogere kunstschool een vervanging van een onderwijzend personeelslid wenst te verrichten, kan de inrichtende macht een persoon aanwijzen in afwijking van de procedure bedoeld bij de artikelen 225 tot 228 op de voordracht van de directeur, na advies van de Wervingscommissie en van de pedagogische beheersraad.

Deze aanstelling neemt een einde bij de terugkeer van de titularis van de betrekking en in elk geval op het einde van het academiejaar gedurende hetwelk de aanstelling plaats heeft gegrepen. Deze aanstelling mag in geen enkel geval aanleiding geven tot een aanstelling voor onbepaalde tijd.

§ 2. Wanneer de hogere kunstschool een betrekking wenst te begeven, die vakant is geworden na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij de artikelen 225 en 226, is de procedure bepaald bij lid 1 van § 1 van toepassing.

Deze aanstelling kan in geen enkel geval aanleiding geven tot een aanstelling voor een onbepaalde duur.

Afdeling 2. — Tijdelijke aanstelling

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 231. Iedere aanstelling geschiedt schriftelijk en vermeldt minstens :

- 1° de identiteit van de inrichtende macht;
- 2° de identiteit van het personeelslid;
- 3° het uit te oefenen ambt alsook de kenmerken en de omvang van de opdracht;
- 4° de datum van indiensttreding;
- 5° de datum waarop de aanstelling een einde neemt voor de aanstellingen voor bepaalde tijd;
- 6° of de betrekking al dan niet vakant werd verklaard overeenkomstig de oproep bedoeld bij de artikelen 225 en 226;
- 7° wanneer de betrekking niet vakant werd verklaard, de identiteit van de titularis;
- 8° desnoods, de verplichtingen bepaald bij de artikelen 212 en 219 en de onverenigbaarheden bedoeld bij artikel 220.

De inrichtende macht verleent aan het tijdelijk personeelslid een schriftelijke akte waarin de meldingen bepaald bij lid 1 opgenomen zijn. Zo er geen schriftelijke akte is, dan wordt het personeelslid geacht voor het ambt, de opdracht en de betrekking aangesteld te zijn dat (die) hij in werkelijkheid bekleedt. Naargelang het geval, wordt hij geacht aangesteld te zijn voor een bepaalde of onbepaalde duur.

Art. 232. Op het einde van iedere activiteitsperiode bezorgt de inrichtende macht aan het tijdelijk personeelslid een attest waarin de verrichte diensten per uitgeoefend ambt vermeld worden, met de datums van begin en einde, alsook de omvang van de opdracht en de sociale documenten.

Art. 233. § 1. Voor elke betrekking in het ambt van (hoog)leraar of begeleider, die vakant werd verklaard volgens de procedure bedoeld bij artikel 225, worden de tijdelijke aanstellingen door de inrichtende macht gedaan. Ze gebeuren eerst voor een bepaalde duur, voor één academiejaar maximum. Deze aanstelling voor bepaalde tijd kan vernieuwd worden voor maximum één academiejaar. Op het einde van de aanstelling of de aanstellingen bedoeld bij lid 1, wordt het personeelslid dat een nieuwe aanstelling krijgt aangesteld voor een onbepaalde duur, voor zover het personeelslid een hoofdamt bekleedt. De aanstelling voor onbepaalde tijd kan nochtans enkel geschieden indien de gecumuleerde duur van de aanstellingen voor bepaalde tijd minimum één academiejaar bedraagt.

§ 2. Voor elke betrekking in het ambt van assistent, die vakant werd verklaard volgens de procedure bedoeld bij artikel 226, worden de tijdelijke aanstellingen door de inrichtende macht gedaan. Ze gebeuren eerst voor een termijn van één academiejaar, die tot vijf maal vernieuwd kan worden op het gebied van de muziek, en voor twee academiejaren twee maal hernieuwbaar op andere gebieden.

Art. 234. Niemand kan als tijdelijk personeelslid aangesteld worden, indien hij niet voldoet aan de onderstaande voorwaarden als hij deze aanstelling toegewezen krijgt :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen voor het te begeven ambt, zoals bepaald bij artikel 82;

4° a) indien het om een aanstelling voor bepaalde tijd gaat, bij de indiensttreding een medisch attest overleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeesleden in gevaar kan brengen;

b) indien het om een aanstelling voor onbepaalde tijd gaat, een medisch onderzoek succesvol te hebben ondergaan ter controle van de lichamelijke geschiktheid zoals bepaald door de Regering;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° van onberispelijk gedrag zijn;

7° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

§ 2. Bij de eerste aanstelling in het onderwijs, legt het personeelslid de eed af in de woorden bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Onderafdeling 2. — Aanstelling voor een bepaalde tijd van (hoog)leraren en begeleiders

Art. 235. Niemand kan als tijdelijk personeelslid in het ambt van (hoog)leraar of begeleider aangesteld worden, indien hij op het ogenblik van deze aanstelling, naast de voorwaarden bepaald bij artikel 234, ook de volgende voorwaarden niet vervult :

1° een pedagogisch en artistiek project indienen en aan de Wervingscommissie voorstellen;

2° het bewijs leveren van een nuttige ervaring buiten het onderwijs van vijf jaar in een kunstpraktijk voor de betrekkingen van (hoog)leraar voor kunstvakken en begeleider;

3° het bewijs leveren van een nuttige ervaring buiten het onderwijs van twee jaar voor de betrekkingen van (hoog)leraar technische vakken.

De nuttige ervaring buiten het onderwijs, bedoeld bij lid 1, 2° en 3° dient in direct verband te staan met de toe te kennen cursussen.

Art. 236. § 1. Uiterlijk op het einde van de zittijd juni, stelt de directeur van de hogere kunstschool een verslag op over de manier waarop het personeelslid zijn opdracht heeft vervuld.

Dit verslag, dat door betrokkene dient te worden geïllustreerd en gedateerd, wordt aan de inrichtende macht toegezonden. Het personeelslid krijgt er een afschrift van.

Op het verslag verschijnt een van de volgende meldingen : « heeft voldaan », « heeft gedeeltelijk voldaan », « heeft niet voldaan ».

Indien het door de directeur opgestelde verslag de melding « heeft voldaan » draagt en het personeelslid dat een vakante betrekking bekleedde opnieuw aangesteld wordt, zo gebeurt dit voor onbepaalde tijd. Deze nieuwe aanstelling gebeurt prioritair tegenover elke wijziging van affectatie, ambt, mutatie of opdrachuitbreiding.

Wanneer de directeur van de hogere kunstschool geen verslag met de vermelding « heeft voldaan » heeft opgesteld, moet de inrichtende macht het personeelslid horen alvorens een beslissing te nemen. Gedurende dit verhoor, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde of in ruste gestelde personeesleden van het onderwijs van de inrichtende macht of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie. De procedure gaat door wanneer het personeelslid weigert het verslag te videren of niet verschijnt op het verhoor. Indien het door de directeur opgestelde verslag de melding « heeft gedeeltelijk voldaan » draagt, en het personeelslid dat een vakante betrekking bekleedde opnieuw wordt aangesteld, wordt hij verplicht als tijdelijke voor bepaalde tijd aangesteld. Wanneer de betrekking vacant blijft op het begin van het academiejaar, heeft de nieuwe aanstelling plaats voor maximum één academiejaar prioritair aan elke wijziging van affectatie, ambt, mutatie of opdrachuitbreiding.

Indien het door de directeur van de Hogere kunstschool opgestelde verslag de melding « heeft niet voldaan » draagt, mag de inrichtende macht in geen geval de aanstelling opnieuw bevestigen.

Bij gebrek aan verslag, wordt het personeelslid geacht een verslag te hebben bekomen met de melding « heeft voldaan ».

§ 2. Wanneer het personeelslid een verslag met de melding « heeft gedeeltelijk voldaan » heeft gekregen en hij opnieuw voor dezelfde betrekking wordt gekozen voor maximaal één jaar, bestaan er voor de directeur van de hogere kunstschool enkel twee beoordelingen : een verslag met de melding « heeft voldaan » en een met de melding « heeft niet voldaan ».

Onderafdeling 3. — Aanstelling voor bepaalde tijd van assistenten

Art. 237. Niemand kan als tijdelijke aangesteld worden in een ambt van assistent als hij, op het ogenblik van de aanstelling, de bij artikel 234 bedoelde voorwaarden niet vervult en hij geen pedagogisch en artistiek project heeft ingediend en voor een Wervingscommissie voorgesteld.

Art. 238. De kandidaturen voor een ambt van assistent worden door de bij de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet bedoelde Wervingscommissie onderzocht. Na onderzoek van de door de kandidaten ingediende projecten, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking worden genomen voor een individueel onderhoud. De Wervingscommissie zendt voor iedere kandidaat een gemotiveerd verslag over aan de pedagogische beheersraad. De directeur zendt het verslag met het advies van de pedagogische beheersraad over aan de inrichtende macht.

Onderafdeling 4. — Aanstelling voor onbepaalde tijd van (hoog)leraren en begeleiders

Art. 239. De inrichtende macht stelt tijdelijk voor onbepaalde tijd de personeelsleden aan op het begin van het academiejaar, op de voordracht van de directeur van de hogere kunstschool na advies van de pedagogische beheersraad.

Onderafdeling 5. — Afdanking

Art. 240. § 1. De inrichtende macht kan elk tijdelijk voor bepaalde tijd aangeworven personeelslid wegens zware tekortkoming zonder vooropzegging afdanken.

Wordt geacht als zware tekortkoming, elke tekortkoming die onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt elke beroepsmedewerking te onderhouden tussen het personeelslid en de inrichtende macht.

§ 2. Vanaf het ogenblik dat zij kennis heeft van elementen die van natuur zijn om de vaststelling van een zware tekortkoming te verantwoorden, roept de inrichtende macht bij een ter post aangetekende brief het personeelslid op een verhoor bij te wonen dat plaats moet vinden ten vroegste vijf dagen en uiterlijk tien dagen na de verzending van de oproepingsbrief. De procedure gaat door wanneer het personeelslid niet op het verhoor verschijnt.

§ 3. Als de inrichtende macht acht dat er genoeg elementen zijn die een zware tekortkoming bewijzen, kan zij overgaan tot de afdanking binnen de drie dagen die volgen op de datum van het verhoor.

De afdanking gaat vergezeld van het bewijs van de werkelijkheid van de tenlastgelegde feiten.

Ze wordt medegedeeld aan het personeelslid, hetzij bij exploit van een gerechtsdeurwaarder, hetzij bij een ter post aangetekende brief met uitwerking met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van verzending.

§ 4. Bij het verhoor mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde personeelsleden of de gepensioneerden van het gesubsidieerd officieel onderwijs of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie.

Art. 241. Mits vooropzegging van vijftien dagen, kan de inrichtende macht het personeelslid dat tijdelijk aangesteld werd voor bepaalde tijd op gemotiveerd voorstel van de directeur van de hogere kunstschool, na advies van de pedagogische beheersraad, afdanken. Het personeelslid wordt vooraf door de inrichtende macht gehoord binnen een termijn van vijf werkdagen vanaf zijn oproeping bij een ter post aangetekende brief. De procedure gaat door wanneer het personeelslid niet op het verhoor verschijnt.

Op straffe van nietigheid dient de afdanking met redenen omkleed te zijn.

Het tijdelijke personeelslid dat zijn vooropzeg heeft gekregen, kan binnen de tien dagen van de kennisgeving van de vooropzegging, een beroep instellen tegen de beslissing tot afdanking bij de raad van beroep.

Het beroep heeft geen schorsende kracht.

De raad van beroep zendt een advies over aan de inrichtende macht binnen een maximale termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van het beroep.

De beslissing wordt genomen door de inrichtende macht binnen de dertig dagen na de ontvangst van het advies van de raad van beroep.

Art. 242. § 1. De inrichtende macht kan elk tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven personeelslid wegens zware tekortkoming zonder vooropzegging afdanken.

Wordt geacht als zware tekortkoming, elke tekortkoming die onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt elke beroepsmedewerking te onderhouden tussen het personeelslid en de inrichtende macht.

§ 2. Vanaf het ogenblik dat zij kennis heeft van elementen die van natuur zijn om de vaststelling van een zware tekortkoming te verantwoorden, roept de inrichtende macht bij een ter post aangetekende brief het personeelslid op een verhoor bij te wonen dat plaats moet vinden ten vroegste vijf dagen en uiterlijk tien dagen na de verzending van de oproepingsbrief. De procedure gaat door wanneer het personeelslid niet op het verhoor verschijnt.

§ 3. Als de inrichtende macht acht dat er genoeg elementen zijn die een zware tekortkoming bewijzen, kan zij overgaan tot de afdanking binnen de drie dagen die volgen op de datum van het verhoor.

De afdanking gaat vergezeld van het bewijs van de werkelijkheid van de tenlastgelegde feiten.

Ze wordt medegedeeld aan het personeelslid, hetzij bij exploit van een gerechtsdeurwaarder, hetzij bij een ter post aangetekende brief met uitwerking met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van verzending.

§ 4. Bij het verhoor mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde personeelsleden of de gepensioneerden van het gesubsidieerd officieel onderwijs of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie.

Art. 243. In het geval van een afdanking van een tijdelijke voor onbepaalde tijd, is de procedure bepaald bij artikel 241 van toepassing, met uitzondering van de duur van de vooropzeg die minstens drie maanden bedraagt en van het advies van de raad van beroep dat, in dit geval, bindend is voor de inrichtende macht.

De termijn van de vooropzeg wordt vermeerderd met minstens drie maanden vanaf het begin van iedere nieuwe periode van aanstelling van vijf jaar.

Afdeling 3. — Mandaten

Onderafdeling 1. — Mandaten van lector

Art. 244. Het mandaat van lector wordt toegewezen door de inrichtende macht op de voordracht van de directeur, na advies van de pedagogische beheersraad, voor een bepaalde duur.

Art. 245. Wanneer het mandaat een opdracht inhoudt die gelijk is aan of groter is dan de helft van een volledige opdracht, wordt de duur ervan tot zes maanden beperkt. In de andere gevallen wordt het tot negen maanden beperkt.

Onderafdeling 2. — Mandaten van adjunct-directeurs

Art. 246. Het mandaat van de adjunct-directeurs wordt hun toegewezen door de inrichtende macht voor een periode van vijf jaar, die vernieuwd kan worden.

Art. 247. Niemand kan een mandaat om het ambt van adjunct-directeur te bekleden toegewezen krijgen, indien hij niet voldoet aan de onderstaande voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° indien het om een eerste ambtsbekleding in het onderwijs gaat, een medisch attest overleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

6° een pedagogisch en artistiek project indienen betreffende het bedoelde mandaat en het aan de Wervingscommissie voorstellen.

Art. 248. De kandidaturen voor een mandaat in een ambt van adjunct-directeur worden door de bij de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet bedoelde Wervingscommissie onderzocht. Zij beoordeelt het curriculum vitae van de kandidaten en onderzoekt hun pedagogisch et artistiek project. Na onderzoek van de projecten, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking werden genomen voor een afzonderlijk onderhoud. De Wervingscommissie zendt de pedagogische beheersraad een met reden omkleed verslag toe voor iedere kandidaat. De directeur zendt het verslag met het advies van de pedagogische beheersraad aan de inrichtende macht over.

Onderafdeling 3. — Mandaat van directeur

Art. 249. Het mandaat van directeur wordt toegewezen door de inrichtende macht voor een periode van vijf jaar. Het mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door de pedagogische beheersraad bedoeld bij artikel 16.

Art. 250. Niemand kan een mandaat om het ambt van directeur te bekleden toegewezen krijgen, indien hij niet voldoet aan de onderstaande voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° indien het om een eerste ambtsbekleding in het onderwijs gaat, een medisch attest overleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

6° een pedagogisch en artistiek project indienen betreffende het bedoelde mandaat en het aan de Wervingscommissie voorstellen.

Art. 251. De kandidaturen voor een mandaat in een ambt van adjunct-directeur worden door de bij de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet bedoelde Wervingscommissie onderzocht. In afwijking van artikel 66 van dit decreet, wordt deze commissie voorgezeten door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde. De Wervingscommissie beoordeelt het curriculum vitae van de kandidaten en onderzoekt hun pedagogisch et artistiek project. Na onderzoek van de projecten, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking werden genomen voor een afzonderlijk onderhoud. De Wervingscommissie zendt de pedagogische beheersraad een met reden omkleed verslag toe voor iedere kandidaat. In afwijking van de artikelen 17 en 19 van dit decreet wordt deze pedagogische beheersraad voorgezeten door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde.

De voorzitter zendt het verslag met het advies van de pedagogische beheersraad aan de inrichtende macht over.

Onderafdeling 4. — Vervroegde beëindiging van de mandaten van directeur en adjunct-directeur

Art. 252. De inrichtende macht kan een vervroegd eind stellen aan ieder mandaat van een directeur of een adjunct-directeur die niet behoort tot het vastbenoemd onderwijzend personeel overeenkomstig de bepalingen over de afdanking bepaald bij de artikelen 240 en 241 van dit decreet.

Het vastbenoemd onderwijzend personeelslid kan ontheven worden van zijn mandaat van directeur of adjunct-directeur bij een beslissing van de inrichtende macht.

Afdeling 4. — De vaste benoeming in een ambt van (hoog)leraar of begeleider

Art. 253. Het personeelslid wordt vastbenoemd door de inrichtende macht, in het ambt waarvoor hij kandidaat was, indien hij het voorwerp was van een gemotiveerd voorstel van vaste benoeming geformuleerd door de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad.

Art. 254. Niemand kan vast benoemd worden, indien hij niet voldoet aan de onderstaande voorwaarden op het ogenblik van de vaste benoeming :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen voor het te begeven ambt, zoals bepaald bij artikel 82;

4° de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten, gecontroleerd door de Administratieve Gezondheidsdienst;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° van onberispelijk gedrag zijn;

7° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

8° tijdelijk aangesteld zijn voor onbepaalde tijd;

9° deze betrekking bekleden als hoofdambt;

10° aan de voorwaarden inzake anciënniteit voldoen zoals bedoeld bij artikel 10, § 7, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs en, voor de (hoog)leraren kunst- of technische vakken, mits een nuttige ervaring in een kunst- of technische praktijk bedoeld bij artikel 235 van dit besluit.

Art. 255. De inrichtende macht benoemt in vast verband het personeelslid dat tijdelijk voor onbepaalde tijd aangesteld is en dat, voor het betrokken ambt en de toe te kennen cursussen, de grootste dienstanciënniteit telt, zoals bedoeld bij artikel 278 van dit decreet.

Het personeelslid kan drie jaar dienstanciënniteit laten gelden, verworven als vastbenoemde in een ander onderwijsniveau van dezelfde inrichtende macht voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld bij lid 1.

Afdeling 5. — Opdrachtuitbreiding

Art. 256. Wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 225 aan een vastbenoemd personeelslid wordt toegewezen, via een opdrachtuitbreiding, in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, gebeurt deze opdrachtuitbreiding onmiddellijk als tijdelijke voor onbepaalde tijd.

Wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 225 via een opdrachtuitbreiding wordt toegekend, op advies van de Wervingscommissie bedoeld bij de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet, aan een vastbenoemd onderwijzend personeelslid binnen dezelfde inrichting, in hetzelfde ambt en de toe te kennen cursussen waarvoor het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, gebeurt deze opdrachtuitbreiding als tijdelijke voor een onbepaalde duur.

Afdeling 6. — Mutatie

Art. 257. De inrichtende macht die een vakante betrekking moet toekennen, kan de mutatie toekennen aan een personeelslid dat die aanvraagt, als gevolg van de oproeping bedoeld bij artikel 225.

De aanvragen tot mutatie worden bij een ter post aangetekende brief toegezonden. In aanmerking genomen worden, de aanvragen tot mutatie ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald door de bij lid 1 bedoelde oproep.

De voorlopige mutatie kan enkel gebeuren met de instemming van de inrichtende machten van beide betrokken hogere kunstschoolen.

Art. 258. De aanvraag tot mutatie in een ambt van (hoog)leraar of begeleider wordt door de Wervingscommissie onderzocht, die een advies uitbrengt ter bestemming van de pedagogische beheersraad van de hogere school die over de beoogde betrekking beschikt.

De directeur van de hogere kunstschool zendt het gemotiveerd verslag van de pedagogische beheersraad aan de inrichtende macht over.

De inrichtende macht spreekt zich uit over de aanvraag tot mutatie.

Art. 259. Op het einde van een academiejaar in de nieuwe hogere kunstschool, stelt de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, aan de inrichtende macht voor het personeelslid dat een voorlopige mutatie had gekregen, vast te benoemen. Zoniet, gaat het personeelslid terug naar de hogere kunstschool waar hij aangesteld was voor zijn aanvraag tot mutatie.

Afdeling 7. — Overneming van een hogere kunstschool van een andere inrichtende macht

Art. 260. § 1. Als een inrichtende macht van het gesubsidieerd officieel onderwijs een hogere kunstschool of een deel van een hogere kunstschool ingericht door de Franse Gemeenschap of een andere Overheid overneemt, worden de volgende bepalingen van toepassing :

1° de vastbenoemde personeelsleden die hun ambt bekleden op het ogenblik van de overneming krijgen ambtshalve hun hoedanigheid als vastbenoemd personeelslid in het overeenstemmend ambt binnen de inrichtende macht die overneemt;

2° de personeelsleden benoemd in een hogere kunstschool, die op het ogenblik van de overneming, een mandaat van directeur of adjunct-directeur uitoefenen, worden in het ambt heropgenomen waarin ze vastbenoemd waren voordat zij hun mandaat uitoefenden;

3° de effectieve diensten gepresteerd voor de overneming door de personeelsleden bedoeld bij 1° en 2° worden gelijkgesteld met de effectieve diensten gepresteerd als personeelslid van de overnemende inrichtende macht.

De overnemingsovereenkomst die tussen de betrokken inrichtende machten te sluiten is, kan bijkomende regels vastleggen, naast de hierboven vermelde bepalingen, en, in voorkomend geval, voorwaarden voor de overneming van tijdelijke personeelsleden nader bepalen. Deze bijkomende regels zullen binnen de Plaatselijke paritaire commissie die onder de overnemende inrichtende macht ressorteert, voorbereid worden.

§ 2. De voorwaarden voor de overneming door een inrichtende macht van het gesubsidieerd officieel onderwijs of van een hogere kunstschool of van een deel van een gesubsidieerde vrij hogere kunstschool worden bepaald volgens de bewoordingen van een overeenkomst die gesloten moet worden tussen de betrokken inrichtende machten. Voornoemde regels zullen binnen de plaatselijke paritaire commissie van de overnemende inrichtende macht worden voorbereid.

*Afdeling 8. — Fusies van hogere kunstscholen**Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 261. De dienstanciënniteit geeft de doorslag tussen de betrokken personeelsleden en, bij gelijke dienstanciënniteit, beslist de ambtsanciënniteit. Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit, wordt voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Onderafdeling 2. — Bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van wie de school een fusie op gelijke voet ondergaat

Art. 262. § 1. De personeelsleden van de gefuseerde scholen worden aangesteld in de school voortkomend uit de fusie op gelijke voet binnen de perken van de beschikbare betrekkingen en mits inachtneming van de volgende volgorde :

- 1° de onderwijzende personeelsleden die vastbenoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen;
- 2° de onderwijzende personeelsleden die tijdelijk aangesteld zijn voor onbepaalde tijd in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen;
- 3° de onderwijzende personeelsleden bedoeld bij § 1, 1°, die niet meer aangesteld kunnen worden, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

De bij § 1, 3°, bedoelde personeelsleden die geen wijziging van voorlopige aanstelling kunnen genieten, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Onderafdeling 3. — alingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van wie de hogere kunstschool een fusie door overneming ondergaat

Art. 263. Voor de toepassing van deze onderafdeling, dient verstaan te worden onder :

- 1° School A : de hogere kunstschool die een of meerdere andere hogere kunstscholen overneemt;
- 2° School B : de hogere kunstschool of de hogere kunstscholen die overgenomen wordt (worden).

Art. 264. De onderwijzende personeelsleden van School B die vastbenoemd zijn in het ambt dat zij uitoefenen in die hoedanigheid en de onderwijzende personeelsleden van School B die een voorlopige aanstelling genieten, worden respectief ter beschikking en opnieuw ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking op de datum van de fusie.

Uiterlijk op de dag voor de fusie door overneming wordt een einde gesteld aan de prestaties in School B uitgeoefend door onderwijzende personeelsleden die niet bedoeld zijn bij het vorig lid.

Art. 265. § 1. De betrekkingen die beschikbaar zijn in school A worden toegewezen op de datum van de fusie met inachtneming van de volgende volgorde :

- 1° aan de onderwijzende personeelsleden van school A die vastbenoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen;
- 2° aan de onderwijzende personnelsleden van school A die tijdelijk aangesteld worden voor onbepaalde tijd in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen;
- 3° aan de onderwijzende personeelsleden die een wijziging van voorlopige aanstelling genieten in school A in het ambt waarin zij benoemd zijn;
- 4° bij een wijziging van de voorlopige aanstelling, aan de onderwijzende personeelsleden van school B die vastbenoemd zijn in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenden;
- 5° aan de onderwijzende personeelsleden van de school B die tijdelijk voor onbepaalde tijd aangesteld zijn in het ambt waarin zij benoemd zijn;
- 6° aan de onderwijzende personeelsleden die een wijziging van voorlopige aanstelling genieten in school B in het ambt waarin zij benoemd zijn.

§ 2. De bij § 1, 4°, bedoelde personeelsleden aan wie geen betrekking kan worden toegewezen, blijven ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking.

De bij § 1, 6°, bedoelde personeelsleden die geen wijziging van voorlopige aanstelling kunnen genieten, worden opnieuw ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 266. Voor zover een vakante betrekking hun kan worden toegewezen in school A, worden de bij artikel 265, § 1, 3° en 4°, bedoelde personeelsleden opnieuw aangesteld in deze school op de datum van de fusie.

*HOOFDSTUK III. — Administratieve standen van (hoog)leraren en begeleiders**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 267. Het personeelslid bevindt zich in een van de volgende administratieve standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° terbeschikkingstelling.

Afdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 268. Het personeelslid wordt altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve of dienststand wordt ingedeeld.

Art. 269. Het in dienstactiviteit zijnde personeelslid heeft recht op een wedde-toelage en op bevordering tot een hogere wedde onder dezelfde voorwaarden als in de Hogere kunstschoolen van de Franse Gemeenschap.

Hij kan zijn rechten op een benoeming in vast verband of op het uitoefenen van een mandaat van directeur of adjunct-directeur laten gelden.

Het personeelslid bekomt een verlof van de inrichtende macht onder dezelfde voorwaarden als in de hogere kunstschool van de Franse Gemeenschap.

Ieder verlof waarvoor een beslissing van de Regering nodig is om de wedde in de hogere kunstschool van de Franse Gemeenschap te kunnen genieten, wordt ter goedkeuring aan dezelfde overheid voorgelegd door de inrichtende macht.

Art. 270. De Regering bepaalt de verlofregeling van het personeel van de Hogere kunstschoolen.

De personeelsleden hebben recht op minstens twaalf weken verlof per academiejaar.

Afdeling 3. — Non-activiteit

Art. 271. Het personeelslid bevindt zich in de stand non-activiteit onder dezelfde voorwaarden als in de Hogere kunstschoolen van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 4. — Terbeschikkingstelling

Art. 272. Het personeelslid kan ter beschikking worden gesteld door zijn inrichtende macht onder dezelfde voorwaarden als in de Hogere kunstschoolen van de Franse Gemeenschap.

Elke terbeschikkingstelling waarvoor een beslissing van de Regering of van zijn afgevaardigde nodig is met het oog op het toekennen van een wachtwedde in de Hogere kunstschoolen van de Franse Gemeenschap wordt voorgelegd door dezelfde inrichtende macht aan dezelfde overheid.

Art. 273. Er kunnen weddetoelagen worden toegekend aan de terbeschikkinggestelde personeelsleden. Deze wachtwedden-toelagen, uitkeringen en vergoedingen die eventueel aan deze personeelsleden worden toegekend, worden onderworpen aan de mobiliteitsregeling die van toepassing is op de bezoldiging van de in dienstactiviteit zijnde personeelsleden.

*HOOFDSTUK IV. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en gedeeltelijk opdrachtverlies**Afdeling 1. — Voorafgaande maatregelen*

Art. 274. § 1. Wanneer een cursus gewijzigd wordt door de Regering, na advies van de Hogere kunstraad, op eigen initiatief of op aanvraag van de inrichtende macht van de hogere kunstschool, wordt het personeelslid dat vastbenoemd is in deze cursus ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of ten gevolge van een gedeeltelijk opdrachtverlies als hij niet over het geschikte bekwaamheidsbewijs beschikt om dit vak te onderwijzen.

§ 2. Wanneer een onderwijsactiviteit, gedeeltelijk of totaal, niet meer ingericht wordt omdat geen student ervoor ingeschreven is of omdat het aantal studenten er ingeschreven lager is geworden, wordt het personeelslid dat belast is met de betrokken activiteit ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies.

In het geval bedoeld bij artikel 1, mag de inrichtende macht geen ander personeelslid aanstellen voor het uitoefenen van dezelfde onderwijsactiviteit.

Art. 275. § 1. Een personeelslid dat vastbenoemd is in een hoofdamt kan enkel door de inrichtende macht ter beschikking gesteld worden wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, nadat er een einde werd gesteld, in de hierna volgende volgorde, aan de diensten van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en die dezelfde vakken onderwijzen :

1° als bijambt in de hogere kunstschool;

2° tijdelijk voor bepaalde tijd in de hogere kunstschool en mits inachtneming van hun dienstanciënniteit;

3° tijdelijk voor onbepaalde tijd in de hogere kunstschool en mits inachtneming van hun dienstanciënniteit.

§ 2. Wanneer een personeelslid ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies en dat de uren van hetzelfde ambt en van dezelfde toe te kennen cursussen vakant worden, moet de inrichtende macht ze prioritair aan dit personeelslid toewijzen alvorens over te gaan tot de vakantverklaring zoals bedoeld bij artikel 225.

Wanneer een personeelslid met een gedeeltelijk opdrachtverlies zich kandidaat stelt voor een vakante betrekking van het ambt waarvoor hij vast benoemd werd, maar voor andere toe te kennen cursussen waarvoor hij over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt ofwel waarvoor hij artistieke, beroeps- of wetenschappelijke beroemdheid is verworven en wanneer de betrekking bedoeld bij artikel 225 hem wordt toegekend, met inachtneming van de procedure bepaald bij artikel 229 van dit decreet, wordt het personeelslid onmiddellijk titularis van deze cursus in vast verband.

Art. 276. Na toepassing van de bepalingen bepaald in artikel 275, § 1, verliest zijn betrekking of een deel van zijn opdracht in het in acht genomen ambt en de toe te kennen cursussen, het vastbenoemd personeelslid dat de kleinste dienstanciënniteit telt.

Het personeelslid mag, in geval van terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, maximaal tien jaar dienstanciënniteit laten gelden, die definitief verworven werd in een ander onderwijsniveau van dezelfde inrichtende macht voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld bij lid 1.

Art. 277. Bij gelijke dienstanciënniteit, verliest het jongste personeelslid zijn betrekking of een gedeelte van zijn opdracht.

Art. 278. De bij de artikelen 255, lid 2, 261, 275, § 1, 276 en 277 bedoelde dienstanciënniteit wordt als volgt berekend :

1° alle effectieve diensten als tijdelijke gepresteerd in de Hogere kunstschoolen van de inrichtende macht tellen voor een anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen opgeteld vanaf het begin tot het einde van de gepresteerde diensten;

2° de effectieve diensten als vastbenoemde gepresteerd in de Hogere kunstschoolen van de inrichtende macht, in een ambt met volledige dagtaak, worden opgeteld per kalendermaand, waarbij deze die niet de hele maand dekken niet bijgeteld worden;

3° de effectieve diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige dagtaak, met minstens de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige dagtaak, worden in aanmerking genomen zoals de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dagtaak;

4° het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dagtaak die dit aantal uren niet bevat wordt gehalveerd;

5° dertig dagen vormen één maand;

6° de duur van de effectieve diensten gepresteerd in twee of meerdere ambten met volledige of onvolledige prestaties die gelijktijdig worden uitgeoefend, kunnen nooit de duur overschrijden van de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dagtaak uitgeoefend gedurende dezelfde periode;

7° de duur van de gepresteerde effectieve diensten die het personeelslid telt mag nooit twaalf maanden overschrijden per burgerlijk jaar;

8° het bevallingsverlof, het verlof voor de opvang met het oog op de adoptie en pleegvoogdij worden in acht genomen voor de berekening van de dienstanciënniteit. Voor de tijdelijk aangewezen personeelsleden, worden de verlofdagen in aanmerking genomen enkel tijdens de periode van de aanstelling.

Afdeling 2. — Gedeeltelijk opdrachtverlies

Art. 279. Wanneer een personeelslid met een hoofdamt, binnen de hogere kunstschool, niet meer een aantal uren presteert dat gelijk is met hetgeen hij verrichtte bij zijn benoeming, wordt hij geacht een gedeeltelijk opdrachtverlies te ondergaan.

Het personeelslid dat gedeeltelijk zijn opdracht verliest, blijft ter beschikking van de hogere kunstschool ten belope van het aantal uren dat overeenstemt met de prestaties die hij uitvoerende voordat hij wordt geacht een gedeeltelijk opdrachtverlies te ondergaan.

Hij behoudt het genot van zijn weddetoelage.

Afdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking

Art. 280. § 1. Overeenkomstig de artikelen 275 tot 277, wanneer de betrekking als hoofdamt van een vastbenoemd personeelslid afgeschaft wordt, wordt hij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Het personeelslid geniet een wachtwedde-toelage gelijk aan zijn laatste activiteitswedde-toelage en mag zijn rechten laten gelden op een mandaat van directeur of adjunct-directeur gedurende twee academiejaren.

Vanaf het derde academiejaar, wordt de weddetoelage ieder jaar met 10 % verminderd, zonder dat ze lager mag zijn dan zoveel keer een dertigste van de wedde als het aantal jaren dienst dat het personeelslid telt bij zijn terbeschikkingstelling.

Deze beslissing kan niet tot gevolg hebben dat de wachtwedde-toelage wordt teruggebracht op een bedrag dat lager zou zijn dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het betrokken personeelslid recht zou hebben indien hij de regeling van de sociale zekerheid voor werknemers zou genieten.

Voor de toepassing van deze paragraaf, dient verstaan te worden onder "dienstjaren", deze die in aanmerking komen voor het berekenen van het rustpensioen.

§ 2. Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelslid blijft ter beschikking van de hogere kunstschool ten belope van het aantal uren dat overeenstemt met de prestaties die hij uitvoerende voordat hij ter beschikking werd gesteld.

Het uitoefenen van de opdrachten hem toegewezen door de hogere kunstschool kan echter niet resulteren in het behouden van de betrekking van het afgeschafte ambt.

Wanneer overigens de wachtwedde-toelage van het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelslid verminderd wordt tot een gegeven percentage, wordt het aantal uren van de prestaties verminderd tot het passende beloop.

Art. 281. § 1. Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelslid blijft vervat in het aantal betrekkingseenheden toegekend aan de hogere kunstschool overeenkomstig artikel 52 van dit decreet.

§ 2. Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelslid blijft kandidaat voor een wijziging van voorlopige aanstelling in een vakante betrekking van een hogere kunstschool van hetzelfde net.

§ 3. Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelslid kan zich kandidaat stellen voor een wijziging van voorlopige aanstelling in een vakante betrekking van een hogere kunstschool van een ander net.

De verandering van voorlopige aanstelling kan enkel geschieden met de instemming, naargelang het geval, van de Regering of van de inrichtende machten van beide Hogere kunstschoolen. De wijziging van voorlopige aanstelling schorst de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 282. Wanneer een personeelslid ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking geeft er de directeur van de hogere kunstschool kennis van aan de Regering binnen de tien dagen.

Wanneer een personeelslid binnen zijn inrichting wegens ontstentenis van betrekking niet meer een aantal uren presteert dat gelijk is met hetgeen waarvoor hij bezoldigd wordt, geeft er de directeur kennis van binnen de tien dagen aan de Regering.

HOOFDSTUK V. — *Preventieve schorsing*

Art. 283. § 1. Wanneer het belang van de dienst of van het onderwijs het vergt, kan een procedure tot preventieve schorsing worden ingesteld tegen het vastbenoemd personeelslid :

1° indien hij aan strafvervolgingen onderhevig is;

2° zodra een tuchtprocedure tegen hem ingesteld wordt door de inrichtende macht;

3° zodra de inrichtende macht hem kennis geeft, bij een ter post aangetekende brief, van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De preventieve schorsing geregeld door dit hoofdstuk is een zuiver administratieve maatregel die geen straf is.

Ze wordt uitgesproken door de inrichtende macht en wordt met redenen omkleed. Ze heeft tot gevolg dat het personeelslid van zijn ambt wordt verwijderd.

Gedurende de preventieve schorsing, blijft het personeelslid in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 3. Alvorens elke maatregel tot preventieve schorsing te treffen, dient de inrichtende macht het personeelslid op te roepen om gehoord te worden.

De oproeping voor het verhoor alsook de redenen die de preventieve schorsing verantwoorden, worden ter kennis gebracht van het personeelslid minstens drie werkdagen voor het verhoor, hetzij bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs met uitwerking drie werkdagen na de datum van verzending ervan, hetzij door het overhandigen van een brief met ontvangstbewijs met uitwerking op de datum die op het ontvangstbewijs staat.

Gedurende het verhoor, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs die in dienst zijn of in ruste gesteld, of door een afgevaardigde van een erkende vakvereniging.

Binnen de drie werkdagen die volgen op deze bepaald voor het verhoor en zelfs als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet werden gehoord, deelt de inrichtende macht het personeelslid haar beslissing mede bij een ter post aangetekende brief.

Indien deze beslissing tot de preventieve schorsing van het personeelslid leidt, heeft deze uitwerking met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan.

§ 4. In afwijking van lid 1 van § 3, kan het personeelslid onmiddellijk van zijn ambt verwijderd worden als er een zware tekortkoming bestaat waarvoor er ontdekking op heterdaad is of wanneer de hem verweten grieven zo erg zijn dat het wenselijk is, in het belang van het onderwijs, dat het personeelslid niet meer op school aanwezig zou zijn.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd genomen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden de procedure tot preventieve schorsing in te stellen overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Zoniet, dan zal de maatregel tot onmiddellijke verwijdering een eind nemen op het einde van de bepaalde termijn en zal het personeelslid enkel verwijderd kunnen worden van de hogere kunstschool wegens dezelfde zware tekortkoming of grieven als de procedure tot preventieve schorsing zoals bedoeld inzonderheid in § 3 van dit artikel in acht wordt genomen.

Het personeelslid dat onmiddellijk wordt verwijderd, blijft in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 5. In het kader van een tuchtprocedure of in het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid, mag de duur van de preventieve schorsing één jaar niet overschrijden en, in het kader van een tuchtprocedure, verstrikt in elk geval :

1° 45 kalenderdagen na de datum bepaald voor het verhoor bedoeld bij artikel 294 indien binnen deze termijn, de inrichtende macht aan het personeelslid niet kennis heeft gegeven van de beslissing bedoeld bij artikel 289, § 1;

2°, de derde werkdag die volgt op de kennisgeving aan het personeelslid van de beslissing bedoeld bij artikel 289, § 1, indien deze beslissing de terechtwijzing, de berisping of de afhouding op de wedde is;

3° de dag waarop de beslissing tot tuchtstraf uitwerking heeft.

In het kader van strafvervolgingen, is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot één jaar.

Wanneer een tuchtprocedure ingesteld is of voortgezet na een gerechtelijke beslissing tot definitieve strafveroordeling, begint de termijn van één jaar bedoeld bij lid 1 te lopen vanaf de uitspraak van deze definitieve veroordeling.

§ 6. In het kader van een tuchtprocedure, dient de preventieve schorsing schriftelijk bevestigd te worden door de inrichtende macht om de drie maand vanaf de uitwerking ervan.

Deze bevestiging wordt ter kennis gebracht van de betrokkene bij een ter post aangetekende brief.

Bij gebrek aan bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn ambt opnieuw bekleden na de inrichtende macht er bij een ter post aangetekende brief van te hebben verwittigd, en dit minstens tien werkdagen voor de werkelijke nieuwe indiensttreding.

Na ontvangst van deze kennisgeving, kan de inrichtende macht het behoud van de preventieve schorsing bevestigen volgens de procedure bepaald bij lid 2.

Art. 284. Elk preventief geschorst personeelslid behoudt zijn recht op een wedde.

In afwijking van lid 1, wordt de wedde van elk preventief geschorst personeelslid dat het voorwerp is van :

1° een beschuldiging of een tenlastelegging in het kader van strafvorderingen;

2° een niet-definitieve strafveroordeling waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft gebruikt;

3° een tuchtprocedure ingesteld of voortgezet ten gevolge van een definitieve strafveroordeling;

4° een tuchtprocedure ten gevolge van een zware tekortkoming waarvoor ontdekking op heterdaad, ofwel bewijsaanwijzingen bestaat (bestaan) en waarvan de beoordeling tot de inrichtende macht behoort;

5° een beslissing tot tuchtstraf bepaald bij artikel 288, 4° tot 7° en waartegen het personeelslid een beroep heeft ingesteld, overeenkomstig artikel 289, § 2, op de helft van de activiteitswedde vastgelegd.

Deze vermindering van de wedde mag niet tot gevolg hebben dat de wedde teruggebracht zou worden op een bedrag dat lager zou zijn dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het personeelslid recht zou hebben indien hij de regeling voor sociale zekerheid voor werknemers zou genieten.

Voor de toepassing van lid 2, 1° en 2°, heeft deze vermindering van wedde uitwerking de eerste dag van de maand die op de dag volgt van de beschuldiging of tenlastelegging of uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van lid 2, 3°, wordt deze vermindering van wedde die al uitgevoerd werd krachtens lid 2, 1° of 2°, behouden na de definitieve veroordeling indien de inrichtende macht aan het personeelslid kennis geeft van haar bedoeling om de tuchtprocedure voort te zetten of aan te spannen.

Voor de toepassing van lid 2, 4°, heeft de vermindering van wedde uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving door de inrichtende macht aan het personeelslid van de toepassing van dat lid 2, 4°.

Voor de toepassing van lid 2, 5°, heeft deze vermindering van wedde uitwerking met ingang van de dag waarop het personeelslid zijn beroep heeft ingesteld.

Art. 285. Op het einde van de tuchtprocedure of van de strafprocedure wordt de maatregel tot weddevermindering ingetrokken, behalve als :

1° op het einde van de tuchtprocedure, de inrichtende macht het personeelslid één van de straffen bedoeld bij artikel 288, 4° tot 7° oplegt;

2° er toepassing wordt gedaan van artikel 324, 2°, b) en 5°;

3° het personeelslid onderworpen is aan een definitieve strafveroordeling al dan niet gevolgd door een tuchtprocedure.

Wanneer de maatregel tot weddevermindering ingetrokken is met toepassing van lid 1, krijgt het personeelslid het resterende bedrag van zijn wedde-toelage dat initieel werd afgehouden, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend volgens de wettelijke rentevoet en die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering uitgevoerd werd. De bedragen die door het personeelslid ontvangen werden gedurende de preventieve schorsing mag hij behouden.

Indien de wedde van het personeelslid verminderd werd met toepassing van artikel 284, lid 2, 4° of 5°, en indien op het einde van de tuchtprocedure een straf tot schorsing bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor een duur die korter is dan de duur van de maatregel tot weddevermindering, wordt deze laatste ingetrokken voor de periode die de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel overschrijdt en ontvangt het personeelslid het resterende bedrag van de weddetoelage dat onrechtmatig werd afgehouden gedurende deze periode, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend volgens de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de dag waarop de vermindering werd uitgevoerd.

Lid 4 is niet van toepassing in het kader van een tuchtprocedure die ingesteld of voortgezet werd na een definitieve strafveroordeling.

Art. 286. De preventieve schorsing wordt ter kennis gebracht van de Regering om de onmiddellijke uitvoering van de maatregel te garanderen.

Art. 287. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, dient onder « inrichtende macht » te worden verstaan : het College van burgemeester en schepenen.

HOOFDSTUK VI. — *Tuchtregeling*

Afdeling 1. — Tuchtstraffen

Art. 288. De hiërarchie van de tuchtstraffen die aan de vastbenoemde personeelsleden kunnen worden opgelegd, is de volgende :

1° de terechtwijzing;

2° de blaam;

3° de afhouding op de wedde;

4° de schorsing bij tuchtmaatregel;

5° de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel;

6° het ontslag van ambtswege;

7° de afzetting.

Art. 289. § 1. Behalve voor de nadere gegevens van dit artikel, worden de tuchtstraffen uitgesproken door de overheid die de benoemingsbevoegdheid uitoefent.

In de Hogere kunstschole die onder het gemeentelijk onderwijs ressorteren, heeft het college van burgemeester en schepenen de bevoegdheid om de volgende straffen uit te spreken : de terechtwijzing, de blaam, de afhouding op de wedde en de schorsing bij tuchtmaatregel voor een duur die één maand niet zal overschrijden.

§ 2. Voorafgaandelijk geven dezelfde overheden kennis van een voorstel tot tuchtstraf aan het personeelslid.

Binnen een termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving, kan het personeelslid een beroep instellen tegen het voorstel tot tuchtstraf bij de raad van beroep bedoeld bij artikel 300.

Het beroep schorst de procedure.

Behalve in de gevallen van strafvordering, brengt de raad van beroep een gemotiveerd advies uit binnen de negentig dagen die volgen op de ontvangst van het beroep ingesteld door het personeelslid.

§ 3. De beslissing wordt door de overheid die de bevoegdheid heeft om de straf uit te spreken binnen de maand die volgt op de ontvangst van het advies getroffen.

Zij geeft het met redenen omkleed advies van de raad van beroep weer. Zelf wordt zij gemotiveerd als zij niet het advies volgt of de motivering ervan.

De overheid geeft kennis van haar beslissing aan de raad van beroep en aan de verzoeker.

Indien zij zich niet uitsprekt binnen de vereiste termijn, wordt de beslissing geacht conform te zijn met het advies.

Art. 290. De afhouding op de wedde wordt gedurende minstens één maand en hoogstens drie maanden toegepast. Zij mag een vijfde van de laatste bruto activiteits- of wachtwedde niet overschrijden.

Art. 291. De schorsing bij tuchtmaatregel wordt voor maximaal één jaar uitgesproken.

Betrokkene wordt van zijn ambt verwijderd en geniet de helft van zijn laatste bruto activiteits- en wachtwedde.

Art. 292. De duur van de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel mag niet korter zijn dan één maand en niet langer dan vijf jaar.

Het personeelslid wordt van zijn ambt verwijderd en geniet gedurende de eerste twee maanden een wachtwedde die gelijk is aan de helft van de activiteitswedde. Zonder dat bedrag ooit te kunnen overschrijden, wordt de wachtwedde, daarna, op het cijfer van het pensioen dat betrokkene zou bekomen indien hij vroegtijdig tot het pensioen zou worden toegelaten, bepaald.

Na de helft van zijn straf te hebben doorstaan, mag het personeelslid zijn wederopneming in het onderwijs aanvragen.

Art. 293. De afhouding op de wedde of de toekenning van een wachtwedde mag niet tot gevolg hebben dat de wedde van het personeelslid teruggebracht wordt op een bedrag dat lager is dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop hij recht zou hebben indien hij de regeling voor sociale zekerheid voor werknemers zou genieten.

Art. 294. Geen straf mag worden uitgesproken zonder dat het personeelslid eerst gehoord of opgeroepen werd.

Tijdens het verhoor, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, die in dienst zijn of in ruste gesteld, of door een afgevaardigde van een erkende vakvereniging.

Art. 295. De tuchtprocedure mag enkel betrekking hebben op feiten die vastgesteld werden gedurende het jaar dat voorafgaat aan de datum waarop de procedure werd ingesteld.

In geval van strafvordering, dient de tuchtprocedure binnen de zes maanden van de kennisgeving van de definitieve gerechtelijke beslissing door de overheid die de tuchtstraf moet voorstellen, te worden aangevangen.

Art. 296. Geen straf mag uitwerking hebben voor de periode die voorafgaat aan de uitspraak ervan.

Art. 297. De ten laste van een personeelslid ingestelde tuchtprocedure heeft enkel de verwijdering van de betrokkene uit zijn ambt ten gevolge na de kennisgeving van de tuchtbeslissing, of betrokkene al dan niet een beroep ingesteld heeft.

Art. 298. De strafvordering met betrekking tot de feiten waarvoor een tuchtprocedure aan de gang is, is schorsend voor de tuchtprocedure en -uitspraak, behalve in de gevallen van ontdekking op heterdaad of indien de vastgestelde feiten, die betrekking hebben op de beroepsactiviteit, toegegeven werden door het personeelslid.

De administratieve overheid alleen oordeelt over de toepassing van de tuchtstraffen, ongeacht de uitslag van de strafvordering.

Doch is de tuchtverheid, in deze beoordeling, gebonden door de materialiteit der feiten, die definitief werd vastgesteld door de strafbeslissing.

Afdeling 2. — Schraping van tuchtstraffen

Art. 299. De tuchtstraf wordt van ambtswege geschrapt na een termijn van :

- 1° één jaar voor de terechtwijzing en de blaam;
- 2° drie jaar voor de afhouding op de wedde;
- 3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° zeven jaar voor de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel.

De bij lid 1 bedoelde termijn begint te lopen, naargelang het geval, vanaf de uitspraak van de tuchtstraf of bij het verstrijken van de bij artikel 289, § 3 bedoelde termijn.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtstraf, heeft de schraping tot gevolg dat de straf geen uitwerking meer mag hebben, inzonderheid voor de toegang tot een mandaat van directeur of adjunct-directeur.

De tuchtstraf wordt geschrapt in het dossier van het personeelslid.

HOOFDSTUK VII. — De raad van beroep

Art. 300. Er wordt door de Regering, na raadpleging van de meest representatieve groepen van inrichtende machten en groeperingen van het personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs erkend in de zin van de wet van 19 december 1974 en van het koninklijk besluit van 28 september 1984, een raad van beroep ingesteld voor de gesubsidieerde officiële Hogere kunstschoolen.

De raad van beroep stelt zijn eigen huishoudelijk reglement vast mits goedkeuring door de Regering.

Art. 301. De raad van beroep behandelt :

- 1° de beroepen ingesteld inzake onverenigbaarheid;
- 2° de beroepen ingesteld tegen elk voorstel tot tuchtstraf;
- 3° de beroepen ingesteld door tijdelijk aangewezen personeelsleden die afgedankt werden door de inrichtende macht in de gevallen bedoeld bij de artikelen 241 en 243.

Art. 302. De raad van beroep wordt samengesteld uit :

- 1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de leden van het personeel der gesubsidieerde officiële Hogere kunstschoolen;
- 2° een voorzitter gekozen onder de in activiteit zijnde of in ruste gestelde magistraten;
- 3° een secretaris en twee adjunct-secretarissen.

De Regering bepaalt het aantal leden van de raad van beroep alsook de duur van hun mandaat, waarbij iedere raad minstens vier werkende leden bevat die de inrichtende machten vertegenwoordigen en vier werkende leden die de personeelsleden vertegenwoordigen.

Voor ieder werkend lid zijn er twee plaatsvervangende leden.

De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Regering benoemd op de voordracht van de groeperingen bedoeld bij artikel 300. Bij gebrek aan overeenstemming onder deze, benoemt de Regering rechtstreeks.

Art. 303. Zodra een zaak aanhangig wordt gemaakt, deelt de voorzitter aan het personeelslid en aan de inrichtende macht de lijst mede van de werkende en plaatsvervangende leden. Binnen de tien dagen die volgen op de ontvangst van deze lijst, kunnen de personeelsleden en de inrichtende macht maximum drie leden wraken. Hij mag evenwel geen werkend lid en zijn twee plaatsvervaarders terzelfdertijd wraken.

De voorzitter en plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden mogen geen zitting houden voor een zaak betreffende hun echtgenoot of een bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad.

Elk lid dat weet dat hij gewraakt kan worden dient zich te onthouden.

Een lid mag vragen ontheven te worden, ingeval hij meent in de zaak een zedelijk belang te hebben of hij de mening is toegedaan dat men hem zou kunnen verwijten niet onpartijdig te zijn. De voorzitter beslist over het gevolg dat aan dit verzoek moet worden gegeven. Om dezelfde redenen, kan hij ook een lid van ambtswege ontheffen.

Art. 304. De partijen worden opgeroepen door de voorzitter binnen de twintig dagen die volgen op de ontvangst van het beroep en worden gehoord door de raad van beroep.

De bij lid 1 vermelde termijn wordt opgeheven tijdens 15 juli en 15 augustus.

Het personeelslid kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, die in dienst zijn of in ruste gesteld, of door een afgevaardigde van een erkende vakvereniging.

De inrichtende macht kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een representatieve organisatie van de inrichtende machten, door een advocaat of door een verdediger onder de vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs of door een afgevaardigde van een vereniging die de belangen van de inrichtende machten behartigt.

Bij gebrek aan verschijning van de regelmatig opgeroepen partij of van haar verdediger, beraadslaagt en beslist de raad van beroep geldig tijdens de tweede zitting. De twee zittingen moeten minstens vijf dagen van elkaar verwijderd worden.

Alvorens te beraadslagen en te beslissen, kan de raad van beroep een bijkomend onderzoek bevelen en getuigen horen.

Art. 305. De raad van beroep kan zich enkel uitspreken als ten minste twee leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en twee leden die de personeelsleden vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

De leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en de leden die de personeelsleden vertegenwoordigen moeten in gelijk aantal zijn om aan de stemming deel te nemen. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meer leden na loting.

Indien het bij artikel 1 bedoeld quorum niet bereikt wordt, roept de voorzitter een nieuwe vergadering bij één binnen de vijftien dagen. Gedurende deze vergadering, zal een beslissing kunnen worden genomen wat ook het aantal aanwezige leden is.

Het advies wordt uitgebracht bij meerderheid der aanwezige leden. De stemming is geheim. De blanco stemmen en de onthoudingen worden niet als stemming beschouwd. Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Er wordt kennis gegeven aan de partijen bij ter post aangetekende brief van het gemotiveerd advies van de raad van beroep, binnen de vijf dagen die volgen op de vergadering gedurende welke het werd uitgebracht.

Art. 306. De werkingskosten van de raad van beroep zijn ten laste van de Franse Gemeenschap. De Regering bepaalt de vergoedingen waarop de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters recht hebben.

HOOFDSTUK VIII. — *Paritaire commissies*

Eerste afdeling. — Algemene bepalingen

Art. 307. Na raadpleging van de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten en van de groeperingen van het personeel van het gesubsidieerd officieel hoger kunstonderwijs erkend in de zin van de wet van 19 december 1974 en van het koninklijk besluit van 28 september 1984, stelt de Regering :

1° een centrale paritaire commissie in, waarvan de bevoegdheid zich uitstrekt tot de hogere kunstschoolen van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

2° plaatselijke paritaire commissies in, waarvan de bevoegdheid zich uitstrekt tot eenzelfde inrichtende macht. Na advies van de plaatselijke paritaire commissie opgericht op basis van het decreet van 6 juni 1994, kan de inrichtende macht de Regering voorstellen een specifieke paritaire commissie op te richten, waarvan de bevoegdheid zich uitstrekt tot de hogere kunstschoole van de inrichtende macht.

Het besluit van de Regering tot instelling van een paritaire commissie bepaalt met nauwkeurigheid haar bevoegdheid.

Art. 308. De beslissingen van de paritaire commissie bedoeld bij artikel 307, lid 1, 1°, kunnen, op haar aanvraag, bindend gemaakt worden bij besluit van de Regering.

Indien de Regering geen gevolg meent te kunnen geven aan deze aanvraag, laat zij de redenen ervan aan de commissie kennen.

Art. 309. De bijkomende regels genomen door de plaatselijke paritaire commissies kunnen afwijken noch van de regels van dit decreet noch van de bijkomende regels bepaald door de centrale paritaire commissie en worden bindend gemaakt bij een besluit van de Regering.

Overigens, kunnen de bijkomende regels genomen door de plaatselijke paritaire commissies enkel bindend gemaakt worden indien ze door beraadslaging van de gemeenteraad goedgekeurd werden.

Afdeling 2. — Centrale paritaire commissie

Art. 310. Het algemeen reglement van de paritaire commissie wordt door de Regering bepaald. De commissie stelt haar eigen huishoudelijk reglement vast, mits goedkeuring door de Regering.

Art. 311. De paritaire commissie wordt samengesteld uit :

- 1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de personeelsleden;
- 2° een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 3° referendarissen, die als opdracht hebben aan de commissie adviezen te geven;
- 4° een secretaris en een adjunct-secretaris.

Het aantal leden van de paritaire commissie, alsook de duur van hun mandaat wordt door de Regering bepaald. De voorzitter, ondervoorzitter, referendarissen, secretaris en adjunct-secretaris zijn niet stemgerechtigd.

De commissie bestaat uit ten minste zes werkende leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en zes werkende leden die het personeel vertegenwoordigen en gekozen worden op de voordracht van de vakverenigingen die de personeelsleden van het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die zitting hebben in de Nationale Arbeidsraad, vertegenwoordigen.

De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en de personeelsleden kunnen zich laten bijstaan door technische adviseurs waarvan het maximum aantal door het huishoudelijk reglement bedoeld bij artikel 310 zal worden bepaald.

Art. 312. De werkende en plaatsvervangende leden van de paritaire commissie worden door de Regering benoemd op de voordracht van de groeperingen bedoeld bij artikel 307. Bij gebrek aan overeenkomst tussen deze groeperingen, bepaalt de Regering het aantal mandaten die aan elk van hen worden toegewezen.

De voorzitter en ondervoorzitter worden door de Regering gekozen onder de personen die geen belang hebben bij de zaken die de commissie aanbelangen.

De referendarissen, secretarissen en adjunct-secretarissen worden door de Regering benoemd.

Het uitoefenen van het ambt van voorzitter en ondervoorzitter is onverenigbaar met het uitoefenen van een parlamentsmandaat.

Art. 313. De paritaire commissie heeft voornamelijk tot opdracht :

- 1° over de algemene arbeidsvoorwaarden te beraadslagen;
- 2° bijkomende regels te bepalen voor de personeelsleden naast de statutaire bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten;
- 3° advies uit te brengen over alle problemen betreffende de organisatie, de verdediging en de promotie van de Hogere kunstschole van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Art. 314. De beslissingen van de paritaire commissie worden bij eenparigheid getroffen, waarbij de meerderheid der leden bereikt wordt in iedere groep.

Indien de eenparigheid niet bereikt kan worden of indien de meerderheid niet aanwezig is binnen iedere groep, roept evenwel de commissie een nieuwe vergadering bijeen binnen de veertien dagen.

In dat geval, zullen de beslissingen geldig worden genomen op voorwaarde dat ze de instemming krijgen van twee derde van de stemmen onder de aanwezige leden binnen iedere groep.

Voor de toepassing van de leden 1 tot 3, worden de blanco stemmen en de onthoudingen niet als stemmingen in aanmerking genomen.

Afdeling 3. — Plaatselijke paritaire commissies

Art. 315. Het algemeen reglement van de plaatselijke paritaire commissies wordt vastgelegd bij een besluit van de Regering.

Iedere commissie stelt haar eigen huishoudelijk reglement vast.

Art. 316. De plaatselijke paritaire commissies omvatten :

- 1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende macht en van de personeelsleden;
- 2° een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 3° een secretaris en een adjunct-secretaris.

De samenstelling en de nadere regels voor de werking van deze commissies worden door de Regering bepaald. Het voorzitterschap van deze commissies wordt uitgeoefend door de burgemeester of diens afgevaardigde.

De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de personeelsleden kunnen zich laten bijstaan door technische adviseurs waarvan het maximum aantal bepaald zal worden door het huishoudelijk reglement bedoeld bij artikel 315.

De ondervoorzitter wordt gekozen onder de vertegenwoordigers van de personeelsleden.

Art. 317. De plaatselijke paritaire commissies hebben voornamelijk tot opdracht, ieder wat hun bevoegdheden betreft :

- 1° over de algemene arbeidsvoorwaarden te beraadslagen;
- 2° bijkomende regels te bepalen voor de personeelsleden naast de statutaire bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten en naast de bijkomende regels bepaald door de centrale paritaire commissie die bindend zijn gemaakt door de Regering;
- 3° de Regering een advies uit te brengen over de statutaire verrichtingen;
- 4° advies uit te brengen over alle problemen betreffende de organisatie, de verdediging en de promotie van de Hogere kunstschole van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Art. 318. De beslissingen van de paritaire commissie worden bij eenparigheid getroffen, waarbij de meerderheid der leden bereikt wordt in iedere groep.

Indien de eenparigheid niet bereikt kan worden of indien de meerderheid niet aanwezig is binnen iedere groep, roept evenwel de commissie een nieuwe vergadering bijeen binnen de veertien dagen.

In dat geval, zullen de beslissingen geldig worden genomen op voorwaarde dat ze de instemming krijgen van twee derde van de stemmen onder de aanwezige leden binnen iedere groep.

Voor de toepassing van de leden 1 tot 3, worden de blanco stemmen en de onthoudingen niet als stemmingen in aanmerking genomen.

Afdeling 4. — Nazicht en bekrachtiging van de bindend gemaakte beslissingen

Art. 319. § 1. De uitvoering van de beslissingen die bindend werden gemaakt overeenkomstig artikel 308 wordt gecontroleerd, onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, door ambtenaren die door de Regering worden aangesteld.

§ 2. Bij overtreding, maken de ambtenaren vermeld bij § 1 processen-verbaal op die zij aan de bevoegde procureur des Konings verzenden en een afschrift ervan wordt bij een ter post aangetekende brief toegezonden, binnen de acht dagen, aan de overtreder, dit alles op straffe van nietigheid.

§ 3. De bij lid 1 bedoelde ambtenaren treden in de lokalen binnen waar de personeelsleden hun opdracht uitvoeren, mits inachtneming van het recht op woonplaats.

De directeurs alsook de personeelsleden die verantwoordelijk zijn voor het administratieve beheer worden ertoe gehouden hun de inlichtingen te geven die zij nodig hebben voor het uitvoeren van hun opdracht.

§ 4. Iedere overtreding van de beslissingen die bindend werden gemaakt overeenkomstig artikel 308, wordt gestraft met een boete van 2,50 tot 2.500 EUR. De boete kan opgelegd worden zoveel keren als er personen zijn die tewerk worden gesteld in overtreding van genoemde beslissingen, zonder dat het totaal van de boeten meer dan 5.000 EUR mag bedragen.

De straffen bepaald bij vorig lid zijn van toepassing op elk personeelslid dat deze bepalingen overtreedt.

§ 5. De inrichtende machten en de directeurs, alsook het onderwijzend personeel, die het nazicht ingericht krachtens dit decreet hebben belemmerd, worden gestraft met een boete van 26 tot 100 EUR, onverminderd, desnoods, de toepassing van de straffen uitgevaardigd door de artikelen 269 en 274 van het Strafwetboek.

§ 6. Gestraft wordt met een boete van 2,50 tot 2.500 EUR eenieder die, met als doel op een dwaalspoor te brengen, onware verklaringen aflegt gedurende de onderzoeken verricht door de nazichtdienst.

§ 7. De inrichtende machten zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten uitgesproken ten laste van hun directeurs.

HOOFDSTUK IX. — *Ambtsneerlegging*

Eerste afdeling. — Ambtsneerlegging van de voor bepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelsleden

Art. 320. De voor bepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelsleden worden ambtshalve en zonder vooropzegging uit hun ambt ontslagen :

1° indien zij niet regelmatig tijdelijk aangewezen werden, voor zover de onregelmatigheid niet door de inrichtende macht is begaan;

2° indien zij niet meer voldoen aan de volgende voorwaarden :

- a) onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie zijn, behoudens afwijking toegekend door de Regering;
- b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- c) voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

3° indien zij na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige redenen hun dienst niet hervatten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° indien zij zonder geldige redenen hun betrekking verlaten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° indien zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke wetten en strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft;

6° indien vastgesteld wordt dat er een permanente arbeidsongeschiktheid bestaat zoals erkend overeenkomstig de wet of de verordening die zij ervan verhindert hun ambt behoorlijk uit te oefenen;

7° indien zij de normale leeftijd voor de inruststelling hebben bereikt;

8° op het einde van de termijn vermeld in de aanwijzingsakte en uiterlijk de laatste dag van het academiejaar gedurende hetwelk de aanwijzing plaatsheeft;

9° om het toekennen van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken in een welbepaald ambt en toe te kennen cursussen voor een personeelslid van dezelfde hogere kunstschool, dat definitief benoemd of voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen is;

10° op het ogenblik van de terugkeer van de titularis van de betrekking of van het personeelslid dat hem tijdelijk vervangt, in het geval van een aanwijzing zoals bedoeld bij artikel 105, § 1;

11° indien een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen beroep zoals bedoeld bij artikel 348 wordt ingesteld of het personeelslid een einde weigert te stellen, na uitputting van de procedure, aan de onverenigbare bezigheid;

12° vanaf de ontvangst van het advies van de administratieve gezondheidsdienst waarbij het tijdelijk personeelslid definitief ongeschikt wordt verklaard;

13° in het geval van een vaste benoeming in een ambt naar rata van de uren die het voorwerp uitmaken van deze nieuwe benoeming, ten belope van een volledig ambt;

14° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool in een bepaald ambt en toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet wordt door een voor bepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelslid;

15° om het toekennen van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken in een welbepaald ambt en toe te kennen cursussen voor een personeelslid van dezelfde hogere kunstschool, dat definitief benoemd of voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen is. In dat geval, verliest het personeelslid met de kleinste dienstanciënniteit zoals bedoeld bij artikel 278 voor het in acht genomen ambt en de toe te kennen cursussen, zijn betrekking.

Art. 321. Een voor bepaalde tijd tijdelijk aangesteld personeelslid kan vrijwillig zijn ambt neerleggen, mits vooropzegging van veertien dagen.

Het personeelslid geeft er kennis van aan de Regering bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft de derde werkdag volgend op de datum van zijn verzending, en licht de directeur van de hogere kunstschool over zijn beslissing in.

Afdeling 2. — Ambtsneerlegging van de voor onbepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelsleden

Art. 322. De voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelsleden worden ambtshalve en zonder vooropzegging uit hun ambt ontslagen :

1° indien zij niet regelmatig tijdelijk aangewezen werden, voor zover de onregelmatigheid niet door de inrichtende macht is begaan;

2° indien zij niet meer voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie zijn, behoudens afwijking toegekend door de Regering;

b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

3° indien zij na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° indien zij zonder geldige reden hun betrekking verlaten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° indien zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke wetten en strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft;

6° indien vastgesteld wordt dat er een permanente arbeidsongeschiktheid bestaat zoals erkend overeenkomstig de wet of de verordening die zij ervan verhindert hun ambt behoorlijk uit te oefenen;

7° indien zij de normale leeftijd voor de inruststelling hebben bereikt;

8° om het toekennen van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken voor een vastbenoemd onderwijzend personeelslid van dezelfde hogere kunstschool. In dat geval, verliest zijn betrekking het voor bepaalde tijd aangewezen personeelslid dat de kleinste dienstanciënniteit telt zoals bedoeld bij artikel 278 voor het betrokken ambt en de toe te kennen cursussen;

9° om het toekennen van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken voor een voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld onderwijzend personeelslid van dezelfde hogere kunstschool. In dat geval, verliest zijn betrekking, het personeelslid dat de kleinste dienstanciënniteit telt zoals bedoeld bij artikel 278 voor het betrokken ambt en de toe te kennen cursussen;

10° indien een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen beroep zoals bedoeld bij artikel 222 wordt ingesteld of indien het personeelslid een einde weigert te stellen, na uitputting van de procedure, aan de onverenigbare bezigheid;

11° vanaf de ontvangst van het advies van de administratieve gezondheidsdienst waarbij het personeelslid definitief ongeschikt wordt verklaard;

12° in het geval van een vaste benoeming in een ambt naar rata van de uren die het voorwerp uitmaken van deze nieuwe benoeming, ten belope van een volledig ambt;

13° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool in een bepaald ambt en toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet wordt door een voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelslid.

Art. 323. Een voor onbepaalde tijd tijdelijk aangewezen personeelslid kan vrijwillig zijn ambt neerleggen, mits vooropzegging van veertien dagen.

Het personeelslid geeft er kennis van aan de Regering bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft de derde werkdag volgend op de datum van zijn verzending, en licht de directeur van de hogere kunstschool over zijn beslissing in.

Afdeling 3. — Ambtsneerlegging van vastbenoemde personeelsleden

Art. 324. De vastbenoemde personeelsleden worden ambtshalve en zonder vooropzegging uit hun ambt ontslagen :

1° indien zij niet regelmatig vast benoemd werden, voor zover de onregelmatigheid niet door de inrichtende macht is begaan. De personeelsleden behouden de rechten die voortvloeien uit de vorige regelmatige toestand;

2° indien zij niet meer voldoen aan de volgende voorwaarden :

onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie zijn, behoudens afwijking toegekend door de Regering;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

3° indien zij na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° indien zij zonder geldige reden hun betrekking verlaten en voor een onafgebroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° indien zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke wetten en strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft;

6° indien vastgesteld wordt dat er een permanente arbeidsongeschiktheid bestaat zoals erkend overeenkomstig de wet of de verordening die zij ervan verhindert hun ambt behoorlijk uit te oefenen;

7° indien zij de normale leeftijd voor de inruststelling hebben bereikt;

8° indien zij van ambtswege worden ontslagen of afgezet;

9° indien zij, na uitputting van de procedure, een einde weigeren te stellen aan een bezigheid die onverenigbaar is met de hoedanigheid van personeelslid van een gesubsidieerde officiële hogere kunstschool;

10° indien zij, zonder geldige reden, een nieuwe aanstelling toegekend na een verandering van aanstelling of na een mutatie weigeren;

11° indien zij, zonder geldige reden, de uren die hun toegekend worden krachtens artikel 165, § 2, weigeren;

12° indien zij in ruste worden gesteld wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid;

13° in het geval van een vaste benoeming in een ambt naar rata van de uren die het voorwerp uitmaken van deze nieuwe benoeming, ten belope van een volledig ambt;

14° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool in een bepaald ambt en toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet wordt door een vastbenoemd personeelslid dat een bijambt uitoefent.

Wanneer de definitieve ambtsneerlegging de toepassing van artikel 10 van de wet van 20 juli 1991 met zich meebrengt, stort de Franse Gemeenschap de bijdragen bepaald in dat artikel ter bestemming van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 325. Bij vrijwillige ontslagneming, mag het personeelslid zijn dienst enkel verlaten op voorwaarde ertoe behoorlijk gemachtigd te zijn geweest of na een vooropzegging van veertien dagen. Het personeelslid geeft er kennis van aan de Regering bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft de derde werkdag volgend op de datum van zijn verzending. Hij licht de directeur van de hogere kunstschool over zijn beslissing in.

HOOFDSTUK X. — *Bestrafing van de niet-nakoming van de verplichtingen van de inrichtende macht*

Art. 326. § 1. De inrichtende macht verliest het genot van de weddetoelage voor elk personeelslid van wie zij de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of het gedeeltelijke opdrachtverlies niet zou melden.

In het geval van het gedeeltelijk opdrachtverlies, blijft het verlies van de weddetoelage beperkt tot het aantal verloren uren.

§ 2. De inrichtende macht die nalaat de bezetting van een betrekking door een tijdelijk personeelslid te vermelden en indien deze betrekking vermeld zou kunnen worden voor een wijziging van aanstelling en een wijziging van voorlopige aanstelling, verliest het genot van de wedde-toelage die toegekend wordt aan dat lid.

§ 3. De inrichtende macht die, zonder geldige reden, geweigerd gevolg te geven aan een verandering van aanstelling of aan een verandering van voorlopige aanstelling of die niet voldoet aan zijn verplichtingen inzake verlenging van de wijzigingen van aanstelling en van voorlopige aanstellingen, verliest het genot van de weddetoelage toegekend aan het tijdelijke personeelslid dat de betrekking toegewezen aan deze verandering van aanstelling of verandering van voorlopige aanstelling bezet.

§ 4. De Regering zendt een ingebrekestelling aan de inrichtende macht toe waarbij deze laatste ertoe uitgenodigd wordt, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ingebrekestelling, het bewijs te leveren dat zij niet meer in een geval is waarvoor de toepassing van de §§ 1 tot 3 mogelijk is. De Regering, kan, per besluit, deze bevoegdheid delegeren aan de functioneel bevoegde minister.

Indien, op het einde van deze termijn van dertig dagen, de inrichtende macht het bewijs niet heeft geleverd dat zij zich niet meer in één van de gevallen van toepassing van de paragrafen 1 tot 3 bevindt, verliest zij, zoals vermeld in deze paragrafen, het genot van de weddetoelage voor een periode die begint op het einde van de voornoemde termijn van dertig dagen en die loopt tot op de dag waarop de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd dat zij zich niet meer bevindt in een geval van toepassing van de §§ 1 tot 3.

Er wordt een afschrift van de bij lid 1 bedoelde ingebrekestelling ter kennis gebracht van het betrokken personeelslid.

HOOFDSTUK XI. — *De bepalingen die in strijd zijn met het statuut kunnen niet worden tegengeworpen*

Art. 327. Elke bepaling die in een aanstellings-, benoemingsakte of in een arbeidsreglement zou voorkomen en die in strijd zou zijn met de dwingende wettelijke bepalingen, inzonderheid de artikelen 12bis, § 1, en 45 van de wet van 29 mei 1959, met dit decreet of de bijkomende regels bepaald door de bevoegde paritaire commissies, kan niet worden tegengeworpen.

TITEL V. — *Statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van de gesubsidieerde vrije hogere kunstscholen*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 328. Voor de toepassing van deze titel, wordt verstaan onder "bijkomende regels van de bevoegde centrale paritaire commissie", de regels die bepaald worden als aanvulling van dit statuut door de centrale paritaire commissie bedoeld bij artikel 437, die dankzij een besluit van de Regering bindende kracht hebben bekomen, overeenkomstig artikel 443.

Art. 329. Van nul en gener waarde is iedere contractclausule, iedere bepaling van een arbeidsreglement die in strijd is met de dwingende wettelijke bepalingen, met dit statuut of met de bijkomende regels van de bevoegde centrale paritaire commissie.

Art. 330. Wanneer de personeelsleden door de inrichtende macht de uitvoering van delegatieopdrachten toegewezen worden, worden ze van rechtswege geacht als mandataris op te treden van de inrichtende macht in de betrekkingen met de andere personeelsleden. Het bewijs van het tegendeel wordt niet toegelaten.

Art. 331. In geval van schade veroorzaakt door het personeelslid aan de inrichtende macht of aan derden gedurende de uitvoering van het contract dat voortvloeit uit dit statuut, is het personeelslid enkel verantwoordelijk voor zijn bedrog of zijn zware tekortkoming en voor zijn lichte tekortkoming indien deze een gewoonte is meer dan een toeval in zijn handelen.

Art. 332. Het personeelslid is noch aansprakelijk voor de beschadiging of de sleet die voortvloeien uit het normale gebruik van het ding, noch voor het ongewenste verlies.

Art. 333. Wanneer het schriftelijk niet vereist is, wordt het getuigenbewijs toegelaten, wat ook de waarde van de betwisting zij, en dit zelfs voor de raden van beroep.

Art. 334. De handelingen die uit het contract voortvloeien, verstrijken één jaar na de beëindiging ervan of vijf jaar na het feit dat aanleiding gaf tot de handeling zonder dat deze laatste termijn één jaar mag overschrijden na de beëindiging van het contract.

HOOFDSTUK II. — *Plichten en onverenigbaarheden* *Eerste afdeling.* Plichten van de inrichtende macht

Art. 335. De inrichtende macht heeft tot verplichting :

1° het personeelslid te laten werken onder de voorwaarden, op de tijd en de plaats die overeengekomen zijn, inzonderheid door het terbeschikkingstellen van de instrumenten en de materies die noodzakelijk zijn voor het volbrengen van zijn opdracht;

2° als een goede huisvader te zorgen voor het volbrengen van het werk in behoorlijke omstandigheden vanuit het standpunt van de veiligheid en de gezondheid van het personeelslid, en voor de eerste zorg in geval van ongeval;

3° het betalen van de bezoldiging volgens de voorwaarden, op de tijd en op de plaats die overeengekomen zijn;

4° voldoende aandacht en zorg te schenken aan de opvang van de personeelsleden, en meer specifiek, de jonge personeelsleden;

5° als een goed huisvader te zorgen voor het onderhoud van de werkinstrumenten van de personeelsleden.

In geen enkel geval heeft zij het recht deze werkinstrumenten te behouden.

Art. 336. Wanneer het contract tot zijn einde komt, heeft de inrichtende macht tot verplichting alle sociale documenten aan de personeelsleden te bezorgen.

Art. 337. Heeft recht op de weddetoelage die hem toegekomen zou zijn indien hij zijn normale dagtaak had kunnen volbrengen, het personeelslid dat geschikt is om te werken op het ogenblik dat hij zich naar het werk begeeft :

1° dat, op de normale weg naar het werk, er slechts met vertraging of er niet aankomt voor zover deze vertraging of afwezigheid te wijten is aan een oorzaak opgedoken op de weg van en naar het werk of die niet van zijn wil afhangt;

2° dat, met uitzondering van het geval van de staking, wegens een reden die onafhankelijk is van zijn wil, zijn werk niet kan aanvatten, terwijl hij zich normaal naar de plaats van het werk begaf, ofwel voltooiën als hij er al mee bezig is.

Art. 338. De personeelsleden hebben recht om van hun werk afwezig te zijn, met behoud van de normale bezoldiging, bij gezinsevenementen, voor het volbrengen van verplichtingen inzake burgertrouw en burgerlijke opdrachten, en in geval van een dagvaarding voor het gerecht.

Afdeling 2. — Plichten van de personeelsleden

Art. 339. De personeelsleden moeten in alles steeds de belangen van het onderwijs waarin zijn hun ambt uitoefenen, behartigen.

Gedurende de uitoefening van hun ambt, komen zij persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na die hun zijn opgelegd door de wetten, decreten, besluiten en verordeningen, door bijkomende regels van de bevoegde paritaire commissie, door het arbeidsreglement en door de wervingsovereenkomst.

Art. 340. De personeelsleden moeten zich met de meest volstreekte correctheid gedragen zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met het publiek en de studenten. Zij moeten elkaar bijstaan in de mate waarin het belang van de hogere kunstschool zulks vereist. Zij moeten alles wat afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt vermijden.

Art. 341. De personeelsleden mogen de leerlingen niet gebruiken om politieke of commerciële propagandadoel-einden.

Art. 342. De personeelsleden moeten, binnen de perken gesteld door de reglementering, de bijkomende regels van de bevoegde paritaire commissie, het arbeidsreglement en de wervingsovereenkomst, de diensten verstrekken die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de hogere kunstschool waar zij hun ambt uitoefenen.

Zij mogen zonder voorafgaande toelating van de inrichtende macht of van zijn vertegenwoordiger de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Art. 343. Het is de personeelsleden verboden feiten bekend te maken, die zij zouden kennen ter oorzaak van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 344. Het is de personeelsleden verboden rechtstreeks of door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt doch omwille ervan, giften, geschenken, beloningen of enig ander voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 345. Zij mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgisch volk, die de vernietiging van 's Lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt.

Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medehulp verlenen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

De uitoefening van de rechten van het Belgisch of Europees Staatsburgerschap, die de personeelsleden bezitten, wordt steeds geëerbiedigd.

Art. 346. De personeelsleden moeten de verplichtingen in acht nemen, die schriftelijk in de wervingsovereenkomst worden bepaald en die voortvloeien uit de specifieke aard van het pedagogisch en artistiek project van de hogere kunstschool waar zij hun ambt uitoefenen.

Afdeling 3. — Onverenigbaarheden

Art. 347. Elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren of die in strijd is met de waardigheid van hun ambt, is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van een gesubsidieerde vrije hogere kunstschool.

Art. 348. Onstaat er een betwisting over het bestaan van een onverenigbaarheid bedoeld bij artikel 347, dan kan de inrichtende macht het advies aanvragen van de bevoegde paritaire commissie.

De paritaire commissie brengt haar advies uit binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

Art. 349. Elke bezigheid die van natuur zou zijn om de specifieke aard van het pedagogisch en artistiek project van een gesubsidieerde vrije hogere kunstschool in het gedrang te brengen, is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van deze school.

Art. 350. De bij artikel 347 bedoelde onverenigbaarheden worden schriftelijk in de wervingsovereenkomst bepaald.

Art. 351. De inrichtende macht die vaststelt dat een personeelslid voortdurend een bezigheid beoefent die, in de zin van artikel 347, onverenigbaar is met zijn ambt in het onderwijs of die, in de zin van artikel 349, onverenigbaar is met de specifieke aard van het pedagogisch en artistiek project van de hogere kunstschool, geeft er hem kennis van bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag na de datum van verzending.

Behoudens zware tekortkoming, kan het personeelslid zich voorhoeden tegen elk risico tot beëindiging van zijn overeenkomst door te bewijzen dat hij de hem verweten bezigheid niet meer uitoefent.

Onder voorbehoud van de toepassing van het vorig lid, heeft de kennisgeving tot gevolg dat de overeenkomst van het personeelslid beëindigd wordt, behalve als hij een beroep instelt, binnen de maand, voor de arbeidsrechtbank.

Het personeelslid dat een beroep instelt, blijft in dienstactiviteit.

Afdeling 4. — Bescherming van het privé-leven

Art. 352. Het recht van de inrichtende macht om een geëngageerd onderwijs in te richten, wordt gewaarborgd, zonder dat daarbij de bescherming van het privé-leven van de personeelsleden beperkt zou worden.

HOOFDSTUK III. — *Werving*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 353. § 1. De personeelsleden worden tijdelijk aangeworven, vastbenoemd of krijgen een mandaat toegewezen door de inrichtende macht.

§ 2. De personeelsleden worden door de inrichtende macht aangeworven op advies van een Wervingscommissie die door haar te dien einde wordt opgericht, overeenkomstig de artikelen 15 en 63 tot 67.

De kandidaten voor een mandaat van lector worden niet bij § 2 bedoeld.

Art. 354. De personeelsformatie wordt aan de inrichtende macht ter goedkeuring voorgelegd door de directeur van de hogere kunstschool, op advies van de pedagogische beheersraad. Deze personeelsformatie wordt jaarlijks bepaald.

De werving, benoeming in vast verband en terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking van de personeelsleden worden voorgelegd door de directeur van de hogere kunstschool aan de inrichtende macht, op advies van de pedagogische beheersraad.

De Regering geeft kennis, uiterlijk op 30 juni, van het aantal betrekkingseenheden die aan de hogere kunstschool voor het volgende academiejaar worden toegewezen.

Art. 355. De inrichtende macht maakt, uiterlijk op 1 mei, een oproep tot de kandidaten voor elke toe te kennen vacante betrekking in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

Die betrekkingen zijn toegankelijk voor de in vast verband aangeworven personeelsleden, door mutatie of opdrachtuitbreiding, voor de voor onbepaalde tijd tijdelijk aangeworven personeelsleden, door opdrachtuitbreiding, en voor de kandidaten voor een tijdelijke aanwerving.

Art. 356. De inrichtende macht maakt, uiterlijk op 1 mei, een oproep tot de kandidaten voor elk toe te kennen mandaat in het *Belgisch Staatsblad* bekend. De mandaten van directeur en adjunct-directeur zijn toegankelijk voor de in vast verband aangeworven personeelsleden, de tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven personeelsleden, de tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven personeelsleden en iedere andere kandidaat die voldoet aan de in de artikelen 377 en 380 bedoelde voorwaarden.

Art. 357. Voor de werving van de (hoog)leraren, begeleiders en assistenten, bepaalt de oproep in het *Belgisch Staatsblad* :

1° het ambt en de toe te kennen cursussen;

2° de omvang van de opdracht;

3° de dossiers die ingediend moeten worden, met, inzonderheid, de documenten met betrekking tot de bekwaamheidsbewijzen en de nuttige ervaring bedoeld bij artikel 68, de meldingen van de wetenschappelijke publicaties en de diverse elementen die tot bewijs van de beroepservaring dienen;

4° het pedagogisch en artistiek project dat ingediend dient te worden, met betrekking tot de te begeven cursus;

5° de vorm en de termijnen die vereist zijn voor de indiening van de dossiers en projecten bedoeld bij 3° en 4°

6° de vorm en de termijn die vereist zijn voor de mogelijke verschijning van de kandidaat voor de wervingscommissie.

Voor de werving van de directeurs en de adjunct-directeurs, bepaalt de oproep in het *Belgisch Staatsblad* :

- 1° de aard van het mandaat en, in voorkomend geval, de te begeven onderwijsactiviteiten;
- 2° de omvang van de opdracht;
- 3° de dossiers die ingediend moeten worden met inzonderheid de documenten met betrekking tot de bekwaamheidsbewijzen en de nuttige ervaring bedoeld bij artikel 68, de meldingen van de wetenschappelijke publicaties en de diverse elementen die tot bewijs van de beroepservaring dienen;
- 4° het pedagogisch en artistiek project dat ingediend dient te worden, met betrekking tot het te begeven mandaat;
- 5° de vorm en de termijnen die vereist zijn voor de indiening van de dossiers en projecten bedoeld bij 3° en 4°
- 6° de vorm en de termijn die vereist zijn voor de mogelijke verschijning van de kandidaat voor de wervingscommissie.

Art. 358. De kandidaat die naar verschillende betrekkingen solliciteert, dient een afzonderlijke kandidatuur voor elke betrekking in. Op straffe van nietigheid, worden de kandidaturen bij een ter post aangetekend schrijven bij de inrichtende macht ingediend.

Art. 359. § 1. De kandidaturen voor de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel die de voorwaarden bepaald bij artikel 357 in acht nemen, worden door de Wervingscommissie onderzocht. Deze commissie onderzoekt de pedagogische en artistieke projecten van de kandidaten. Na onderzoek van de projecten selecteert de Commissie de kandidaten die gekozen werden voor een individueel onderhoud. De Wervingscommissie overhandigt de pedagogische beheersraad een met redenen omkleed verslag voor iedere kandidaat. De directeur zendt het verslag met het advies van de pedagogische beheersraad aan de inrichtende macht over.

§ 2. Voor de betrekkingen van (hoog)leraar en begeleider, is de Wervingscommissie er niettemin toe gehouden prioritair de aanvragen tot verandering van aanstelling van de personeelsleden van de hogere kunstscholen van de inrichtende macht te behandelen.

De directeur legt daarna een met redenen omkleed voorstel aan de inrichtende macht die beslist voor.

Art. 360. § 1. Wanneer een hogere kunstschool een vervanging van een onderwijzend personeelslid wenst te verrichten, kan de inrichtende macht een persoon aanwijzen in afwijking van de procedure bedoeld bij de artikelen 355 en 356 op de voordracht van de directeur, na advies van de Wervingscommissie en van de pedagogische beheersraad.

Deze aanstelling neemt een einde bij de terugkeer van de titularis van de betrekking en in elk geval op het einde van het academiejaar gedurende hetwelk de aanstelling plaats heeft gevonden. Deze aanstelling mag in geen enkel geval aanleiding geven tot een aanstelling voor onbepaalde tijd.

§ 2. Wanneer de hogere kunstschool een betrekking wenst te begeven, die vacant is geworden na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij de artikelen 355 en 356, dan is de procedure bepaald bij lid 1 van § 1 van toepassing.

Deze werving kan in geen enkel geval aanleiding geven tot een aanstelling voor onbepaalde tijd.

Afdeling 2. — Tijdelijk aangeworven personeelsleden

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 361. Uiterlijk op het moment van de aanwerving wordt een schriftelijke overeenkomst gesloten, getekend door beide partijen en in twee exemplaren opgesteld, waarvan één aan het personeelslid wordt overhandigd.

In deze overeenkomst wordt het volgende vermeld :

- 1° de identiteit van de inrichtende macht;
- 2° de identiteit van het personeelslid;
- 3° het uit te oefenen ambt alsmede de kenmerken en het volume van de opdracht;
- 4° in voorkomend geval, de verplichtingen bedoeld in artikel 346 en de onverenigbaarheden bedoeld in de artikelen 347 en 349;
- 5° de begindatum en de einddatum van de aanwerving;
- 6° of de betrekking vacant verklaard is overeenkomstig de oproep bedoeld in de artikelen 355 en 356;
- 7° indien de betrekking niet vacant is, de identiteit van de titularis.

Bij gebrek aan een schriftelijke overeenkomst, wordt het personeelslid geacht binnen het ambt, de opdracht en de betrekking die hij werkelijk bezet, te worden aangeworven. Hij wordt, overeenkomstig artikel 363, naargelang van het geval, geacht te worden aangeworven voor bepaalde tijd of onbepaalde tijd.

Art. 362. Na elke activiteitsperiode, overhandigt de inrichtende macht aan het tijdelijk personeelslid een attest met de gepresteerde diensten per uitgeoefend ambt, met de begindatum en de einddatum alsmede het volume van de opdracht.

Art. 363. § 1. Voor iedere betrekking binnen het ambt van (hoog)leraar of begeleider die vacant werd verklaard volgens de procedure bedoeld in artikel 355, worden de tijdelijke aanwerving door de inrichtende macht uitgeoefend. Eerst geschiedt die voor bepaalde tijd, maximaal voor een academiejaar. Deze aanwerving voor bepaalde tijd is verlengbaar voor hoogstens een academiejaar. Op het einde van de aanwerving of de aanwervingen bedoeld in het eerste lid, wordt het personeelslid dat opnieuw moet worden aangeworven, voor onbepaalde tijd aangeworven, voor zover het personeelslid een hoofdamt uitoefent. De aanwerving voor onbepaalde tijd kan echter alleen plaatshebben als de gecumuleerde duur van de aanwervingen voor bepaalde tijd minimaal één jaar bedraagt.

§ 2. Voor een betrekking in het ambt van assistent, vacant verklaard volgens de procedure bedoeld in artikel 355, worden de tijdelijke aanwervingen door de inrichtende macht uitgevoerd. Dit gebeurt voor een termijn van één academiejaar, vijf keer hernieuwbaar op het gebied van muziek, en voor een termijn van twee academiejaren, twee keer hernieuwbaar, wat de andere gebieden betreft.

Art. 364. § 1. Niemand kan tijdelijk in dienst worden aangeworven als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet bij de aanwerving:

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen voor het toe te kennen ambt, zoals bepaald in artikel 82;

4° a) indien het over een aanwerving gaat voor bepaalde tijd, bij de indiensttreding een medisch attest overleggen dat niet langer dan zes maanden tevoren werd opgegeven en waaruit blijkt dat de gezondheid van de kandidaat in een zodanige toestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten en andere personeelsleden niet in gevaar kan brengen;

b) indien het over een aanwerving voor onbepaalde tijd gaat, een medisch onderzoek hebben ondergaan met als doel de lichamelijke geschiktheid na te gaan, vastgesteld door de Regering;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° van onberispelijk gedrag zijn;

7° aan de dienstplichtwetten voldoen.

§ 2. Bij de eerste aanwerving in het onderwijs, legt het personeelslid de eed af met de woorden bedoeld in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Onderafdeling 2. — Aanwerving voor bepaalde tijd van (hoog)leraren en begeleiders

Art. 365. Niemand kan tijdelijk worden aangeworven in het ambt van (hoog)leraar of begeleider als hij, op het moment van deze aanwerving, naast de voorwaarden bedoeld in artikel 364, niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° een pedagogisch en artistiek project overleggen en dit aan de Wervingscommissie voorleggen;

2° een nuttige ervaring buiten het onderwijs van vijf jaar hebben opgedaan binnen een artistiek domein voor de betrekkingen van (hoog)leraar voor kunstlessen en begeleider;

3° een nuttige ervaring buiten het onderwijs van twee jaar hebben opgedaan voor de betrekkingen van (hoog)leraar technische cursussen.

De nuttige ervaring buiten het onderwijs opgedaan, bedoeld in de leden 1, 2 en 3, moet een verband hebben met de toe te kennen cursus.

Art. 366. § 1. Uiterlijk op het einde van de examenzittijd in juni, stelt de directeur van de hogere kunstschool een verslag op over de manier waarop het personeelslid zijn taak heeft vervuld.

Dit verslag, geïllustreerd en gedateerd door de betrokkene, wordt naar de inrichtende macht opgestuurd. Het personeelslid ontvangt een afschrift ervan.

Het verslag draagt, volgens het geval, een van de volgende vermeldingen : « heeft voldaan », « heeft gedeeltelijk voldaan », « heeft niet voldaan ». Indien het verslag de vermelding « heeft voldaan » draagt, en de betrekking van het personeelslid dat een vacante betrekking had, vernieuwd wordt, dan moet die betrekking voor onbepaalde tijd zijn. Deze vernieuwing gebeurt met voorrang boven elke verandering van aanstelling, ambt, mutatie of opdrachuitbreiding.

Wanneer de directeur van de hogere kunstschool geen verslag heeft opgesteld met als vermelding « heeft voldaan », moet de inrichtende macht het personeelslid horen vooraleer een beslissing te nemen. Bij deze hoorzitting, kan het personeelslid bijgestaan worden of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs van de inrichtende macht of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakvereniging. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid weigert het verslag te viseren of niet naar de hoorzitting komt.

Indien het verslag de vermelding « heeft gedeeltelijk voldaan » draagt, en de betrekking van het personeelslid dat een vacante betrekking uitoefende, verlengd wordt, is dit verplicht tijdelijk en voor bepaalde tijd. Wanneer de betrokken betrekking vacant blijft in het begin van het academiejaar, geschiedt de vernieuwing voor maximaal een academiejaar met voorrang boven elke verandering van aanstelling, ambt, mutatie of opdrachuitbreiding.

Indien het door de directeur van de hogere kunstschool opgesteld verslag de vermelding « heeft niet voldaan » draagt, kan de inrichtende macht geenszins deze aanwerving vernieuwen.

Bij gebrek aan een verslag, wordt het personeelslid geacht een verslag te hebben ontvangen met als vermelding « heeft voldaan ».

§ 2. Wanneer over het personeelslid een verslag is opgesteld met als kenmerk « heeft gedeeltelijk voldaan » en zijn betrekking wordt vernieuwd voor een academiejaar maximaal, zijn er voor de directeur van de hogere kunstschool slechts twee evaluatiemogelijkheden: een verslag met de vermelding « heeft voldaan » of een verslag met de vermelding « heeft niet voldaan ».

Onderafdeling 3. — Aanwerving voor bepaalde tijd van de assistenten

Art. 367. Niemand kan tijdelijk worden aangeworven voor een ambt van assistent als hij op het moment van deze aanwerving niet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 364 voldoet en als hij geen pedagogisch of artistiek project ingediend en voorgesteld heeft aan de Wervingscommissie.

Art. 368. De kandidaturen voor een ambt van assistent worden onderzocht door de Wervingscommissie bedoeld in de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet. Na onderzoek van de door de kandidaten voorgelegde projecten, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking komen voor een individueel interview. De Wervingscommissie geeft een gemotiveerd verslag voor elke kandidaat aan de pedagogische beheersraad. De directeur geeft het verslag, samen met het advies van de pedagogische beheersraad, aan de inrichtende macht door.

Onderafdeling 4. — Aanwerving voor onbepaalde tijd van de (hoog)leraren en begeleiders

Art. 369. In het begin van het academiejaar worden de personeelsleden tijdelijk aangeworven voor een onbepaalde duur door de inrichtende macht op de voordracht van de directeur van de hogere kunstschool, na advies van de pedagogische beheersraad.

Onderafdeling 5. — Afdanking

Art. 370. § 1. De inrichtende macht kan elk personeelslid tijdelijk aangeworven voor onbepaalde tijd, afdanken zonder opzegging, wegens een zware tekortkoming.

Als zware tekortkoming wordt elke tekortkoming beschouwd die elke professionele medewerking tussen het personeelslid en de inrichtende macht onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

§ 2. Vanaf het moment dat de inrichtende macht op de hoogte is van de elementen die de zware tekortkoming kunnen staven, roept hij bij een ter post aangetekende brief het personeelslid op voor een hoorzitting die plaats moet grijpen minstens vijf dagen en hoogstens tien dagen na de verzending van de oproepingsbrief. De procedure verloopt verder wanneer het personeelslid niet naar de hoorzitting komt.

§ 3. Indien de inrichtende macht beschouwt dat voldoende elementen de zware tekortkoming staven, kan hij de afdanking uitvoeren binnen de drie dagen volgend op de datum van de hoorzitting. De afdanking gaat vergezeld van het bewijs dat de feiten werkelijk zijn gebeurd. Zij wordt ofwel bij gerechtsdeurwaardersexploot, ofwel bij een ter post aangetekende brief, die uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van de verzending, aan de andere partij meegedeeld.

§ 4. Bij de hoorzitting mag het personeelslid begeleid of vertegenwoordigd worden door een vertegenwoordiger van een representatieve vakvereniging, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde leden of gepensioneerde leden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Art. 371. Mits een opzeggingstermijn van vijftien dagen, kan de inrichtende macht een einde maken aan de opdracht van een tijdelijk personeelslid voor een bepaalde duur, op gemotiveerde voordracht van de directeur van de hogere kunstschool na advies van de pedagogische beheersraad. Het personeelslid wordt vooraf gehoord door de inrichtende macht. De procedure verloopt verder wanneer het personeelslid niet naar de hoorzitting komt.

Art. 372. § 1. De inrichtende macht kan elk personeelslid tijdelijk aangeworven voor onbepaalde tijd ontslaan, zonder opzegging, wegens een zware tekortkoming.

Als zware tekortkoming wordt elke tekortkoming beschouwd die elke professionele samenwerking tussen het personeelslid en de inrichtende macht onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

§ 2. Vanaf het moment dat de inrichtende macht op de hoogte is van de elementen die de zware tekortkoming staven, roept hij bij een ter post aangetekende brief het personeelslid op voor een hoorzitting die plaats moet grijpen minstens vijf dagen en hoogstens tien dagen na de verzending van de oproepingsbrief. De procedure verloopt verder wanneer het personeelslid niet naar de hoorzitting komt.

§ 3. Indien de inrichtende macht oordeelt dat voldoende elementen de zware tekortkoming staven, kan hij de afdanking uitvoeren binnen de drie dagen volgend op de datum van de hoorzitting. De afdanking gaat vergezeld van het bewijs dat de feiten werkelijk zijn gebeurd. Zij wordt ofwel bij gerechtsdeurwaardersexploot, ofwel bij een ter post aangetekende brief, die uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag na de verzending, aan de andere partij meegedeeld.

§ 4. Bij de hoorzitting kan het personeelslid begeleid of vertegenwoordigd worden door een vertegenwoordiger van een representatieve vakvereniging, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde of gepensioneerde leden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Art. 373. Een personeelslid tijdelijk aangeworven voor onbepaalde tijd kan afgedankt worden door de inrichtende macht.

De opzeggingstermijn bedraagt minstens drie maanden voor het personeelslid aangeworven voor onbepaalde tijd sinds minder dan vijf jaar.

De termijn wordt vermeerderd met minstens drie maanden vanaf het begin van elke nieuwe wervingsperiode van vijf jaar bij dezelfde inrichtende macht.

Het tijdelijk personeelslid voor onbepaalde tijd aangeworven, tegen wie een gemotiveerd afdankingsvoorstel wordt geformuleerd, kan binnen de tien dagen een schriftelijke klacht indienen bij de inrichtende macht die ervan ontvangst bericht.

De inrichtende macht stuurt, op de dag van ontvangst, de klacht door naar de raad van beroep. Het beroep is niet schorsend.

Het personeelslid en de inrichtende macht worden gehoord door de raad van beroep.

Het personeelslid mag bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een vertegenwoordiger van een representatieve vakvereniging, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

De inrichtende macht mag bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger uitgekozen onder de leden van de inrichtende machten van een hogere kunstschool van dezelfde aard of door een afgevaardigde van een vereniging die de belangen van de inrichtende machten behartigt.

Het niet-verschijnen van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger, alsmede het niet-verschijnen van de inrichtende macht of van haar vertegenwoordiger bij de hoorzitting, verhindert de raad niet zich uit te spreken.

De raad van beroep geeft zijn gemotiveerd advies aan de inrichtende macht binnen een termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van de klacht. De inrichtende macht neemt een beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies.

De afdanking wordt gemotiveerd, op straffe van nietigheid.

*Afdeling 2. — Mandaten**Onderafdeling 1. — Mandaat van lector*

Art. 374. Het mandaat van lector wordt toegekend door de inrichtende macht op de voordracht van de directeur, na advies van de pedagogische beheersraad, voor een bepaalde duur.

Art. 375. Wanneer het mandaat overeenkomt met een opdracht gelijk aan of hoger dan een halve volledige opdracht, is de duur beperkt tot zes maanden. In de andere gevallen is hij beperkt tot negen maanden.

Onderafdeling 2. — Mandaat van adjunct-directeur

Art. 376. Het mandaat van adjunct-directeur wordt toegekend door de inrichtende macht voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar.

Art. 377. Niemand kan een mandaat krijgen om een ambt uit te oefenen van adjunct-directeur als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° indien het over een eerste aanwerving gaat voor bepaalde tijd, bij de indiensttreding een medisch attest overleggen dat niet langer dan zes maanden tevoren werd opgegeven en waaruit blijkt dat de gezondheid van de kandidaat in een zodanige toestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten en andere personeelsleden niet in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° aan de dienstplichtwetten voldoen;

6° een pedagogisch en artistiek project betreffende het bedoelde mandaat indienen en aan de Wervingscommissie voorstellen.

Art. 378. De kandidaturen voor een mandaat in een ambt van adjunct-directeur worden onderzocht door de Wervingscommissie bedoeld in de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet. Zij beoordeelt het curriculum vitae van de kandidaten en onderzoekt hun pedagogisch en artistiek project. Na het onderzoek van de projecten, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking komen voor een individueel interview. De Wervingscommissie dient een gemotiveerd verslag in voor elke kandidaat aan de pedagogische beheersraad. De directeur zendt het verslag, samen met het advies van de pedagogische beheersraad, naar de inrichtende macht over.

Onderafdeling 3. — Mandaat van directeur

Art. 379. Het mandaat van directeur wordt toegekend door de inrichtende macht voor een termijn van vijf jaar. Dit mandaat is hernieuwbaar op basis van een evaluatie gevoerd door de pedagogische beheersraad bedoeld in artikel 16.

Art. 380. Niemand kan een mandaat krijgen om een ambt van directeur uit te oefenen als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° indien het over een eerste aanwerving gaat voor bepaalde tijd, bij de indiensttreding een medisch attest overleggen dat niet langer dan zes maanden tevoren werd opgegeven en waaruit blijkt dat de gezondheid van de kandidaat in een zodanige toestand verkeert, dat hij de gezondheid van de studenten en andere personeelsleden niet in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° aan de dienstplichtwetten voldoen;

6° een pedagogisch en artistiek project betreffende het bedoelde mandaat indienen en aan de Wervingscommissie voorstellen.

Art. 381. De kandidaturen voor een mandaat in een ambt van directeur worden onderzocht door de Wervingscommissie bedoeld in de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet. In afwijking van artikel 66 van dit decreet, wordt deze commissie voorgezeten door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde. De Wervingscommissie beoordeelt het curriculum vitae van de kandidaten en onderzoekt hun pedagogisch en artistiek project. Na het onderzoek van de projecten, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking komen voor een individueel interview. De Wervingscommissie dient een gemotiveerd verslag in voor elke kandidaat van de pedagogische beheersraad. In afwijking van de artikelen 17 en 19 van dit decreet, wordt deze pedagogische beheersraad voorgezeten door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde.

De voorzitter zendt het verslag, samen met het advies van de pedagogische beheersraad, naar de inrichtende macht over.

Onderafdeling 4. — Vervroegde beëindiging van de mandaten van directeur en adjunct-directeur

Art. 382. De inrichtende macht kan vervroegd een einde maken aan elk mandaat van een directeur of een adjunct-directeur die niet deel uitmaakt van het onderwijzend personeel definitief aangeworven overeenkomstig de bepalingen inzake afdanking bedoeld in de artikelen 370 en 372 van dit decreet.

Het onderwijzend personeelslid dat definitief aangeworven is, kan van zijn mandaat van directeur of adjunct-directeur worden ontheven bij beslissing van de inrichtende macht.

Afdeling 4. — Aanwerving in vast verband in een ambt van (hoog)leraar of begeleider

Art. 383. Het personeelslid wordt in vast verband aangeworven door de inrichtende macht, voor het ambt waarvoor hij zich kandidaat stelt, als hij een gemotiveerd voorstel tot aanwerving in vast verband van de directeur gekregen heeft, op advies van de pedagogische beheersraad.

Art. 384. Niemand kan in vast verband worden aangeworven als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet bij de definitieve aanwerving :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen voor het te begeven ambt, zoals bedoeld in artikel 82;

4° over de vereiste lichamelijke geschiktheid beschikken, gecontroleerd door de Administratieve Gezondheidsdienst;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° van onberispelijk gedrag zijn;

7° aan de dienstplichtwetten voldoen;

8° tijdelijk aangeworven zijn voor onbepaalde tijd;

9° deze betrekking als hoofdamt bezetten;

10° aan de anciënniteitsvoorwaarden voldoen, vastgesteld bij artikel 10, § 7 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, en, voor de (hoog)leraren artistieke of technische cursussen, aan de voorwaarde van nuttige ervaring voldoen binnen een artistieke of technische praktijk bedoeld in artikel 365 van dit decreet.

Art. 385. De inrichtende macht werft in vast verband het tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven personeelslid aan dat, voor het betrokken ambt en de te kennen cursussen, de grootste dienstanciënniteit, zoals bedoeld in artikel 410, telt.

Het personeelslid kan drie jaar dienstanciënniteit, verkregen in vast verband in een ander niveau van het onderwijs van hetzelfde net en van dezelfde aard, laten gelden voor de berekening van de in lid 1 bedoelde dienstanciënniteit.

Afdeling 5. — Opdrachtuitbreiding

Art. 386. Wanneer de betrekking bedoeld in artikel 355 wordt toegekend bij opdrachtuitbreiding aan een personeelslid in vast verband aangeworven in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, wordt deze opdrachtuitbreiding onmiddellijk uitgevoerd in de hoedanigheid van tijdelijk personeelslid voor onbepaalde tijd.

Wanneer de betrekking bedoeld in artikel 355 bij opdrachtuitbreiding, op advies van de Wervingscommissie bedoeld in de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet, wordt toegekend aan een onderwijzend personeelslid in vast verband aangeworven binnen dezelfde instelling, binnen hetzelfde ambt en andere toe te kennen cursussen waarvoor het personeelslid over een bekwaamheidsbewijs beschikt, wordt deze opdrachtuitbreiding uitgevoerd in de hoedanigheid van tijdelijk personeelslid voor onbepaalde tijd.

Afdeling 6. — Mutatie

Art. 387. De inrichtende macht die een vacante betrekking toe te kennen heeft, kan de mutatie aan een personeelslid toekennen dat die aanvraagt in antwoord op de oproep bedoeld in artikel 355. De aanvragen om mutatie worden bij een ter post aangetekende brief opgestuurd. Er wordt rekening gehouden met de aanvragen om mutatie die ingediend worden in de vorm en binnen de termijn vastgesteld bij de oproep bedoeld in het eerste lid.

De tijdelijke mutatie kan echter slechts met de instemming, volgens het geval, van de inrichtende machten van de twee betrokken Kunstschoolen gebeuren.

Art. 388. De aanvraag om mutatie in een ambt van (hoog)leraar of begeleider wordt onderzocht door de Wervingscommissie die een advies uitbrengt aan de pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool die over de betrekking waarnaar wordt gesolliciteerd, beschikt. De directeur van de hogere kunstschool stuurt het gemotiveerd verslag van de pedagogische beheersraad door naar de inrichtende macht.

De inrichtende macht beslist over de aanvraag om mutatie.

Art. 389. Op het einde van het academiejaar in de nieuwe hogere kunstschool en op advies van de pedagogische beheersraad, stelt de directeur aan de inrichtende macht voor het personeelslid dat een tijdelijke mutatie gekregen had, een aanstelling in vast verband te geven. Indien dit niet het geval is, komt het betrokken personeelslid terug naar de school waar hij werkte voordat hij zijn mutatie aanvraagde.

Afdeling 7. — Overneming van een hogere kunstschool van een andere inrichtende macht

Art. 390. § 1. In geval van overneming door een vrije gesubsidieerde inrichtende macht van een vrije gesubsidieerde hogere kunstschool of van een deel van een vrije gesubsidieerde hogere kunstschool, zijn de volgende bepalingen van toepassing :

1° De personeelsleden die in vast verband aangeworven zijn en hun ambt uitoefenen op het moment van de overneming, worden van rechtswege vastbenoemd personeelslid in de overeenkomstige ambten binnen de inrichtende macht die overneemt;

2° de personeelsleden die in vast verband aangeworven zijn in een hogere kunstschool die, op het moment van de overneming, een mandaat uitoefenen van directeur of adjunct-directeur, worden terug aangeworven voor het ambt waarvoor ze in vast verband waren aangeworven voordat ze hun mandaat uitoefenden;

3° de werkelijke diensten gepresteerd voor de overneming door de personeelsleden bedoeld in 1° en 2° worden gelijkgesteld met werkelijke diensten gepresteerd als personeelslid van de inrichtende macht die overneemt.

De overnemingsovereenkomst te sluiten tussen de betrokken inrichtende machten kan bijkomende regels vaststellen bij de hierboven vermelde bepalingen en, in voorkomend geval, overnemingsvoorwaarden bepalen voor de tijdelijk aangeworven personeelsleden.

§ 2. De voorwaarden voor de overneming door een inrichtende macht van het vrij gesubsidieerd onderwijs, van een officiële gesubsidieerde hogere kunstschool of van een hogere kunstschool van de Franse Gemeenschap of voor de overneming van een deel van een officiële gesubsidieerde hogere kunstschool of een deel van een hogere kunstschool van de Franse Gemeenschap zullen worden vastgesteld volgens een overeenkomst te sluiten tussen de betrokken inrichtende machten.

*Afdeling 8. — Fusies van de hogere kunstscholen**Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 391. De dienstanciënniteit scheidt de betrokken personeelsleden en, bij gelijke dienstanciënniteit, de ambtsanciënniteit. Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit, gaat de voorrang naar het oudste personeelslid.

Onderafdeling 2. — Bepalingen toepasselijk op de personeelsleden waarvan de hogere kunstschool een fusie op gelijke voet ondergaat

Art. 392. § 1. De personeelsleden van de gefuseerde scholen worden aangeworven op de school die uit de fusie op gelijke voet is ontstaan, binnen de perken van de beschikbare betrekkingen en in de volgende volgorde :

- 1° de leden van het onderwijzend personeel definitief aangeworven in het ambt dat zij uitoefenen;
- 2° de leden van het onderwijzend personeel tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven in het ambt dat zij uitoefenen;
- 3° de leden van het onderwijzend personeel die een verandering van voorlopige aanstelling genieten.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in § 1, 1°, die niet kunnen worden aangesteld, worden wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld.

De in § 1, 3°, bedoelde personeelsleden die geen verandering van aanstelling kunnen genieten, worden terug ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Onderafdeling 3. Bepalingen van toepassing op de personeelsleden waarvan de hogere kunstschool een fusie door overneming ondergaat.

Art. 393. Voor de toepassing van deze onderafdeling, moet verstaan worden onder :

- 1° School A : de hogere kunstschool die één of meer andere hogere kunstscholen overneemt;
- 2° School B : de hogere kunstschool(scholen) die wordt(worden) overgenomen.

Art. 394. De leden van het onderwijzend personeel van School B die in vast verband aangeworven zijn in het ambt dat ze uitoefenen in die hoedanigheid en de leden van het onderwijzend personeel van School A die een verandering van tijdelijke aanstelling genieten, worden respectievelijk ter beschikking gesteld en opnieuw ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking op de datum van de fusie.

Er wordt, uiterlijk de dag voor de fusie door overneming, een einde gemaakt aan de prestaties die de leden van het onderwijzend personeel, niet bedoeld in het vorige lid, uitoefenen in School B.

Art. 395. De beschikbare betrekkingen in School A worden toegekend op de dag van de fusie, in de volgende volgorde:

- 1° aan de leden van het onderwijzend personeel van School A in vast verband aangeworven voor het ambt dat ze in die hoedanigheid uitoefenen;
- 2° aan de leden van het onderwijzend personeel van School A tijdelijk aangeworven voor onbepaalde tijd in het ambt dat ze in die hoedanigheid uitoefenen;
- 3° aan de leden van het onderwijzend personeel die een verandering van tijdelijke aanstelling genieten in School A in het ambt waarvoor ze in vast verband worden aangeworven;
- 4° door verandering van tijdelijke aanstelling, aan de leden van het onderwijzend personeel van School B, in vast verband aangeworven voor het ambt dat ze in deze hoedanigheid uitoefenden;
- 5° aan de leden van het onderwijzend personeel van School B tijdelijk aangeworven voor onbepaalde tijd voor het ambt waarvoor ze zijn aangeworven;
- 6° aan de leden van het onderwijzend personeel die een verandering van tijdelijke aanstelling genieten in School B in het ambt waarvoor ze in vast verband zijn aangeworven.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in § 1, 4°, aan wie geen betrekking kan worden toegekend, blijven ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking.

De personeelsleden bedoeld in § 1, 6° die geen verandering van aanstelling kunnen genieten, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 396. Voor zover een vacante betrekking hun kan worden toegekend in School A, worden de personeelsleden bedoeld in artikel 395, § 1, 3° en 4°, in deze School op de datum van de fusie gereffecteerd.

HOOFDSTUK IV. — Opschorting van de aanwerving

Art. 397. Onverminderd de van kracht zijnde reglementering, wordt de uitvoering van de aanwerving opgeschort :

- 1° gedurende de periode van werkonderbreking en verlof wegens bevalling;
- 2° gedurende de tijd die, voor het personeelslid, nodig is om te zetelen als adviseur of sociale rechter voor de arbeidshoven en -rechtbanken;
- 3° gedurende de periode van oproeping of wederoproeping van het personeelslid onder de wapens;
- 4° gedurende het verblijf van het personeelslid in een centrum voor werving en selectie;
- 5° gedurende de observatie in een inrichting van de gezondheidsdienst van het leger;
- 6° gedurende de ziekenhuisopname in een militaire inrichting ten gevolge van een ongeluk of een ziekte die opgelopen of verergerd is gedurende het medisch onderzoek of de selectieproeven;
- 7° voor de duur van de dienst gepresteerd bij de civiele bescherming;
- 8° gedurende de uitvoering van de dienst opgelegd aan de gewetensbezwaarde;
- 9° gedurende de periode tijdens welke het onmogelijk was voor het personeelslid om zijn werk te verrichten ten gevolge van een ziekte of een ongeluk.

Art. 398. Op aanvraag van het personeelslid, is de inrichtende macht ertoe gehouden hem vrijaf te geven ten vroegste vanaf de zevende week voor de vermoede bevallingsdatum.

Het personeelslid geeft hem uiterlijk acht weken voor de vermoede bevallingsdatum een medisch attest dat deze datum bevestigt.

Indien de bevalling slechts voorkomt na de datum voorzien door de arts, wordt het verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling.

Het personeelslid mag geen enkele arbeid verrichten vanaf de zevende dag voor de vermoede bevallingsdatum tot het einde van een periode van acht weken die begint op de dag van de bevalling.

De arbeidsonderbreking wordt op haar aanvraag verlengd, na de achtste week, voor een periode waarvan de duur gelijk is aan de duur van de periode gedurende welke zij verder heeft gewerkt vanaf de zevende week voor de exacte datum van de bevalling. Deze periode is, in geval van vroeggeboorte, verminderd met het aantal dagen gedurende welke zij gewerkt heeft in de periode van zeven dagen voor de bevalling.

Wanneer echter het pasgeboren kind in het ziekenhuis moet blijven gedurende ten minste acht weken vanaf de geboorte, kan het personeelslid de verlenging van arbeidsonderbreking waar ze recht op heeft, uitstellen tot het moment waarop het pasgeboren kind thuiskomt.

Daartoe geeft het personeelslid aan de inrichtende macht :

1° bij de hervatting van het werk, een attest van het ziekenhuis, dat bevestigt dat het pasgeboren kind in het ziekenhuis is opgenomen sinds minstens acht weken;

2° op het moment van de aanvraag om verlenging van arbeidsonderbreking, een attest van het ziekenhuis dat de datum van ontslag van het pasgeboren kind bevestigt.

Het personeelslid bewaart zijn recht op de verlenging van werkonderbreking in geval van overlijden van zijn kind binnen het jaar van zijn geboorte.

Art. 399. In geval van ziekte of ongeval, moet het personeelslid, behalve ingeval van overmacht, onmiddellijk de inrichtende macht op de hoogte brengen van zijn arbeidsongeschiktheid.

Indien een bijkomende regel van de bevoegde paritaire commissie die bindend is geworden, overeenkomstig artikel 437, het voorschrijft of, bij gebrek aan zulk voorschrift, indien de inrichtende macht hem ertoe uitnodigt, geeft het personeelslid deze laatste een medisch attest. Behalve bij overmacht, stuurt hij het of geeft hij het af binnen de twee werkdagen vanaf de dag van arbeidsongeschiktheid of de dag van ontvangst van de uitnodiging, behalve indien een andere termijn vastgesteld is door een collectieve arbeidsovereenkomst of door het arbeidsreglement. Wanneer het getuigschrift opgesteld is na de opgelegde termijn, kan het personeelslid zijn bezoldiging verliezen voor de dagen van ongeschiktheid voorafgaand aan het geven of opsturen van een attest.

Daarenboven mag het personeelslid niet weigeren een arts te ontvangen die afgevaardigd en bezoldigd wordt door de inrichtende macht, noch zich te laten onderzoeken. Behalve indien de huisarts van het personeelslid beschouwt dat zijn gezondheidstoestand hem niet toelaat zich te verplaatsen, moet het personeelslid, als hij ertoe wordt uitgenodigd, naar de arts gaan die afgevaardigd en bezoldigd wordt door de inrichtende macht. De reiskosten van het personeelslid zijn ten laste van de inrichtende macht.

De arts die afgevaardigd en bezoldigd wordt door de inrichtende macht kijkt na of de arbeidsongeschiktheid werkelijk is, houdende rekening met het feit dat alle andere vaststellingen beschermd worden door het beroepsgeheim.

HOOFDSTUK V. — *Administratieve standen van de (hoog)leraren en de begeleiders*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 400. Het personeelslid bevindt zich in een van de volgende administratieve standen:

1° dienstactiviteit;

2° non-activiteit;

3° terbeschikkingstelling.

Afdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 401. Het personeelslid wordt altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve stand of een dienststand wordt ingedeeld.

Art. 402. Het personeelslid in actieve dienst heeft recht op een weddetoelage en op de bevordering tot een hogere wedde.

Hij kan zijn aanspraken laten gelden op een aanwerving in vast verband of voor de uitoefening van een mandaat als directeur of adjunct-directeur.

Hij krijgt van de inrichtende macht verlof binnen dezelfde voorwaarden als op de hogere kunstschole van de Franse Gemeenschap.

Elk verlof waarvoor een beslissing van de Regering nodig is om de bezoldiging te kunnen genieten in de hogere kunstschole van de Franse Gemeenschap, moet door de inrichtende macht ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd.

Art. 403. De Regering stelt de vakantieregeling van de personeelsleden van de hogere kunstschole vast.

De personeelsleden hebben recht op minimaal twaalf weken vakantie per academiejaar.

Afdeling 3. — Non-activiteit

Art. 404. Een personeelslid bevindt zich in de stand non-activiteit wanneer schorsing bij tuchtmaatregel op hem is toegepast.

Afdeling 4. — Terbeschikkingstelling

Art. 405. Een personeelslid kan ter beschikking worden gesteld door zijn inrichtende macht onder dezelfde voorwaarden als in de hogere kunstschole van de Franse Gemeenschap. Elke terbeschikkingstelling waarvoor een beslissing van het bevoegd Regeringslid, of van diens gemachtigde, nodig is om een bezoldiging te kunnen genieten in de hogere kunstschole van de Gemeenschap, wordt door de inrichtende macht ter goedkeuring aan dezelfde overheid voorgelegd.

*HOOFDSTUK VI. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en gedeeltelijk opdrachtverlies**Afdeling 1. — Voorafgaande maatregelen*

Art. 406. § 1. Wanneer een cursus gewijzigd wordt door de Regering, na advies van de Hoge Kunstraad, op eigen initiatief of op aanvraag van de inrichtende macht van de hogere kunstschool, wordt het personeelslid, dat in vast verband aangeworven is voor deze cursus, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of bij gedeeltelijk opdrachtverlies als hij het bekwaamheidsbewijs niet heeft om deze cursus te geven.

§ 2. Wanneer een onderwijsactiviteit geheel of gedeeltelijk niet meer georganiseerd wordt omdat geen enkele student ervoor ingeschreven is of omdat het aantal ingeschreven studenten verminderd is, wordt het personeelslid belast met de betrokken activiteit ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of in gedeeltelijk opdrachtverlies.

In het geval bedoeld in het eerste lid, kan de inrichtende macht geen ander lid aanwerven om dezelfde onderwijsactiviteit uit te voeren.

Art. 407. § 1. Een personeelslid dat in vast verband aangeworven is voor een hoofdamt wordt slechts ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of bij gedeeltelijk opdrachtverlies door de inrichtende macht nadat er een einde werd gemaakt, in de volgorde hierna vastgesteld, aan de diensten van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en dezelfde cursussen geven :

- 1° in een bijambt op de hogere kunstschool;
- 2° tijdelijk voor bepaalde tijd, op de hogere kunstschool en met inachtneming van hun dienstanciënniteit;
- 3° tijdelijk voor onbepaalde tijd, op de hogere kunstschool en met inachtneming van hun dienstanciënniteit.

§ 2. Wanneer een personeelslid ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of bij gedeeltelijk opdrachtverlies en de uren van hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen vrij worden, moet de inrichtende macht die prioritair toekennen aan dit personeelslid vooraleer de verklaring tot vacante betrekking zoals bedoeld in artikel 355 te maken.

Wanneer een personeelslid in gedeeltelijk opdrachtverlies zijn kandidatuur stelt voor een vacante betrekking van het ambt waarvoor hij in vast verband is aangeworven, maar voor andere toe te kennen cursussen waarvoor hij een vereist bekwaamheidsbewijs bezit of waarvoor hij een artistieke, professionele of wetenschappelijke bekendheid heeft verkregen en de betrekking bedoeld in artikel 355 hem wordt toegekend met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 359, wordt het personeelslid onmiddellijk en definitief titularis van deze cursussen.

Art. 408. Na de toepassing van de bepalingen bedoeld in artikel 407, § 1, verliest het personeelslid dat in vast verband is aangeworven en dat de kleinste dienstanciënniteit telt, zijn betrekking of een deel van zijn opdracht binnen het betrokken ambt en de toe te kennen cursussen.

Het personeelslid kan, in geval van terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, maximaal tien jaren dienstanciënniteit die in vast verband werd verkregen in een ander niveau van het onderwijs van hetzelfde net laten gelden voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in het 1ste lid.

Art. 409. Bij gelijke dienstanciënniteit, verliest het jongste personeelslid zijn betrekking of een deel van zijn opdracht.

Art. 410. De dienstanciënniteit bedoeld in de artikelen 391, 407, 408 en 409 wordt als volgt berekend :

1° alle werkelijke diensten tijdelijk gepresteerd in de hogere kunstschole van de inrichtende macht komen in aanmerking voor een anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen geteld van het begin tot het einde van de gepresterde diensten;

2° de werkelijke diensten in vast verband gepresteerd in de hogere kunstschole van dezelfde inrichtende macht in een ambt met volledige dienstprestaties, worden geteld per kalendermaand; deze die niet over een hele maand lopen, tellen niet mee;

3° de werkelijke diensten gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties die minstens de helft van het aantal vereiste uren bedragen van het ambt met volledige dienstprestaties, worden in acht genomen evenals de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties;

4° het aantal dagen behaald in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat niet dit aantal uren telt, wordt met de helft verminderd;

5° dertig dagen vormen een maand;

6° de duur van de werkelijke diensten gepresteerd in twee of meer gelijktijdig uitgeoefende ambten met volledige of onvolledige dienstprestaties, kan nooit meer bedragen dan de duur van de diensten gepresteerd in een ambt met volledige opdracht dat tijdens dezelfde periode uitgeoefend wordt;

7° de duur van de gepresterde werkelijke diensten die het personeelslid telt mag nooit twaalf maanden overschrijden per kalenderjaar;

8° het bevallingsverlof en het verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij worden in acht genomen voor de berekening van de dienstanciënniteit. Voor de personeelsleden tijdelijk aangeworven, worden de verlofdagen slechts in acht genomen gedurende de wervingsperiode.

Afdeling 2. — Gedeeltelijk opdrachtverlies

Art. 411. Wanneer een personeelslid dat een hoofdambt uitoefent binnen de hogere kunstschool niet meer het aantal uren presteert gelijk aan het aantal dat hij presteerde toen hij in vast verband werd aangeworven, wordt hij geacht een gedeeltelijk opdrachtverlies te ondergaan.

Het personeelslid dat een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaat, blijft ter beschikking van de hogere kunstschool tot hij het aantal uren bereikt dat gelijk is aan de prestaties die hij leverde voordat hij geacht werd een gedeeltelijk opdrachtverlies te ondergaan.

Hij geniet een weddetoelage.

Afdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking

Art. 412. § 1. Met inachtneming van de artikelen 407 tot 409, wordt een in vast verband aangeworven personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking wanneer de betrekking in hoofdambt van dit personeelslid wordt afgeschaft.

Het personeelslid geniet een wachtgeld gelijk aan zijn laatste activiteitswedde en kan zijn aanspraken op een mandaat als directeur of adjunct-directeur gedurende twee academiejaren laten gelden.

Vanaf het derde academiejaar, wordt het wachtgeld elk jaar verminderd met 10 percent, zonder lager te zijn dan zoveel keer een dertigste van de wedde als een personeelslid dienstjaren telt vanaf zijn terbeschikkingstelling.

Deze beslissing kan niet tot gevolg hebben het wachtgeld te verminderen tot een bedrag dat lager ligt dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het bedoeld personeelslid recht zou hebben als hij de regeling van sociale zekerheid voor werknemers zou genieten.

Voor de toepassing van deze paragraaf moet verstaan worden onder de dienstjaren, de jaren die gelden voor de vaststelling van het rustpensioen.

§ 2. Het personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking blijft ter beschikking van de hogere kunstschool tot hij hetzelfde aantal uren presteert als zijn prestaties die hij uitoefende voordat hij ter beschikking werd gesteld.

De uitoefening van de taken die hem door de hogere kunstschool worden toevertrouwd, kan echter niet leiden tot het behoud van de betrekking van het afgeschafte ambt.

Overigens wordt het aantal prestatie-uren tot het passende beloop verminderd wanneer het wachtgeld van het personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, beperkt is tot een bepaald percentage.

Art. 413. § 1. Het personeelslid dat ter beschikking gesteld is wegens ontstentenis van betrekking blijft inbegrepen in het aantal betrekkingseenheden toegekend aan de hogere kunstschool overeenkomstig artikel 52 van dit decreet.

§ 2. Het personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking blijft kandidaat voor een verandering van voorlopige aanstelling in een vacante betrekking van een hogere kunstschool van hetzelfde net.

§ 3. Het personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking kan zich kandidaat stellen voor een verandering van voorlopige aanstelling in een vacante betrekking van een hogere kunstschool van een ander net. De verandering van voorlopige aanstelling kan slechts geschieden met de toestemming, volgens het geval, van de Regering of van de inrichtende machten van beide betrokken hogere kunstscholen. De verandering van voorlopige aanstelling schort de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking op.

Art. 414. Wanneer een personeelslid ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, deelt de directeur van de hogere kunstschool dit binnen de tien dagen aan de Regering mee.

Wanneer een personeelslid in zijn inrichting, wegens ontstentenis van betrekking, niet meer hetzelfde aantal uren presteert gelijk aan het aantal waarvoor hij bezoldigd wordt, deelt de directeur van de hogere kunstschool dit binnen de tien dagen aan de Regering mee.

HOOFDSTUK VII. — Preventieve schorsing

Art. 415. § 1. Wanneer het belang van de dienst of van het onderwijs het vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing worden ingesteld ten aanzien van een personeelslid dat in vast verband is aangeworven :

- 1° als hij strafrechtelijk wordt vervolgd;
- 2° zodra een tuchtprocedure tegen hem wordt ingesteld door de inrichtende macht;
- 3° zodra de inrichtende macht hem bij een ter post aangetekende brief de vaststelling van een onverenigbaarheid meedeelt.

§ 2. De preventieve schorsing georganiseerd door dit hoofdstuk is een louter administratieve maatregel en heeft geen straf tot gevolg. De schorsing wordt uitgesproken door de inrichtende macht en wordt gemotiveerd. Zij heeft tot gevolg het personeelslid uit zijn ambt te verwijderen.

Gedurende de preventieve schorsing, blijft het personeelslid in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 3. Voordat een preventieve schorsingsmaatregel wordt getroffen, moet het personeelslid uitgenodigd worden te worden gehoord door de inrichtende macht.

De oproeping voor de hoorzitting alsmede de motieven die de preventieve schorsing rechtvaardigen, worden minstens drie werkdagen voor de hoorzitting aan het personeelslid meegedeeld, ofwel bij een ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst, die uitwerking heeft drie werkdagen na de verzendingsdatum, ofwel bij het overhandigen van de brief met bericht van ontvangst, die uitwerking heeft op de datum die op het bericht van ontvangst vermeld is.

Gedurende de hoorzitting mag het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een vertegenwoordiger van een representatieve vakvereniging, door een advocaat of een verdediger gekozen onder de in dienstactiviteit zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Binnen de drie werkdagen na de dag van de hoorzitting en zelfs als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet werden gehoord, deelt de inrichtende macht haar beslissing mee aan de betrokkene bij een ter post aangetekende brief.

Als deze beslissing als gevolg heeft het personeelslid preventief te schorsen, heeft ze uitwerking vanaf de derde werkdag na de datum van verzending.

§ 4. In afwijking van het eerste lid van § .3., kan het personeelslid onmiddellijk uit zijn ambt worden verwijderd in geval van zware tekortkoming waarvoor er heterdaad is of de bezwaren die hem worden verweten zodanig ernstig zijn dat het beter is dat het personeelslid, in het belang van het onderwijs, niet meer op school aanwezig is.

De verwijderingsmaatregel moet worden getroffen binnen de drie werkdagen na de dag waarop de zware tekortkoming of voornoemde bezwaren werden vastgesteld.

Binnen de drie werkdagen na de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd getroffen, moet de inrichtende macht de procedure voor preventieve schorsing instellen overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

Indien dit niet het geval is, zal de maatregel tot onmiddellijke verwijdering beëindigd worden op het einde van de voornoemde termijn en zal het personeelslid alleen opnieuw kunnen worden verwijderd van de inrichting, voor dezelfde zware tekortkoming of dezelfde bezwaren, als mits de naleving van de procedure voor de preventieve schorsing zoals inzonderheid bedoeld in § 3 van dit artikel.

Het personeelslid dat onmiddellijk wordt verwijderd, blijft in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 5. In het kader van een tuchtprocedure, kan de duur van de preventieve schorsing geen jaar overschrijden en loopt in ieder geval af:

1° na vijfenveertig kalenderdagen, indien het voorstel tot tuchtstraf bedoeld in artikel 419 niet binnen deze termijn werd meegedeeld aan het personeelslid;

2° de derde werkdag na de mededeling aan het personeelslid van het voorstel tot tuchtstraf bedoeld in artikel 419, als dit voorstel de terechtwijzing, de blaam of de afhouding op wedde is;

3° voor een ander voorstel tot tuchtstraf dat verschilt van datgene bedoeld in punt 2°, veertig kalenderdagen na de mededeling van het voorstel tot tuchtstraf geformuleerd door de inrichtende macht aan het personeelslid als deze laatste geen beroep heeft ingediend tegen dit voorstel;

4° voor een voorstel tot tuchtstraf dat ander is als deze bedoeld in punt 2°, dertig kalenderdagen na de mededeling aan de inrichtende macht van het advies van de raad van beroep over het voorstel betreffende de tuchtstraf geformuleerd door de inrichtende macht ten aanzien van het personeelslid;

5° de dag waarop de tuchtstraf uitwerking krijgt.

In het kader van strafrechtelijke vervolgingen of in het kader van een beroep bij de arbeidsrechtbank tegen de vaststelling van een onverenigbaarheid, is de duur van de preventieve schorsing niet tot een jaar beperkt.

Wanneer een tuchtprocedure in gang wordt gezet of wordt vedergezet na een gerechtelijke beslissing tot definitieve strafrechtelijke veroordeling, begint de termijn van een jaar bedoeld in het eerste lid slechts te lopen vanaf de uitspraak van de definitieve veroordeling.

§ 6. In het kader van een tuchtprocedure, moet de preventieve schorsing schriftelijk worden bevestigd door de inrichtende macht om de drie maanden vanaf de inwerkingtreding.

Deze bevestiging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de betrokken persoon meegedeeld.

Indien de preventieve schorsing niet wordt bevestigd binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn ambt hervatten nadat hij er de inrichtende macht ervan op de hoogte heeft gebracht bij een ter post aangetekende brief, ten minste tien werkdagen voor de effectieve hervatting van het werk.

Na ontvangst van deze kennisgeving, kan de inrichtende macht het behoud van de preventieve schorsing bevestigen volgens de procedure bedoeld in het tweede lid.

Art. 416. Elk personeelslid dat preventief wordt geschorst, behoudt zijn recht op een bezoldiging.

In afwijking van het eerste lid, wordt de wedde van elk personeelslid preventief geschorst :

1° dat verdacht of beklaagd wordt in het kader van strafrechtelijke vervolgingen;

2° tegen wie een niet definitieve strafrechtelijke veroordeling werd uitgesproken, waartegen het personeelslid gebruik heeft gemaakt van zijn gewone beroepsrechten;

3° dat een tuchtprocedure ondergaat, in gang gezet of voortgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling;

4° dat een tuchtprocedure ondergaat wegens een zware tekortkoming waarvoor er ofwel heterdaad is, ofwel duidelijke bewijzen zijn en waarvan de beoordeling tot de inrichtende macht toebehoort;

5° een voorstel gekregen heeft tot tuchtstraf bedoeld in artikel 419, 4°, 5° en 6°, op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld.

Deze weddevermindering mag niet als gevolg hebben de wedde te verminderen tot een bedrag dat lager ligt dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het personeelslid recht zou hebben als hij de regeling van de sociale zekerheid voor werknemers zou genieten.

Voor de toepassing van het 2° lid, 1° en 2°, krijgt deze weddevermindering slechts uitwerking op de eerste dag van de maand na de dag waarop hij verdacht of beklaagd wordt of vanaf de uitspraak van de definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van het 2° lid, 3°, wordt deze weddevermindering die reeds werd uitgevoerd volgens het 2° lid, 1° of 2°, behouden na de definitieve veroordeling als de inrichtende macht het personeelslid op de hoogte brengt van zijn voornemen om de tuchtprocedure in gang te zetten of voort te zetten.

Voor de toepassing van het 2° lid, 4°, krijgt de weddevermindering uitwerking op de eerste dag van de maand na de mededeling van de toepassing van dit 2° lid, 4°, door de inrichtende macht aan het personeelslid.

Voor de toepassing van het 2° lid, 5°, krijgt deze weddevermindering uitwerking de dag waarop de inrichtende macht het voorstel tot tuchtstraf meedeelt.

Art. 417. Op het einde van de tuchtprocedure of de strafrechtelijke procedure, wordt de maatregel tot vermindering ingetrokken, behalve als:

1° op het einde van de tuchtprocedure de inrichtende macht het personeelslid straft met een van de sancties bedoeld in artikel 419, 4°, 5° en 6°;

2° artikel 455, 2°, *b*, en 5° wordt toegepast;

3° het personeelslid definitief strafrechtelijk wordt veroordeeld, met of zonder een tuchtprocedure nadien.

Wanneer de maatregel tot weddevermindering ingetrokken wordt bij toepassing van het eerste lid, krijgt het personeelslid het complement van zijn initieel afgehouden weddetoelage, vermeerderd met de verwijntresten berekend volgens de wettelijke rentevoet en verschuldigd sinds de dag waarop de vermindering werd uitgevoerd.

De bedragen verkregen door het personeelslid gedurende de preventieve schorsing blijven hem toegewezen.

Indien de wedde van het personeelslid verminderd werd bij toepassing van artikel 416, 2°, 4° of 5° lid, en op het einde van de tuchtprocedure een sanctie van schorsing bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor een duur die korter is dan de duur van de maatregel tot vermindering van de wedde, wordt deze laatste ingetrokken voor de periode die de duur van de schorsing bij tuchtstraf overschrijdt en krijgt het personeelslid in dit geval het complement van zijn weddetoelage ten onrechte afgehouden gedurende deze periode, vermeerderd met de verwijntresten berekend volgens de wettelijke rentevoet en verschuldigd sinds de dag van de vermindering.

Het 4de lid wordt niet toegepast in het kader van een tuchtprocedure in gang gezet of voortgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

Art. 418. De preventieve schorsing wordt aan de Regering bekendgemaakt opdat de onmiddellijke uitvoering van deze maatregel verzekerd zou zijn.

HOOFDSTUK VIII. — *Tuchtregeling*

Afdeling 1. — Tuchtstraffen

Art. 419. Als de personeelsleden die definitief aangeworven zijn, hun plicht niet nakomen, zullen hun de volgende straffen worden opgelegd:

1° de terechtwijzing;

2° de blaam;

3° de afhouding op de wedde;

4° de schorsing bij tuchtmaatregel;

5° de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel;

6° de afdanking wegens zware tekortkoming.

Art. 420. De tuchtstraffen worden uitgeroepen door de inrichtende macht van de hogere kunstschool waar het personeelslid in vast verband is aangeworven.

De inrichtende macht deelt van tevoren een voorstel tot tuchtstraf aan het personeelslid mee.

Binnen een termijn van twintig dagen vanaf de kennisgeving, kan het personeelslid een beroep indienen tegen het voorstel tot tuchtstraf voor de bevoegde raad van beroep bedoeld in artikel 429.

Het beroep schort de procedure op.

§ 2. Het personeelslid en de inrichtende macht worden gehoord door de raad van beroep.

Het personeelslid kan worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een vertegenwoordiger van een representatieve vakvereniging, door een advocaat of een verdediger van het in dienstactiviteit zijnde of gepensioneerd personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

De inrichtende macht mag bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van de inrichtende machten van een hogere kunstschool van dezelfde aard of door een afgevaardigde van een vereniging die de belangen van deze inrichtende machten behartigt.

De niet-verschijning van het personeelslid of zijn vertegenwoordiger, alsmede de niet-verschijning van de inrichtende macht of zijn vertegenwoordiger op de vergadering verhindert de raad van beroep niet zich uit te spreken.

§ 3. De raad van beroep geeft een gemotiveerd advies aan het personeelslid en aan de inrichtende macht binnen een termijn van negentig dagen vanaf de datum van ontvangst van het beroep ingediend door het personeelslid.

De inrichtende macht vermeldt, in voorkomend geval, de redenen waarom het advies niet werd gevolgd.

Art. 421. De afhouding op de wedde wordt gedurende minstens een maand en hoogstens drie maanden toegepast. Ze kan niet één vijfde van de laatste brutoactiviteitswedde of het laatste bruto wachtgeld overschrijden.

Art. 422. De schorsing bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor één jaar maximaal. Het personeelslid wordt uit zijn ambt verwijderd en geniet de helft van zijn laatste brutoactiviteitswedde of zijn laatste brutowachtgeld.

Art. 423. De duur van de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel kan niet minder dan één jaar en meer dan vijf jaar zijn.

Het personeelslid wordt uit zijn ambt verwijderd en geniet gedurende de eerste twee jaren een wachtgeld waarvan het bedrag gelijk is aan de helft van de activiteitswedde. Het wachtgeld wordt, zonder ooit dit laatste bedrag te overschrijden, daarna vastgesteld op het tarief van het pensioen dat de betrokken persoon zou ontvangen als hij vroeger zou gepensioneerd zijn.

Nadat het personeelslid de helft van zijn straf heeft ondergaan, mag hij zijn herstel in het onderwijs vragen.

Art. 424. De afhouding op het wachtgeld of de toekenning van een wachtgeld kan slechts als gevolg hebben dat de wedde van het personeelslid beperkt wordt tot een bedrag dat lager is dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het personeelslid recht zou hebben als hij het stelsel van sociale zekerheid voor werknemers zou genieten.

Art. 425. De tuchtprocedure kan slechts worden getroffen voor feiten die werden vastgesteld gedurende het jaar voor de datum waarop de procedure in gang werd gezet.

In geval van strafvordering, moet de tuchtprocedure binnen de zes maanden van de kennisneming van de definitieve gerechtelijke beslissing door de overheid die de tuchtstraf moet voorstellen, worden gestart.

Art. 426. Geen enkele straf kan uitwerking hebben voor de periode die aan de verklaring voorafgaat.

Art. 427. De strafrechtelijke vordering betreffende de feiten die tot een tuchtprocedure hebben geleid, schorst de tuchtprocedure en de uitspraak van de straf, behalve bij heterdaad of als de vastgestelde feiten, die verbonden zijn aan de professionele activiteit, erkend zijn door het personeelslid.

Wat ook het resultaat van de strafvordering moge zijn, toch oordeelt de inrichtende macht over de toepassing van de tuchtstraffen.

De inrichtende macht is echter voor deze beoordeling gebonden door het objectieve karakter van de feiten definitief vastgesteld door de strafrechtelijke beslissing.

Afdeling 2. — Doorhaling van de tuchtstraffen

Art. 428. De doorhaling van de tuchtstraffen wordt van ambtswege uitgevoerd na een termijn waarvan de duur vastgesteld wordt op :

- 1° één jaar voor de terechtwijzing en de blaam;
- 2° drie jaar voor de afhouding op de wedde;
- 3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° zeven jaar voor de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel.

Het termijn gaat in op de datum van de beslissing inzake tucht.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtstraf, heeft de doorhaling als gevolg dat er geen rekening meer kan worden gehouden met de doorgehaalde tuchtstraf, inzonderheid voor de toegang tot een mandaat als directeur of adjunct-directeur, of bij de toekenning van de evaluatie die na de doorhaling plaatsvindt. De doorgehaalde tuchtstraf wordt geschrapt in het dossier van het personeelslid.

HOOFDSTUK IX. — Raad van beroep

Art. 429. Na de raadpleging van de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten en de groeperingen van het gesubsidieerd onderwijspersoneel ingeschreven bij een vakvereniging vertegenwoordigd bij de Nationale Arbeidsraad, stelt de Regering een raad van beroep in voor de vrije gesubsidieerde hogere kunstscholen.

De raad van beroep stelt haar huishoudelijk reglement vast onder voorbehoud van de goedkeuring door de Regering.

Art. 430. De raad van beroep behandelt de beroepen ingediend door de personeelsleden voor elke tuchtstraf alsmede de beroepen ingediend door de personeelsleden tijdelijk aangeworven voor onbepaalde tijd tegen een voorstel tot afdanking, zoals bedoeld in artikel 373.

Art. 431. De raad van beroep bestaat uit :

- 1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten en de personeelsleden van de vrije gesubsidieerde hogere kunstscholen. De Regering benoemt twee plaatsvervangende leden voor ieder werkend lid;
- 2° een voorzitter en twee plaatsvervangende voorzitters;
- 3° een secretaris en een adjunct-secretaris.

Het aantal leden van de raad van beroep alsmede de duur van hun mandaat worden vastgesteld bij besluit van de Regering; de raad kent minstens vier werkende leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en vier werkende leden die de personeelsleden vertegenwoordigen.

De werkende en plaatsvervangende leden van de raad van beroep worden benoemd door de Regering op de voordracht van de groeperingen waarvan sprake is in artikel 429. Bij gebrek aan een akkoord tussen deze, neemt de Regering de beslissing.

De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters worden gekozen door de Regering onder de in dienstactiviteit zijnde of gepensioneerde magistraten.

Art. 432. Zodra een zaak wordt ingevoerd, geeft de voorzitter de lijst van de werkende en plaatsvervangende leden door aan het personeelslid en aan de inrichtende macht. Binnen de tien dagen na de ontvangst van deze lijst, kan het personeelslid of de inrichtende macht de wraking vragen van maximaal drie leden. Zij kunnen echter niet tegelijkertijd een werkend lid en zijn twee plaatsvervangende leden wraken.

Een lid mag vragen om te worden ontheven als hij denkt een zedelijk belang te hebben bij de zaak of als hij denkt dat men over zijn onpartijdigheid kan twijfelen. De voorzitter beslist over het gevolg dat moet worden gegeven aan deze aanvraag. Hij kan zo ook van rechtswege een lid ontheffen om dezelfde redenen.

De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden mogen niet zetelen voor een zaak die hun echtgenoot(ote) of een bloed- of aanverwante, tot en met de vierde graad, betreft.

Art. 433. De partijen worden opgeroepen door de voorzitter binnen de twintig dagen volgend op de ontvangst van het beroep. De partijen mogen worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een raadsman overeenkomstig de bepalingen, volgens het geval, van artikel 420, § 2 of artikel 373.

De raad van beroep kan bevelen een aanvullende enquête in gang te zetten en de getuigen horen.

De in het eerste lid vermelde termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

Art. 434. De raad van beroep kan zich slechts uitspreken als tenminste twee leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en twee leden die de personeelsleden vertegenwoordigen, aanwezig zijn. De leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en de leden die de personeelsleden vertegenwoordigen moeten in gelijk aantal zijn om aan de stemming te mogen deelnemen. In voorkomend geval, wordt de gelijkheid hersteld door doorhaling van één of meer leden na loting.

Indien het quorum bedoeld in het vorige lid niet wordt bereikt, roept de voorzitter een nieuwe vergadering bijeen binnen de vijftien dagen. Gedurende deze vergadering kan een beslissing worden genomen welk ook het aantal aanwezige leden is.

Het advies wordt gegeven na een geheime stemming bekomen bij gewone meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Voor de toepassing van het derde lid, worden de blanco stemmen en de onthoudingen niet beschouwd als stemmen.

Art. 435. Het advies van de raad wordt aan de partijen medegedeeld bij een ter post aangetekende brief binnen de vijf dagen na de vergadering gedurende welke het werd gegeven. Het advies wordt gemotiveerd.

Art. 436. De werkingskosten van de raad van beroep zijn ten laste van de Franse Gemeenschap. De Regering bepaalt de vergoedingen waarop de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters recht hebben.

HOOFDSTUK X. — *Paritaire commissie*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 437. Na beraadslaging van de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten en de personeelsgroeperingen van het vrij gesubsidieerd hoger kunstonderwijs, ingeschreven bij een vakvereniging vertegenwoordigd bij de Nationale Arbeidsraad, richt de Regering voor het vrij confessioneel onderwijs een centrale paritaire commissie op die bevoegd is voor de hogere kunstscholen.

Het besluit van de Regering tot oprichting van deze paritaire commissie vermeldt de bevoegdheid ervan.

Art. 438. Het algemeen reglement van de paritaire commissies wordt opgesteld bij een besluit van de Regering. De centrale paritaire commissie bedoeld in artikel 437 stelt haar bijzonder huishoudelijk reglement op onder voorbehoud van goedkeuring door de Regering.

Art. 439. De paritaire commissie bestaat uit :

1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten en personeelsleden. Er zijn evenveel plaatsvervangende leden als werkende leden voor elke categorie;

2° een voorzitter en een ondervoorzitter;

3° de referendarissen;

4° een secretaris en een adjunct-secretaris.

De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en de vertegenwoordigers van de personeelsleden mogen begeleid worden door technische adviseurs waarvan het maximum aantal zal worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 438.

Het aantal leden van elke paritaire commissie alsmede de duur van hun mandaat worden vastgesteld bij besluit van de Regering.

Elke Commissie telt minstens vier werkende leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en vier werkende leden die het personeel vertegenwoordigen.

Art. 440. De werkende en plaatsvervangende leden van de Commissie worden benoemd door de Regering op de voordracht van de groeperingen waarvan sprake is in artikel 437. Bij gebrek aan een akkoord onder hen, zal de Regering beslissen.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering gekozen onder de terzake bevoegde personen, die onafhankelijk moeten zijn ten opzichte van de belangen waarvan de commissie kennis kan nemen. Binnen de mogelijke perken kan het gaan over sociale bemiddelaars. De referendarissen, de secretaris en adjunct-secretaris worden door de Regering benoemd.

De uitoefening van de ambten als voorzitter en ondervoorzitter is onverenigbaar met een parlementair mandaat.

Art. 441. De paritaire commissie heeft voornamelijk als opdracht :

1° te beraadslagen over de algemene arbeidsvoorwaarden;

2° elk geschil te voorkomen of te beslechten dat zou kunnen rijzen of zou zijn gerezen tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder de toepassing van dit decreet vallen.

3° bijkomende regels vast te stellen voor de statutaire bepalingen van dit decreet;

4° de evolutie te volgen van het sociaal recht en er de bijkomende regels aan toe te passen.

De Regering kan de commissie uitnodigen bijkomende regels vast te stellen bedoeld in 2° binnen een vaste termijn.

Art. 442. De beslissingen van de paritaire commissie worden eenparig genomen door de aanwezige leden. De voorzitter, de ondervoorzitter, de referendarissen en de secretarissen zijn niet stemgerechtigd.

Afdeling 2. — Controle van het naleven en bestraffing van het niet-naleven van de beslissingen die bindend zijn geworden

Art. 443. Op aanvraag van de commissie of van een representatieve organisatie zoals bedoeld in artikel 437, kan een besluit van de Regering bindende kracht geven aan de genomen beslissingen. Ingeval deze niet bindend zouden worden, laat de Regering aan de commissie weten waarom hij geen gevolg heeft gegeven aan deze aanvraag.

Art. 444. De uitvoering van de beslissingen die bindend zijn geworden, overeenkomstig artikel 443, wordt gecontroleerd door de ambtenaren aangewezen door de Regering onverminderd de plichten van de ambtenaren van de gerechtelijke politie.

Art. 445. In geval van overtreding, stellen de in artikel 444 vernoemde ambtenaren processen-verbaal op die zij aan de bevoegde Procureur des Koning doorgeven en wordt een afschrift ervan bij een ter post aangetekende brief binnen de acht dagen aan de overtreder opgestuurd, dit alles op straffe van nietigheid.

Art. 446. De in artikel 444 vermelde ambtenaren gaan, met inachtneming van het woningsrecht, zoals bedoeld in artikel 8 van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens, de lokalen binnen waar de personeelsleden hun opdracht uitoefenen.

De directeurs van de hogere kunstschoolen alsmede de personeelsleden die voor het administratief beheer zorgen, zijn ertoe gehouden hun inlichtingen te verschaffen die ze nodig hebben om hun opdracht te vervullen.

Art. 447. Elke overtreding van de beslissingen die bindend zijn geworden overeenkomstig artikel 443, wordt gestraft met een geldboete van 2,50 tot 2.500 EUR. Er mogen zoveel geldboetes zijn als er aangeworven personen in overtreding zijn van deze beslissingen, zonder dat het totaal van de geldboetes 5.000 EUR overschrijdt.

Deze in het vorig lid bepaalde straffen zijn toepasselijk op elk personeelslid dat dezelfde bepalingen overtreedt.

Art. 448. De inrichtende machten en de directeurs van de hogere kunstschoolen alsmede het onderwijzend personeel die de controle georganiseerd bij toepassing van dit decreet hebben tegengewerkt, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 EUR, onverminderd, in voorkomend geval, de toepassing van de straffen bedoeld in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Art. 449. Wie onjuiste verklaringen doet gedurende de onderzoeken gevoerd door de controledienst, met als doel op een dwaalspoor te brengen, wordt met een geldboete van 2,50 tot 2500 EUR gestraft.

Art. 450. De inrichtende machten zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboetes uitgesproken ten laste van hun directeurs.

HOOFDSTUK XI. — *Einde van de overeenkomst*

Afdeling 1. — Tijdelijk voor bepaalde tijd aangeworven personeelsleden

Art. 451. De overeenkomsten gesloten met de personeelsleden tijdelijk aangeworven voor bepaalde tijd worden beëindigd zonder opzegging :

1° als zij niet regelmatig tijdelijk zijn aangeworven, voor zover de onregelmatigheid niet aan de inrichtende macht toe te schrijven is;

2° als de personeelsleden niet meer aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) onderdaan zijn van één van de lidstaten van de Europese Unie, behoudens vrijstelling toegestaan door de Regering;

b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) aan de dienstplichtwetten voldoen.

3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij zonder geldige redenen hun dienst niet hervatten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° als zij zonder geldige redenen hun werk verlaten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° als zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke en strafrechtelijke wetten de beëindiging van de ambten als gevolg heeft;

6° als zij zich in een toestand van erkende permanente arbeidsongeschiktheid bevinden, overeenkomstig de wet of de verordening, die hen verhindert hun ambt correct uit te voeren;

7° als zij de leeftijd hebben bereikt van de normale oppensioenstelling;

8° op de dag vermeld in de overeenkomst bedoeld in artikel 361 en uiterlijk de laatste dag van het academiejaar gedurende hetwelk de aanwerving werd gedaan;

9° om de toekenning, in een bepaald ambt en in toe te kennen cursussen, van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht, mogelijk te maken voor een personeelslid van dezelfde hogere kunstschool dat in vast verband aangeworven is of tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven is;

10° op het ogenblik van de terugkeer van de titularis van de betrekking of van het personeelslid dat hem tijdelijk vervangt, in het geval van een aanwerving zoals bedoeld in artikel 360, § 1;

11° wanneer geen enkel beroep werd ingediend tegen de kennisgeving van de vaststelling van een onverenigbaarheid of wanneer de onverenigbaarheid wordt vastgesteld bij een definitief vonnis of een definitief arrest van een arbeidsgerecht;

12° vanaf de ontvangst van het advies van de administratieve gezondheidsdienst waaruit blijkt dat het tijdelijk personeelslid definitief ongeschikt is;

13° in geval van aanwerving in vast verband in een ambt naar evenredigheid van de uren die voor deze aanwerving in aanmerking komen, ten belope van een volledig ambt;

14° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool voor een bepaald ambt en de toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet wordt door een personeelslid tijdelijk aangeworven voor een bepaalde duur;

15° om de toekenning, in een bepaald ambt en in toe te kennen cursussen, van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht, mogelijk te maken voor een ander onderwijzend personeelslid dat tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven is. In dat geval verliest het onderwijzend personeelslid met de kleinste dienstanciënniteit zoals bedoeld in artikel 410 voor het bedoelde ambt en de toe te kennen cursussen zijn betrekking.

Art. 452. Een personeelslid tijdelijk aangeworven voor een bepaalde duur kan eenzijdig een einde maken aan de overeenkomst, mits een opzeggingstermijn van vijftien dagen.

Hij brengt er de inrichtende macht van op de hoogte bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft de derde werkdag na de datum van de verzending ervan en brengt de directeur van de hogere kunstschool op de hoogte van zijn beslissing.

Afdeling 2. — Tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven personeelsleden

Art. 453. De overeenkomsten gesloten met de tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven personeelsleden worden zonder opzegging beëindigd :

1° als zij niet regelmatig zijn aangeworven, voor zover de onregelmatigheid niet aan de inrichtende macht toe te schrijven is;

2° als de personeelsleden niet meer aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens vrijstelling toegestaan door de Regering;

b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) aan de dienstplichtwetten voldoen;

3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° als zij zonder geldige reden hun werk verlaten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° als zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke en strafrechtelijke wetten het stopzetten van de ambten als gevolg heeft;

6° als zij zich in een toestand van erkende permanente arbeidsongeschiktheid bevinden, overeenkomstig de wet of de verordening, die hen verhindert hun ambt correct uit te voeren;

7° als zij de leeftijd hebben bereikt van de normale oppensioenstelling;

8° om de toekenning van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken voor een personeelslid van dezelfde hogere kunstschool dat in vast verband aangeworven is. In dat geval verliest het tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven personeelslid met de kleinste dienstanciënniteit zoals bedoeld in artikel 410 voor het bedoelde ambt en de toe te kennen cursussen zijn betrekking.

9° om de toekenning van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht mogelijk te maken voor een ander onderwijzend personeelslid van dezelfde hogere kunstschool dat tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven is. In dat geval verliest het onderwijzend personeelslid met de kleinste dienstanciënniteit zoals bedoeld in artikel 410 voor het bedoelde ambt en de toe te kennen cursussen zijn betrekking.

10° wanneer geen enkel beroep werd ingediend tegen de kennisgeving van de vaststelling van een onverenigbaarheid of wanneer de onverenigbaarheid wordt vastgesteld bij een definitief vonnis of een definitief arrest van een arbeidsgerecht;

11° vanaf de ontvangst van het advies van de administratieve gezondheidsdienst waaruit blijkt dat het tijdelijk personeelslid definitief ongeschikt is;

12° in geval van definitieve aanwerving in een ambt naar evenredigheid van de uren die voor deze aanwerving in aanmerking komen, ten belope van een volledig ambt;

13° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool voor een bepaald ambt en de toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet wordt door een tijdelijk voor onbepaalde tijd aangeworven personeelslid;

Art. 454. Een personeelslid tijdelijk aangeworven voor een onbepaalde duur kan eenzijdig een einde maken aan de overeenkomst, mits een opzegging van vijftien dagen.

Hij brengt de inrichtende macht ervan op de hoogte bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft de derde werkdag na de verzendingsdatum en informeert de directeur van de hogere kunstschool over zijn beslissing.

Afdeling 3. — In vast verband aangeworven personeelsleden

Art. 455. De overeenkomsten die gesloten zijn met de in vast verband aangeworven personeelsleden worden zonder opzegging beëindigd .:

1° als ze niet regelmatig in vast verband zijn aangeworven, voor zover de onregelmatigheid niet aan de inrichtende macht toe te schrijven is. De personeelsleden behouden de verworven rechten gebonden aan hun vorige regelmatige situatie;

2° als de personeelsleden niet meer aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens vrijstelling toegestaan door de Regering;

b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) aan de dienstplichtwetten voldoen.

3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° als zij zonder geldige reden hun werk verlaten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° als zij zich in de gevallen bevinden waarbij de toepassing van de burgerlijke en strafrechtelijke wetten het stopzetten van de ambten als gevolg heeft;

6° als zij zich in een toestand van erkende permanente arbeidsongeschiktheid bevinden, overeenkomstig de wet of de verordening, die hen verhindert hun ambt correct uit te voeren;

7° als zij de leeftijd hebben bereikt van de normale oppensioenstelling;

8° door afdanking wegens een zware tekortkoming;

9° wanneer geen enkel beroep werd ingediend tegen de kennisgeving van de vaststelling van een onverenigbaarheid of wanneer de onverenigbaarheid wordt vastgesteld bij een definitief vonnis of een definitief arrest van een arbeidsgerechtigd;

10° als zij weigeren zonder geldige reden een nieuwe aanstelling te bekleden die bekomen wordt ten gevolge van een verandering van aanstelling of een mutatie;

11° als zij de uren toegekend met toepassing van artikel 407, § 2 zonder geldige reden weigeren;

12° als zij op pensioen worden gesteld voor definitieve fysieke ongeschiktheid;

13° in geval van aanwerving in vast verband in een ander ambt naar evenredigheid van de uren die voor deze nieuwe aanwerving in aanmerking komen, in verhouding tot een volledig ambt;

14° in geval van afschaffing van de enige betrekking binnen de hogere kunstschool voor een bepaald ambt en de toe te kennen cursussen, wanneer deze betrekking bezet wordt door een in vast verband aangeworven personeelslid dat een bijambt uitoefent.

Wanneer de definitieve beëindiging van de ambten als gevolg heeft dat artikel 10 van de wet van 20 juli 1991 wordt toegepast, stort de Franse Gemeenschap de in dit artikel bepaalde premies aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid

Art. 456. De overeenkomst gesloten met de in vast verband aangeworven personeelsleden wordt beëindigd door ontslag van het personeelslid mits een toelating aan het personeelslid zijn dienst te verlaten of een opzegging van vijftien dagen. Deze opzegging wordt aan de inrichtende macht meegedeeld bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft op de derde werkdag na de verzendingsdatum. Het personeelslid informeert de directeur van de hogere kunstschool over zijn beslissing.

HOOFDSTUK XII. — *Bestrafing van het niet-nakomen van de verplichtingen door de inrichtende macht*

Art. 457. § 1. De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid waarvoor hij de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of het gedeeltelijk opdrachtverlies niet zou melden.

In geval van gedeeltelijk opdrachtverlies, wordt het verlies van de weddetoelage beperkt tot het aantal verloren lestijden.

§ 2. De inrichtende macht die nalaat de betrekking te melden die door een tijdelijk personeelslid wordt bekleed en die kan worden aangekondigd naar aanleiding van de reffectatie, de hervatting van het werk of de voorlopige wederoproeping in dienst, verliest het genot van de weddetoelage die aan dat personeelslid werd toegekend.

§ 3. De inrichtende macht die zonder geldige reden geweigerd heeft gevolg te geven aan een reffectatie, aan een hervatting van het werk of een voorlopige wederoproeping in dienst of die niet zijn plichten nakomt inzake verlenging van de reffectatie, hervatting van het werk of voorlopige wederoproeping in dienst, verliest het voordeel van de weddetoelage toegekend aan het tijdelijk personeelslid dat de aan deze reffectatie, hervatting van het werk of voorlopige wederoproeping in dienst toegekende betrekking bekleedt.

§ 4. De Regering verstuurt de inrichtende macht een ingebrekestelling waarbij zij haar binnen een termijn van dertig dagen vanaf deze ingebrekestelling verzoekt te bewijzen dat hij zich niet meer in een geval van toepassing van de paragrafen 1 tot 3 bevindt. De Regering kan, bij besluit, deze bevoegdheid delegeren aan de minister die functioneel bevoegd is.

Indien, op het einde van deze termijn van dertig dagen, de inrichtende macht geen bewijs heeft geleverd dat hij zich niet meer in een geval bevindt dat valt onder de toepassing van de paragrafen 1 tot 3, verliest hij zoals in deze paragrafen wordt aangeduid, het voordeel van de weddetoelage voor een periode die begint op het einde van de voornoemde termijn van dertig dagen en die duurt tot de dag waarop de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd dat hij zich niet meer in een geval bevindt dat valt onder de toepassing van de paragrafen 1 tot 3.

Er wordt een afschrift van de ingebrekestelling bedoeld in het eerste lid aan het personeelslid bezorgd.

VIJFDE DEEL. — WIJZIGINGS-, OPHEFFINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

TITEL 1. — *Overgangsbepalingen*

Art. 458. De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven zijn voor de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn in de zin van dit decreet welke ook de vroegere classificatie van de cursussen die zij geven moge zijn en naar evenredigheid van het percentage van de opdracht waarvoor zij in vast verband benoemd of aangewezen werden.

Het eerste lid wordt toegepast op het geheel van de personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven zijn in het artistiek hoger onderwijs en in het hoger kunstonderwijs, ook wanneer de cursussen die deze personeelsleden verstrekten, worden georganiseerd in het lange of het korte type, overeenkomstig het decreet.

Art. 459. De titularissen van het ambt van docent in het hoger kunstonderwijs van de derde graad worden geacht de bekwaamheidsbewijzen en de nodige ervaring te bezitten om het ambt van (hoog)leraar te kunnen uitoefenen in het hoger kunstonderwijs van het lange type.

De titularissen van het ambt van (hoog)leraar in een niet exclusief ambt in het kunstonderwijs worden geacht de vereiste bekwaamheidsbewijzen en de nodige ervaring te bezitten om het ambt van (hoog)leraar in het hoger kunstonderwijs van het lange type te kunnen uitoefenen.

De titularissen van het ambt van onderdirecteur in het hoger kunstonderwijs van het korte type worden geacht de vereiste bekwaamheidsbewijzen en de nodige ervaring te bezitten om het ambt van onderdirecteur in het hoger kunstonderwijs van het korte en het lange type te kunnen uitoefenen.

Art. 460. Prioritair boven elke benoeming of elke tijdelijke aanwerving voor bepaalde tijd, worden geacht als tijdelijk aangewezen of aangeworven voor onbepaalde tijd, de personeelsleden die, tijdelijk aangewezen of aangeworven in de inrichting voor het academiejaar 2001-2002, voor het bedoelde ambt en de toe te kennen cursussen, een vacante betrekking bekleden en die, bij de inwerkingtreding van dit decreet een dienstanciënniteit tellen van minimaal twee jaar, berekend volgens de vroeger toepasselijke regels.

Art. 461. § 1. Bij overgangsmaatregel, kunnen de (hoog)leraren en begeleiders die, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, benoemd zijn in een ambt aan het Conservatorium en een ander ambt in het onderwijs, een statutair ambt of een ambt als werknemer uitoefenen, deze mogelijkheid van cumulatie in een niet exclusief ambt behouden overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 voorlaatste lid van het koninklijk besluit van 15 april 1958, zoals gewijzigd bij artikel 473 van dit decreet.

Daartoe moeten de betrokken (hoog)leraren en begeleiders hun keuze meedelen bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Algemene Administratie van het onderwijspersoneel binnen de dertig dagen van de datum van toepassing van dit decreet. Zij moeten hun keuze uiterlijk op 1 mei voor elk academiejaar herhalen.

Indien dit niet wordt gedaan, worden de nieuwe regels van dit decreet op hen toegepast.

§ 2. Als zij de cumulatie kiezen, worden hun prestaties op het Conservatorium beperkt tot maximaal vier uur per week voor de (hoog)leraren en maximaal 6 uur per week voor de begeleiders.

Hun bezoldiging in dit ambt stemt, in voorkomend geval, overeen met de werkelijk gepresteerde uren volgens de volgende weddeschaal :

1° (Hoog)leraar voor kunst in het muziekonderwijs (ambt van 6 uur per week) :

die onderwijs verstrekt in een cursus van de eerste categorie : 610;

die onderwijs verstrekt in een cursus van de tweede categorie : 606.

2° Begeleider in het muziekonderwijs (ambt van 12 uur per week): 607.

Zij bewaren de anciënniteit van hun vroeger niet-exclusief ambt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs die geldend zou zijn op de dag van de aanneming van dit decreet.

§ 3. Bij uitzonderlijk geval in verband met dringende pedagogische redenen, mogen de prestaties op het Conservatorium worden opgevoerd tot maximaal acht uur per week voor de (hoog)leraren.

Op straffe van nietigheid, moet het voordeel van de uitzonderlijke toestand aangevraagd worden door de Directeur van de betrokken inrichting bij een ter post aangetekende brief, gemotiveerd en gericht aan het Ministerie waarvan de inrichting afhangt, uiterlijk binnen de dertig dagen volgend op de feiten waarvoor beroep werd aangetekend.

Het voordeel van de uitzonderlijke situatie kan slechts worden toegekend op beslissing genomen door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger Kunstonderwijs behoort.

De beslissing is slechts geldig voor de duur van het betrokken schooljaar.

De bezoldiging van de uren gepresteerd binnen het kader van een uitzonderlijke situatie zal overeenstemmen met de werkelijk gepresteerde uren, volgens het referentiebarema hieronder bedoeld. Maar boven zes uur voor de (hoog)leraren zullen de gepresteerde uren voor de helft worden betaald.

§ 4. Bij overgangsmaatregel en binnen de perken van het kader zoals bepaald in uitvoering van artikel 99 van dit decreet, kunnen de personeelsleden van de conservatoria die voor het academiejaar 2001-2002 werden aangewezen voor een mandaat van docent en opnieuw zijn aangewezen volgens dit decreet, ten belope van de uren en de cursussen waarvoor zij in 2001-2002 werden bezoldigd, de benaming van docent blijven genieten, in plaats van de benaming assistent en, zonder beperking van het aantal mandaten en in afwijking van de bepalingen van § 2 van artikel 108 van dit decreet. Deze mogelijkheid moet echter gebonden zijn aan de activiteit van de (hoog)leraar met wie zij verbonden zijn tot 2001-2002 met toepassing van de bepalingen van artikel 18 van het koninklijk besluit van 25 juni 1973 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toelating van de leerlingen en van de duur van de lessen in de Koninklijke Muziekconservatoria en moet beëindigd worden zodra de (hoog)leraar niet meer in dienst is. Het globaal urenvolume dat een conservatorium zou reserveren voor de toepassing van deze bepaling wordt afgetrokken van het aantal betrekkingseenheden als assistent bepaald bij toepassing van artikel 55 van dit decreet.

De betrokken docenten moeten hun keuze meedelen bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Algemene Administratie Onderwijspersoneel binnen de dertig dagen na de bekendmaking van dit decreet. Dit document moet de naam van de (hoog)leraar vermelden aan wie zij waren verbonden in de context van het voornoemd koninklijk besluit van 25 juni 1973.

In dat geval wordt hun bezoldiging vastgesteld per weekuur op grond van een jaarlijks uurpercentage van 1.182,28 euro, gekoppeld aan de index 100 op 1 november 1993. Het mandaat van docent wordt geacht een ambt met volledige prestaties te zijn in de zin van artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, wanneer het 18 uren telt.

Art. 462. De regelmatige leerlingen van de koninklijke muziekconservatoria die aan het studeren zijn om de eerste prijs te behalen bij de inwerkingtreding van dit decreet, worden toegelaten het begonnen studiecycclus voort te zetten tot het bekomen van de eerste prijs en uiterlijk op 31 augustus 2006.

Deze leerlingen worden toegelaten, zodra zij hun diploma van eerste prijs ontvangen, hun opleiding voort te zetten in het eerste jaar van de tweede cyclus van het nieuw studiesysteem ingevoerd bij toepassing van dit decreet. Zij zijn echter ertoe gehouden hun schoolcursus aan te vullen voor het einde van dit eerste schooljaar door het slagen voor de vakken bepaald in het nieuw studieprogramma die niet zouden gezien zijn gedurende de studies die leiden tot de eerste prijs.

De studenten die regelmatig zijn ingeschreven, anderen dan die bedoeld in het eerste lid, worden toegelaten hun studies verder te zetten in de optie en het jaar die overeenkomen in het nieuw studiesysteem ingevoerd bij toepassing van dit decreet, en met inachtneming van de voorwaarden gesteld door de Regering.

Art. 463. De regelmatige leerlingen van de koninklijke muziekconservatoria die aan het studeren zijn om een hoger diploma te bekomen bij de inwerkingtreding van dit decreet, worden toegelaten het begonnen studiecycclus verder te zetten tot het bekomen van het hoger diploma en uiterlijk op 31 augustus 2005.

Art. 464. De regelmatige leerlingen van de koninklijke muziekconservatoria die aan het studeren zijn om een diploma van pedagogische bekwaamheid te bekomen bij de inwerkingtreding van dit decreet, worden toegelaten het studiecycclus verder te zetten tot het bekomen van het diploma van pedagogische bekwaamheid en uiterlijk op 31 augustus 2003.

Art. 465. Voor de toepassing van de artikelen 462 tot 464 van dit decreet is de regelmatige leerling diegene die het geheel van de vakken volgt, vastgesteld bij de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 maart 1972 voor het behalen van het bedoeld diploma.

Art. 466. Voor het academiejaar 2002-2003 en in afwijking van de bepalingen vastgesteld voor de aanwerving bij dit decreet, kan de inrichtende macht nieuwe benoemingen of aanwervingen doen voor bepaalde tijd. Deze tijdelijke aanstellingen of aanwervingen kunnen niet het volgend academiejaar worden verlengd als de betrekking niet vacant is verklaard overeenkomstig artikel 101, 225 of 355, of als het personeelslid niet voldoet aan de voorwaarden vastgesteld, volgens het geval, bij de artikelen 109, 110, 112 of 234, 235, 237, 238 of 364, 365, 367, 368.

Art. 467. Voor de toepassing van artikel 108 § 2, 233 § 2, 363 § 2 van dit decreet, wordt, voor de berekening van de mandaten als assistent, geen rekening gehouden met enige aanwerving van voor de toepassing van dit decreet.

Art. 468. Vanaf het academiejaar 2002-2003 kan geen enkele betrekking van de categorie van het administratief personeel, van de categorie van het opvoedend hulppersoneel, leiden tot een tijdelijke aanstelling of aanwerving, behalve als het gaat om een vervanging van een personeelslid in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 469. Vanaf het academiejaar 2002-2003 kan geen enkele betrekking van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel dat, voor de inwerkingtreding van dit besluit, de ambten van afdelingschef voor studies, van practicumchef, van (hoog)leraar beroepspraktijk en van assistent in het onderwijs voor de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie uitoefent, leiden tot een tijdelijke aanstelling of aanwerving behalve als het gaat om de vervanging voor bepaalde tijd in de gevallen bepaald bij de geldende decreetsbepalingen en verordeningsbepalingen.

Art. 470. In afwijking van de artikelen 468 en 469 en bij wijze van overgangsmaatregel, behouden de personeelsleden die tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn voor de inwerkingtreding van dit decreet, hun ambt, tot er een statutaire oplossing wordt gevonden.

Art. 471. Zolang de artikelen 151, 152, 156, 270 en 403 niet worden toegepast bij specifieke bepalingen, blijven de personeelsleden de geldende decreets- en verordeningsbepalingen genieten.

TITEL 2. — Wijzigingsbepalingen

Art. 472. Artikel 4 van de wet van 14 mei 1955 tot regeling van het kunstonderwijs, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Zij wordt niet toegepast op de hogere kunstscholen. »

Art. 473. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd :

1° het eerste lid van artikel 5 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

In afwijking van de bepalingen *b)* en *c)* hierboven, behouden de leerkrachten van de hogere kunstscholen die een artistiek beroep uitoefenen ofwel als zelfstandige, onder arbeidsovereenkomst, het voordeel van het hoofdamt welke ook de bedragen van hun inkomsten en het urenvolume van hun artistieke activiteit moge zijn. »;

2° Het voorlaatste lid van artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepaling : « De uitdrukking « niet-exclusief ambt » duidt het ambt aan dat, in een of verschillende scholen of inrichtingen voor kunstonderwijs van de Staat, uitgeoefend wordt door de (hoog)leraar belast met de artistieke vakken en de begeleider die in vast verband benoemd zijn voor 1 september 2002 en die hebben geopteerd voor het behoud van de vorige cumulaties.

3° Een lid *r)*, luidend als volgt, wordt in artikel 16, § 1, A ingevoerd : « *r)* de effectieve diensten die het personeelslid gepresteerd heeft voor 1 september 2002 in een inrichting voor kunstonderwijs georganiseerd door de Staat of door de Franse Gemeenschap als titularis van een niet-exclusief ambt dat een volledige wedde begrijpt, voor zover dat niet-exclusieve ambt niet tegelijkertijd met een ander ambt of beroep beschouwd als hoofdamt werd uitgeoefend »;

4° Het eerste lid van artikel 16, § 1., B, wordt als volgt aangevuld : « alsmede de tijd die het personeelslid heeft doorgebracht voor 1 september 2002 als titularis van een niet-uitsluitend ambt dat geen volledige wedde begrijpt, in een inrichting voor kunstonderwijs georganiseerd door de Staat of door de Franse Gemeenschap, voor zover dit niet-uitsluitend ambt niet tegelijkertijd is uitgevoerd met een ander ambt of beroep beschouwd als hoofdamt ».

5° Artikel 17, § 1, wordt aangevuld met de woorden, « ofwel in het kunstonderwijs », na de woorden : « ofwel in het technisch en landbouwkundig onderwijs »;

6° Artikel 41, § 2, wordt aangevuld met het cijfer 12 tussen de cijfers 8 en 16, in de kolom minimumaantal lessen en met het cijfer 12 op dezelfde plaats in de kolom Deler;

7° Artikel 44ter, § 2, wordt aangevuld met het cijfer 12 tussen de cijfers 8 en 16 in de kolom Minimumaantal lessen en met het cijfer 15 tussen de cijfers 12 en 18 in de kolom Deler.

Art. 474. In artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 2, 1° lid wordt vervangen door het volgende lid : « Een inschrijvingsgeld wordt opgelegd aan de studenten van de inrichtingen voor hoger onderwijs van het korte of het lange type met volledig leerplan »;

b) In § 2, 2° lid, 1°, worden de woorden « het onderwijs van de 2° graad, in de koninklijke muziekconservatoria en in het « Institut de musique et de pédagogie musicale de Namur » geschrapt;

c) § 2, 2° lid, 2° wordt opgeheven;

d) In § 2, 3° lid, worden de woorden « , onderwijs van de tweede graad, in de koninklijke muziekconservatoria alsmede op het I.K.M.P., » en de woorden « in het hoger onderwijs van de derde graad en » geschrapt;

e) In § 2, 5° lid, worden de woorden » artistiek hoger of » geschrapt;

f) § 2bis wordt vervangen door de volgende paragraaf : « § 2bis. De bedragen ontvangen door een hogere kunstschool als inschrijvingsgeld bedoeld in § 2, voor het geheel wat betreft het inschrijvingsgeld betaald door de studenten betaald die zich inschrijven voor studies die geklasseerd zijn in het onderwijs van het korte type en de helft voor wat betreft het inschrijvingsgeld betaald door de studenten die zich inschrijven voor studies geklasseerd in het hoger onderwijs van het lange type, alsmede de bedragen van de ontvangen specifieke inschrijvingsrechten, overeenkomstig de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, worden afgetrokken van het bedrag dat de Gemeenschap stort, naargelang van het geval, als werkingssubsidie of dotatie aan de betrokken hogere kunstschool »;

g) § 2ter wordt met het volgend lid aangevuld : « Deze paragraaf is niet toepasselijk op de hogere kunstschoolen ».

Art. 475. Artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 maart 1961 houdende toepassing van artikel 5 van de wet van 14 mei 1955 en van de artikelen 24, 27 en 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Dit besluit wordt niet toegepast op de hogere kunstschoolen, met uitzondering van artikel 13. »

Art. 476. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemene regeling van de studiën in het Hoger Technisch Onderwijs, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Het kunsthoger onderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen is niet onderworpen aan de bepalingen van dit besluit. »

Art. 477. Artikel 1, 1^e lid, 1. van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « 1. De voorschools-, lagere, middelbare en hogere onderwijsinrichtingen, met uitsluiting van de hogeschoolen, de universitaire instellingen en de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogere kunstschoolen, met uitzondering van de leden van het onderwijzend personeel die de ambten van afdelingschef voor studies, practicumchef alsmede (hoog)leraar beroepspraktijk en assistent in het onderwijs betreffende de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie uitoefenen.

Artikel 2 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgend lid » Dit artikel wordt niet toegepast op de leden van het onderwijzend en bestuurspersoneel van de hogere kunstschoolen met uitzondering van de leden van het onderwijzend personeel die een ambt als afdelingschef voor studies, practicumchef alsmede (hoog)leraar beroepspraktijk en assistent in het onderwijs betreffende de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie. »

Art. 478. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstsonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, wordt een artikel 5ter ingevoegd, luidend als volgt : Artikel 5ter. De bepalingen van dit besluit worden niet toegepast op de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogere kunstschoolen. »

Art. 479. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstsonderwijs en onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt aangevuld met het volgend lid : « Het wordt niet toegepast op de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogere kunstschoolen van de Franse Gemeenschap ». Er wordt in hetzelfde koninklijk besluit een nieuw hoofdstuk ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk XIbis – Overgangsbepalingen. »

Hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een artikel 169bis, luidend als volgt : « Artikel 169bis. De personeelsleden die, op datum van 30 juni 2002, de ambten uitoefenen van afdelingschef voor studies, practicumchef alsmede (hoog)leraar beroepspraktijk en assistent onderwijs betreffende de vertoningskunsten en technieken inzake verspreiding en communicatie, blijven de bepalingen van dit besluit genieten ».

Art. 480. De artikelen 10, 11 en 12 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969, betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals gewijzigd, worden aangevuld met de volgende woorden : « De bepalingen van dit artikel worden niet toegepast op de hogere kunstschoolen ».

Art. 481. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, zoals gewijzigd, wordt het eerste lid vervangen door het volgend lid : « Met uitsluiting van het personeel van de hogere kunstschoolen, waarop de bepalingen van dit artikel niet worden toegepast, om te kunnen worden benoemd in de selectieambten van de categorie van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, in de volgende tabel opgenomen, moeten de personeelsleden titularis zijn van een van de wervingsambten vermeld naast het toe te kennen selectieambt en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat eventueel naast het ambt vermeld is. »

Art. 482. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met het volgend lid : « Dit besluit is niet van toepassing op de hogere kunstschoolen ».

Art. 483. In het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, zoals gewijzigd, wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel 1bis. Dit besluit is niet van toepassing op de hogere kunstschoolen ».

Art. 484. In het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *5bis*. Dit besluit is niet van toepassing op de hogere kunstschole ».

Art. 485. In artikel 1 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, zoals gewijzigd, wordt een vierde paragraaf ingevoegd, luidend als volgt : « § 4. Deze wet is niet van toepassing op de hogere kunstschole, met uitzondering van de artikelen 1, 2, eerste lid, 8, §§ 1 en 2 en 10, § 7. »

Art. 486. Het koninklijk besluit van 23 november 1970 tot vaststelling van de ambtsbevoegdheden van de provisors en onderdirecteurs bij de rijksonderwijsinrichtingen, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met een artikel *1bis* met de volgende bepaling : « Artikel *1bis*. De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 487. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt : « Dit besluit is niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 488. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 december 1973 houdende bepaling van de splitsings- en hergroeperingsnormen van studiejaar in het secundair technisch onderwijs, in het technisch, economisch, agrarisch, paramedisch, sociaal en pedagogisch hoger onderwijs van het korte type, in het technisch en agrarisch hoger onderwijs van de tweede graad, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met de volgende woorden « Zij zijn niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 489. In het eerste hoofdstuk van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen in uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, wordt een artikel 3 octies ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel 3 octies. Hoofdstuk 1 van dit besluit is niet van toepassing op de hogere kunstschole, met uitzondering van de artikelen *3bis* en *3quater* tot *3septies*. »

Art. 490. In artikel 77, § 2, van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, zoals gewijzigd, worden de volgende woorden toegevoegd : « Deze paragraaf is niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 491. In hoofdstuk III van de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs inzonderheid van het technisch en het agrarisch onderwijs van het lange type, zoals gewijzigd, wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *9bis*. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 492. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 augustus 1977 tot vaststelling van het organiek reglement van de rijksinrichtingen voor hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Artikel 1. De bepalingen van dit besluit worden toegepast op de inrichtingen van de Staat voor hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan, met uitzondering van de hogeschole en de hogere kunstschole. »

Art. 493. In artikel 2, 3de lid van het koninklijk besluit van 28 december 1977 tot vaststelling van de modaliteiten tot het verlenen van de vrijstelling van examens in het hoger onderwijs van het korte en van het lange type, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord « artistiek » wordt toegevoegd tussen de woorden « landbouwkundig » en « economisch »;
- 2° de woorden « alsmede in het architectuuronderwijs » worden geschrapt. »

Art. 494. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 23 januari 1978 tot vaststelling van de wijze van verkiezing van sommige leden van de raad van beheer in de rijksinrichtingen voor hoger onderwijs van het lange type, met volledig leerplan, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn noch op de hogeschole noch op de hogere kunstschole van toepassing. »

Art. 495. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 december 1978 tot vaststelling van de voorwaarden voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel van de inrichtingen voor het hoger onderwijs van het lange type, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de inrichtingen met volledig leerplan van hoger onderwijs van het lange type met uitzondering van de hogere kunstschole. »

Art. 496. In het koninklijk besluit nr. 79 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare lestijden in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, zoals gewijzigd, wordt een artikel *10 bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *10bis*. De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op het hoger kunstsonderwijs van het korte type georganiseerd in de hogere kunstschole. »

Art. 497. In het koninklijk besluit van 27 juli 1982 ter bepaling van de coëfficiënt die het maximum aantal toegelaten studiebegeleidingseenheden in het hoger onderwijs van het lange type vastlegt, wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel *1bis*. De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 498. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1984 houdende algemene regeling van de studiën in het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen van hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan waarvan de onderwijstaal het Frans is, met uitzondering van de hogeschole en de hogere kunstschole. »

Art. 499. In artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : « Het is niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 500. Artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 houdende vaststelling van de minimale studentenbevolking van afdelingen van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met de volgende woorden : « Het is niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 501. In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr. 460 van 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, zoals gewijzigd, wordt het volgende lid toegevoegd : « De artikelen 4 tot 13 en 16 tot 22 van dit besluit zijn niet van toepassing op het kunsthoger onderwijs georganiseerd binnen de hogere kunstschole. »

Art. 502. Het tweede lid van artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemeen reglement van de studie in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, zoals gewijzigd, wordt vervangen door het volgende lid : « Dit besluit is noch op de hogeschole, noch op de hogere kunstschole van toepassing. »

Art. 503. Artikel 1*bis* van het koninklijk besluit van 6 november 1987 tot vaststelling van de begrippen « regelmatig ingeschreven student » en « student die in aanmerking komt voor de financiering » in het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van het universitair onderwijs, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Artikel 1*bis*. Dit besluit is noch op de hogeschole, noch op de hogere kunstschole van toepassing. »

Art. 504. Artikel 1, § 2, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met het volgende punt : « 3° op de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de vrije gesubsidieerde hogere kunstschole. »

Artikel 110, 6° lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door een lid, luidend als volgt : « De personeelsleden die, op datum van 30 juni 2002, het ambt uitoefenen van (hoog)leraar beroepspraktijk in het onderwijs betreffende de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, blijven de bepalingen van dit decreet genieten. »

Art. 505. Artikel 1 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd, wordt door het volgende lid aangevuld : « Dit decreet is niet van toepassing op de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de vrije gesubsidieerde hogere kunstschole. »

Art. 506. In het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, zoals gewijzigd, wordt een artikel 16 toegevoegd, luidend als volgt : « Artikel 16. Dit decreet is niet van toepassing op de hogere kunstschole. »

Art. 507. In artikel 2, 2° lid van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogeschole, zoals gewijzigd, worden de woorden « voor architectuur » ingevoegd tussen de woorden « studies » en « ressorterend onder het kunsthoger onderwijs ».

De laatste zin van dit lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « Dit decreet is noch op de universitaire instellingen, noch op de hogere kunstschole toegepast, met uitzondering van de artikelen 78 en 83. »

Art. 508. Het tweede lid van artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de re-affectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het hoger onderwijs van het korte type alsmede het kunstonderwijs, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « De bepalingen van dit besluit zijn noch op de personeelsleden van de officiële gesubsidieerde hogeschole, noch op de personeelsleden van de officiële gesubsidieerde hogere kunstschole van toepassing. »

Art. 509. Het tweede lid van artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de re-affectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het hoger onderwijs van het korte type alsmede het kunstonderwijs, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling : « De bepalingen van dit besluit zijn noch op de personeelsleden van de vrije gesubsidieerde hogeschole noch op de personeelsleden van de hogere kunstschole van toepassing. »

TITEL 3. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 510. Het koninklijk besluit van 30 november 1926 houdende oprichting te Brussel van een hogere school voor decoratiekunst, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 511. Het koninklijk besluit van 16 oktober 1933 houdende het organiek reglement van het Koninklijk Muziekconservatorium van Brussel, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 512. Het koninklijk besluit van 16 oktober 1933 houdende het organiek reglement van het Koninklijk Muziekconservatorium te Luik, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 513. Het besluit van de Regent van 13 januari 1950 houdende het organiek reglement van het Koninklijk Muziekconservatorium te Bergen., zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 514. Het ministerieel besluit van 24 juni 1952 tot vaststelling van de huurtarieven van de instrumenten die toebehoren aan de Koninklijke Muziekconservatoria, wordt opgeheven.

Art. 515. Het koninklijk besluit van 4 oktober 1957 waarbij het inschrijvingsgeld voor de leerlingen van de Rijksinrichtingen voor kunstonderwijs wordt vastgesteld, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 516. Het koninklijk besluit van 19 januari 1961 betreffende bepaalde toekenningsvoorwaarden en de vorm der door de Koninklijke Muziekconservatoria uitgereikte attesten, getuigschriften en diploma's, alsook betreffende het virtuositeitsdiploma, zoals gewijzigd, wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met uitzondering van de artikelen 1 tot 3, opgeheven met uitwerking op 31 augustus 2006, van artikel 3*bis*, opgeheven met uitwerking op 31 augustus 2003, en artikel 4, §§ 3 tot 5, opgeheven met uitwerking op 31 augustus 2005.

Art. 517. Het koninklijk besluit van 15 april 1965 tot regeling, in de derde graad van het hoger technisch onderwijs, van de studiën, ter verkrijging van het diploma voor cultuurspreidingstechnieken, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 518. Het koninklijk besluit van 16 april 1965, houdende organiek reglement van het Hoger Rijkstechnisch Instituut voor Toneel en Cultuurspreiding zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 519. Het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende organiek kader van het Hoger Rijkstechnisch Instituut voor Toneel en Cultuurspreiding wordt opgeheven.

Art. 520. Het ministerieel besluit van 28 oktober 1969 tot vaststelling van de vakken die een bijzondere beroepservaring vergen, zoals bedoeld in artikel 10, 18°, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 april 1969, betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager-, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, wordt opgeheven.

Art. 521. Het koninklijk besluit van 20 maart 1970 houdende vaststelling van de huurprijzen voor de concertzalen van het Koninklijk Muziekconservatorium te Luik en van de vergoedingen van het personeel nodig voor het benutten van deze zalen, wordt opgeheven.

Art. 522. Het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot regeling van de administratieve toestand der leraars aan de Koninklijke Muziekconservatoria van Brussel (Franstalige afdeling), Luik en Bergen, die een artistieke activiteit buiten de instelling uitoefenen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 523. Het koninklijk besluit van 8 september 1971 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder rijkstoelagen worden verleend aan het Instituut voor Kerkmuziek en muziekpedagogie (I.K.M.P.), zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 524. Het koninklijk besluit van 20 oktober 1971 tot vaststelling van de huurprijzen van de concertzalen van het Koninklijk Muziekconservatorium van Brussel en de toelagen van het personeel nodig voor het gebruik van de zalen, wordt opgeheven.

Art. 525. Het koninklijk besluit van 21 februari 1972 tot regeling van de samenstelling, de bevoegdheid en de werkwijze van de Commissies van Toezicht bij de Koninklijke Muziekconservatoria van Brussel (Franstalige afdeling), Luik en Bergen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 526. Het koninklijk besluit van 20 maart 1972 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de diploma's van eerste prijs en van de hogere diploma's in de koninklijke muziekconservatoria te Brussel (Franstalige afdeling), Luik en Bergen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met uitzondering van artikel 4*bis*, opgeheven met uitwerking op 31 augustus 2003, van artikel 5, opgeheven met uitwerking op 31 augustus 2005, en de artikelen 1 tot 4, opgeheven met uitwerking op 31 augustus 2006.

Art. 527. Het ministerieel besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de koninklijke muziekconservatoria te Brussel (Franstalige afdeling), Luik en Bergen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met uitzondering van de artikelen 66*bis* en 67, die opgeheven zullen worden op 31 augustus 2005, en van de artikelen 26, 31 en 55 tot 61, die zullen worden opgeheven op 31 augustus 2006.

Art. 528. Het koninklijk besluit van 25 juni 1973 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toelating van de leerlingen en van de duur van de lessen in de Koninklijke Muziekconservatoria, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 529. Het koninklijk besluit van 5 november 1973 tot organisatie van het onderwijs in de beeldende kunsten afhankelijk van de Minister van Franse Cultuur, wordt opgeheven.

Art. 530. Het koninklijk besluit van 5 mei 1976 houdende gelijkstelling van de titels van het kunstonderwijs, wordt opgeheven.

Art. 531. Het ministerieel besluit van 15 juli 1976 tot vaststelling van het kalender voor de examens, voorzien voor de parallele leergangen in koninklijke muziekconservatoria, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 532. Het ministerieel besluit van 15 juli 1976 tot vaststelling van de toelatingsvoorwaarden tot de eerste technische en openbare wedstrijd alsook tot de openbare wedstrijd met het oog op het behalen van een eerste prijs van een koninklijk muziekconservatorium, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 533. Het Ministerieel besluit van 15 juli 1976, tot vaststelling van het kalender voor de examens, voorzien voor de parallele leergangen in koninklijke muziekconservatoria, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 534. Het ministerieel besluit van 15 juli 1976 tot vaststelling van het model van het getuigschrift voor toelating tot de inrichtingen voor muziekonderwijs van hoger niveau, wordt opgeheven.

Art. 535. Het ministerieel besluit van 15 juli 1976 tot vaststelling van de praktische modaliteiten voor de opdracht van de Staatsafgevaardigde voor de examens voor toelating in de inrichtingen voor muziekonderwijs van hoger niveau, wordt opgeheven.

Art. 536. Het ministerieel besluit van 20 juli 1976 tot vaststelling van de vakken die een bijzondere beroepservaring vereisen zoals bedoeld in artikel 10, 18°, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 537. Het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voorwaarden tot rangschikking van de studiën in de plastische kunsten met volledig leerplan in de drie graden van het hoger kunstonderwijs, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 538. Het koninklijk besluit van 9 november 1978 tot vaststelling op 1 april 1972 van de bezoldiging van de voordrachthouders en van de lesgevers der rijksinrichtingen voor kunstonderwijs ressorterend onder de Minister van Nederlandse Cultuur en de Minister van Franse Cultuur wordt opgeheven.

Art. 539. Het koninklijk besluit van 12 december 1979 tot vaststelling van de nieuwe structuren en de organisatie in de « Ecole supérieure des arts plastiques et visuels » te Bergen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 540. Het koninklijk besluit van 19 december 1979 tot rangschikking van de studies van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat », te Bergen, wordt opgeheven.

Art. 541. Het koninklijk besluit van 4 april 1980 tot vaststelling van de nieuwe structuren en de organisatie in de « Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre », zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 542. Het ministerieel besluit van 22 april 1980 tot inrichting van de artistieke proef voor de toegang tot de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs met volledig leerplan die een onderwijs in de plastische kunsten organiseren van de 1^e, de 2^e of de 3^e graad, wordt opgeheven.

Art. 543. Het koninklijk besluit van 23 april 1980 tot inrichting van het examen over de algemene vorming voor de toelating tot de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs met volledig leerplan die onderwijs in de plastische kunsten organiseren van de eerste of van de tweede graad, wordt opgeheven.

Art. 544. Het koninklijk besluit van 16 mei 1980 tot rangschikking van de studies van de « Ecole nationale supérieure des Arts visuels de la Cambre » wordt opgeheven.

Art. 545. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 september 1983 tot vaststelling van het organiek reglement van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels à Mons », zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 546. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 januari 1984 tot vaststelling van de procedure voor de samenstelling van de pedagogische raad en de raad van beheer van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 547. Het koninklijk besluit van 26 januari 1988 tot vrijstelling van bekwaamheidsbewijzen in het hoger artistiek muziekonderwijs, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

TITEL 4. — SLOTBEPALINGEN

Art. 548. De Regering kan de wets-, decreets- en verordeningsbepalingen coördineren inzake het hoger onderwijs georganiseerd binnen de hogere kunstscholen alsmede de bepalingen die deze opzettelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd op het moment waarop deze coördinatie zal worden opgesteld.

Daartoe kan zij :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen, onder andere afdelingen;

2° de referenties wijzigen die de te coördineren bepalingen zouden bevatten, om die in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de redactie wijzigen van de te coördineren bepalingen om die in overeenstemming met elkaar te brengen en de terminologie ervan te uniformiseren, zonder dat de principes ingeschreven in deze bepalingen geschonden kunnen worden.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen : « Decreet betreffende het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen, gecoördineerd op 20 december 2001. »

Art. 549. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002, met uitzondering van de artikelen 1; 2; 5 tot 31, die in werking treden op de dag waarop dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, en de artikelen 61 tot 67; 98 tot 105; 223 tot 230; 353 tot 360, die in werking treden op 1 januari 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2001.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

(1) Zitting 2001-2002

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 207-1 — Commissie amendementen, nr. 207-2- Verslag, nr. 207-3 - Erratum, nr. 207-4.

Vergaderingsamendementen, nr. 207-5.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 december 2001.